

■ MUSLIME IN DER SCHWEIZ

■ MUSULMANS EN SUISSE



■ MUSULMANI IN SVIZZERA

# INHALTSVERZEICHNIS

## TABLE DES MATIÈRES

### Muslime in der Schweiz Musulmans en Suisse Musulmani in Svizzera

	<b>Editorial</b>		
	Taner Hatipoglu/Samia Osman	Être musulman en Suisse	3
	Taner Hatipoglu/Samia Osman	Muslim sein in der Schweiz	6
	<b>Thema</b>		
	Hartmut Fähndrich	Glauben und glauben lassen, nicht glauben und nicht glauben lassen – c'est la vie, et la vie est dure	9
	Patrick Haenni	L'islam pluriel des musulmans de Suisse. Engagement et distanciation de «l'Autre intérieur»	12
	François Jung	De l'islam aux musulmans – bref aperçu historique de la recherche scientifique	16
	Jean-Claude Basset	Aux sources de l'anti-islamisme en Suisse	20
	Tariq Ramadan	Islam en Suisse. Etats des lieux et perspectives	24
	Walter Kälin	Gläubige in fremden Landen: Islam und schweizerische Grundrechtsordnung	29
	Joanna Pfaff-Czarnecka	Chancen öffentlicher Eingliederung muslimischer Gemeinschaften in der Schweiz	33
	Samir Shafy	Grundlagen für eine erfolgreiche Integration der Muslime in der Schweiz	36
	Judith Baumgartner Biçer	Musliminnen im Alltag der Gesundheitsversorgung. Auf der Suche nach einer differenzierten Sichtweise	38
	Barbara Waldis	Zur Debatte über interreligiöse Ehepaare aus der Schweiz und dem islamischen Raum	43
	Marianne Huber Glünz	«Er ist ein Muslim» – ein Erklärungsansatz im Konfliktfall?	46
	Barbara Sträuli Arslan, Brigitte Heckendorn-Heinimann	Muslimische Kinder in der Schweiz – der Balanceakt mit der andern Religion	51
	Ruedi Tobler	Von der Allgegenwart der Stereotyp-Falle	56
	Rebekka Ehret	Muslime im Integrationsleitbild der Stadt Basel	59
	Thomas Facchinetti	Musulmans à Neuchâtel ou musulmans neuchâtelois?	62
	Carlo Monti	Islam e Ticino	67
	Yahya Sergio Yahe Pallavicini	Islam e educazione: l'esperienza degli intellettuali musulmani europei	70
	Georg Kreis	Der «Islam» in bester Gesellschaft	74
	René Riedo	Der Beitrag der Eidgenössischen Ausländerkommission (EKA) zur Integration der Muslime in der Schweiz	77
	Marcel Heiniger	Daten zu Muslimen und Musliminnen in der Schweiz	79
		Données sur les musulmans et les musulmanes en Suisse	80
		Kleine Literaturliste zum Islam in der Schweiz	82
	<b>Interna</b>		
		Getrennte Klassen? Ein Dossier zu den politischen Forderungen nach Segregation fremdsprachiger Kinder in der Schule	84
		Des classes séparées? Dossier sur les demandes politiques de ségrégation des enfants parlant une langue étrangère à l'école	86
		Classi separate? Un dossier sulla richiesta di segregare i bambini di madre lingua straniera nella scuola	88
	Pressemeldung	Angriff eines Einzeltäters auf einen Angehörigen der jüdischen Religion am 16. August in Zürich	91

---

## Media

	Pressespiegel Rassismus 1. Halbjahr 1999	92
	Revue de presse sur le racisme 1 <sup>er</sup> semestre 1999	99
Cintia Meier-Mesquita	Rassismus und antirassistische Erziehung. Eine theoretische und empirische Studie	106
Claudio Bolzman, Jean-Pierre Tabin	Populations immigrées: quelle insertion? Quel travail social?	106
Widerspruch	«Flüchtlinge, Migration und Integration»	106
Bruno Cantamessa	Z'zu	107
Sergius Golowin	Von jesischen Kesslern und Korbern ... Ein Strauss bunter Geschichten über eine lebendige Kultur, vernommen von Fahrenden und Sesshaften während gut und gerne sechs Jahrzehnten	107
Tahar Ben Jelloun	Il razzismo spiegato a mia figlia	107
Vedat Dalokay	Schwester Schako und Kolo, die Ziege. Eine Kindheit in der Türkei	108
Fatma B.	Henna Mond	
Farideh Akashe-Böhme	Die islamische Frau ist anders. Vorurteile und Realitäten	109
Taha Khalil	Das Heft meines Freundes	109

## Forum

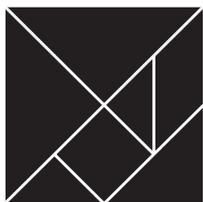
	Organisationen/Organisations	110
	Association culturelle des femmes musulmanes de Suisse	112
	Centre islamique de Lausanne	112
	Er-Rahma – Die Barmherzigkeit	113
	Evangelisch-reformierte Landeskirche des Kt. Zürich	113
	INFOREL – Information Religion	114
	Interessengemeinschaft BINATIONAL	114
	Die Interreligiöse Arbeitsgemeinschaft in der Schweiz – IRAS	115
	Ligue des musulmans de Suisse	115
	Gemeinschaft von Christen und Muslimen in der Schweiz	116
	Mosquée et la Fondation culturelle islamique de Genève	116
	Muslime, Musliminnen der Schweiz – MMS	116
	Schweizerische Gesellschaft Mittlerer Osten und Islamische Kulturen – SGMOIK	117
	VIOZ – Vereinigung der Islamischen Organisationen in Zürich	117
	Stiftung für Erziehung, Ausbildung und Integration – SERA	118
	Zürcher Forum der Religionen	118
	Islamische Zeitung	119
	Islamophobia – Die Europäische Kommission gegen Rassismus erarbeitet eine Empfehlung zur Bekämpfung von Rassismus und Intoleranz gegenüber Muslimen	119
	Stipendien zur Selbsthilfe	119

## Schlusspunkt

Amin Maalouf	Les identités meurtrières	120
--------------	---------------------------	-----

## Kalender/Calendrier

	Veranstaltungen	123
	Islamische Feiertage bis 2004	124



## Être musulman en Suisse

TANER. HATIPOGLU, SAMIA OSMAN (MEMBRES DE LA CFR)

Environ 200 000 musulmans vivent aujourd'hui en Suisse. Ils représentent ainsi la communauté religieuse la plus importante de Suisse après la communauté chrétienne. En Suisse, les besoins exprimés par les musulmans sont vite repris par les médias, souvent avec une connotation négative, et font l'objet de débats au sein de la population lorsqu'il est par exemple question de construire un cimetière islamique ou lorsque la demande de naturalisation d'une jeune fille née en Suisse est rejetée pour la seule raison qu'elle porte un foulard.

Bien qu'étant voisins, nous ne nous connaissons pas ou que de manière superficielle et la vie et les croyances des musulmans nous sont peu familières. Même en Suisse, l'image de l'Islam repose en grande partie sur des préjugés, des généralisations, des clichés inexacts et des informations diffusées par la presse à sensation. Cette image est, aujourd'hui encore, imprégnée d'une part par les croisades (XI<sup>e</sup>–XIII<sup>e</sup> siècles) et par la menace des «Turcs aux portes de Vienne» (1529) et d'autre part par les

contes des *Mille et Une Nuits* et les images et les écrits des «orientalistes» du XIX<sup>e</sup> siècle.

D'où la peur de cet Islam, dont les partisans attaquent les touristes en Égypte, font la révolution en Iran et exigent que les femmes soient voilées de la tête aux pieds en Afghanistan. Dans ce contexte, les campagnes contre l'Islam atteignent facilement leur objectif. N'y a-t-il pas

d'autres possibilités? N'est-il pas temps de corriger cette image qui fait de l'Islam notre ennemi?

Nous ne connaissons aucun Suisse qui ait regretté d'avoir fait la connaissance d'un musulman. Mais de telles prises de contact sont rares. Cette édition du

bulletin de la Commission fédérale contre le racisme est consacrée aux aspects de la vie quotidienne des musulmans. Mais tout d'abord, nous souhaitons présenter trois catégories de préjugés concernant l'Islam qui, nous le savons par expérience, gênent encore et toujours la communication et la compréhension mutuelle:

**Bien qu'étant voisins, nous ne nous connaissons pas ou que de manière superficielle**

**Catégorie «préjugé grave»:** dans un pays «islamique», une personne, qu'il s'agisse d'un homme politique, d'une entreprise ou d'un terroriste, fait du mal à une autre personne, quelle que soit sa religion. Un tel acte est incompatible avec l'enseignement de l'Islam, mais les auteurs affirment qu'ils agissent au nom de ce dernier. Cela suffit pour mettre cet acte sur le dos de l'Islam en tant que tel, car personne ne peut ou ne veut remettre en question et vérifier cette affirmation.

**Catégorie «préjugé très grave»:** une mauvaise nouvelle, quelle qu'elle soit, provenant d'un pays islamique est associée à l'Islam, aux musulmans, voire à la guerre sainte, même lorsque les auteurs du crime eux-mêmes n'y ont pas fait allusion ou sont des opposants de l'Islam. Lorsqu'il s'agit d'autres mauvaises nouvelles, seul le nom du pays concerné est cité, et non la religion. Lorsqu'il est question d'un dictateur ou d'un pays d'Amérique du Sud, d'un pays des Balkans déclarant la guerre à un autre ou même de la culpabilité d'un homme politique, leur religion n'est jamais évoquée en premier lieu. Il ne devrait pas y avoir d'exception: il faut parler d'un pays ou d'un homme politique et pas d'Islam ou de musulmans.

**Catégorie «préjugé gravissime»:** cette vision des choses est tellement extrême que l'on impute rapidement un délit ou un crime à un musulman. Voilà un exemple récent: une personne (étrangère) a tué un enseignant à St-Gall. Tout le

monde en Suisse, sans distinction de religion, a été choqué. Lors d'une manifestation liée à l'événement, quelqu'un a demandé si le meurtre était permis par l'Islam. Lorsqu'il a été expliqué à cette personne que le meurtrier était chrétien, elle a été, comme la plupart des personnes présentes, très surprise. Elle avait supposé qu'il était musulman. Peu de journaux ont précisé, et c'était d'ailleurs inutile, que le meurtrier était chrétien.

Il n'y a pas lieu de parler des musulmans. Nous sommes voisins, collègues, nos enfants sont amis, nous faisons donc tous partie de la société. Si nous acceptons ce fait, il nous faut alors répondre aux questions suivantes en toute honnêteté:

- Est-ce que je suis prêt à établir un dialogue avec des musulmans ou avec des non-musulmans?
- Est-ce que je leur accorde à tous le droit d'être différent?
- Est-ce que je suis prêt à respecter toutes les religions, à être tolérant, et à cohabiter dans un esprit de partenariat sans être didactique?

Seul un oui à ces questions permet de corriger l'image profondément ancrée d'un Islam ennemi et de combattre ensemble l'anti-islamisme et l'«islamophobie». C'est également la seule façon de combattre le fondamentalisme à l'intérieur de l'Islam en Suisse et de nous engager en faveur du consensus démocratique qui existe depuis des siècles dans notre société.

Dans ce bulletin, nous souhaitons parler moins de l'Islam que des hommes qui viennent de pays musulmans ou qui sont considérés comme musulmans. Une partie du bulletin est consacrée aux préoccupations de ces hommes qui placent la religion au centre de leur vie (Haenni, Ramadan, Basset, Pallavacini). La plupart des articles traite de la vie quotidienne de la grande majorité des musulmans, c'est-à-dire de ceux qui ont presque la même relation vis-à-vis de leur héritage religieux que leurs voisins de religion chrétienne (Fähndrich). Mais

que ce soit dans le secteur de la santé (Baumgartner Biçer), à l'école (Tobler, Sträuli Arsan/Heckendorn-Heinimann), dans les services sociaux (Huber Glünz), ou dans l'élaboration de modèles d'intégration dans les villes (Ehret), il ne faut pas se servir de la religion comme d'une excuse. Des questions de droit fondamental (Kälin) et de participation politique (Facchinetti), un aperçu statistique, une bibliographie et les adresses et les présentations des organisations participantes complètent la présente édition de TANGRAM.

**Est-ce que  
je suis prêt à respec-  
ter toutes les religions, à être  
tolérant, et à cohabiter dans un  
esprit de partenariat sans être didactique?**



## Muslim sein in der Schweiz

TANER HATIPOGLU, SAMIA OSMAN (MITGLIEDER DER EKR)

In der Schweiz leben heute ca. 200000 Muslime und Musliminnen. Die Muslime bilden damit nach den Christen die zweitgrösste Religionsgemeinde der Schweiz. Muslime in der Schweiz haben schnell einen oft negativen Platz in den Medien, wenn sie ihre Bedürfnisse anmelden, und lösen Diskussionen in der Bevölkerung aus, wenn es z.B. um die Einrichtung eines muslimischen Friedhofes geht oder um die Verweigerung der Einbürgerung für ein in der Schweiz geborenes Mädchen, nur weil es ein Kopftuch trägt.

Obwohl wir Nachbarn sind, kennen wir uns nicht oder nur oberflächlich. Das Leben und der Glaube von Muslimen sind wenig bekannt. Das Bild des Islam beruht auch in der Schweiz hauptsächlich auf Vorurteilen, auf Verallgemeinerungen, auf falschen Klischees und auf Nachrichten der Sensationspresse. Diese Vorstellungen sind immer noch geprägt durch die Kreuzzüge (11.–13. Jahrhundert) und die Gefahr der «Türken vor Wien» (1529) einerseits, von den Märchen aus *Tausend und einer Nacht* und den Bildern und Schriften der «Orientalisten» des 19. Jahrhunderts andererseits. Es herrscht Angst vor einem Islam, dessen Anhänger in Ägypten Touristen angreifen, in Iran eine Revolution durchführen, in Afghanistan die Frauen von

Kopf bis Fuss verschleiern. Vor diesem Hintergrund können anti-islamische Kampagnen leicht ihre aufhetzende Wirkung entfalten. Muss es so sein? Sind Korrekturen dieses Feindbildes nicht längst fällig?

Wir kennen keine Schweizerin, keinen Schweizer, die oder der mit Muslimen näher in Berührung gekommen ist und diesen Kontakt bereut. Leider kommen solche Kontakte aber kaum zustande. Diese Ausgabe des Bulletins der EKR konzentriert sich auf Aspekte des Alltags der Muslime; zunächst wollen wir drei Arten von Vorurteilen gegenüber dem Islam ansprechen, von denen wir aus Erfahrung wissen, dass sie immer wieder die Kommunikation und die gegenseitige Verständigung stören:

**Kategorie «schlimm»:** Jemand in einem «islamischen» Land – dies kann ein Politiker, ein Wirtschaftsunternehmen, ein Terrorist sein – tut Muslimen oder Nichtmuslimen etwas Schlechtes an. Die Tat ist mit der Lehre des Islam unvereinbar, die Täter behaupten jedoch, dies im Namen des Islam zu tun. Weil niemand in der Lage oder gewillt ist, die Behauptung zu hinterfragen und zu prüfen, reicht das, um die schlechte Tat dem Islam als solchem anzulasten.

**Kategorie «schlimmer»:** Jede schlechte Nachricht aus einem islamischen Land wird mit dem Etikett «Islam», «Muslime» oder gar «Djihad – Heiliger Krieg» versehen, selbst wenn die Täter dies selbst nicht beanspruchen und gar Gegner des Islam sind. Andere schlechte Nachrichten werden mit den Namen des jeweiligen Landes präsentiert und die Religion wird nicht erwähnt.

Man spricht von einem bestimmten Diktator in einem südamerikanischen Land, von einem angreifenden Land auf dem Balkan, sogar ein einzelner Politiker wird als Schuldiger gebrandmarkt – die Religion des Diktators, des Politikers bzw. des Landes steht dabei nicht im Vordergrund. Dies sollte für alle gelten: Vom Land und vom Politiker soll gesprochen werden, nicht vom Islam und vom Muslim.

**Kategorie «am schlimmsten»:** Die Wahrnehmung ist meist bereits derart geprägt, dass eine schlechte Tat schnell einem Muslim zugeschrieben wird. Ein Beispiel aus der jüngsten Vergangenheit: Ein Mensch (Ausländer) ermordet einen Lehrer in St. Gallen. Die Tat hat alle in der Schweiz erschüttert, unabhängig von der Religion. An einer Veranstaltung zu diesem Ereignis wurde gefragt, ob denn

das Töten im Islam erlaubt sei. Als dem Fragesteller erklärt wurde, dass der Mörder ein Christ ist, war er, wie viele der Anwesenden, sehr überrascht. Er hatte angenommen, der Mörder sei Muslim.

Wenige Zeitungen haben berichtet – und es war keine Schlagzeile wert –, dass der Mörder ein Christ war.

Die Muslime sind nicht weg zu diskutieren.

Wir sind Nachbarn,

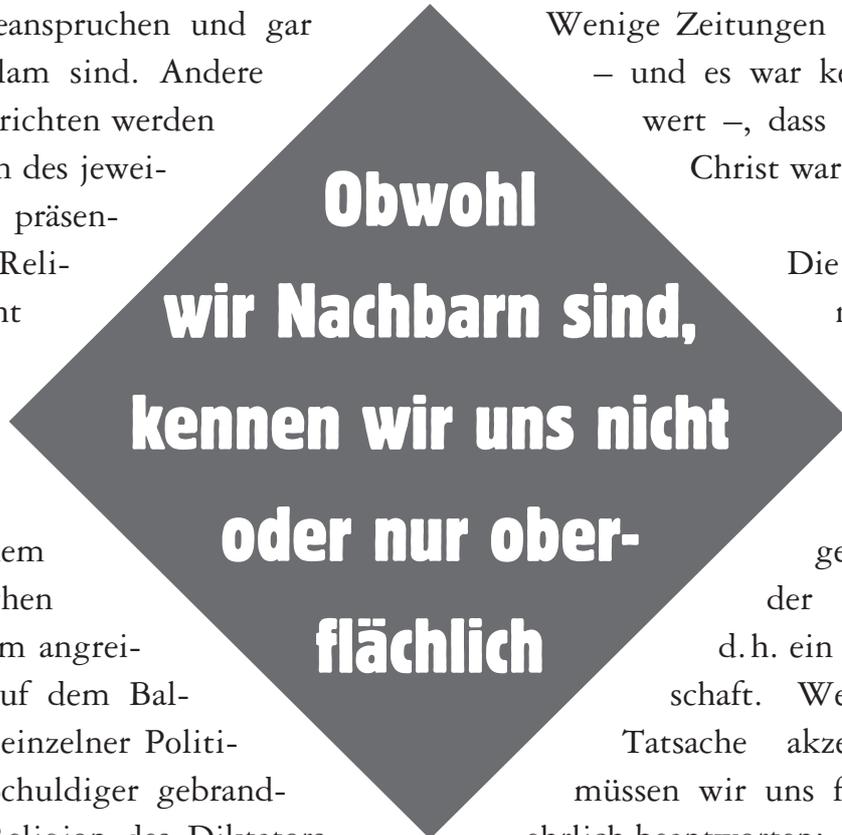
Arbeitskollegen, unsere Kinder sind Freunde,

d. h. ein Teil der Gesellschaft. Wenn wir diese

Tatsache akzeptieren, dann müssen wir uns folgende Fragen ehrlich beantworten:

- ▶ Habe ich die Bereitschaft zum Dialog mit Muslimen bzw. Nicht-Muslimen?
- ▶ Gestehe ich allen ihr Recht auf Differenz zu?
- ▶ Bin ich grundsätzlich bereit, alle Religionen zu respektieren, Toleranz zu zeigen, partnerschaftlich zusammenzuleben und nicht gleich belehrend zu sein?

Erst ein Ja zu diesen Fragen erlaubt es, am verinnerlichten Feindbild Islam Korrekturen anzubringen und gemeinsam gegen Antiislamismus und Islamophobie anzukämpfen. Erst so können wir aber auch den Fundamentalismus innerhalb des Islam in der Schweiz bekämpfen und



uns gemeinsam für das demokratische und säkularistische Grundverständnis unserer Gesellschaft einsetzen.

Im vorliegenden Bulletin wollen wir uns weniger mit dem Islam als mit den Menschen befassen, die aus muslimischen Ländern stammen und als Muslime angesehen werden. Ein Teil der Beiträge befasst sich mit den Anliegen jener, die ihre Religion ins Zentrum ihres Lebens stellen (Haenni, Ramadan, Basset, Pallavacini), die Mehrzahl der Artikel widmet sich dem Alltag der grossen Mehrheit, die zu ihrer tradierten Religion etwa im gleichen Verhältnis

stehen wie ihre Nachbarn christlicher Abstammung (Fähndrich). Bei Fragen im Gesundheitswesen (Baumgartner Bigger), in der Schule (Tobler, Sträuli Arsan/Heckendorn-Heinimann) und in der Sozialarbeit (Huber Glünz), bei der Erarbeitung städtischer Integrationsleitbilder (Ehret) können religiöse Erklärungsmodelle Lösungsansätze aufzeigen, müssen es aber nicht unbedingt. Fragen der Grundrechtsordnung (Kälin) und der politischen Partizipation (Facchinetti), ein statistischer Überblick, Literaturangaben, Adressen und Selbstdarstellungen involvierter Organisationen runden das Heft ab.

**Bin ich grundsätzlich bereit, alle Religionen  
zu respektieren, Toleranz zu zeigen,  
partnerschaftlich zusammenzu-  
leben und nicht gleich  
belehrend zu  
sein?**



## Glauben und glauben lassen, nicht glauben und nicht glauben lassen – c'est la vie, et la vie est dure

HARTMUT FÄHNDRICH

*Der Islam ist hier, und er wird hier bleiben. Dialog ist nötig, doch die Vorstellung dessen, was «Islam» ist, fördert Missverständnisse, und zwar auf islamischer wie auf nicht-islamischer Seite, bei denen, die Verständnis für den anderen suchen, wie bei denen, die beides ablehnen. Ein Abbau der Überislamisierung ist gefragt, der Überislamisierung von Muslimen durch hiesige Perspektive und der Überislamisierung vieler Muslime durch sich selbst.*

Das sei wirklich schön in der Schweiz, so meinte mit heiterer Gelassenheit der neue Staatssekretär Franz von Däniken im «Rendezvous am Mittag» (15.5.1999), dass hierzulande Politik so rational sei. Immer leuchte irgendwie Descartes im Hintergrund. Das sei ja weiss Gott nicht überall so. In anderen Regionen der Welt (der Balkan wurde als konkretes Beispiel genannt, andere musste man sich dazu denken) politisiere man ja wirklich irrational. Und diese bemerkenswerte Kluft zwischen kartesischem Rationalismus und eben dessen Gegenteil sei beileibe kein Resultat materieller oder historischer Entwicklung, sondern ein Kultur- oder Mentalitätsunterschied (der offenbar nichts mit Geschichte zu tun hat), etwas wohl Essenzialistisches, dem wie immer gearteten Wesen einer Region auf ewig anhaftend.

Unglückliche Äusserungen, diese, und geeignet, Missverständnisse zu vergrössern; denn Personen, die aus dergleichen Regionen der Irrationalität kommen, könnte dieser Makel, dieser Ruch auch hier noch anhaften und sie zu schwierigen Bürgern machen.

Doch lassen wir auch die andere Seite nicht ungeschoren. Da hatte das Eidg. Departement des Äusseren eine Gruppe iranischer Journalisten zu einer Rundreise durch die Schweiz geladen. Eine schöne Sache, um helvetische Realität den Gästen näher zu bringen. Damit klemmte es jedoch bei einem Déjeuner mit ein paar hiesigen Gästen. Als nämlich ein Kellner kam, Wein anzubieten, lehnte der ebenfalls eingeladene iranische Botschafter nicht nur das ihm versagte Getränk ab, sondern er schickte den Kellner kurzerhand hinaus – und die Gastgeber schwiegen. Welch helvetische Realität, ein Déjeuner ohne Wein aus eigenen Reben, weil dieser den Gästen Anathema ist! Und ein jungdynamischer Diplomat fand im privaten Gespräch den Vorgang auch noch entschuldbar. Man müsse das verstehen: Der Geruch des Weines ... Ein Gespräch mit Weintrinkern ... Das sind doch Muslime ...

Nein, man versteht nicht!

Und auch wenn die Absage eines iranischen Staatsbesuchs in Frankreich (NZZ, 30.3.99) nicht nur den Grund gehabt haben mag, dass die Franzosen darauf bestanden, bei offiziellen Anlässen (in Frankreich!) auch Wein kredenzen zu dürfen(!), so kann man die klare Haltung der französischen Protokollverantwortlichen nur loben, lächelnd zwar, aber doch loben. Offenbar sagten sie nein.

Ist also doch der Osten der Osten, der Westen der Westen «and ne'er the twain shall meet»?

Das wäre zu einfach, und es wäre eine Kapitulation auf eine Art, wie wir sie uns nicht (mehr) erlauben können. Denn: In der Schweiz leben zurzeit etwa 200 000 Personen muslimischen Glaubens, und die Tendenz ist steigend.

Der Islam also ist hier, und er wird hier bleiben, sicher einmal für die individualmenschlich absehbare Zeit, so kann man es sagen, so hört man es vielerorts. Doch was soll das, der «Islam»? Wer ist da gekommen? Wer bleibt hier? Wer immer Islam mitbringt oder hier vertritt, kommt auf zwei Füßen, hat Name, Anschrift und Gesicht. Es sind Menschen mit Vorstellungen, mit politischen Erfahrungen, mit der Kenntnis gewisser gesellschaftlicher, damit auch familiärer Strukturen, mit Überzeugungen im Bereich von Ethik, Moral oder Religion, all das erworben in Ländern, deren Strukturen sich von mitteleuropäischen zum Teil bemerkenswert unterscheiden. Sie kommen und freuen sich entweder, gewissen Strukturen entkommen zu sein und sich freier bewegen zu können, oder sie sehnen diese Strukturen zurück, die ihnen Sicherheit boten, halten sich an Mitgebrachtem fest. Und sie erleben oder spüren vielfach eine unterschiedlich stark ausgeprägte Skepsis oder Abneigung ihnen als Ausländern, als Fremden, als Muslimen gegenüber. Skepsis oder Abneigung, denen sie oft mit einer besonders akzentuierten Ausgestaltung eigener Vorstellungen begegnen. Diese vielfältigen Aspekte nicht zu sehen und für jegliches abweichende Verhalten bei Immigranten aus Ländern mit mehrheitlich muslimischer Bevölkerung bzw. ihren Kindern den «Islam» verantwortlich zu machen, ist Ausgangspunkt zahlreicher, vielleicht der wesentlichsten Missverständnisse, und zwar auf islamischer wie auf nicht-islamischer Seite, bei denen, die das viel zitierte «Gespräch» oder Verständnis für den anderen suchen, wie bei denen, die beides ablehnen.



Alle Seiten erzählen uns, wie «der Islam» wirklich ist, wie echtes islamisches Leben aussieht.

Und der Missverständnisse sind immer noch viele, im Bereich der Theologie, der Geschichte und der Erwartungen, alle drei Bereiche, die stark geprägt sind von der Nähe derjenigen Länder, aus denen die muslimische Wohnbevölkerung hierzulande stammt, charakterisiert durch Nachbarschaft mit ihren entgegengesetzten Folgen der Ähnlichkeit und des Austauschs auf der einen und der Reibung und Ablehnung auf der anderen Seite.

Wesentliche Begriffe des Glaubens und der Glaubenspraxis machen diese Missverständnisse fördernde Nähe rasch (und in aller Kürze) deutlich. Entspricht der Gott der einen wirklich dem der anderen? Höchstwahrscheinlich, soweit es seine Allmacht und seine Güte, seine Schöpferkraft und seine Richterfunktion und auch seine Bezeichnung angeht, nämlich «Gott». Doch es gibt Unterschiede, besonders den der Einbettung Gottes in eine Trinität gemeinsam mit einem Sohn und einem separat gedachten Heiligen Geist. Doch während dogmaorientierte muslimische Gläubige häufig auf der Bezeichnung «Allah» bestehen, um die Differenz zu akzentuieren, haben eher mystisch orientierte Personen im Allgemeinen nie grosse Mühe gehabt, zu dem einen, dem gemeinsamen Gott zu beten.

Bei Mohammed und Christus werden die Unterschiede offenbar, weshalb die Vorwürfe von muslimischer Seite sich oft auf dieses Thema beziehen. Den Islam als mohammedanische Religion zu bezeichnen ist unrichtig, wenn/weil darin eine Parallele zur Bezeichnung «christlich» angedeutet wird. Mohammed aber war kein Gottessohn, ist auch nicht auferstanden, sondern er diente Gott als Gesandter zur Wiederherstellung des eigentlichen, ursprünglichen Gottglaubens, eben des Islam. Dass die Volkstradition in ihrer Mohammedverehrung oft sehr «katholische» Wege gegangen ist, fällt, bei Theologen zumal, gern unter den Tisch – als «unislamisch»!

Moschee und Kirche scheinen eines, sind es aber nicht. Einerseits ist Gott nicht in besonderer Weise präsent in der Moschee, er wird (von) dort angebetet. Andererseits, auch wenn so mancher Machthaber heutzutage die Politik aus der Moschee verbannen möchte, ist die Verbindung von religiöser und politischer Aktivität in der Moschee bei vielen Muslimen nichts Abwegiges. Es ist ein Vorgang, der sich auf eine lange Geschichte abstützen kann, und viele, besonders auch Integristen, tun das. Dennoch ist der heute vielfach gehörte Kampfruf von der Einheit von Religion und Politik recht neuen Datums, entstanden aus der Auseinandersetzung mit dem Westen in den vergangenen hundert Jahren!

Schon diese drei Beispiele deuten die Schwierigkeiten an, der sich eine Verständigung über Religiöses

ausgesetzt sehen kann. Zu verschiedenartig sind die Phänomene und ihre Auslegungen auch unter Muslimen, als dass man bei der Aussage eines Gläubigen einfach ja sagen und seine Ansicht als «islamisch» akzeptieren könnte. Gläubige, ob christliche, muslimische oder andere, erklären im Allgemeinen, wie es ist, Punkt. Das birgt die Gefahr, Ende des Gesprächs zu sein. Wenn sie beginnen zu sagen, dass sie es so und so sehen, ist schon viel gewonnen.

Doch Gespräche dieser Art scheitern häufig, und das aus verschiedenen Gründen.

Die Geschichte lastet schwer auf uns. Jawohl. Jahrhunderte der kriegerischen Konfrontation, der dogmatischen Auseinandersetzung oder, mehr noch, der Beschimpfung und Verachtung lassen sich nicht vom Tisch wischen und durch die Erinnerung an kulturell produktives Zusammenwirken (Stichwort Toledo im 12. und 13. Jh.) ersetzen. Auch ein in Vertretung der Ahnen aus längst vergangenen Jahrhunderten vorgenommenes reuevolles Brustschlagen und Haareraufen ist im Prinzip unergiebig. Hier wird so mancher falsche Pfad beschritten, wenn man beispielsweise anfängt, sich für die Kreuzzüge zu entschuldigen und dergleichen. Das ist keine nötige Aufarbeitung von Vergangenheit, die schliesslich dazu führen könnte, dass beide Seiten ihre Geschichte kritisch distanziert betrachten. Letzteres erforderte beispielsweise, dass Kriege insgesamt, auch solche, in denen Gott «viele Feinde tötete», «Kriege» genannt werden; dass Macht und Tyrannei, auch wenn sie im Namen Gottes ausgeübt werden, ihren richtigen Namen erhalten; dass Religionen in ihren sehr konträren Erscheinungsweisen gesehen werden. Und all das auf allen Seiten. Nicht Entschuldigungen für längst Vergangenes sind erforderlich, sondern Einsichten über Geschehenes. Nicht die Absetzung von Voltaires «*Mahomet*» von einer Genfer Bühne löst ein Problem, sondern eine Debatte über dieses Stück. Auch eine «Reinigung» der Dante'schen «*Göttlichen Komödie*» von den einschlägigen islamfeindlichen Passagen gäbe ebenso wenig her wie eine «Reinigung» des Korans von antijüdischen Stellen oder der Luther'schen Tischreden von ihren antitürkischen Tiraden. Es geht darum, die darin zum Ausdruck gebrachten Ansichten und die dadurch geschaffenen Vorstellungen zu überwinden.

Das wäre eine Aufgabe. Das ist *die* Aufgabe – eine öffentliche Diskussion, die diesen Namen verdiente. Doch dazu wäre das nötig, was man vielleicht als Abbau der Überislamisierung bezeichnen könnte, der Überislamisierung von Muslimen durch hiesige Perspektive und der Überislamisierung vieler Muslime durch sich selbst.

Bei einem solchen Vorgang müssen beide Seiten einiges opfern, zum Teil Identisches. Wenn ein ostanatolischer Vater seiner Tochter den Schwimmunterricht verbieten will, weil er dessen Begleitumstände für unsittlich hält, sagt er natürlich, die-

ser Unterricht sei unislamisch, weil das der Diskurs ist, den er kennt. Dadurch aber, dass sich zahllose Muslime finden, die ihre Tochter problemlos an dergleichen Unterricht teilnehmen lassen, ist das Argument «unislamisch» nicht stichhaltig und entpuppt sich vielmehr als eine persönliche Überzeugung oder eine Haltung in der Herkunftsumgebung des Mannes. Wenn ein schweizerisches Gericht sein Begehren gutheisst (wenn es denn dazu kommen muss), sollte dieses aber nicht allzu schnell die Argumentation von «islamisch» oder «unislamisch» übernehmen, da es damit in der Öffentlichkeit den vielen anderen Muslimen schadet, die selbst gegen koedukatives Schwimmen nichts einzuwenden haben.

Ähnlich lässt sich bezüglich so genannter islamischer Gewandung argumentieren, die von manchen Musliminnen propagiert und von nicht wenigen Nicht-Musliminnen zum Nennwert genommen wird, gleichzeitig aber auf die Ablehnung vieler Musliminnen stösst, für die eine Religion nichts mit Bekleidung zu tun hat. (Dass Frauen in Kirchen den Kopf bedecken, Männer ihn entblößen mussten, hat ja wohl auch nicht allzu viel mit dem Wesen des Christentums zu tun.) Ob man einer Frau das Tragen eines Kopftuchs als persönliche Überzeugungssache oder Allüre in der Schule oder am Arbeitsplatz gestattet, ist eine Sache; ob man das Kopftuch «islamisch» nennt, eine ganz andere.

In diesen beiden und in vielen anderen Fällen wird von beiden Seiten eine Überislamisierung betrieben, die den Islam in Gefahr bringt, Ablehnung als retrograde Religion mit für hiesige Verhältnisse unangemessenen Verhaltensformen zu wecken. Und es ist bezeichnend, dass bei Gesprächs- und Dialogrunden sehr häufig sehr lange über Verhaltensweisen diskutiert wird und diese als spezifisch islamisch hingestellt werden, die ihre Herkunft aus sozial und wirtschaftlich benachteiligten Regionen nicht leugnen können, auch wenn sie mitunter in anderen Kreisen neu belebt werden – zum Zwecke dessen, was so gern Identitätsfindung oder -bewahrung genannt wird.

Immigranten aus islamischen Ländern haben es hier oft nicht leicht. Sie müssen nämlich, das ist Immigrantenschicksal im Allgemeinen, gewisse andere Lebens- und Denkformen akzeptieren. Heimische Argumentationsweisen entpuppen sich als Fremdkörper, Gepflogenheiten sind nicht mehr in gewohnter Weise zu verwirklichen. (Darüber, dass viele Gepflogenheiten nicht mehr in gewohnter Weise verwirklicht werden müssen, sind sehr viele Immigranten aus der islamischen Welt auch froh!) Sie müssen ein laizistisches Denken akzeptieren, müssen akzeptieren, dass jemand religiös oder eben auch nicht religiös, unreligiös, antireligiös, gottlos denken darf und dies seinen Wert als Menschen nicht beeinträchtigt. Für viele ist das selbstverständlich, für andere nicht. Dafür, dass dies für alle

so werde, ist natürlich auch ein interessiertes Entgegenkommen nötig, die Vermittlung des Gefühls, ebenfalls als Mensch voll anerkannt zu sein, das heisst das Ablegen von vielen ignoranten, absurden, feindseligen Vorstellungen gegenüber dem Islam, die ja immer Vorstellungen gegenüber denjenigen sind, die sich zu ihm bekennen.

**Dr. Hartmut Fähndrich** ist Dozent für Arabisch an der ETH in Zürich und Übersetzer zahlreicher Werke aus der zeitgenössischen arabischen Literatur. Der Beitrag erscheint zeitgleich in der dem Thema Islam gewidmeten Ausgabe von NEUE WEGE.

### Zusammenfassung

*Oft wird für jegliches abweichende Verhalten bei Immigranten aus Ländern mit mehrheitlich muslimischer Bevölkerung den «Islam» verantwortlich gemacht. Wer immer Islam mitbringt oder hier vertritt, ist ein Mensch mit Vorstellungen, mit politischen Erfahrungen, mit der Kenntnis gewisser gesellschaftlicher Strukturen, mit Überzeugungen im Bereich von Ethik, Moral oder Religion, all das erworben in Ländern, deren Strukturen sich von mitteleuropäischen zum Teil bemerkenswert unterscheiden. Diese vielfältigen Aspekte nicht zu sehen ist Ausgangspunkt zahlreicher Missverständnisse, und zwar auf islamischer wie auf nicht-islamischer Seite. Dieser Artikel ist eine Aufforderung, differenzierter zu denken und den Wert der Menschen als Menschen anzuerkennen, ohne sie einer Kategorie zuschreiben zu müssen.*

### Résumé

*Les comportements déviants d'immigrés provenant de pays à population majoritairement musulmane sont souvent expliqués par l'islam. La personne qui apporte l'islam avec soi est une personne avec des représentations, des expériences politiques, une connaissance de certaines structures sociales et des convictions éthiques, morales ou religieuses, acquises dans des pays dont les structures diffèrent notablement de celles des pays d'Europe centrale. Ne pas considérer la pluralité de ces aspects est la source de nombreux malentendus, et cela aussi bien du côté non islamique que du côté islamique. L'auteur de cet article en appelle à une vision plus différenciée et au respect des personnes en tant qu'êtres humains et non pas en tant que personnes appartenant à une catégorie particulière.*



## L'islam pluriel des musulmans de Suisse. Engagement et distanciation de «l'Autre intérieur»

PATRICK HAENNI

*Au mieux une étrangeté, au pire une menace, certainement pas une part de nous-mêmes; le dernier (mal)venu dans le paysage religieux suisse, l'islam, n'a pas bonne presse. Les spectres des «fous de Dieu», de l'intégrisme ou du «repli communautaire» symbolisé par le voile continuent à hanter notre imaginaire, faisant violence à un fait social autrement plus pluriel et nuancé. Cet article s'inscrit en réaction à cette logique du préjugé et de la stigmatisation. Il s'agira d'abord de mettre un peu d'ordre dans cette pluralité des identifications à l'islam, et de montrer ensuite que l'islamisation de certaines franges des populations musulmanes sur notre sol et leur intégration à la société helvétique entretiennent entre elles des rapports complexes et changeants qui ne se résument pas à une relation d'opposition ou d'incompatibilité comme on a pu le dire.*

L'islam en Suisse émerge au cours des années 1960–1970. Deux dynamiques, l'une politique, l'autre économique, ont contribué à sa genèse. En premier lieu, l'islam en Suisse romande se développa d'abord à l'ombre des conflits politico-religieux qui balisaient alors les contours du paysage politique arabe. Ainsi, Saïd Ramadan, le fils de Hassan Al-Banna, fondateur de la confrérie des Frères musulmans, créa le premier centre islamique en 1961 dans une petite villa à Genève, fuyant la répression qui s'abatit sur son mouvement en Égypte. Lorsque les rapports entre celui-ci et les princes saoudiens se dégradent dans les années 1970, l'Arabie saoudite fonda sa propre mosquée à Genève, laquelle sera inaugurée en 1977. La polarisation entre instances religieuses officielles et officieuses qui, jusqu'à aujourd'hui, demeure le conflit central des systèmes politiques dans le monde arabe tous pays confondus, se reproduisait en Suisse. La politisation de l'islam dans le creuset arabophone des musulmans de Suisse romande connaîtra un regain de vigueur depuis l'interruption du processus démocratique en Algérie avec le renforcement logique d'une sensibilité pro-islamiste couvrant un large spectre d'opinions politiques, d'un radicalisme affiché à des démocrates d'obédience islamiste.

L'islam en Suisse allemande s'est développé en second lieu à l'ombre des cheminées d'usine et des hangars des centres industriels de Bâle et de Zurich lorsque la Confédération ajouta la Turquie à son réservoir traditionnel des pays de main-d'œuvre (Italie, France, Portugal, Espagne). L'islam émerge alors outre-Sarine comme une réalité immigrée et ouvrière. La mosquée était d'emblée vouée à remplir

une fonction de reproduction dont elle ne se départira pas par la suite: garantir l'identité culturelle et religieuse d'une communauté immigrée qui savait que sa présence en Suisse était désormais inéluctable.

La comparaison entre les dynamiques d'islamisation dans les creusets turcophone et arabophone nous éclairera sur le pluralisme des expressions sociologiques de l'islam en Suisse. Cette diversité balise aussi des itinéraires d'insertion dans la société suisse différents, pour ne pas dire antithétiques. La thèse que j'entends défendre à travers cette comparaison sommaire est qu'il n'y a pas d'opposition nécessaire entre islam et intégration et que le rapport à l'intégration se définit non pas en fonction du religieux, mais des fondements de l'identité ethnico-nationale des populations musulmanes.

### **De l'usine à la mosquée: les voies changeantes de l'identité turco-musulmane**

Dans le cadre des ressortissants turcs, l'islam s'est imposé en deux temps. D'abord par la genèse d'un réseau de mosquées fragmenté, inscrit dans des stratégies autant communautaires (conserver un groupe familial, villageois ou régional) que religieuses (préserver la pratique religieuse des migrants), créé par des petits groupes sans qu'il y ait entre eux de véritable coordination. Le réseau de mosquées turc ainsi constitué en Suisse va ensuite se politiser et se fragmenter, sur des lignes idéologiques cette fois, alors que l'ethnicité continuait de jouer un rôle déterminant dans la structuration du champ religieux turc. Dans les années 1970, alors que l'immigration était essentiellement une immigration masculine non destinée à une installation durable en Suisse, la pratique religieuse importait peu. Elle était soit momentanément mise entre parenthèse en attendant le retour, soit subordonnée aux identités ouvrières, nationales, régionales ou villageoises qui se concrétisaient alors dans le champ immigré turc par le club de football, les salles de jeu ou les amicales. Un petit nombre de mosquées existait certes, mais le *mesjid* (mosquée ou local de prière en turc) n'avait pas pour vocation en ce temps-là de fournir l'armature organisationnelle et le registre identitaire d'une communauté immigrée en formation. Il était un lieu de mémoire et de rappel des origines, destiné à faciliter le

retour au pays d'une population en grande majorité masculine qui vivait sa présence en Suisse sous le sceau du provisoire.

Dans les années 1980, la référence islamique va progressivement acquérir un meilleur statut à mesure que le projet de retour se faisait de plus en plus illusoire chez les migrants turcs vu, d'une part, la mauvaise situation politique et économique dans le pays d'origine et, d'autre part, l'arrivée des familles et la montée d'une deuxième génération ayant fait son parcours scolaire en Suisse. La mosquée, de lieu de rappel de la mémoire ethnique et espace fonctionnel «d'associalisation préventive» qu'elle était pour la gent masculine des primo-migrants en attente d'un proche retour au pays, allait devenir dès les années 1980 une structure de protection pour le regroupement familial et la seconde génération; la reproduction de l'identité culturelle et sociale du groupe devenait alors la fonction principale des lieux de culte, de par leur dimension communautaire, extrêmement ouverts aux autres registres de l'équation identitaire turque. Des fanions de l'équipe de football dans la cafétéria du lieu de prière aux posters des régions d'origine en passant par la systématique présence de l'antenne parabolique (donnant accès, pour l'anecdote, à des films dérogeant pour le moins brutalement aux préceptes puritains du Coran ...), l'iconographie des lieux témoigne à sa manière que les identités et allégeances particularistes ne seront jamais évincées. L'islam turc est d'abord un islam communautaire, loin de l'universalisme affiché de leurs co-religionnaires arabes sur lequel je reviendrai.

Durant la décennie des années 1980, les mosquées se développent en masse. Elles apparaissent à côté de l'amicale, regroupent parfois les mêmes personnes, ou – et c'est plus fréquent – polarisent le champ immigré turc entre «laïcs» et «religieux». On verra le tissu associatif, areligieux dans un premier temps, donner une plus grande importance à la dimension confessionnelle. Mais la religion constitua surtout un ciment identitaire d'appoint au sein d'un regroupement communautaire pluri-identitaire reposant tout autant sur des solidarités villageoises, familiales ou régionales.

Les années 1980 et 1990 ont été celles de la politisation et de la fragmentation concomitante du tissu immigré turc. La population augmentant, les réseaux politiques et religieux ne vont pas tarder à s'implanter dans une population en voie d'établissement, jusqu'à ce que la nébuleuse associative turque

se stabilise, une fois reproduit dans ses grandes lignes le spectre idéologique du champ politique et/ou religieux du pays d'origine.

Ainsi à Zurich, les associations d'immigrés vont soit se greffer sur les réseaux partisans ou religieux, soit être directement mis en place par des immigrés militants. Zurich aura ainsi vu naître d'abord des «associations indépendantes». A la création de *Milli Görüş* en 1973 (l'aile européenne du parti islamiste de la prospérité d'obédience islamiste) en Allemagne, certains se rattacheront à cette formation. Peu après, arrivera le Dyanet, le ministère des Affaires religieuses de l'État, avec ses *imams* – sponsorisés volontairement contre ceux de *Milli Görüş* par la Commission Fédérale des Etrangers dès 1994.

Le processus de fragmentation ne s'arrêtera pas à cette bipolarité islam d'État – islam d'opposition. A l'inverse de ce qui se passe en Suisse romande, la fragmentation va ensuite continuer sur des lignes à la fois religieuses et politiques: les *Nurjus*, un courant confrérique bien implanté en Turquie, surtout par le biais de son réseau d'établissements d'instruction, et connu comme le *think tank* idéologique du *Rifah*, vont quitter les partisans de *Milli Görüş*, à l'idéologie trop dogmatique à leur yeux. Les *Suleymancies*, troisième réseau important du champ islamique turc dans le pays et en Europe, proposant un soufisme populaire, feront de même sécession, tout comme les *Loups gris*, ce parti politique ultra-nationaliste qui, en 1978 déjà, avait fondé à Zurich sa seconde antenne politique en Suisse.

**L'islam émerge outre-Sarine comme une réalité immigrée et ouvrière**

**L'islam arabe en Suisse: universaliste et anti-communautaire**

La dynamique d'islamisation dans le creuset de l'immigration arabe n'emprunta pas le même chemin que celle qui caractérisa les populations turques. Tant les déterminants que les formes de mobilisation diffèrent. Il n'y a pas, dans le creuset arabo-phoné, de confessionnalisation d'une nébuleuse immigrée déjà structurée autour d'autres niveaux identitaires que la religion, mais constitution directe d'un champ religieux relativement unitaire tant sur le plan idéologique qu'identitaire.

Un tel processus se nourrit de la déréliction rapide des liens de solidarités locaux. Il s'explique également par la nature du leadership islamique arabe. A l'inverse des Turcs, on assiste du côté des ressortissants d'origine arabe à une altération relativement rapide des structures sociales prémigratoires sous le coup d'un processus d'assimilation individuelle qui,



s'il est loin d'être indolore, avance malgré tout bon train. Pourtant, par tradition, les parents s'efforcent d'empêcher le mariage de leurs enfants avec des Suisses. Sans grand succès. L'idée de libre-choix a trop imprégné ces derniers pour que les directives familiales soient écoutées sans contestation. Nombre de jeunes ont opté pour une insertion individuelle dans la société d'accueil en parallèle, ou à titre de substitut, aux liens de parenté au sein de la famille nucléaire ou élargie (soit parce qu'ils sont en position de démarcation à l'égard de leurs parents, soit parce qu'ils sont venus seuls pour les études ou à la recherche de travail). Cela ne les a pas pour autant tous laïcisés. Certains, interpellés de loin par des événements comme la guerre du Golfe, la stigmatisation de l'islam dans les médias ou, de façon plus bénigne et proche, par l'interpellation répétée sur leurs origines et leur foi, ont choisi de jouer la carte du *reborn muslim*.

La demande d'islam qui émerge dans leurs rangs allait donc être moins socio-communautaire qu'idéologique et identitaire.

Il ne s'agit pas en effet pour ces jeunes de revenir aux traditions des parents, en général rejetées pour leur côté rétrograde, ou de se lancer dans un projet d'ordre communautaire. Ni la demande, ni l'offre d'islam qui se dessinent dans le creuset arabophone de l'islam en Suisse ne se destinent fondamentalement au «développement séparé» (même si certes des tendances dans ce sens existent). Des leaders aux membres ordinaires du réseau islamique arabophone, tout le monde ou presque insiste sur la nécessité d'intervenir sur la scène publique et sur le terrain social en étroite coopération avec les pouvoirs locaux.

### **Les jeunes Turcs: rendez-vous différé avec l'universalisme de l'islam**

Chez les jeunes Turcs, le facteur religieux dans leur équation identitaire n'a pas la centralité de ce que l'on observe du côté arabe. Ceci pour deux raisons: d'une part, le fait que la plupart des jeunes Turcs continuent de faire des passages réguliers au pays et caressent encore le projet d'un retour au pays, ce qui leur permet d'amortir les chocs liés au contact parfois douloureux avec l'environnement suisse susceptible d'entraîner, par contrecoup, un repli sur le religieux. D'autre part, le poids persistant des struc-

tures familiales. Celles-ci, à défaut de conceptions identitaires dûment élaborées, offrent néanmoins un soutien encore efficient pour gérer leur sédentarisation parfois houleuse en raison du racisme, plus agressif qu'en Suisse romande, et du rétrécissement du marché de l'emploi, alors qu'elles maintiennent un contrôle rigoureux des stratégies de mariage des jeunes Turques. Celles-ci restent en effet confinées à un nationalisme matrimonial qui ne souffrira guère ni du temps, ni de leur intégration sociale.

Cela n'empêche pas des changements de voir le jour. Le creuset immigré turc, comme son homologue arabe, mais dans une moindre mesure, est traversé par un conflit de générations qui se cristallise sur le terrain idéologique. Toutefois, et à l'encontre cette

fois-ci des ressortissants musulmans du sud de la Méditerranée, il ne s'articule pas autour du clivage politique nationalisme et/ou «islam privé» des parents contre un islam ouvert et revendicatif professé par leur progéniture. Au contraire, les stratégies de distinction générationnelle des jeunes Turcs vont se déployer à l'intérieur même du champ religieux. Le clivage islam d'État – islam d'opposition permettra l'expression de ce conflit: nombre de parents, adeptes de «l'islam-partiel» émasculé de sa dimension politique tel que

le propose le *Dyanet*, refusant ouvertement tout propos d'ordre politique, verront leurs enfants affirmer leur indépendance à travers l'invocation d'un «islam global» intégrant une réflexion sur le pouvoir. Les thèses de *Milli Görüş* deviennent alors le registre de distanciation d'une génération qui rejette à la fois la tutelle de leurs parents à leur égard et la résignation de ces derniers dans leur rapport à la société d'accueil. On se rapproche alors de l'islam arabe, mais cette logique, si forte dans le discours des jeunes Turcs, n'a pas encore trouvé de véritable cristallisation institutionnelle en dehors de certains centres encore très minoritaires.

### **Conclusion: l'échec de l'islam universaliste**

Les formes prises par l'islamisation des populations d'origine musulmane en Suisse sont diversifiées. Par souci de simplification, je me suis livré à une analyse comparative binaire d'une dynamique d'islamisation qui se décline en réalité de manière beaucoup plus

**De par l'hétérogénéité  
nationale de ses adeptes,  
l'islam en Suisse  
se vit prioritairement  
sous le sceau  
de l'ethnicité**

plurielle. Cette islamisation est repérable d'abord dans une institutionnalisation par les réseaux de l'islam politique (d'état ou d'opposition). On assiste ensuite dans le champ de l'immigration turque à un processus de confessionnalisation de l'identité collective qui s'exprimait au début principalement autour d'une appartenance ouvrière et nationale. L'affirmation du *reborn muslim* pacifique et ouvert est une des voies complémentaires de l'islamisation, surtout auprès des jeunes arabes éduqués et selon des logiques pas si distinctes du renouveau chrétien. Le mysticisme est une voie largement empruntée par les convertis suisses, souvent des intellectuels ou des gens de professions libérales, participant du retour des religions de l'altérité observable partout en Europe. Finalement une «islamisation par la guerre» a lieu auprès des communautés bosniaques, où la dimension religieuse est largement déterminée par la question identitaire, bricolée à l'emporte-pièce par des gens dont la religion n'était qu'une part marginale de leur héritage culturel et migratoire d'avant la migration.

Ces différentes voies ne sont pas exclusives. Entre elles, des passerelles, des enchaînements ou des transitions sont monnaie courante. En termes généraux néanmoins, il est possible d'affirmer que, nonobstant la volonté unificatrice de certains cadres et la dimension universaliste de l'islam cristallisée dans la notion de *umma* (la communauté des croyants), les traditions nationales ou régionales ont jusqu'à aujourd'hui pris le dessus. Les forces de fragmentation restent en position de force par rapport aux tendances fédératives. De par l'hétérogénéité nationale de ses adeptes, l'islam en Suisse se vit encore prioritairement sous le sceau de l'ethnicité, d'où sa pluralité, mais une pluralité ouverte contrairement au contexte anglais. Ce pluralisme le rapproche alors du fait islamique tel qu'on le trouve en Hollande ou en Belgique, et le distingue des cas français et allemands, marqués par des immigrations beaucoup plus homogènes ethniquement. En d'autres termes, parler de «l'islam en Suisse» consacre paradoxalement l'aspiration universaliste à la *umma* professée par la tendance la plus crainte par les autorités et les médias helvétiques: les excroissances européennes de l'islam politique arabe, les Frères musulmans. Il n'y a pas de neutralité dans la simplification, et il serait temps de rendre justice à la complexité des compositions identitaires de l'immigration musulmane en se décidant une bonne fois à conjuguer l'islam ... au pluriel.

**Patrick Haenni**, CNRS-CEDEJ, Caire et Institut d'Études Politiques, Paris. Il mène une réflexion depuis une dizaine d'années sur les rapports entre Pouvoir et discours religieux dans le monde musulman et travaille de manière occasionnelle comme consultant pour les médias et diverses organisations privées ou publiques.

## Résumé

*L'islam en Suisse. Le thème soulève à la fois interrogations et angoisses. Le propos de cet article est de contribuer un peu à dépassionner le débat. Plusieurs raisons doivent nous y inciter. D'abord, le fait que l'islam est sociologiquement vécu de façon plurielle. Les identités ethniques et nationales jouent un rôle déterminant dans l'équation identitaire des musulmans de Suisse. Leur effet dissolvant annihile de fait l'ambition de militants universalistes de la seconde génération de migrants proches des courants islamistes soit arabes (Frères Musulmans), soit Turcs (Rifab) de restructurer leur vécu religieux sur une base moderne et idéologisée. C'est du coup le projet de fédération des musulmans de Suisse qui se trouve annulé ou en tous les cas différé.*

## Zusammenfassung

*Das Thema «Islam in der Schweiz» wirft Fragen und Ängste auf. Die Absicht dieses Artikels ist es, dazu beizutragen, die Debatte zu versachlichen. Mehrere Gründe legen uns das nahe. Zuerst die Tatsache, dass der Islam gesellschaftlich auf verschiedene Arten gelebt wird. Die ethnischen und nationalen Identitäten spielen bei der Selbstdefinition der Muslime in der Schweiz eine entscheidende Rolle. Ihre Vielfalt macht die Ambition der universalistischen Militanten zunichte, ihre Religion auf einer modernen ideologisierten Basis neu zu definieren. Diese Militanten gehören der zweiten Generation der Migranten an, sie stehen arabischen (Frères Musulmans) bzw. türkischen (Rifab) Tendenzen nahe. Wegen der angesprochenen Vielfalt ist die Realisierung eines Dachverbandes aller Muslime in der Schweiz bis auf weiteres nicht realistisch.*

## Bibliographie

- Bamba, A. 1992  
*L'islam en Suisse et à Genève. (mémoire de troisième cycle)* Genève: Institut Universitaire d'Études en Développement.
- Basset, Jean-Claude 1989  
 «Le croissant au pays de la croix fédérale. Musulmans et chrétiens en Suisse.»  
 Dans: Islamochristiana 15.
- Baumann, Christoph P., Christian J. Jäggi 1991  
*Muslime unter uns. Luzern: Rex Verlag.*
- Haenni, Patrick 1994  
 «Dynamiques sociales et rapport à l'État. L'institutionnalisation de l'islam en Suisse.» Dans: Revue européenne des migrations internationales 10, 1.
- Haenni, Patrick 1995  
*Les déterminants anthropologiques de la réislamisation en Suisse. Lausanne (non publié).*
- Haenni, Patrick 1995  
 «Musulmans de Suisse et Religion. D'un islam à l'autre». Dans: Cahiers d'histoire et de science des religions 4, décembre (actes du Colloque «Minorités Chrétiennes et Musulmanes»).
- Waaardenburg, Jacques 1995  
 «Muslims as dhimmis. On the emancipation of muslims immigrants in Europe.» Leiden (non publié).



## De l'islam aux musulmans – bref aperçu historique de la recherche scientifique

FRANÇOIS JUNG

*L'intégration des musulmans fait l'objet d'études aux approches contrastées qui aboutissent à des conclusions opposées. Petit panorama commenté, et examen rapide de quelques écueils.*

Alors qu'on s'interroge sur l'intégration des musulmans dans les sociétés occidentales, on gagnerait à se pencher également sur l'intégration progressive des musulmans dans les études produites sur l'islam en Occident. On observe un peu curieusement deux types d'approches assez contrastées concernant l'examen d'une possible intégration des musulmans en Occident.

La première se concentre sur l'islam et ne paraît pas estimer nécessaire d'interroger les musulmans. Elle considère cette religion comme radicalement étrangère à l'occident et en déduit que le musulman ne pourra jamais s'intégrer.

La seconde, dont le développement est plus récent, laisse de côté la question de l'islam pour se concentrer sur les musulmans. Elle semble parfois prôner l'insertion pure et simple des musulmans à moyen terme.

Entre ces deux pôles, la recherche tente de trouver une position qui permette de rendre compte de la complexité de la situation.

### De l'islam ...

Parmi les démarches adoptées dans l'étude de l'intégration des populations musulmanes, il en est une assez originale qui théorise l'islam à partir de textes ou d'événements passés pour en déduire le comportement que tout musulman pourrait nécessairement endosser un jour. Au lieu de partir de l'observation de la complexité des différences existantes entre les musulmans disséminés à travers le monde aujourd'hui, elle recherche des potentialités de comportement à travers des documents (le Coran, notamment) et suppose une normalisation des pratiques en fonction d'un corpus dogmatique dont l'interprétation ne serait soumise ni aux spécificités du lieu, ni à l'évolution du temps. Cette approche «formelle» pourrait aussi être désignée d'authentiquement «fondamentale», car elle tend paradoxalement la main à ceux des musulmans dont on explique à l'envi qu'ils souhaitent s'appuyer sur une lecture décontextualisée du Coran pour normaliser les comportements à travers le monde et le temps.

Un incontournable aperçu de cette démarche est offert par le professeur Samuel P. Huntington de l'Université de Harvard, devenu célèbre par son récent *Clash of Civilizations*. Sa vision guerrière des relations entre cultures en radicalise peut-être la formulation de la façon la plus virulente: «Le problème central pour l'Occident n'est pas le fondamentalisme islamique. C'est l'islam {...}» L'islam «en soi» présenté comme un exposé de règles, à l'application desquelles plus d'un milliard d'êtres humains réduiraient leur vie. Cette surprenante hypothèse, que peu de «fondamentalistes» oseraient poser, ouvre la voie à d'autres traits caractéristiques, que l'on observe bien dans l'extrait suivant: «Tant que l'islam restera l'islam (ce qui est certain) et que l'Occident restera l'Occident (ce qui l'est moins), ce conflit fondamental entre deux grandes civilisations et deux modes de vie continuera à influencer leurs relations à venir, tout comme il les a définies depuis quatorze siècles.» À l'opposition ouvert-évolutif (gentil)/fermé-définitif (méchant) s'ajoutent l'appel au passé comme preuve d'événements futurs, ainsi que l'appel à un texte (l'islam) comme matrice de comportements inévitables d'êtres humains. On notera l'usage intéressant du terme «fondamental». Ce type de formulation n'est pas propre à Huntington, mais au contraire assez bien standardisé; on peut par exemple la rapprocher à ce récent avis d'un professeur d'islamologie à l'Institut supérieur de théologie des religions de Toulouse:

*«L'islam est essentiellement une religion légale; rien n'est laissé à l'arbitraire ou à l'initiative du fidèle. Le fiqh (droit islamique) embrasse donc l'ensemble des obligations que la charia impose au musulman en sa triple qualité de croyant, d'homme et de citoyen d'une théocratie. Il en résulte qu'un musulman ne peut se soumettre de bon gré à une loi non islamique. Il doit tout faire pour obtenir un régime dérogatoire conforme à sa croyance ou pour s'emparer du pouvoir. C'est pourquoi, tant que l'islam reste l'islam, c'est-à-dire tant que le musulman voit dans le Coran la parole matérielle de Dieu, son intégration dans un pays tel que la France relève de l'utopie.» (Urvoy 1996)*

Le musulman semble ici, de façon un peu pathétique, à la fois incorporé dans une société d'abeilles et, pour les sociétés européennes, dans une potentielle cinquième colonne. Pour autant, cette interrogation n'est pas à négliger, nous y reviendrons.

**... aux musulmans**

Sur le terrain, les populations musulmanes doivent résoudre des problèmes concrets, par rapport auxquels elles se trouvent souvent bien en manque, précisément, de pouvoir appliquer des textes qui les rassureraient peut-être: problématique de l'éducation des enfants, du mariage, des liens avec la famille restée au pays; problèmes liés à la nourriture, au deuil ...

En quelque trente ans, la présence de l'islam sur le territoire européen a connu une spectaculaire et imprévue progression. L'immigration des pères venus travailler de façon temporaire s'est modifiée en séjour définitif lorsque les femmes, les enfants et plus tard les petits-enfants sont arrivés. L'Islam s'installait, sans que les musulmans n'en prennent pleinement conscience. Au fil des années, ils ont découvert des difficultés auxquelles personne n'était préparé.

Aujourd'hui en Europe, quelques millions de personnes s'organisent, cherchent leur voie, entre valeurs locales et un islam parfois revendiqué, mais peu connu, entre fidélité aux valeurs de la société d'origine et intégration à la société d'accueil. A ce tableau complexe s'ajoute un nombre difficilement évaluable de convertis européens.

Loin des conclusions de l'approche formelle, de nombreuses études vont se développer, particulièrement dans les années '90, sur le thème de «l'invention du quotidien» par les populations musulmanes: quelles réponses vont-elles apporter, de fait – et non théoriquement –, aux problèmes concrets qu'ils rencontrent? Comme certains chercheurs, quelques musulmans trouveront des réponses dans les textes fondateurs de l'islam. D'autres démarches, dont certains chercheurs pensent percevoir déjà la logique intégrative, pourront cependant être testées.

Et de fait, ce deuxième courant insiste sur l'aspect du «bricolage» quotidien auquel sont poussées les populations musulmanes en Occident, confrontées à des situations pour lesquelles les «textes» n'offrent pas de réponse ou du moins pas de réponse adaptée. Ces études mettent en évidence «l'écart au texte»: écart à la tradition (*sunna*) et écart au discours des savants (*ulamas*), lesquels ne sont pas toujours en mesure de répondre aux attentes de populations vivant dans des contextes dont ils n'ont eux-mêmes qu'une connaissance jugée plus d'une fois insatisfaisante.

La recherche est ainsi passée d'une démarche formelle relevant de l'étude des textes à une observa-

tion concrète de la réalité quotidienne d'êtres humains. En 1978, Jean-Paul Charnay disait déjà la nécessité de «pondérer la tonalité et l'intensité religieuse des phénomènes non selon les critères normatifs et éthiques purement musulmans {...} mais selon la façon dont ils sont socio-psychologiquement vécus et ressentis». Aujourd'hui, on peut citer notamment les travaux sociologiques de Felice Dassetto, Farhad Khosrokhavar, Chantal Saint-Blancat, Jocelyne Cesari et Leïla Babès. Cette dernière sou-

ligne: «Est-il nécessaire de rappeler que l'islam n'est pas une religion figée, mais un processus de transformation permanent? L'inscription dans une société non soumise à des normes islamiques, et de plus sécularisée, est une raison suffisante qui justifie le processus de sécularisation interne dans lequel l'islam est engagé.» (Babès, 1997) Et Saint-Blancat (1997) insiste sur la dimension individuelle de la foi et de la pratique, intrinsèquement liée à l'islam:

*«Comme le souligne pertinemment C. Hamès, il n'existe pas de religieux en soi, pas plus en islam qu'ailleurs, et sans doute a-t-on trop dit que <l'islam était un tout constitué qui régissait tout>. Il n'existe pas en réalité de <modèle référentiel> du pratiquant. {...} A l'exception de la profession de foi (shahada), le respect des obligations canoniques relève de la responsabilité individuelle. Si la prière constitue par exemple un des cinq piliers de la religion avec l'aumône légale (zakat), le jeûne, le pèlerinage à la Mecque (Hajj) et bien sûr la shahada, elle n'est que recommandée au croyant. Le musulman règle seul ses comptes avec Dieu. Aucun clergé n'encadre la fluidité de ses pratiques, seul le regard de la communauté exerce un contrôle, relatif, sur son observance rituelle, contrôle qui ne concerne d'ailleurs que la pratique familiale ou sociale.»*

**«Est-il  
nécessaire  
de rappeler  
que l'islam n'est  
pas une religion  
figée, mais un pro-  
cessus de trans-  
formation  
perma-  
nent?»**

**Écueils**

Les principaux écueils qui guettent les démarches de type intégratif apparaissent groupés.

Pour accéder aux informations, il est nécessaire de recourir à des interprètes (sinon linguistiques – combien de langues face à cette diversité? –, au moins culturels) afin de bien comprendre les significations d'une information et de savoir interroger ... Le manque d'accès aux différences de sens attaché à certaines situations par les différents acteurs peut conduire à des erreurs formelles, comme par exemple lorsque le chercheur déduit d'un discours énoncé par un individu en situation formelle (un prône par exemple) que toutes les personnes pré-



sentent partagent l'opinion émise alors que celles-ci comprennent parfois moins bien l'arabe que le chercheur lui-même. De même, lorsque Dassetto (1993) relève que «la théorie et la doctrine musulmanes ne semblent pas disposer de catégories pour penser les musulmans dans la situation dans laquelle ils sont actuellement en Europe», il fait référence à des dénominations juridiques («terre d'islam», «terre de la guerre», etc.) à propos desquelles il serait opportun de vérifier qui parmi les musulmans d'Europe s'y réfère.

Si l'on veut surmonter ce type de difficulté, il est nécessaire d'accéder aux significations attachées par les acteurs à leurs comportements. Comme le souligne Saint-Blancat (1997):

*«Essayer de comprendre la dimension religieuse en diaspora ne signifie pas seulement relever la fréquence des pratiques ou la typologie des observances. Il apparaît plus utile d'identifier les véritables significations que les sujets donnent à leurs actes religieux et de réfléchir sur les valeurs symboliques qu'ils reflètent dans la hiérarchie des valeurs de chaque croyant, plus significatif de comprendre pourquoi certains interdits sont respectés et d'autres non, et surtout quel est le sens que leur confèrent les musulmans d'Europe. [...] L'objectif serait donc de cerner la véritable signification de l'orthopraxie chez les musulmans de la diaspora au lieu de se contenter de la mesurer.»*

Pourquoi ne pas dès lors travailler à intégrer la population musulmane dans la recherche elle-même, soit en tant que partenaire de la recherche, soit en encourageant le développement du nombre des chercheurs issus de cette communauté?

Mais le passage d'études marquées par la philologie orientaliste qui se concentrent sur l'étude de documents à des approches sociologiques ou anthropologiques qui abandonnent le terrain formel pour aller vers l'individu et sa pratique se heurte également au peu de pertinence qu'accordent les populations musulmanes à ce type de recherche. Travaillerait-on dès lors à leur permettre d'y trouver leur intérêt?

Un autre type de difficulté tient au transfert des schémas qui ont marqué l'évolution de la religion en Occident sur les populations musulmanes: on assisterait ainsi à une laïcisation de l'islam ... Qu'une adaptation soit en cours, cela semble vraisemblable, mais on peut remettre en question ce qui est implicite au type d'évolution attendue. Celle-ci paraît en effet propre à l'évolution du christianisme européen, une histoire qui a bénéficié de spécificités assez éloignées de celles de l'islam. Le contexte est différent: la situation sociale, politique, technique, etc. est totalement modifiée: l'islam se développe dans une société qui s'est déjà positionnée par rapport au christianisme (elle est peut-être en train de revoir ce positionnement) et qui culturellement s'est affirmée sur bien des points par opposition à l'islam comme en témoigne l'importance des sujets «femme en islam» ou «école coranique» comme faire-valoir ou

repoussoir de la modernité occidentale. Structurellement, l'islam n'est pas le reliquat spirituel et individuel d'une morale qui aurait structuré en profondeur la société occidentale, mais bien une morale et une religion assez récemment transplantées qui ressasse tout le ressentiment des populations arabes face à la vexation de la colonisation d'hier par cet Occident aujourd'hui investi. On ne peut éluder la possibilité que l'islam charrie une dimension différente du rapport global au monde et aux autres, qui pourrait influencer la forme que prendra la «nécessaire» adaptation de l'islam à la réalité occidentale. D'où la valeur des recherches qui malgré tout en appellent à ne pas oublier l'islam derrière le musulman.

Il est souhaitable de rester attentif à la projection du schéma historique occidental sur l'islam, que ce soit pour en déduire une impossible intégration ou au contraire une intégration qui suivrait les traces de notre modernité. La formulation d'Olivier Roy paraît à ce point précise et précieuse:

*«Dans quelle mesure l'installation définitive d'une population musulmane en Europe – laquelle ne se vit pas ou plus comme une simple transposition d'une culture moyen-orientale ou asiatique – conduit-elle à une reformulation de l'expression religieuse musulmane? [...] La question est aujourd'hui de montrer comment s'opère, dans l'islam européen, un glissement dans la formulation de la religion et dans l'investissement concret de la personne dans la pratique religieuse alors même que le corpus, l'imaginaire commun et l'ordre des prescriptions ne bougent pas. Ce qui bouge, c'est l'appropriation individuelle et l'incarnation sociale des ces fondamentaux.»* (Roy 1998)

**François Jung** est sociologue et consultant en formation. Projet de thèse sur l'intégration de la population musulmane genevoise à travers ses attentes éducatives vis-à-vis des enfants musulmans inscrits à l'école publique.

.....  
*Sélection bibliographique*

Babès, Leïla 1992

*«Recompositions identitaires dans l'islam en France: la culture réinventée.»* Dans: ASSR-Archives de Sciences sociales des Religions 10-12, pp. 35-47.

Babès, Leïla 1996

*Les Nouvelles Manières de croire: judaïsme, christianisme, islam, nouvelles religiosités.* Paris: L'Atelier/Éditions Ouvrières (Débatte).

Babès, Leïla 1997

*L'Islam positif: la religion des jeunes musulmans de France.* Paris: L'Atelier/Éditions Ouvrières (Débatte).

Leïla Babès est maître de conférences à la faculté de théologie de l'Université catholique de Lille. Responsable du groupe de sociologie des religions.

Cesari, Jocelyne 1995

*L'Islam en Europe.* Paris: La Documentation française.

Cesari, Jocelyne 1998a

*«L'Islam français: une minorité religieuse en construction.»* Dans: Kilani, Mondher, *Islam et changement social (actes du colloque de même titre, 10-11 octobre 1996)*; Lausanne: Payot (Sciences humaines), pp. 125-136.

Cesari, Jocelyne 1998b

*Musulmans et républicains: les jeunes, l'islam et la France. Paris: Complexe.*

Jocelyne Cesari est politologue. Notamment chargée de recherche au CNRS: IREMAM – Institut de recherche et d'étude sur le monde arabe et musulman (Aix-en-Provence); GSRL – Groupe de sociologie des religions et de la laïcité (Paris).

Charnay, Jean-Paul 1978

*Sociologie religieuse de l'islam: préliminaires. Paris: Sindbad.*

Couvreur, Gilles 1998

*Musulmans de France: diversité, mutations et perspectives de l'islam français. Paris: L'Atelier/Éditions Ouvrières.*

Gilles Couvreur, ex-animateur du SRI – Secrétariat pour les Relations avec l'Islam. «Consulteur» auprès du Conseil Pontifical pour le Dialogue interreligieux.

Dassetto, Felice 1993

«Musulmans de l'Europe des douze ...» Dans: Willaime, Jean-Paul, Vincent Gilbert, Religions et Transformations de l'Europe. Strasbourg: Presses univ. de Strasbourg.

Dassetto, Felice, Albert Bastenier 1990

«Sciences sociales et islam transplanté: concepts et méthodes: questions à partir d'expériences de recherche.» Dans: Étienne B., L'Islam en France. Paris: CNRS, 1990.

Dassetto, Felice 1996

*La Construction de l'islam européen: approche socio-anthropologique. Paris: L'Harmattan (Musulmans d'Europe).*

Felice Dassetto est professeur de sociologie (notamment de socio-anthropologie de l'islam) à l'Université catholique de Louvain. Directeur de la collection «Musulmans d'Europe» à L'Harmattan.

Huntington, Samuel P. 1996

*Clash of Civilizations and the Remaking of World Order. New York: Simon & Schuster (trad. fr. Odile Jacob, 1997).*

Khosrokhavar, Farhad, François Gaspard 1995

*Le Foulard et la République. Paris: La Découverte.*

Khosrokhavar, Farhad 1997

*L'Islam des jeunes. Paris: Flammarion (Essais).*

Farhad Khosrokhavar est maître de conférences à l'EHESS; chercheur au CADIS – Centre d'analyse et d'intervention sociologique.

Roy, Olivier 1998

«Naissance d'un Islam européen.» Dans: Esprit 1, pp. 10–35.

Olivier Roy est politologue (agrégé de philosophie). Spécialiste de l'islam politique et analyste des «nouveaux intellectuels en monde musulman».

Saint-Blacat, Chantal 1995

«Une diaspora musulmane en Europe?» Dans: Archives de Sciences sociales des religions, 92/10–12, pp. 9–24.

Saint-Blacat, Chantal 1997

*L'Islam de la diaspora. Paris: Bayard (Recompositions).*

Chantal Saint-Blacat est professeur à l'Université de Padoue. Spécialiste de l'immigration musulmane.

Urvoy, Marie-Thérèse 1996

«Islam politique.» Dans: Laurent, Annie, *Vivre avec l'Islam? réflexions chrétiennes sur la religion de Mahomet. Versailles: Saint Paul.*

*musulmans ne s'intégreront pas», on préfère de plus en plus une interrogation plus modeste des pratiques ou de l'attitude des individus eux-mêmes, dont on peut supposer qu'ils ont en réalité à se positionner entre leurs convictions et un dogme, l'islam, d'une part, et les contraintes de la société d'accueil, leur situation propre et des intérêts personnels, d'autre part.*

*Cette démarche n'est naturellement pas récente, mais elle semble progresser. Et si aujourd'hui encore les deux types d'études existent, le développement des travaux de sociologues comme Felice Dassetto, Farhad Khosrokhavar, Chantal Saint-Blacat et Leïla Babès fait penser que les études centrées sur «les musulmans» se démarquent progressivement de celles consacrées à «l'islam», et qu'elles peuvent peut-être mieux que ces dernières rendre compte de la question de l'intégration de musulmans en Occident, ou du moins de façon plus pragmatique, au cas par cas.*

*Il est pourtant utile d'examiner quelques-uns des écueils qui jalonnent son chemin: difficulté à recueillir de l'information auprès des populations étudiées, difficulté à les faire participer à la recherche; reliquats d'approches formelles; délicat équilibre entre les constantes de l'islam et les adaptations individuelles.*

## Zusammenfassung

*Es ist lobenswert, sich nicht nur mit der Integration der Muslime in den westlichen Gesellschaften, sondern ebenfalls mit der Integration der Muslime in den Studien über den Islam im Westen zu befassen. So ist seit einigen Jahren die Tendenz zu beobachten, im Rahmen der islamologischen Studien Muslime als Individuen zu untersuchen und diese nicht dem Islam als dogmatischem Korpus gleichzusetzen. An Stelle von Äusserungen wie «So lange der Islam Islam bleibt, werden sich die Muslime nicht integrieren» steht zunehmend die bescheidenere Frage nach individueller Haltung und Praxis zwischen gesellschaftlicher Realität und religiösen Überzeugungen. Arbeiten von Soziologinnen/-en wie Felice Dassetto, Farhad Khosrokhavar, Chantal Saint-Blacat und Leïla Babès zeugen von dieser pragmatischeren Tendenz. So begrüßenswert diese Entwicklung ist, Probleme stellen sich trotzdem. Besonders erwähnt werden die Schwierigkeiten, einerseits Informationen zu erhalten, die dem gelebten Alltag entstammen, und andererseits die Untersuchten in die Studien miteinzubeziehen. Schliesslich werden sich bei der Untersuchung religiöser Themen immer wieder Überreste einer formellen Betrachtungsweise einschleichen, besonders wenn es um das heikle Gleichgewicht zwischen religiösem Dogma und individueller Anpassung geht.*

## Résumé

*On s'interroge aujourd'hui sur l'intégration des musulmans dans les sociétés occidentales; on gagnerait à se pencher également sur l'intégration des musulmans dans les études consacrées à l'islam en Occident.*

*Dans le champ des études islamologiques, on assiste en effet depuis quelques années à un important développement des attitudes de recherche qui se refusent à assimiler le musulman, individu, à l'islam, corpus dogmatique. A des assertions du type «tant que l'islam restera l'islam, les*



## Aux sources de l'anti-islamisme en Suisse

JEAN-CLAUDE BASSET

*La présence croissante de l'islam en Suisse ne passe pas inaperçue. Le présent article vise à mettre à jour tout à la fois les points de friction relativement limités entre modes de vie islamique et helvétique et les thèmes récurrents d'une argumentation anti-islamique qui récuse la perspective d'une nouvelle convivialité avec les musulmans installés en Suisse. Une réflexion personnelle d'une autorité engagée de longue date dans le dialogue.*

### Islam et consensus helvétique

Au départ, il n'y a rien de surprenant dans les réactions suscitées par l'irruption d'une nouvelle communauté socioculturelle en Suisse; en tout cas rien qui ne va au-delà de la résistance quasi naturelle de tout corps social confronté à la présence d'une entité nouvelle: résistance à l'altérité qui oblige à se resituer soi-même, résistance au changement qui découle de la nouveauté et résistance au partage qu'implique tout vivre ensemble dans un cadre démocratique.

Néanmoins, la présence des musulmans provoque un certain nombre de réactions négatives perceptibles dans l'image que donnent les médias de l'islam en général et des musulmans en particulier. Le fait est d'autant plus patent qu'on n'assiste à rien de semblable à l'endroit du bouddhisme et des bouddhistes dont la présence et l'influence ne cessent de croître, en Suisse comme en Europe. S'il y a une comparaison possible avec le traitement négatif de l'islam par les médias, c'est bien celui que ces mêmes médias réservent à ces minorités religieuses et spirituelles que l'on appelle communément des sectes.

En ce sens, on peut parler d'un anti-islamisme latent, non pas comme d'un projet délibéré de discrimination des musulmans, mais bien au titre d'une résistance spécifique à l'égard de l'islam et de la communauté musulmane. Cet anti-islamisme s'ali-

mente à deux sources bien distinctes de la société helvétique: les chrétiens exclusifs et les partisans d'une laïcité pure et dure. Pour les premiers qui représentent 5% de la population, majoritairement mais pas uniquement protestants, l'islam apparaît comme une contradiction directe de l'Évangile de Jésus Christ et une menace pour la foi chrétienne, à quoi il convient de s'opposer comme à une œuvre du diable. Pour les seconds, l'islam est perçu comme une régression par rapport aux progrès du siècle des Lumières et comme une menace pour la séparation, chèrement acquise, entre le politique et le religieux.

**95% des prescriptions islamiques sont parfaitement compatibles avec la loi helvétique et les 5% restants sont susceptibles de trouver une solution acceptable pour toutes les parties**

### Les sept nains de la confrontation islamo-helvétique

Avant d'analyser plus en avant les thèmes de l'anti-islamisme, il nous faut brièvement passer en revue les principaux points de friction liés à la présence de l'islam en Suisse. Ce sont des nains, car ils sont mineurs si l'on considère qu'aux yeux de musulmans engagés dans le processus d'une intégration harmonieuse de la communauté musulmane en Suisse, 95% des prescriptions islamiques sont

parfaitement compatibles avec la loi et les réglementations helvétiques et que les 5% restants sont susceptibles de trouver une solution acceptable pour toutes les parties. Pour mineurs qu'ils soient, ces points méritent notre attention dans la mesure où ils peuvent devenir à tout moment des points de fixation et de crispation qui mettent à mal la sensibilité des uns et des autres:

- 1 *Mosquée:* La construction d'une mosquée comme l'implantation d'un centre islamique provoque régulièrement des oppositions de la part du voisinage qui craint pour sa tranquillité et des tergiversations du côté des autorités, hésitantes devant cette nouvelle visibilité de l'islam. S'il y a lieu de respecter

une certaine proportionnalité entre les dimensions du bâtiment envisagé et les besoins de la population musulmane concernée, le simple respect de la liberté religieuse exige que les musulmans puissent disposer de lieux adéquats pour prier et se réunir. (Lire à ce propos l'article de Barbara Waldis dans cette édition de TANGRAM.)

- 2 *Ecole*: Lieu par excellence de socialisation, l'école ne saurait échapper aux tensions inhérentes à la rencontre des cultures. Des aménagements sur la forme (port du foulard, gymnastique séparée pour les garçons et les filles), mais non sur le fond (assistance à tous les cours) sont de loin préférables à la perspective d'écoles musulmanes qui priveraient les enfants d'une ouverture à l'autre et d'un apprentissage à la tolérance. Là où la religion fait l'objet d'un enseignement à l'école, il convient de faire une place à l'islam, comme aux autres religions, pour le bénéfice de l'ensemble des élèves.
- 3 *Mariage*: S'il existe des unions interculturelles et interreligieuses réussies, bon nombre d'entre elles se heurtent à des difficultés majeures. Plutôt que de vaines mises en garde face à un phénomène aussi naturel qu'inévitable dans une société pluraliste, ne serait-il pas préférable de fournir aux intéressés et à leurs familles respectives une information sérieuse, avec la participation des communautés religieuses impliquées, sur les chances et les obstacles qu'impliquent de telles unions?
- 4 *Nourriture*: Personne n'a jamais été obligé de manger du porc et si le vin fait partie de la culture helvétique, les méfaits de l'abus d'alcool devraient aider à respecter l'abstinence qui est la règle chez les musulmans. Les aménagements dans les cantines scolaires ou professionnelles ainsi que dans les hôpitaux sont aujourd'hui choses largement pratiquées. Reste la question plus délicate de l'abattage qui n'a pas encore trouvé de solution en Suisse, mais qui ne devrait pas être insurmontable tout en limitant au maximum la souffrance des animaux.
- 5 *Foulard*: Érigé en véritable symbole identitaire de fidélité à l'islam pour les unes, musulmanes, et de soumission de la femme pour les autres, musulmanes et non-musulmanes, le foulard est aujourd'hui accepté jusque sur les photos passeport dans la mesure où précisément il est librement porté. Il demeure toutefois une source de discrimination sur le plan professionnel sans que la compétence des intéressées ne soit en cause ni qu'il soit l'occasion d'un prosélytisme direct ou indirect.
- 6 *Cimetière*: Autre lieu typique de fixation dont on comprendrait mal qu'il ne trouve pas rapidement de solution pratique à l'échelle de chaque canton! Il en va d'un droit fondamental à être enterré en confor-

mité avec ses convictions; et si une croix dressée sur une tombe ne porte pas atteinte à la laïcité d'un lieu ouvert à tous sans distinction, il n'y a pas de raison pour que l'orientation vers La Mecque soit un obstacle insurmontable; quant à la pérennité de la tombe, il y a depuis toujours un système de concession pour arriver à un accord.

- 7 *Aumôneries et reconnaissance publique*: L'accès de responsables musulmans, au même titre que d'autres responsables religieux, est en passe de devenir la règle dans les hôpitaux, les prisons ou les centres d'accueil des requérants d'asile. Là où la résistance est la plus forte aujourd'hui, c'est au niveau d'une reconnaissance officielle de la part des autorités politiques, guère enclines à remettre en cause un statu quo religieux toujours fragile et sensible.

### Les sept péchés capitaux dans l'argumentation anti-islamique

Si la voie d'une coexistence pacifique avec les musulmans au sein de la société helvétique paraît largement ouverte, cela ne signifie pas pour autant que tout le monde est disposé à s'y engager sans réserve. Au contraire, on voit se développer, dans la presse comme dans les conversations informelles, une série d'arguments régulièrement invoqués pour démontrer sinon l'incompatibilité foncière entre les valeurs du monde musulman et celles qui prévalent dans un Occident fortement imprégné de christianisme, du moins pour freiner une intégration sans restriction des musulmans en Suisse et mettre en garde contre une islamisation rampante de la société helvétique. La liste des objections qui suit est loin d'être exhaustive, et chaque point mériterait une analyse détaillée; nous la proposons ici à titre d'incitation à un approfondissement dans la rencontre entre musulmans et non-musulmans.

- 1 Parce qu'il n'a pas connu et intégré la contestation radicale du rationalisme philosophique et plus récemment celles des maîtres du soupçon que furent Nietzsche, Marx et Freud, l'islam serait opposé à l'autonomie de la *raison*. Ce décalage historique et culturel ne doit pas faire oublier que le monde musulman a été un pôle de connaissance à l'époque du moyen âge européen et que le savoir y a toujours été valorisé, de sorte que rien ne permet de préjuger des résultats d'une rencontre de l'islam avec la raison critique, une épreuve que le christianisme occidental, mais non orthodoxe, a vécue non sans profonds déchirements.
- 2 L'islam serait une *théocratie* opposée à toute séparation des pouvoirs politiques et religieux et réfractaire à la sécularisation. Il est vrai que l'islam est mû par un projet de société modelé par la référence reli-



gieuse, mais la distinction entre les domaines religieux et sociaux existe bel et bien et le monde musulman a connu toute sorte de régimes politiques, y compris un clergé *chiite* en Iran. De plus, des voix musulmanes considèrent qu'une sécularisation ouverte offre un cadre tout à fait acceptable pour la vie des musulmans en Europe.

- 3 L'islam serait une religion de la violence pour la cause de Dieu. Pas plus que le colonialisme ne se confond avec la mission chrétienne, les conquêtes arabes ne furent des guerres religieuses. Le Coran appelle autant à la violence qu'à la coexistence pacifique et le *jihad*, le combat pour la foi, requiert des conditions bien précises pour être légitime. La violence des sociétés musulmanes contemporaines est bien davantage le fruit d'inégalités sociales et d'oppressions politiques que de la religion islamique.
- 4 Avec la *charia*, la loi islamique, les musulmans relèveraient d'un droit rétrograde qui coupe la main des voleurs et condamne à mort les adultères. Si de telles prescriptions existent dans le Coran, leur application est soumise à toutes sortes de conditions restrictives dans l'intérêt des personnes. La *charia* n'est pas un corpus de loi fixé une fois pour toutes, mais une voie qui s'inspire du Coran et de la tradition de Mohammed et que les juristes n'ont cessé d'interpréter en fonction des circonstances nouvelles. S'il y a eu une longue période de stagnation, les portes de l'interprétation sont à nouveau ouvertes dans les courants réformistes et cela ne peut manquer d'influer sur l'attitude des musulmans en Europe.
- 5 L'islam serait contraire aux *droits de la femme*. Il ne faut pas confondre les prescriptions religieuses avec la société patriarcale qui a toujours prévalu tant en Occident que dans le monde musulman. Fondamentalement, l'islam est aussi ambigu que le christianisme pour ce qui est du statut de la femme. De sérieuses évolutions sont en cours tant sur le plan familial que social en vue d'une égalité plus réelle; cela ne signifie pas pour autant que le modèle occidental d'émancipation de la femme soit le seul possible.
- 6 L'islam serait coupable d'opprimer les *minorités*, notamment chrétiennes. En réalité, le monde musulman a longtemps eu un statut des minorités en avance sur son temps et les Juifs chassés d'Espagne ont trouvé refuge en son sein. Aujourd'hui, des progrès sont à faire dans le sens d'une co-citoyenneté pleine et entière, mais les difficultés réelles que ren-

contrent aujourd'hui les minorités, musulmanes aussi bien que chrétiennes ou autres, sont prioritairement le résultat de régimes politiques autoritaires.

- 7 L'islam serait foncièrement opposé à la *liberté religieuse* dont il entend profiter pour lui-même en Occident, de sorte que la présence des musulmans cacherait une stratégie d'islamisation rampante de la société occidentale. La reconnaissance de la liberté religieuse est une acquisition récente (Vatican II pour l'Eglise catholique romaine) qui trouve un point d'appui dans l'affirmation coranique «Pas de contrainte en religion», mais qui se heurte à l'interdiction d'abandonner l'islam. L'un et l'autre missionnaires, islam et christianisme ont besoin de fixer des règles de bon comportement pour vivre ensemble en harmonie et sans se renier soi-même.

### Pistes pour une nouvelle convivialité

Dans notre approche de la minorité musulmane, nous ne devons pas ignorer que le monde musulman a longtemps constitué le défi le plus sérieux pour l'Europe ni que l'islam a offert la plus grande résistance aux missions chrétiennes; d'un autre côté, le monde musulman s'est vu surclassé par l'Occident dans les domaines scientifiques et techniques et a subi de plein fouet le choc de la colonisation dont il n'est pas encore totalement remis. Ce n'est assurément pas en rejetant l'islam et les musulmans que l'on préparera la voie à la coexistence requise d'un Etat démocratique fondé sur le respect des droits humains. Ce n'est pas non plus en fermant les yeux sur un certain nombre de divergences historiques, culturelles et religieuses, mais au contraire,

en les abordant avec les musulmans, dans un esprit d'ouverture et de dialogue. Pour engager le dialogue, il faut sortir des définitions statiques qui identifient l'islam à certaines de ses manifestations historiques ou le figent dans une formulation doctrinale. En réalité, comme toutes les religions, l'islam est moins un système de croyances et de pratiques qu'une voie qui oriente la pensée et la vie des musulmans et qui n'a cessé de se développer au gré des rencontres de sociétés, de cultures et visions du monde qui l'on marqué au cours de ses 14 siècles d'existence. Aujourd'hui, l'islam traverse une période de grands bouleversements sociaux, politiques et culturels, parmi lesquels sa récente implantation en Europe.





Après l'essentialisme, le second piège sur la voie de la compréhension, c'est l'amalgame entre les musulmans qui vivent en Suisse et des situations concrètes de l'islam en Arabie Saoudite, en Afghanistan ou au Soudan pour ne citer que quelques exemples. Un musulman ou une musulmane du Maghreb, de Turquie ou des Balkans n'a pas plus à voir avec ces pays qu'un Sicilien n'est responsable de ce qui se passe en Irlande ou en Arménie. Davantage, certains interlocuteurs musulmans ont eux-mêmes été victimes de violence dans leur pays d'origine.

Si l'islam dérange, c'est peut-être parce qu'il apparaît comme une religion après la religion: une religion post-chrétienne qui embarrasse les chrétiens pour qui Jésus a ouvert la voie définitive vers Dieu et qui ne savent pas trop comment se situer au point de prendre des positions diamétralement opposées qui vont du rejet total sinon des musulmans du moins de l'islam jusqu'à la reconnaissance des valeurs spirituelles et la collaboration; une religion qui vient après la sécularisation et qui dérange les gardiens de la laïcité dans la mesure où elle risque de remettre en cause certains acquis d'une société qui a réduit la religion à la sphère privée.

Finalement, il ne faut pas cacher que si l'intégration de la communauté musulmane dans la société suisse implique pour la première un réel effort d'adaptation pratique et de ré-interprétation de ses sources, la communauté d'accueil sera elle aussi conduite à revoir certains de ses présupposés et à redéfinir les bases d'une société devenue davantage culturellement et religieusement diversifiée.

Après avoir vécu à Téhéran et à Djibouti, **Jean-Claude Basset** est, depuis 1980, pasteur à Genève; il est président de la Plateforme Interreligieuse de cette ville et chargé de cours sur l'islam et les relations interreligieuses à l'Université de Lausanne.

### Résumé

*La présence grandissante de la communauté musulmane en Suisse ne va pas sans bousculer le paysage culturel et religieux du pays. Si une approche au coup par coup a permis d'éviter jusqu'à présent des heurts majeurs, il faut compter avec une résistance anti-islamique alimentée par les milieux chrétiens exclusifs (fondamentalistes) et laïcs militants. Pour réels qu'ils soient, les points de friction avec la société d'accueil paraissent tous surmontables avec un peu de bonne volonté de part et d'autre.*

### Zusammenfassung

*Die immer zahlreichere Anwesenheit der muslimischen Gemeinschaft in der Schweiz bringt Veränderungen in die kulturelle und religiöse Landschaft unseres Landes. Obwohl bis heute Zusammenstöße verhindert werden konnten, muss man mit einer antiislamischen Resistenz seitens fundamentalistischer christlicher Kreise und aktiver Laien rechnen. Die Reibungspunkte mit der Gastgesellschaft sind reell, doch können alle mit gegenseitigem gutem Willen überwunden werden.*



## Islam en Suisse. Etats des lieux et perspectives

TARIQ RAMADAN

*Comment être musulman en Suisse? Comment en d'autres termes l'«identité musulmane» peut-elle, en respectant les principes et le cadre des Constitutions nationales, s'épanouir dans les sociétés respectives sans se renier ni s'amputer? Une réflexion d'un croyant engagé, influent et bien connu dans le monde francophone.*

Durant les premières années de la présence musulmane en Europe, le sentiment le plus communément partagé par les immigrés et les savants musulmans (*'ulamâ*) étaient que nous vivions une étape transitoire et que, de fait, un jour ou l'autre, les musulmans «retourneraient dans leur pays d'origine». Hormis quelques avis juridiques édictés afin de parer au plus pressé (viande, mosquées, tractations financières, etc.), aucune réflexion approfondie et systématique n'a été entreprise sur les sources parce qu'elle ne paraissait tout simplement pas nécessaire. On se contentait de réponses disparates permettant de gérer le quotidien sans aller plus loin. Ce n'est qu'avec l'arrivée des jeunes générations musulmanes qu'il est apparu nécessaire de reconsidérer le rapport aux sources islamiques (*Coran* et *Sunna*) afin d'élaborer une jurisprudence (*fiqh*) en phase avec le contexte européen. Cette élaboration juridique (connue sous le nom d'*ijtihad*) devait être à même de permettre aux jeunes générations de vivre leur foi de façon cohérente dès lors qu'il était clair qu'elles resteraient dans le pays dont, pour un grand nombre d'entre eux, elles avaient acquis la nationalité. Il faut relever le caractère très récent de ce processus qui a obligé les savants et intellectuels musulmans à étudier de plus près les lois européennes en même temps que de prendre en compte les transformations à l'intérieur des communautés musulmanes respectives. Il est impossible dans le présent article de rendre compte des multiples dimensions de cette élaboration, néanmoins nous pouvons mentionner ici, synthétiquement, cinq principes édictés à la lumière des sources islamiques et reconnus par la très grande majorité des musulmans vivant en Europe:

- A Un musulman, résident ou citoyen, doit se considérer sous l'effet d'un contrat à la fois moral et social avec le pays où il séjourne. En d'autres termes, il se doit d'en respecter les lois.
- B Le cadre sécularisé ou laïque, en son principe et son esprit, permet aux musulmans de pratiquer leur religion sans que cela ne se traduise par une assimilation qui les amputerait d'une part de leur identité.

- C Les anciennes dénominations (*dar al-barb*, maison de la guerre, et *dar al-islam*, maison de l'islam), qui furent un temps employées par les juristes (sans être ni coranique ni partie de la tradition prophétique) dans un cadre géopolitique spécifique (dès le IX<sup>ème</sup> siècle), sont caduques et ne rendent pas compte de la réalité du monde contemporain. D'autres concepts ont été proposés pour traduire positivement cette présence des musulmans en Europe.
- D Les musulmans doivent se considérer comme citoyens à part entière et participer, en conscience, et dans le respect des valeurs qui sont les leurs, à la vie sociale, associative, économique et politique de leur pays (ou dans lequel ils résident).
- E A l'intérieur du champ des possibilités offert par les législations européennes, rien n'empêche les musulmans, comme n'importe quels autres citoyens, de faire des choix qui répondent aux exigences de leur conscience et de leur foi. Quant aux obligations inscrites dans la loi et qui pourraient être en contradiction avec un principe islamique (situation au demeurant assez rare), elles présentent des cas de figure qui imposent une étude afin d'identifier les principes de priorités et/ou les perspectives d'adaptabilité (élaboration contextualisée qui doit se faire au niveau national).

Ces cinq principes permettent de donner un contenu plus explicite à certaines notions auxquelles se réfèrent souvent les musulmans, mais qui demeurent peu comprises ou mal interprétées. Il nous suffira ici d'en relever trois:

### *L'identité*

La notion d'«identité musulmane» a beaucoup été discutée parce qu'elle semblait sous-tendre l'idée d'une spécificité perçue comme un obstacle à l'«intégration». Il convient donc de préciser l'acception et la portée de cette notion centrale qui, plutôt que d'être un écueil à la présence des musulmans en Europe, en clarifie les exigences, les perspectives et la richesse. L'identité musulmane, c'est l'expression du noyau intangible de tous les éléments essentiels à la réalisation de l'«être musulman». Sans pouvoir en faire ici une analyse exhaustive, il nous est possible d'en mentionner les quatre piliers. L'identité musulmane, de fait, c'est:

- I une foi, une spiritualité, une pratique (dimension culturelle);

- 2 une compréhension et une intelligence tant des sources islamiques que du contexte social, politique et culturel (principe de rationalité et de responsabilité);
- 3 l'éducation et la transmission: la foi est considérée comme un dépôt dont il faut témoigner et qu'il faut transmettre par l'éducation;
- 4 l'action et la participation: être musulman, c'est agir et participer aux dynamiques sociales orientées vers la justice et le mieux-être.

Chaque musulmane et musulman devrait pouvoir trouver, quel que soit le pays où elle/il vit, les garanties de protection de ces éléments essentiels: c'est son «droit à l'identité», l'application concrète du principe de la liberté de conscience. Les dits principes représentent un noyau essentiel pour celle ou celui qui décide de simplement pratiquer sa religion. Il faut dire et répéter que chacun doit avoir le droit de faire son choix, parmi les principes susmentionnés, quant à la pratique qui est la sienne.

En Suisse on peut clairement affirmer que le cadre constitutionnel protège et garantit l'expression de cette identité. La «question islamique» est aujourd'hui un problème qui prend sa source davantage dans les mentalités et les sensibilités que dans une supposée incompatibilité juridique. (Voire la contribution de W. Kälin dans ce numéro du TANGRAM.)

**L'avenir de la présence musulmane en Europe et en Suisse passera par la réalisation d'une véritable «culture islamique européenne»**

*La communauté contre le communautarisme*

La pratique de l'islam pour les musulmans a par nature une projection communautaire. Dans la prière ou le jeûne, dans le versement de l'impôt social purificateur (*zakat*) ou le pèlerinage, la dimension communautaire participe de l'essence même de l'être musulman dans la fraternité et la solidarité. Elle est le premier environnement de son rayonnement social au-delà de sa famille immédiate. La loi suisse respecte la pratique religieuse et laisse aux religions le soin de définir le contenu de leurs philosophies respectives: de fait, ce serait dire une chose et son contraire que d'affirmer que les musulmans doivent s'amputer de tout sentiment et aspiration communautaires pour trouver leur place dans l'espace sécularisé.

Cela étant, il convient de ne pas confondre la communauté de foi avec une aspiration communautariste dont l'objectif serait de s'isoler et de se particulariser sur le plan social, politique ou législatif. Le processus

de ghettoïsation intellectuelle et physique est étranger à l'esprit même de l'islam: vivre sa foi en communauté pour se fortifier moralement est une chose, s'isoler de la société environnante en est une autre. Sur le plan légal et politique, il s'agit pour la musulmane et le musulman de se considérer comme des individus exerçant en conscience leurs droits et devoirs de résidents ou de citoyens, et cela implique une connaissance des lois, une participation aux dynamiques sociales, politiques et économiques et, plus globalement, un réel sentiment d'appartenance à la société dans laquelle ils vivent.

*La culture*

Comme les notions d'identité ou de communauté, la référence à une «culture islamique» donne l'impression d'une volonté de s'isoler et de refuser «la culture occidentale, la culture suisse». Certains y voient la preuve que les musulmans ne sont pas sincères dans leur souhait d'intégration, jouant d'une main la carte de la conciliation, tout en cherchant à entretenir des particularismes culturels quant aux tenues vestimentaires, à la gestion de l'espace concernant les hommes et les femmes, à la musique ou autres. Une réelle intégration devrait, à leurs yeux, concerner tous les domaines du comportement. C'est pourtant une vision très étroite de l'intégration qui s'apparente davantage à une assimilation: on admet théoriquement le droit des musulmans à pratiquer leur religion, mais on en refuse toute expression qui serait un peu différente, trop visible. Pourtant l'avenir de la présence musulmane en Europe et en Suisse passera par la réalisation d'une véritable «culture islamique européenne». Dégagée de la culture arabe d'Afrique du Nord, turque ou indo-pakistanaise – même s'il est légitime de s'y référer et d'y puiser une inspiration –, cette culture est à naître et à façonner. La présence récente et massive des musulmans européens bosniaques, albanais et kosovars en Suisse aura certainement pour effet de renforcer cette tendance visible partout en Europe. Il s'agit de penser un comportement vestimentaire, une expression artistique et créatrice – une culture –, qui mobilise les énergies créatrices en tenant compte du contexte et des coutumes nationales tout en respectant les valeurs et les préceptes musulmans. Loin d'être une tentation isolationniste, il s'agit plutôt d'une véritable acceptation du fait de vivre en Europe autant que d'une promesse d'enrichissement culturel.



## Quelle présence musulmane en Suisse?

Dans les années nonante, une conscience nouvelle des enjeux religieux, sociaux et politiques est née qui tente de trouver les voies de sa concrétisation sur le terrain. De plus en plus de jeunes musulmans de la seconde génération accèdent à une assurance et à une maturité politique fondées tout à la fois sur une conscience de leur identité et une analyse circonstanciée de leur société sur les plans légal, social, politique et économique. Si cela est visible partout en Europe, la situation est tout à fait différente en Suisse. Hormis le caractère très récent de cette présence, il faut mentionner la particularité des populations musulmanes en Suisse. Les Turcs, avec les populations bosniaque, albanaise et kosovarde, représentent plus de 80% de la population musulmane de Suisse. Pour beaucoup d'entre eux, le lien avec la religion n'est pas forcément manifeste et ce seront surtout les questions d'intégration économique qui d'abord poseront problème.

Les migrants turcs sont basés essentiellement en Suisse alémanique et maintiennent un lien fort et permanent avec le pays d'origine au niveau linguistique, religieux et culturel. Ce n'est que très récemment que l'on a pu percevoir des signes de changement et les balbutiements d'une pensée et d'un engagement prenant en compte la réalité des jeunes générations de Turcs nés ici. De plus en plus de réunions et conférences se tiennent en allemand ou en français alors que cela était impensable il y a quelques années encore où la seule langue utilisée était le turc. On a vu, parmi les populations bosniaques arrivées au début des années nonante, une recrudescence de l'engagement associatif, d'abord essentiellement solidaire, mais avec également un ancrage religieux prononcé dans certaines régions de la Suisse.

Les populations musulmanes minoritaires, originaires d'Afrique (occidentale et du Nord), du Pakistan, d'Inde, et également les Suisses convertis à l'islam, ont des destins divers en fonction de la durée et du type de leur ancrage dans la société. Pour les plus anciens, de même que pour les Suisses convertis, l'engagement associatif, par exemple, a énormément évolué et à gagné en ouverture: ici, l'évolution est exactement la même que dans les autres pays européens. Les rencontres se font en français ou en alle-

mand (la présence musulmane au Tessin reste très marginale), dans un engagement associatif plus ouvert, dans des cadres interreligieux et avec de plus en plus de partenariats sur le plan social et culturel. Le processus d'intégration est visiblement en marche et le discours des musulmans est majoritairement à l'unisson de ce que nous disions ci-dessus sur les évolutions et les dynamiques en Europe.

Il ne faut pas omettre de mentionner ici la forte présence des traditions soufies en Suisse. De nombreux musulmans, et particulièrement des Suisses convertis à l'islam, font partie de cercles soufis (qui sont des regroupements fondés sur une approche mystique) et vivent leur pratique de façon discrète et privée sans –

dit entre parenthèse – être chiffrés statistiquement. Peu impliquée sur le plan social, leur pratique est davantage orientée vers le travail spirituel intérieur, la méditation et l'initiation au rapprochement avec le Créateur. Il existe de très nombreux cercles ou voies (*taruq*) soufis en Suisse romande surtout qui réunissent des centaines de musulmanes et de musulmans loin des débats médiatiques et conflictuels. C'est aussi une des réalités du paysage suisse.

**Rien dans la lettre et dans l'esprit des législations européennes ne s'oppose à une pratique sereine et complète de la religion musulmane**

### L'avenir

Loin des considérations simplificatrices, binaires et conflictuelles, l'enracinement des musulmans en Suisse est une réalité et l'islam, deuxième religion du pays, est désormais une composante de la société. Aujourd'hui et pour l'avenir. Contrairement aux discours alarmistes et très pessimistes, nous pensons que des signes très encourageants sont visibles et la coexistence des communautés dans un espace pluraliste et multiculturel est possible. Encore faut-il ne pas se tromper dans l'analyse des événements qui ont cours à l'intérieur des communautés musulmanes en Suisse: revenir à une pratique religieuse ou affirmer son identité ne veut pas dire refuser l'intégration, mais peut signifier exactement le contraire, à savoir la claire manifestation de l'acceptation de l'être-là et de vouloir vivre, en Suisse, en accord avec son cœur et sa conscience. Penser la réalité d'un pluralisme religieux et culturel suppose que l'on réussisse à l'avenir à répondre à trois défis conséquents dans la voie de l'enracinement.

*Protéger sa foi, demeurer musulman*

Les jeunes musulmans actifs dans certaines associations ont pendant longtemps reçu le message que l'acceptation de leur présence devait se faire au prix de leur pratique religieuse. C'est très récemment, au cours d'études et de discussions internes, qu'il est apparu que rien dans la lettre et dans l'esprit des législations européennes ne s'oppose à une pratique sereine et complète de la religion musulmane. Les lois concernant la laïcité ne disent pas ce que certains veulent leur faire dire. L'essentiel pour les musulmans pratiquants était bien de protéger leur foi et de s'assurer de leur droit à pratiquer leur religion. La conscience qu'il est possible, intimement et légalement, d'être pleinement et musulman et suisse a produit, dans une très grande majorité d'associations musulmanes, un discours identitaire cohérent et ouvert en rupture avec le discours réactif et/ou agressif entretenu il y a dix ans encore.

*L'intégration citoyenne*

De plus en plus d'associations musulmanes en Europe s'engagent à développer la conscience civique de leur public. Qui fait l'effort de se déplacer sur le terrain et d'entrer en contact avec le tissu associatif musulman ne peut que constater la conscience, la maturité et le dynamisme qui animent aujourd'hui un grand nombre de cadres associatifs. En Suisse, nous sommes loin encore de cette dynamique citoyenne, mais elle verra très vraisemblablement le jour ces prochaines années et sera une manifestation conséquente de l'enracinement des musulmans en Suisse comme c'est déjà le cas en Angleterre, en France ou en Belgique.

*L'indépendance*

De plus en plus d'associations agissent de façon indépendante et sont issues des dynamiques locales endogènes. Ce phénomène, qui passe souvent inaperçu, est cependant de première importance. Des associations se créent et cherchent à répondre aux besoins de la communauté musulmane au niveau local. Ce processus à l'œuvre partout en Europe et de plus en plus en Suisse est en train de trouver les voies de son indépendance politique et surtout financière. Certes ce mouvement peut, pour l'heure, sembler dispersé et chaotique, mais il est le passage obligé à la réalisation d'une présence musulmane en Suisse libre, auto-déterminée, auto-organisée, maîtresse de ses choix et de sa représentation. L'accès à cette indépendance financière et politique est capital et impératif, car c'est au creuset de cette dernière que les musulmans sauront pleinement et librement relever les défis qui les attendent en Suisse.

*Les choix de la base*

On a trop souvent pensé la représentation à la place des musulmans. On décidait alors en haut-lieu qui était l'interlocuteur «acceptable» en faisant fi de son véritable ancrage sur le terrain. Vouloir ou décider aujourd'hui d'une représentation institutionnelle unique n'est ni sérieux ni réaliste et relève encore moins d'un exercice de transparence politique, car si l'avenir de la communauté musulmane en Suisse passe par l'indépendance financière et politique, cet avenir exige également le respect du choix des musulmans, du «choix de la base». Le processus menant à la naissance d'un corps représentatif est forcément long et requiert une gestation qui suive le rythme des changements de mentalités jusqu'à la prise de conscience chez les musulmans de leur nécessaire engagement individuel et de leur responsabilité dans la réussite de l'opération. A l'heure de la transition, la seule voie semble être de tenir compte des expressions plurielles et, pour les musulmans, de penser un large conseil, réunissant les diverses sensibilités pour répondre à l'urgence de certaines décisions. Il faut espérer, sur le moyen terme, que des initiatives émaneront du tissu associatif de base lequel, à partir du niveau cantonal, pourra mettre en branle un projet plus affiné encore de représentation indépendante. (Voire la contribution de Fachinetti dans ce numéro du TANGRAM.)

**Conclusion**

L'affirmation identitaire positive et ouverte des musulmans, comme nous en avons rendu compte, est une réalité tangible alors que l'intégration citoyenne est en marche, de facto. La majorité des musulmans opte pour une présence sereine et ouverte et vont, pour certains, jusqu'à poser les premiers jalons d'une «culture musulmane européenne».

Il faut rester lucide cependant. Les obstacles sont nombreux et les rejets, comme les discriminations explicites ou subtiles, sont la réalité quotidienne de beaucoup de musulmanes et de musulmans qui parfois doutent des intentions et des attentes des responsables politiques et de leurs concitoyens. Tout porte à croire qu'on leur demande, pour être suisses, d'être moins musulmans. L'islamophobie, le racisme et la xénophobie sont des réalités tangibles et la Suisse n'est pas préservée de ces manifestations explicites ou sournoises. Les rencontres, les débats et les projets communs qui se mettent sur pied au niveau cantonal sont une étape importante pour dépasser les suspicions. Certains musulmans ont retrouvé espoir quand il leur a été donné de rencontrer des interlocuteurs respectueux, constructifs et prêts à s'engager dans un dialogue



exigeant et honnête. Les initiatives qui ont lieu à Genève, Delémont, Neuchâtel, Fribourg ou Zurich sont encourageantes. Ces espaces de dialogues, ce travail de proximité dessinent la voie du changement.

Pour beaucoup de musulmans ce sera également la possibilité d'accéder à une autre image d'eux-mêmes. Les dynamiques actuelles devraient permettre aux musulmans de comprendre que leur présence est une richesse pour la société suisse puisque, par les débats suscités et les prises de conscience que ceux-ci ont entraînées, cette présence permet à cette société d'accéder à une pluralité religieuse et culturelle nouvelle et originale. Ce sentiment se verra confirmé quand les musulmans, de plus en plus, participeront aux débats qui, au sein de leur société, concernent la question du sens, des valeurs, de l'éducation, de l'éthique. C'est leur exigence d'être et leur devoir de citoyens de poser des questions et de s'engager avec l'ensemble de leurs partenaires sociaux, politiques et économiques à trouver des réponses. Leur intégration alors sera vécue comme un apport, une contribution; le témoignage positif d'une présence nourrie de vigueur spirituelle et de bon sens citoyen.

**Tariq Ramadan** est écrivain, enseigne la philosophie au Collège de Saussure à Genève et l'islamologie à l'Université de Fribourg. Membre fondateur de l'association *Musulmans, Musulmanes de Suisse*. Auteur, notamment de:

«Les musulmans dans la laïcité. Responsabilités et droits des musulmans dans les sociétés occidentales.» Lyon: *Tawhid* (1994)

«Islam, le face à face des civilisations, Quel projet pour quelle modernité?» Lyon: *Les deux Rives* (1995)

«Être un musulman européen.» Lyon (1999)

«Peut-on vivre avec l'Islam? Entretiens avec Jacques Neiryneck.» Lausanne: *Favre* (1999)

## Résumé

*La situation des musulmans en Europe a subi des évolutions très importantes durant ces quinze dernières années. La prise de conscience, chez les jeunes générations, qu'elles allaient rester en Europe définitivement a donné naissance à une nouvelle élaboration juridique, à un nouveau discours et à un nouvel engagement associatif et citoyen. En Suisse, la présence des musulmans plus récente et l'origine des populations musulmanes (essentiellement turque, bosniaque et albanaise) sont deux des facteurs qui ont contribué à ralentir le processus d'intégration menant au véritable enracinement culturel, religieux et, à terme, citoyen. Des signes montrent cependant que les musulmans de Suisse suivront très vraisemblablement l'évolution en cours dans les autres pays européens et qu'ils devront faire face au défi de préserver leur religion, de devenir d'authentiques citoyens suisses, de protéger leur indépendance politique et financière et de s'organiser à la base pour penser leur représentation cantonale et nationale. Des progrès conséquents ont été réalisés, et malgré les manifestations fréquentes d'islamophobie ou de racisme, il est légitime d'espérer la réussite d'un vivre-ensemble positif et constructif.*

## Zusammenfassung

*Die Lage der Muslime in Europa hat sich in den letzten 15 Jahren stark verändert. Mit der Einsicht, dass ihre Anwesenheit definitiv ist, müssen sie neue Antworten auf religiöse und juristische Fragen finden und Wege zur gesellschaftlichen und bürgerlichen Integration suchen. In der Schweiz, wo die Anwesenheit der Muslime erst neueren Datums ist, setzt der kulturelle, religiöse und bürgerliche Integrationsprozess erst heute ein. Aber auch die Muslime in der Schweiz werden sich der Herausforderung stellen müssen, gleichzeitig ihre religiöse Identität zu bewahren und Schweizer Bürgerinnen und Bürger zu werden. Dazu müssen sie sich auf lokaler, aber auch kantonaler und nationaler Ebene organisieren und politisch und finanziell unabhängig bleiben. Das bereits Erreichte ist bemerkenswert und stützt, trotz häufiger islamfeindlicher und rassistischer Zwischenfälle, den Glauben an ein positives und konstruktives Zusammenleben.*

**La  
présence  
des musulmans  
permet à la société suisse  
d'accéder à une pluralité reli-  
gieuse et culturelle nouvelle et originale**



## Gläubige in fremden Ländern: Islam und schweizerische Grundrechtsordnung

WALTER KÄLIN

*Die Dispensation vom Schwimmunterricht für Mädchen aus traditionalistisch-islamischen Familien, der Wunsch nach islamischen Friedhöfen oder Auseinandersetzungen um das Kopftuch in Schulen werfen die Frage nach der Bedeutung der Grundrechte für Menschen islamischen Glaubens in unserem Land auf. Sollen sie ihren Glauben frei leben dürfen, oder müssen sich diese Menschen an die Vorstellungen der Mehrheitsgesellschaft anpassen?*

### Grundrechtskonflikte als Minderheitenprobleme

Das Thema «Islam und Grund- bzw. Menschenrechte» ist belastet. Meist wird es – etwa in Hinblick auf die Stellung der Frauen in islamischen Gesellschaften – unter dem Aspekt angeblicher (Un-)Vereinbarkeit der Menschenrechtsidee mit der koranischen Botschaft diskutiert, wobei für die einen diese Spannungsfelder Beleg für den fundamentalistischen Charakter *des* Islam sind, während die anderen darin den Beweis für den kulturimperialistischen Charakter *der* Menschenrechte sehen. Kommen Menschen aus dem islamischen Raum in die Schweiz, kippt die Diskussion oft in ihr Gegenteil: Nun sind es plötzlich die auf die freiheitliche Schweiz stolzen, traditionalistisch eingestellten Kreise in unserem Land, die von Grundrechten nichts mehr hören wollen; umgekehrt halten manchmal gerade jene die Fahne der Grundrechte besonders hoch, welche für Angehörige ihrer eigenen Religion Gehorsam und Pflichterfüllung weit vor Freiheit und Autonomie stellen. Dies ist kein Zufall: Die Grundrechte der schweizerischen Verfassung, allen voran das Gleichheitsgebot und die Religionsfreiheit, erlauben Menschen irgendwelcher Herkunft und damit auch islamischen Gläubigen, ihre Religion und ihre Lebensweise unter Rückgriff auf die Bundesverfassung gegen staatliche und manchmal auch gesellschaftliche Bedrohung und Eingriffe mit starken juristischen Argumenten zu verteidigen. Umgekehrt fühlen sich Angehörige der Mehrheitskultur gerade in Einwanderungsgesellschaften wie jener der Schweiz durch den Zuzug von Menschen anderer Religionszugehörigkeit in ihrer Freiheit bedroht.

Für das Verständnis und die Beurteilung solcher Grundrechtskonflikte sind zwei Aspekte wichtig:

- ▶ Erstens ist zu beachten, dass es dabei nicht um Auseinandersetzungen zwischen festgefühten und in sich geschlossenen Kulturen geht. Ein starrer Kulturbegriff, welcher meint, es liesse sich klar definieren, was *der* Islam ist und wie *die* Menschenrechte *des* Westens zu verstehen sind, verstellt den Blick auf die grosse innere Vielfalt aller grossen Kulturen. In diesem Sinn reicht die Spannweite gläubiger Menschen im Islam ebenso von Fundamentalisten bis zu Vertretern aufklärerischen Gedankengutes und überzeugten Feministinnen, wie dies im Christentum oder in säkularisierten Kreisen des Westens der Fall ist. Ebenso vielfältig sind deshalb die Ansprüche, welche Betroffene für sich aus den Grundrechten ableiten.
- ▶ Zweitens ist es wichtig, zu realisieren, wie wenig die heutigen Diskussionen mit *dem* Islam und wieviel sie mit der Frage nach dem Umgang mit gesellschaftlichen und religiösen Minderheiten zu tun haben: Als in Deutschland 1987 ein Gericht erstmals Schülerinnen wegen Kleidervorschriften vom Turn- und Schwimmunterricht dispensierte, handelte es sich um Angehörige der sog. Palmerianischen Kirche, welche sich nach dem 2. Vatikanischen Konzil von der katholischen Kirche abgespalten hatte. In der Schweiz lösten im 19. Jahrhundert die ersten Diskussionen um die Polygamie nicht Muslime, sondern Schweizer mormonischen Glaubens aus. Das Schächtverbot wurde 1892 gegen den Willen des Bundesrates eingeführt, um eine hier seit jeher gepflegte jüdische (und nicht eine muslimische) Praxis zu unterdrücken. Schliesslich waren es Angehörige christlicher Sekten, die das Bundesgericht bereits in der ersten Hälfte dieses Jahrhunderts veranlassten, über die Dispensation von Schülern und Schülerinnen vom Unterricht an religiösen Feiertagen ihrer Religionsgruppe zu entscheiden. In all diesen Fällen ging es nicht um eingewanderte Menschen, sondern um alteingesessene eigene Staatsangehörige.

Nun lässt sich allerdings nicht verkennen, dass sich im Zusammenhang mit Migration Minderheitenprobleme neu stellen. Anders als die «alten» Minderheiten sind viele Migrantinnen und Migranten in der Schweiz gesellschaftlich und ökonomisch schlecht integriert. Daraus wird oft abgeleitet, es sei besser, wenn diese Menschen sich an unsere kultu-



rellen Werte und Gepflogenheiten anpassen; deshalb seien ihnen keine sozialen Rechte zu gewähren. Mit dieser Argumentation ist die Frage nach dem schwierigen Verhältnis von Assimilation und kultureller Autonomie angesprochen. Aus grundrechtlicher Sicht lassen sich dazu folgende Aussagen machen:

- *Einerseits ist kulturelle Vielfalt ein wesentliches Element jeder freiheitlichen Ordnung und deshalb zu achten und zu schützen:* Der Staat, welcher sich an den Grundrechten seiner Verfassung orientieren will, darf nicht das Recht beanspruchen, für alle Menschen inhaltlich festzulegen, was die richtige Lebensführung ist, und damit Partei für bestimmte Lebensentwürfe zu ergreifen. Es sind ja gerade Freiheitsrechte wie Religions-, Sprachen-, Ehe- und Familienfreiheit, welche garantieren, dass nicht der Staat, sondern die Menschen je für sich bestimmen, welche Religion sie leben, welche Sprache sie sprechen, auf welcher Basis sie ihre Ehen schliessen und wie sie ihre Kinder erziehen wollen. Die Grundrechte verbieten somit kulturelle Zwangsassimilation. Mit anderen Worten: Es ist unsere Verfassungsordnung, welche rechtlich kulturelle Pluralität ermöglicht und auch dann schützt, wenn die Mehrheit sie nicht als bereichernde Vielfalt, sondern als Belastung empfindet.

**Unsere Verfassungsordnung schützt kulturelle Pluralität auch dann, wenn die Mehrheit sie nicht als bereichernde Vielfalt, sondern als Belastung empfindet**

- *Andererseits darf der Verfassungsstaat seine eigene Identität nicht aufgeben.* Die Erhaltung demokratischer und rechtsstaatlicher Grundwerte und Prinzipien bildet die unabdingbare Voraussetzung dafür, dass Menschen in Autonomie und Vielfalt zusammen leben können. Die einzige Homogenität, auf die unser Staat angewiesen ist, bleibt, wie J. P. Müller in Erinnerung gerufen hat, die gleiche Bereitschaft aller, «Differenzen anzuerkennen, Pluralität gelten zu lassen, Dissense nicht zu unterdrücken und die Menschen, die dahinter stehen, nicht zu vergewaltigen». Grundwerte und Grundprinzipien wie Chancengleichheit für alle, Nichtdiskriminierung, Verzicht auf gewaltsame Konfliktlösungen oder Toleranz gegenüber Andersdenkenden sind auch gegenüber kulturell abweichenden Ansprüchen zu verteidigen. Im Interesse des Verfassungsstaates darf deshalb die Toleranz gegenüber fremden Lebenspraktiken nicht grenzenlos sein.

## Integration als Leitgedanke

Die Spannung zwischen Assimilation und Differenz bzw. zwischen Gleichheit und Freiheit lässt sich entschärfen oder gar auflösen, wenn der Gedanke der *Integration* zum Ausgangspunkt genommen wird. Grundrechte müssen auf das Ziel einer freiheitlichen und gerechten Staats- und Gesellschaftsordnung ausgerichtet sein, an welcher alle Menschen ungeachtet ihrer kulturellen Ausrichtung und ethnischen Herkunft teilhaben können, d. h. in welche sie *integriert* sind. Diese staatliche Integration setzt ein Mindestmass an gesellschaftlicher «Teilhabe an der Struktur» der Aufnahmegesellschaft (z. B. an Arbeit, Statussystem, politischer Partizipation), d. h. Integration von Individuen in die «machthaltige Gliederung» (H.-J. Hoffmann-Nowotny) der Gesellschaft, voraus. Die Frage nach dem

Verhältnis zwischen dem freiheitsrechtlichen Anspruch auf ethnisch-kulturelle Autonomie und dem Grundsatz gleicher Rechte *und* Pflichten für alle ist somit unter dem Gesichtspunkt der Herstellung oder zumindest Erleichterung der Integration von Migrantinnen und Migranten zu beantworten.

Eine Grundrechtspraxis, die gleichzeitig die Autonomieversprechen der Grundrechte und die Herausforderung der Integration von Migrantinnen und Migranten in die verschiedenen Be-

reiche und Handlungsfelder unserer Gesellschaft ernst nehmen will, hat sich an folgenden Prinzipien auszurichten:

- I Grundsätzlich muss der Staat alle Menschen ungeachtet ihrer ethnischen, religiösen oder sonst kulturell geprägten Herkunft gleich behandeln (Grundsatz der Nichtdiskriminierung). Da Diskriminierung immer Marginalisierung oder gar Ausgrenzung bedeutet, dient der Respekt für das Diskriminierungsverbot auch der Integration der Betroffenen. Im Fall des Islam bedeutet dies ein Verbot für die Behörden, jemanden nur deshalb schlechter zu stellen, weil er oder sie dieser und nicht einer anderen Religion angehört. Dies schliesst allerdings nicht aus, islamischen Glaubensgemeinschaften genau gleich wie kleinen oder erst in den vergangenen Jahrzehnten bedeutsam gewordenen Religionsgemeinschaften anderer Ausrichtung die Anerkennung als

«Landeskirchen» zu versagen, solange sie noch nicht so tief verankert, mitgliederstark und durchorganisiert sind wie die anerkannten Kirchen. Unzulässig wäre es aber, islamische Glaubensgemeinschaften im Vorhinein von einer öffentlich-rechtlichen Anerkennung auszuschliessen, wo sie für andere Glaubensgemeinschaften ausserhalb der traditionellen christlichen Kirchen möglich ist. Aus diesem Blickwinkel ist die Verfassung des Kantons Bern von 1993 exemplarisch: Sie regelt zuerst die drei Landeskirchen (evangelisch-reformiert, römisch-katholisch und christkatholisch), bestimmt dann, dass die israelitischen Gemeinden öffentlich-rechtlich anerkannt sind, und sieht schliesslich vor, dass weitere Religionsgemeinschaften unter den vom Gesetz zu bestimmenden Voraussetzungen öffentlich-rechtlich anerkannt werden können (Art. 126 Abs. 2).

- 2 Der Staat muss kulturelle Differenz dort zulassen, wo eine Anwendung an sich neutraler Regelungen zu einer nicht rechtfertigungsfähigen einseitigen Belastung und Herabsetzung von Angehörigen einer bestimmten ethnischen oder religiösen Gruppe führt und damit eine indirekte Diskriminierung bewirkt. Aus diesem Grund besitzen gemäss schweizerischer und deutscher Gerichtspraxis z.B. Muslime in Strafanstalten einen Anspruch auf die Durchführung von Freitagsgebeten, und deshalb darf sich eine islamische Frau für ein Ausweisfoto mit einer Kopfbedeckung ablichten lassen, obwohl die Bestimmung des Sonntags als Ruhetag und die Vorschrift, auf Ausweisfotos barhäuptig zu erscheinen, auf den ersten Blick nicht als Benachteiligung erscheinen.
- 3 Kulturelle Vielfalt ist auch dort zu erlauben, wo Dispensationen von Pflichten oder andere Formen der Zulassung von Differenz die Integration der Betroffenen in staatliche oder gesellschaftliche Institutionen erleichtert, ohne dass dadurch deren Aufgabenerfüllung ernsthaft gefährdet bzw. gewichtige und überwiegende öffentliche Interessen oder wichtige Rechte privater Dritter missachtet würden: Schulleistungen hängen nicht davon ab, ob Mädchen dem Unterricht mit oder ohne Kopftuch folgen, und eine Schule, welche Mädchen aus traditionalistischen Familien vom Schwimmunterricht dispensiert (Bundesgerichtsentscheid 119 Ia 178), trägt zur gesell-

schaftlichen Integration mehr bei, als wenn sie eine starre Haltung einnimmt und die Betroffenen in das Ghetto fundamentalistischer Privatschulen in der Schweiz oder im Herkunftsstaat abdrängt.

- 4 Im Übrigen gelten Grundrechte wie die Religionsfreiheit, das Erziehungsrecht der Eltern und die Freiheit von Ehe und Familie auch für Angehörige von Minderheitenkulturen, weshalb in diesen Bereichen ein Assimilationszwang grundsätzlich verboten ist. Der Staat hat sich deshalb – unter Vorbehalt des nächsten Punktes – auch dann nicht in Familien einzumischen, wenn ihr Lebensstil von jenem der durchschnittlichen Schweizer Familie stark abweicht.
- 5 Grenzen der Toleranz sind allerdings erreicht, wo – wie etwa beim Verbot der Zwangsheirat gemäss Art. 23 Abs. 2 des von der Schweiz ratifizierten Internationalen Paktes über die bürgerlichen und politischen Rechte – das Völkerrecht den Privaten ein bestimmtes Verhalten verbietet. Gleiches gilt, wo Erwachsenen, die sich den Erwartungen ihrer Gruppe nicht freiwillig unterziehen, eine ernsthafte Gefahr für die physische und psychische Integrität droht oder wo das Wohl von Kindern aus den gleichen Gründen ernsthaft gefährdet ist. Hier hat der Staat gegenüber den Opfern eine Schutzpflicht. Deshalb muss er z.B. bei übermässiger körperlicher Züchtigung eingreifen oder die Beschneidung von Mädchen und jungen Frauen auch dann verbieten, wenn sie religiös begründet wird.
- 6 Zulässig ist es schliesslich, dass der Aufenthaltsstaat seinen sogenannten *ordre public*, d.h. die zentralsten Wertgehalte der eigenen Rechtsordnung, auch gegenüber Migrantinnen und Migranten durchsetzt. Deshalb lässt sich mit guten Gründen das Verbot polygamer Eheschlüsse in der Schweiz vertreten, obwohl diese Eheform in anderen Regionen der Welt durchaus zulässig ist. Dabei ist allerdings auf die konkreten Auswirkungen für die Betroffenen Rücksicht zu nehmen, was beispielsweise Toleranz dort nahe legt, wo die Durchsetzung des eigenen *ordre public* ohnehin benachteiligte Personen noch weiter benachteiligen würde: Aus diesem Grund ist es nicht widersprüchlich, sondern sachgerecht, wenn

**Demo-  
kratische und  
rechtsstaatliche Grund-  
werte bilden die unabdingbare  
Voraussetzung dafür, dass Menschen  
in Autonomie und Vielfalt  
zusammenleben  
können**



die Schweiz im Ausland geschlossene polygame Ehen als rechtmässig anerkennt und z. B. darauf verzichtet, die in solchen Ehen geborenen Kinder als uneheliche zu behandeln.

### **Spielregeln für das Zusammenleben in der Einwanderungsgesellschaft**

Diese Grundsätze stellen so etwas wie grundlegende Spielregeln des Zusammenlebens in Einwanderungsgesellschaften im Allgemeinen und für das Zusammenleben mit jenen Menschen islamischen Glaubens dar, welche aus ihrer Religion Verhaltensgebote ableiten, welche auf viele Schweizerinnen und Schweizer fremd wirken. Sie suchen den Ausgleich zwischen den oft gegensätzlichen, aber gleichberechtigten Anliegen der Gleichheit und der Differenz. Sie verlangen von beiden Seiten, der alt-eingesessenen Mehrheit und den zugewanderten Minderheiten, einander ein Stück weit entgegenzukommen, ohne aber je die eigenen Traditionen und Identitäten einfach aufgeben zu müssen. Damit sind sie geeignet, den gesellschaftlichen Zusammenhang zu stärken, ohne zum Mittel differenzblinder Assimilation greifen zu müssen und so die Probleme der heutigen Einwanderungsgesellschaft mit ihren kulturell geprägten Auseinandersetzungen zu bewältigen. Dies wird umso besser gelingen, je ernster wir die Anliegen der Grundrechte unserer Verfassung nehmen und uns von ihnen leiten lassen.

Walter Kälin ist Professor für Staats- und Völkerrecht an der Universität Bern. Seine im Rahmen des Nationalen Forschungsprogrammes «Migration» (NFP 39) entstandene Studie *Grundrechte im Kulturkonflikt – Freiheit und Gleichheit in der Einwanderungsgesellschaft* erscheint voraussichtlich Ende 1999.

### **Zusammenfassung**

*Das Anliegen der Muslime, ihrem Glauben und ihrer Kultur in der Schweiz nachleben zu können, wirft die Frage nach dem Verhältnis zwischen dem Anspruch auf kulturelle Autonomie und dem Grundsatz gleicher Rechte und Pflichten aller auf. Die schweizerische Verfassungsordnung gibt seit jeher den Rahmen vor, in dem der Ausgleich zwischen diesen Ansprüchen zu suchen ist: Kulturelle Vielfalt ist ein wesentliches Element jeder freiheitlichen Ordnung; nur die demokratischen und rechtsstaatlichen Grundwerte, welche eine freiheitliche Ordnung erst ermöglichen, dürfen dadurch nicht in Frage gestellt werden. Innerhalb dieses weiten Rahmens müssen Lösungen für die konkreten Anliegen gefunden werden. Der Leitgedanke einer entsprechenden Grundrechtspolitik ist die Integration, die Ausrichtung auf eine freiheitliche und gerechte Staats- und Gesellschaftsordnung, an der alle Menschen ungeachtet ihrer kulturellen Eigenheiten teilhaben können. Aus diesen Vorgaben lassen sich Grundsätze ableiten, die in verschiedenen Sphären staatlichen und gesellschaftlichen Lebens als Spielregeln für das Zusammenleben in einer Einwanderungsgesellschaft dienen können.*

### **Résumé**

*Le désir des musulmans de mener en Suisse une vie en accord avec leur religion et leur culture soulève la question de la relation entre l'autonomie culturelle et l'égalité générale des droits et des devoirs. L'ordre juridique suisse définit depuis toujours le cadre dans lequel il faut trouver l'équilibre entre ces prétentions: la diversité culturelle est un élément essentiel de chaque ordre libéral; seules les valeurs fondamentales de la démocratie et de l'État de droit ne peuvent être remises en question. C'est dans ce vaste cadre que des solutions aux problèmes concrets doivent être trouvées. L'idée directrice d'une telle politique des droits fondamentaux doit être l'intégration, l'orientation à un ordre social et étatique libéral et juste, auquel chaque être humain peut participer, indépendamment de sa particularité culturelle. De ces constatations préliminaires, on peut tirer des principes qui peuvent servir de «règles du jeu» pour la cohabitation au sein d'une société d'immigration, et ce dans diverses sphères de la vie publique et sociale.*

**Die  
einzig  
Homogenität,  
auf die unser  
Staat angewiesen  
ist, bleibt die gleiche  
Bereitschaft aller,  
Differenzen  
anzuer-  
kennen**



## Chancen öffentlicher Eingliederung muslimischer Gemeinschaften in der Schweiz

JOANNA PFAFF-CZARNECKA

*Auch die Muslime, die heute in der Schweiz leben, können sich auf die in der Verfassung garantierte Religionsfreiheit berufen. Dennoch stellen sich der religiösen Praxis zahlreiche Hindernisse in den Weg. Die Autorin plädiert für eine Institutionalisierung des Austausches zwischen den muslimischen Organisationen und der schweizerischen «Aufnahmegesellschaft», um umfassendere Formen des gegenseitigen Dialogs und der Vermittlung zu garantieren.*

Ungeachtet der Vielfalt innerhalb der weltweiten muslimischen Diaspora, die sich durch örtliche Herkunft, Sprache und religiöse Ausrichtung ergibt, sind viele Probleme und Interessen ähnlich gelagert, wenn es darum geht, das Leben in den Aufnahmeländern zu gestalten. So werden die «Aufnahmegesellschaften» etwa überall mit den gleichen religiösen Anliegen, die Individuen und Gruppen gegenüber den staatlichen Institutionen und der Öffentlichkeit vorbringen, konfrontiert. Die Reaktionen in den nationalen Gesellschaften auf die muslimischen Anliegen fallen indes sehr unterschiedlich aus, was auf verschiedene Gründe zurückzuführen ist: Zu nennen ist zunächst die «politische Kultur» eines Landes, insbesondere die spezifischen Werte und Normen, die die bürgerlichen und politischen Rechte und Pflichten regeln, die auch für die zugezogenen Mitglieder gelten. Eine grosse Rolle spielt zweitens die Struktur des jeweiligen legalen Systems, das einerseits normativen Satzungen verpflichtet ist und andererseits dynamischen Aushandlungsprozessen untersteht. Die nationalen Opportunitätsstrukturen sind ferner durch die Ausländerpolitik gegeben und äussern sich in der Ausformung der gesellschaftlichen Institutionen, die zwischen der Staats- und der Privatsphäre vermitteln. Zu nennen ist weiter der historische Prozess. So spielt es eine Rolle, ob die Beziehungen älteren Datums sind und auf umfassende politische und kulturelle Austauschbeziehungen zurückgehen. Wichtig ist es, die Zeitspannen zu bedenken, in denen sich die Interaktionen zwischen einer spezifischen Immigrantengruppe und der «Aufnahmegesellschaft» vollzieht. So ist die starke Präsenz der Muslime in der Schweiz ein vergleichsweise junges Phänomen.

### Religionsfreiheit in der praktischen Umsetzung

Mit der geringen historischen Tiefe der Immigration der Muslime in die Schweiz lassen sich einige Probleme

erklären, doch der Zeitfaktor ist nur ein Element unter vielen. Im Folgenden werden die wichtigsten Problemfälle, die bei der praktischen Ausgestaltung der Religionsfreiheit auftreten, in vier Problembereiche zusammengefasst.

Die erste Gruppe von Fällen betrifft das Einhalten religiöser Gebote und Essvorschriften in Schulen, Arbeitsstätten, Gefängnissen und Spitälern. Zu den besonders häufig vorgebrachten Anliegen gehören die aus religiösen Gründen vorgeschriebene Nahrung in den Kantinen, die Flexibilität in den Arbeitszeiten (z. B. während des Ramadan), besondere Bekleidung und das Vorhandensein von Kulträumen. Sowohl öffentliche als auch privatwirtschaftliche Organisationen haben Vorkehrungen getroffen, um solchen Anliegen zu entsprechen. Obwohl viele Menschen die Freiräume nicht ausschöpfen, wird deren Existenz als Ausdruck der Akzeptanz mit Befriedigung zur Kenntnis genommen.

Die zweite Gruppe von Fällen umfasst religiöse Vorschriften, die mit den gegenwärtigen Rechtsregeln, sei es auf Bundes- oder kantonaler Ebene, kollidieren. Genannt seien das Schächten oder die islamischen Bestattungsvorschriften. In beiden Fällen sind Mitglieder religiöser Minderheiten dazu angehalten, auf die bestehenden Rechtsnormen flexibel zu reagieren. So muss beispielsweise rituell akzeptables Fleisch importiert werden, oder die muslimischen Gruppierungen, die sich für den Muslim-Friedhof in Zürich einsetzen, zeigen sich bereit, die kantonalen Vorschriften zu befolgen: die Gräber nach 25 Jahren auszuheben (wobei die Gebeine nicht entfernt werden), Stoffe durch Holzsärgе zu ersetzen und eine Dauer von mindestens 48 Stunden zwischen dem Todeseintritt und der Bestattung einzuhalten.

Die dritte Gruppe von Fällen bezieht sich auf das Errichten religiöser Stätten – Friedhöfe, Tempel, Klöster und Moscheen – im öffentlichen Raum. Nichtchristliche religiöse Gemeinschaften sehen sich mit zahlreichen Schwierigkeiten konfrontiert, wenn sie nach Räumen suchen, wo sie ihre Religion praktizieren können. Anders als in vielen anderen europäischen Städten bleibt bei uns das muslimische Ritual weitgehend unsichtbar und unhörbar: der Muezzin ruft nicht. Viele Gemeinden suchen das Errichten von Kultuseinrichtungen, auch wenn man sie kaum sieht und hört, zu vereiteln. Um nicht mit rituellen Handlungen fremder Religionsgemeinschaften konfrontiert zu werden, äussert man etwa die Befürch-



tung, dass diese die öffentliche Ruhe stören könnten. Gross ist auch der Widerstand, öffentliche Gelder für religiöse Einrichtungen den Migranten-Gemeinden zur Verfügung zu stellen.

Die Verhandlungen um die Errichtung eines Muslim-Friedhofs in Zürich illustrieren, wie komplex die Umsetzung der verfassungsrechtlich garantierten Glaubensfreiheit in die Praxis ist. Gegenwärtig existiert in der Schweiz lediglich ein Muslim-Friedhof in Genf, circa 90% der Verstorbenen werden in ihre Herkunftsländer transportiert. Die Zürcher Regierung bemüht sich seit mehreren Jahren um eine Lösung, damit die schickliche Bestattung der Muslime gewährleistet werden kann (siehe Raselli 1996). Seit 1874 müssen die öffentlichen Institutionen dafür sorgen, dass alle Bürger auf den öffentlichen Friedhöfen bestattet werden, dass die Norm der schicklichen Beerdigung eingehalten wird, dass alle gleich behandelt

werden und öffentliche Friedhöfe nicht nach Religionszugehörigkeit unterteilt werden. An der gleichmässigen Anlage der Gräber aber stossen sich religiöse Vorschriften der Muslim-Bestattung, die Gräber in Richtung Mekka anzuordnen. Die Zürcher Regierung hat den Zürcher Muslimen vor drei Jahren Land für einen eigenen Friedhof zugesprochen. Dazu hätten sich die verschiedenen Glaubensgemeinschaften in kollektiver Aktion zusammenschliessen und das Land kaufen müssen. Bisher ist es den Zürcher Muslimen aber nicht gelungen, die nötigen Finanzmittel zu beschaffen.

Die Auseinandersetzung um den Muslim-Friedhof in Zürich bringt unterschiedliche Probleme zum Vorschein. Zunächst fällt auf, dass die kantonale Friedhofsverordnung, welche die Unterteilung der Friedhöfe verbietet, keineswegs auf oder gar gegen die Muslime gemünzt war. Vielmehr zielte diese Regel darauf, die vormalig einander «fremden» religiösen Gemeinschaften – Protestanten und Katholiken – vermehrt zusammenzuführen. Es fällt ferner auf, dass mehrere Lösungen möglich sind. So prüft die Zürcher Legislative gegenwärtig, ob das Gesetz, wonach Teile öffentlicher Friedhöfe nicht abgegrenzt werden können, gelockert werden kann. Dass die privatwirtschaftliche Lösung fehlgeschlagen hat, überrascht insofern nicht, als Minderheitenvertretungen nicht unbedingt auf Wunsch der Behörden tragfähige Lösungen gewährleisten können. Von solchen Schwierigkeiten wird auch aus anderen westlichen Immigrationsländern berichtet, in denen häufig von den Behörden künstlich am Leben erhaltene religiöse Organisationen intern ob der Ziele, der Ideologien und der Führerschaft gespalten sind.

Die vierte Gruppe von Fällen bezieht sich auf die Befreiung der religiösen Minderheiten von bestimmten bürgerlichen Pflichten. Bekanntlich hat das Bundesgericht einem muslimischen Mädchen in Zürich gestattet, dem Schwimmunterricht fernzubleiben (BGE 119 Ia 178ff.). Dieser Fall hat eine angeregte Debatte über zentrale Wertekonflikte ausgelöst: beispielsweise über das Aufeinanderprallen der Gleichberechtigung der Geschlechter, die religiöse Freiheit sowie über das Problem der Grenzen der elterlichen Gewalt. Diese Fragen werden die Öffentlichkeit sicherlich noch lange beschäftigen. Zur Debatte steht allerdings noch ein weiteres Problem. Das Bundesgerichtsurteil zugunsten der Dispensation versteht sich nicht als ein Sonderrecht, das dem Mädchen kraft seines Glaubens gewährt wurde. Vielmehr läuft die Begründung dahin, dass das Fernbleiben vom Schwimmunterricht als eine geringfügige Abweichung von der Schulpflicht zu

sehen sei. So taucht unvermittelt die Frage auf, ob das Fernbleiben vom Schulunterricht an religiösen Feiertagen sich mit der gleichen Begründung aufrechterhalten liesse.

## Imame spielen eine wichtige Rolle bei der Eingliederung ihrer Gemeinde

### Öffentliche Präsenz und die öffentliche Eingliederung

Die bisherigen öffentlichen Reaktionen auf die Anliegen der Muslime legen den Schluss nahe, dass das Schweizer Publikum auf die einzelnen Aktionen nicht vorbereitet ist. Minderheitenanliegen tauchen in den Massenmedien und in den Gesprächen vor allem dann auf, wenn Entscheide schon gefällt wurden oder die Konflikte bereits ihren Höhepunkt erreichen. Der Fall der Dispensation vom Schwimmunterricht zeigt besonders deutlich, wie wenig man über die Anliegen der Muslime weiss. Zugleich erscheinen Einzelfälle im grellsten Licht der Öffentlichkeit. Die «Aufnahmegesellschaft» ist über die Motivation, Bedürfnisse und laufende Verhandlungen relativ schlecht informiert. Das nährt Ängste, die in der Regel darauf beruhen, dass in den Debatten gerne mit dem Phantom der «islamischen Bedrohung» argumentiert wird. Andererseits sind einzelne Individuen in der Lage, Aufsehen zu erregen, indem – wie im Fall der Dispensation – erfolgreich an das Bundesgericht appelliert wird. Werden die vielschichtigen Probleme der Minderheiten in sehr verkürzter Fassung publik, liegt es nahe, dass die Öffentlichkeit sich in wenig differenzierten Äusserungen Luft verschafft.

Solche punktuellen Reaktionen auf die Anliegen der Minderheiten entsprechen bestehenden Formen der öffentlichen Eingliederung der Minderheiten. Es existieren zwar mittlerweile Ämter, Kommissionen,

Arbeitskreise, Bewegungen und Interessenverbände, die sich mit ihnen befassen. Viele Persönlichkeiten wirken an den «Schnittstellen» zwischen den einzelnen muslimischen Organisationen und den Institutionen. Aber es fehlen Anlaufstellen, deren Zuständigkeit so weit geht, dass sie in der Lage wären, mit einzelnen Organisationen Kontakte aufzunehmen, breit abgestützte Konsultationen durchzuführen und, wo angezeigt, eingreifen und beistehen zu können – sei es mit Bewilligungen, Information oder Darlehen. Notwendig wären ferner vermittelnde Institutionen, welche die besonderen Anliegen in ihrer Komplexität sowohl gegenüber den Ämtern als auch gegenüber der Öffentlichkeit vertreten. Dass solche Vorkehrungen greifen, ist beispielsweise aus Leicester in England dokumentiert (Vertovec 1996).

Umgekehrt müssen auch vermehrt die Anliegen der «Aufnahmegesellschaft» berücksichtigt werden. So überprüft beispielsweise gegenwärtig die holländische Regierung die Massnahmen zur Rekrutierung von Imamen. Wie einer der Experten berichtet, gehen die Behörden davon aus, dass den Imamen eine sehr wichtige Rolle bei der Erleichterung der Eingliederung ihrer Gemeinden in Holland zukommt (Landman 1999). Zu diesem Zweck soll ein neuer Typus von religiösen Führern gefördert werden, der holländisch spricht und relevante Kenntnisse über die holländische Gesellschaft hat, um in den Integrationsbemühungen vermittelnd zu wirken. (Siehe Pallavicini in dieser Nummer von TANGRAM.) Notwendigerweise würde eine solche Massnahme mit sich bringen, dass besondere Formen der Ausbildung vor Ort anzubieten wären und zugleich die Einreisebeschränkungen für die Imame aus dem Ausland verschärft werden müssten. Dass ein solcher Vorstoss innerhalb der muslimischen Gemeinschaften mehrheitlich ablehnend aufgenommen wird, kann nicht überraschen, handelt es sich doch um einen empfindlichen staatlichen Eingriff in zivilbürgerliche Belange. Doch die Dringlichkeit des Anliegens ist nicht von der Hand zu weisen, denn es bedarf zunehmend an Vermittlern, die etwa in Spitälern, Alters- und Pflegeheimen und in Besserungsanstalten mitwirken und sich langfristig an den gesellschaftlichen «Schnittstellen» betätigen. Wie letztlich die notwendigen Brückenfunktionen auszugestalten sind, muss auch in der Schweiz dringend diskutiert werden.

Erfolgreiche öffentliche Eingliederung muss von einer Vielzahl von Kanälen genährt werden, die staatliche Institutionen, Mitglieder von Minderheiten (Individuen wie Kollektive) sowie die Öffentlichkeit ansprechen und verbinden. Um der Gefahr des Partikularismus und einer «kulturalistischen» Konkurrenz entgegenzuwirken, sind in einer Gesellschaft, in der – wie bei uns – individualistische Werte und Normen vorherrschen, Foren notwendig, in denen nicht nur die Anliegen einzelner Gruppierungen behandelt werden. Wichtig für solche Pro-

zesse der Pluralisierung ist weiter die Beteiligung prominenter Personen, die auch abseits religiöser Belange eingebunden sind: z. B. in Parteien, Frauengruppen, in der Privatwirtschaft oder den Gewerkschaften. Durch die Vermittlung solcher Persönlichkeiten mit Vorbildcharakter entstehen Beziehungsnetze, welche die Partizipation an gesamtgesellschaftlichen Belangen fördern. Freilich erfordert die Herausbildung vielfältiger Formen der Eingliederung guten Willen, einen grossen Arbeitseinsatz und vor allem viel Zeit. Doch dies ist notwendig, um die zu lösenden Probleme zu erkennen und abzuwägen und um gemeinsam Kriterien zu erarbeiten. Denn die Prinzipien der Toleranz und die Grenzen der Anpassung können – wie in allen Immigrationsgesellschaften beobachtet – nicht von vornherein festgelegt werden. Sie müssen in einem offenen Dialog, der anerkennt, dass Konsens auf allen Seiten Flexibilität voraussetzt, ausgehandelt werden.

.....  
**Literatur**

Landman, N. 1999

«Imams in the Netherlands: Home-made better than Import?» In: International Institute for the Study of Islam in the Modern World Newsletter 2, S. 5.

Raselli, N. 1996

«Schicksliche Beerdigung für «Andersgläubige.» In: AJP/PJA 9, S. 1103–1110.

Vertovec, S. 1996

«Multiculturalism, Culturalism and Public Incorporation». In: Ethnic and Racial Studies 19/1, S. 49–69.

**Zusammenfassung**

*Die Muslime, die heute in der Schweiz leben, können sich auf die in der Verfassung garantierte Religionsfreiheit berufen. Dennoch stellen sich in der religiösen Praxis zahlreiche Schranken in den Weg. Wie anhand verschiedener Fälle dokumentiert wird, bestehen sowohl gesellschaftliche als auch institutionelle Schranken, welche insbesondere der Kultusfreiheit Grenzen setzen. Der Artikel plädiert für eine umfassende Institutionalisierung des Austausches zwischen den muslimischen Organisationen und der schweizerischen «Aufnahmegesellschaft», die intensivere Formen des Dialogs und der Vermittlung garantieren würde.*

**Résumé**

*La liberté de religion des musulmans qui vivent actuellement en Suisse est garantie par la Constitution fédérale. Pourtant, différents cas ont montré que de nombreux obstacles sociaux et institutionnels entravent la pratique de la religion et limitent en particulier la liberté de culte. Cet article plaide en faveur de l'institutionnalisation d'un échange entre les organisations musulmanes et «la société d'accueil» suisse, qui garantirait une amélioration du dialogue et de la communication.*



## Grundlagen für eine erfolgreiche Integration der Muslime in der Schweiz

SAMIR SHAFY

*Der Autor setzt sich als Mitglied der Gemeinschaft Basler Muslime, der Interreligiösen Arbeitsgemeinschaft in der Schweiz (IRAS), des Interreligiösen Forums Basel und der Organisationsgruppe Interreligiöses Bettags-Bittgebet in Basel seit Jahren für den interreligiösen Dialog ein. 1997, an einer Tagung der EKR, forderte er unter anderem die öffentlich rechtliche Anerkennung des Islam, eine geregelte Finanzierung und würdige und zweckmässige Gebetsräume als Grundlage einer erfolgreichen Integration.*

Ängste haben mit Gefühlen, Subjektivität und fehlender Information zu tun, sie erschweren das Zusammenleben und den Dialog zwischen Anhängern der unterschiedlichen Religionen. Integration als gegenseitiger Prozess zwischen Ausländern/-innen und Einheimischen, weit entfernt von der Assimilation im Sinne von völliger Selbstaufgabe der Ausländer/-innen, hilft Ängste zu überwinden und trägt nicht zuletzt zur öffentlichen Sicherheit bei. Der unter den Muslimen in der Schweiz weit verbreitete «religiöse Analphabetismus» führt zu Fehlverhalten im Namen des Islam. Dies trägt mit dazu bei, dass in der Bevölkerung Ängste gegenüber dem Islam und Unsicherheiten gegenüber den Muslimen entstehen. Aus meiner Sicht sind die Errichtung würdiger und zweckmässiger Moscheen, die Regelung der Finanzierung und die öffentlich rechtliche Anerkennung des Islam Grundlage für eine erfolgreiche Integration.

### Die Moschee: ökumenisches Zusammenleben oder Marginalisierung in der Gesellschaft?

Die Moschee ist nicht nur zum Beten da. Moscheen haben einen mystischen Charakter, man besucht sie, um Geborgenheit, Schutz, Liebe, Verständnis und Barmherzigkeit unter Gleichgesinnten zu finden. Die Moscheen sind Orte sozialer Begegnungen. Laut Angaben der schweizerischen Bundespolizei gibt es in der Schweiz über hundert Moscheen und Gebetsräume. Leider sind die meisten davon gemietete Baracken, verlassene Fabrikhallen oder Kellerräume. Um nicht aufzufallen und die Bevölkerung zu stören, liegen sie meist versteckt und sind unscheinbar plaziert. Das führt in ein geistiges Ghetto und trägt dazu bei, dass sich Menschen jahrzehntelang in der Schweiz nie richtig zu Hause fühlen. Statt sich zu integrieren, werden sich die Muslime

zusätzlich verbarrikadieren und hinter der Angst verstecken, sie und ihre Kinder würden zur völligen Anpassung gezwungen.

Kultstätte sollten nicht im Abseits, sondern im Licht der Öffentlichkeit errichtet werden. In Gemeinden, in denen eine islamische Minderheit lebt, sollte eine zweckmässige Moschee aufgebaut werden können. Ein wichtiger Schritt, um Ängste der Bevölkerung abzubauen und die öffentliche Sicherheit zu fördern, ist die Schaffung und Durchsetzung von geeigneten Rahmenbedingungen für die islamischen Zentren:

- Die Moscheen sollen das ökumenische Zusammenleben erleichtern und deshalb nicht abgetrennt und isoliert am Rande der Wohngebiete, sondern in der Nähe von Menschen und anderen religiösen Kultstätten aufgebaut werden.
- Organisation, Verantwortungen und Betriebsstrukturen der Moschee müssen klar und einsichtig definiert werden.
- Moscheen müssen über einen Imam (Vorbeter) verfügen. Dazu sind nötigenfalls Arbeitsbewilligungen zu gewähren.
- Die finanzielle Trägerschaft muss gesichert sein und offengelegt werden.
- Eine Vermittlungsperson als Ansprechpartner, etwa wenn Schwierigkeiten aufkommen, muss ernannt werden.

### Finanzierung islamischer Gemeinschaften und Projekte in der Schweiz

Projekte für islamische Gemeinschaften sind sehr schwer zu konzipieren, da Gruppen mit unterschiedlichen sozialen, intellektuellen und nicht selten nationalen Interessen am Werk sind. Es kostet viel Energie und Koordinationsarbeit, bis man einen Kompromiss gefunden hat. Und wenn man mal soweit ist, tauchen in der Regel Finanzierungsprobleme auf.

Die islamischen Gemeinschaften bestehen grösstenteils aus Arbeitern/-innen aus der Türkei, aus Albanien, Bosnien, Nord- und Schwarzafrika oder Pakistan. Sie verfügen nur über beschränkte finanzielle Mittel und können meist nur mit Mühe für den Betrieb eines bescheidenen Gebetsraumes aufkommen. Daher wird jede Hilfe auch vom Ausland mit Dankbarkeit angenommen.

Aufgrund meiner Erfahrungen bin ich gegen eine unkontrollierte oder an Bedingungen geknüpfte Finanzierung durch das Ausland. Dass das Land X als Geldgeber die Aktivitäten der Muslime in der Schweiz beeinflussen wird, scheint naheliegend, zumal die schweizerischen Gesetze und Rahmenbedingungen den inländischen Zielen (Integration und öffentliche Sicherheit) noch zu wenig Rechnung tragen.

Es gibt viele Beispiele in verschiedenen Kantonen, die aufzeigen, welche Probleme die islamischen Gemeinschaften haben, wenn sie sich dem Einfluss des Geldgeberlandes oder der Geberorganisationen nicht unterwerfen. So müssen die Aktivitäten (z. B. Religionsunterricht für Kinder u.ä.) aufgegeben werden, und die Gebäude verfallen. Die Gefahr, dass Gemeinschaftsmitglieder, um Geld zu beschaffen, von ihren idealistischen Zielen abweichen, ist nicht zu unterschätzen.

Daher besteht das Bedürfnis, dass

- ▶ die schweizerische Regierung und Öffentlichkeit die Muslime aktiv unterstützen, die Religionschulen bzw. den Religionsunterricht, Friedhofsprojekte, Moscheen und islamische Zentren zu finanzieren;
- ▶ gesetzliche Rahmenbedingungen für die langfristige Auslandsfinanzierung islamischer Projekte und Zentren erarbeitet werden.

**Kultstätte sollten  
im Licht  
der Öffentlichkeit  
errichtet werden**

- ▶ Islamischer Religionsunterricht in der Schule (Inhalte, Lehrer)
- ▶ Ausbildung von Religionslehrern (Bedarfsdefinition, Kosten und Träger der Ausbildung)
- ▶ Berufsbild des Moscheevorbeters bzw. Imams (wie und wer definiert die Qualifikation, Ausbildung, Sprachen, Weiterbildung, Entlohnung)
- ▶ Steuer (religiöse): Gleichbehandlung der Muslime und Angehöriger anderer Religionen
- ▶ Erleichterungen bezüglich Nahrungsmiteleinfuhr/-handel
- ▶ Errichtung eines nationalen islamischen Zentrums an dem Scheichs und Rechtsgelehrte arbeiten und forschen können, der Dialog zwischen den Religionen geführt wird, Informationen und Beratungsdienste angeboten und Probleme der jüngeren Generation (religiöse Erziehung, Mischehen u.ä.) behandelt werden.

Auch wenn Verbesserungen im juristischen oder staatlichen Bereich wichtig sind, müssen die Menschen im Mittelpunkt bleiben und ihre Kontakte auf allen Ebenen intensivieren. Die Religionsgemeinschaften, Gremien von Spezialisten/-innen und alle involvierten Stellen der Verwaltung sollen

alles daran setzen, um gegenseitigen Respekt, Vertrauen und Verständnis zu fördern. Nur so können wir gemeinsam eine sichere und freie Gesellschaft aufbauen.

### **Gedanken über eine öffentlich-rechtliche Anerkennung des Islam**

Der Mensch braucht Ideale und Lebenswerte, er braucht Rituale und Religion, auch wenn dies mancherorts verneint wird. Religion soll den Menschen helfen, glücklich zu sein. Die staatliche Anerkennung und die «öffentlich rechtliche Verankerung» der islamischen Religion in der Schweiz soll dazu beitragen. Aber bevor dies zum juristischen Anliegen heranwächst, müssen Bevölkerung und interessierte Organisationen sich Gedanken darüber machen, welche Konsequenzen eine staatliche Anerkennung des Islam haben könnte. Einige wichtige Diskussionspunkte (mit stichwortartigen Ausführungen):

**Samir E. Shafy**, kam 1972 in die Schweiz und ist als Ingenieur und Ökonom selbständiger Unternehmensberater.

### **Résumé**

*Depuis des années, l'auteur, membre de la communauté de musulmans de Bâle, de la Communauté interreligieuse de travail suisse, du Forum interreligieux de Bâle et du groupe d'organisation Interreligieuses Bettags-Bittgebet (journée de prière interreligieuse d'action de grâce) à Bâle, œuvre pour le dialogue interreligieux. En 1997, lors d'un congrès de la CFR, il revendiquait la reconnaissance officielle de l'islam, un mode de financement réglé et des lieux de prières dignes et adéquats comme base d'une intégration probante.*



## Musliminnen im Alltag der Gesundheitsversorgung. Auf der Suche nach einer differenzierten Sichtweise

JUDITH BAUMGARTNER BIÇER

*«Natürlich haben wir Probleme. Du siebst ja meine Situation. Ich möchte mich schon lange sterilisieren lassen. Drei Mädchen, das ist genug, ich bin doch keine Gebärmachmaschine. Mein Mann wird jedoch keine Ruhe geben. Mit der Spirale habe ich Probleme. Mein Frauenarzt unterbindet mich jedoch nicht, nur mit der Unterschrift meines Mannes. Der gibt sie nie im Leben. Wenn ich Ruhe haben will, dann muss ich mich scheiden lassen, so sind die Gesetze hier. Schreib das ruhig.»*

Während der Vorbereitung dieses Artikels nutzte ich die Gelegenheit, bei Hausbesuchen erneut muslimische Frauen auf ihre Schwierigkeiten im Bereich der Gesundheitsversorgung anzusprechen. Das einleitende Zitat stammt von einer 38-jährigen Marokkanerin. Eine andere, allein erziehende Mutter hat Probleme damit, dass ihre beiden sechs und acht Jahre alten Jungen noch nicht beschnitten sind. Sie verfügt nicht über die finanziellen Möglichkeiten, diese Eingriffe zu bezahlen.

Solche Probleme habe ich schon in vielen Gesprächen zu hören bekommen. Die Frage der Sterilisation zeigt auf, dass es zwischen Frauen und Männern sehr unterschiedliche Vorstellungen und Wünsche über Kinder und Familie gibt. Dies haben Studien für die Türkei und für verschiedene arabische Länder aufgezeigt. In Bezug auf die Beschneidung gibt es zwei Möglichkeiten: verschiedene Spitäler bieten an, die Beschneidung gleich anschliessend an die Geburt durchzuführen. In dieser Form wird die Beschneidung jedoch medikalisiert und dadurch entritualisiert. Dies ist für viele Familien kein annehmbarer Weg. Bei einer späteren Beschneidung zahlt wiederum die Krankenkasse den Eingriff nur bei medizinischer Indikation. Für einkommensschwache Familien wird die Beschneidung so zu einer grossen Last. In diesem Beitrag zeige ich erstens auf, wie Patientinnen die Gesundheitsversorgung wahrnehmen und wie umgekehrt diese sie erfasst. Zweitens, inwieweit die Berücksichtigung des «Muslim-Seins» zur gegenseitigen Verständigung beitragen kann und wo dies hingegen den Blick auf die effektiven Probleme verschleiert.

### Die schweigende Frau oder «Der gewalttätige Ehemann»

*Frau A. berichtet von einem Ereignis auf der Notfallstation. Während eines Schwächeanfalls war sie in ihrer Wohnung ge-*

*stürzt und hatte Platzwunden. Besorgnis erregend war jedoch ein ungewöhnlicher Zustand, den sie selber als Lähmung bezeichnet. Während mehrerer Stunden konnte sie sich nicht mehr bewegen und auch nicht sprechen, ihr sei die Zunge im Gaumen stecken geblieben. Aus diesem Grund wurde sie von ihrem Ehemann auf die Notfallstation gebracht. «Aber weisst du, dann haben sie sich mit meinem Ehemann gestritten.» Sie lacht. «Sie haben meinen Mann gefragt, was mit mir passiert sei, warum ich nicht rede. Sie haben die Situation nicht verstanden, sie haben immer wieder gefragt, warum ich nicht rede und ob ich Angst hätte zu reden.» Lachend verweist Frau A. darauf, dass es ja verständlich sei, da es bei ihren Männern, also bei muslimischen Männern, ja häufig vorkomme, dass die ihre Frauen schlagen. «Die haben meinen Mann gesehen und meine Verletzungen und haben gedacht, er hätte mich geschlagen. Und ich konnte ja nicht sprechen, und weisst du, ich hatte Angst, weil das ist unheimlich, wenn du nicht mehr sprechen kannst. Und sie haben es einfach nicht verstanden. Und mein Mann, der ist wütend geworden. Er hat gesagt, dass ich krank geworden sei und dass er mich deshalb gebracht hätte. Weisst du, ich verstehe das ja, das kommt ja häufig vor. Aber in dieser Situation, ich hatte schreckliche Angst, was passiert nur mit mir, und sie haben sich mit meinem Mann gestritten.» Die Situation klärte sich, und Frau A. berichtet heute lachend darüber.*

Die Situation scheint eindeutig: gewalttätiger Ehemann bringt seine Ehefrau in den Notfall. Die Geschichte lässt offen, aus welchen Vorstellungen heraus die Behandelnden auf der Notfallstation zu dieser Situationseinschätzung kommen: Ist es nun, weil der Mann Muslim ist, weil er Türke ist oder entspricht er sonst wie dem Bild eines gewaltbereiten Mannes? Der Punkt ist, dass auf Grund einer Vorstellung, eines Vorurteils eine Situation falsch eingeschätzt worden ist. Bei dieser Geschichte geraten wir jedoch in einen scheinbaren Konflikt: Die Sensibilisierung hinsichtlich Gewalt an Frauen soll selbstverständlich nicht negativ dargestellt werden, die Tatsache, dass Schweizer Männer genauso gewalttätig sind, nicht verschwiegen werden. Dennoch zeigt dieser Fall deutlich, wie vorgefertigte Bilder uns beeinflussen und uns den Blick auf das Wesentliche versperren können. Das Bild einer muslimischen Frau ist geprägt durch die bei uns vorherrschenden Islambilder einerseits und die alltäglichen Erfahrungen andererseits. Nicht selten bestätigen Erfahrungen in der Praxis unsere vorgefassten Bilder. So kommen zum Beispiel oft Frauen in Begleitung ihrer Ehemänner in Sprechstunden und präsentieren sich sehr zurückhaltend, beteiligen sich

nur am Rande am Gespräch. Eine Frau aus der Türkei reflektiert dies wie folgt: «Das Hauptproblem ist die Sprache. Ich kann nicht genug Deutsch. Oft muss mich mein Mann begleiten, um für mich zu übersetzen. Daraus folgern die Ärzte dann, dass ich selber nicht sprechen darf. Es ist eine schwierige Situation. Und als Kopftuchtragende Frau werde ich von den Schweizerinnen oft auch unterschätzt. Sie denken, ich sei eine ungebildete Frau und dementsprechend werde ich auch behandelt. Wenn ich besser Deutsch könnte, dann könnte ich mich mitteilen, vielleicht würde ich dann besser verstanden.»

**«Wie komme ich zu meinem Arzttermin» oder «Das Kopftuch»**

*Frau M. vermutet, dass sie wegen ihres Kopftuches im Spital länger als andere Patientinnen warten muss, und sie empfindet diese Situation als ungerecht: «Ich weiss nicht, weisst du, wenn ich ins Spital gebe, dann möchte ich sehen, dass dort alle gleich behandelt werden. Zum Beispiel kommen einige Patientinnen später als andere, aber sie müssen trotzdem nicht so lange warten. Bei mir ist es auch dasselbe, wenn ich ins Spital gebe, dann werde ich immer zuletzt aufgerufen. Ich weiss auch nicht, warum mir das immer passiert. Aber weisst du, mit dem Kopftuch, das spürst du überall, im Tram, auf der Strasse, in den Geschäften, überall. Die Leute hier wollen nicht, dass du ein Kopftuch trägst. Deshalb muss ich wohl auch immer warten, da ist nichts zu machen. Einmal, ich kann mich genau daran erinnern, ich bin um acht Uhr ins Spital gegangen, aber ich konnte erst um elf Uhr hineingehen. Ich habe das Gefühl, dass sie mich einfach vergessen. Ich möchte, dass sie solche Ungerechtigkeiten aufheben.»*

Als Kopftuch tragende Muslimin erlebte sie derart viel schmerzliche Ausgrenzung und Diskriminierung, dass diese Erfahrungen als nahe liegendes Erklärungsmodell dienen für eine im Spital als ungerecht erlebte Situation. Ihre Ausführungen bringen eine Machtlosigkeit ihrer Seite zum Ausdruck und gleichzeitig den Wunsch, das Gegenüber möge sich dieser Ungerechtigkeit bewusst werden und eine Veränderung herbeiführen. Es stellt sich nun die Frage, ob diese Frau tatsächlich wegen ihres Kopftuches so lange warten musste oder ob ganz andere Zusammenhänge dafür ausschlaggebend waren. Frau M. ist 44 Jahre alt und stammt aus einem kleinen Dorf in der Osttürkei. Mit ihren Kindern ist sie ihrem vorher in die Schweiz migrierten Ehemann gefolgt. Seit sieben Jahren lebt sie in Basel. Sie hat ein Jahr die

Primarschule besucht und ist nicht gewohnt zu lesen, ihre Deutschkenntnisse sind minimal. Frau M. lebt in schwierigen sozialen und ökonomischen Verhältnissen. Durch ihren Ehemann erfährt sie wenig Unterstützung. Auch hat sie keinerlei Verwandte hier, die sie begleiten könnten. Selbständig hat sie sich ein Netz von Beziehungen zu Schweizer Institutionen aufgebaut, wo sie Hilfe und Unterstützung findet. Ihre Handlungsfähigkeit bleibt aufgrund der Sprachschwierigkeiten jedoch beschränkt. Im Falle des betreffenden Spitals werden Patientinnen bei der Anmeldung in eine Liste eingetragen und später der Reihe nach aufgerufen. Zudem verweist ein Schild darauf, sich allenfalls nach einer halben Stunde erneut beim Pflegepersonal zu melden. Um diesen Hinweis wahrzunehmen, muss man jedoch einerseits lesen können und andererseits Deutsch verstehen. Wie wir in unserem Gespräch klären konnten, war es Frau M. nicht klar, wie sie vorzugehen hatte. Ohne sich anzumelden, setzte sie sich jeweils mit ihrem Terminzettel in den Warteraum und wartete, bis jemand auf sie aufmerksam wurde. Dass sie dabei als Kopftuch tragende Frau von ihrer Umwelt anders wahrgenommen und behandelt wird, ist hier also nicht der ausschlaggebende Punkt, sondern der mangelnde Zugang zu Informationen und eine somit geringe Integration in unser Gesundheitssystem. Die sinnvolle Erklärung, die Frau M. für die erlebte Situation gefunden hat, führt deshalb in eine Sackgasse und kann nicht zur Verbesserung der Situation beitragen. Es sind also nicht nur die Behandelnden, die mit ihren vorgefassten Bildern versuchen, sinnvoll Situationen zu erklären; auf Patientinnenseite geschieht dies genauso. Wahrnehmen und wahrgenommen werden sind eng verknüpft mit Zuschreibungen, die versuchen, das Anders-Sein, das Fremd-Sein fassbar zu machen.

In Gesprächen sowohl mit Patientinnen als auch mit Ärztinnen und Pflegepersonal wird als zentrales Anliegen «Verstehen und verstanden werden» zum Ausdruck gebracht. Als Hindernisse werden dabei auf beiden Seiten die Sprachbarrieren und Kulturunterschiede hervorgehoben. Dabei spielt Religion nur eine untergeordnete Rolle. Viel mehr sprechen die Menschen über «die Kultur», «das Fremd-Sein», «das Ausländerin-Sein». Die Argumentation in den beiden Fallbeispielen ist diesbe-

**«Als Kopftuch tragende Frau werde ich von den Schweizerinnen oft auch unterschätzt. Sie denken, ich sei eine ungebildete Frau, und dementsprechend werde ich auch behandelt»**



zügig nicht typisch. Betrachten wir jedoch genauer, in welcher Form hier Religion als Erklärungsmodell herbeigezogen wird, so stellen wir fest, dass Religion stark kulturalisierend verwendet wird. So steht die Zuschreibung «muslimische Männer» im einen Fall nicht für Männer, die diese Religion praktizieren, sondern allgemein für Männer aus dem «muslimischen Kulturraum». In der Wahrnehmung und Beschreibung wird Religion stark an Kultur gebunden. Die vorgefassten Bilder, mit denen alle Beteiligten argumentieren, sind geprägt durch eine kulturalisierende Betrachtungsweise, wie sie heute in vielen Bereichen zu beobachten ist (Radtke 1996, Zwaard 1992).

**«Nicht jeder Muslim ist ein Muslim»  
oder «Das Schweinefleisch»**

*Frau H. gibt sich für einen kleineren Eingriff ins Spital. Ihren Papieren ist zu entnehmen, dass sie der islamischen Glaubensgemeinschaft angehört. Beim Abendessen lässt sie das Fleisch stehen. Die Pflegerin versichert ihr, dass es sich nicht um Schweinefleisch handle. Frau H. ist etwas irritiert, warum denn kein Schweinefleisch? Sie wurde als Muslimin geboren, ist jedoch nicht religiös praktizierend und fühlt sich keinen religiösen Vorschriften verpflichtet. Hingegen ist sie überzeugte Vegetarierin und isst überhaupt kein Fleisch und auch keine Eier.*

Zugegeben handelt es sich bei dieser Geschichte eher um eine Ausnahme. Sie verweist jedoch auf interessante Aspekte. Erstens: Abweichende Essgewohnheiten müssen nicht religiös bedingt sein. Zweitens: Was verstehen wir eigentlich unter «Musliminnen» oder unter «Muslimischen Patientinnen»? Sind es all diejenigen, die auf der Einwohnerkontrolle als Muslim registriert sind, oder betrifft es nur diejenigen, die ihre Religion auch praktizieren? Oft wird von Musliminnen gesprochen und geschrieben, gemeint sind aber nur Sunnitinnen. Bei Migrantinnen aus der Türkei gibt es dagegen einen hohen Anteil an Alevitinnen, die nicht die gleichen Vorschriften befolgen und für die viele Annahmen nicht zutreffen. Es ist wichtig zu beachten, dass Islam in verschiedenen regionalen und kulturellen Formen gelebt wird.



**Migration und Gesundheit:  
Betrachtungen jenseits von Religion**

Aufgrund der Tatsache, dass die Mehrzahl der heute in der Schweiz lebenden Musliminnen Arbeitsmigrantinnen, Asylsuchende und Flüchtlinge sind, die in einer besonderen sozialen Situation leben, ist in der Gesundheitsversorgung das Thema «Migration und Gesundheit» zentral.<sup>1</sup> Die Situation von Migrantinnen muss als wichtiger Aspekt für eine adäquate medizinische Behandlung miteinbezogen werden. Daneben stellen Kommunikationsprobleme eine grosse Herausforderung dar an das Gesundheitssystem und an die Beziehung Ärztin - Patientin. Für eine erfolgreiche und für alle Beteiligten befriedigende Integration in unser Gesundheitssystem müssen nicht nur die Probleme der marginalen sozialen und ökonomischen Position, sondern die ganze Vorgeschichte der Patientin berücksichtigt werden. Sozialwissenschaftlerinnen und Ärztinnen schlagen deshalb vor, die herkömmliche Krankengeschichte um migrationsspezifische Aspekte zu erweitern. Dabei werden drei sich gegenseitig beeinflussende biographische Dimensionen berücksichtigt: Herkunftsgeschichte, Migrationsgeschichte und Integrationsgeschichte. Diese sind jeweils in Beziehung zur aktuellen Krankheit zu setzen. Patientinnen sollen überhaupt auf Grund ihrer Geschichten und nicht anhand von Zuschreibungen und Pauschalierungen verstanden werden, eine an den Patientinnen orientierte Vorgehensweise, wie sie auch für Schweizerinnen mit komplexen Problemlagen empfohlen wird. Weil Familienmitglieder als Übersetzer kommunikationshindernd wirken können, wird empfohlen, nach Möglichkeit erfahrene Übersetzerinnen beizuziehen.

**Religion als beeinflussender Teilfaktor  
im Bereich Gesundheit**

Wir alle leben in unterschiedlichen sozialen Realitäten und werden in unserem Wahrnehmen und Handeln durch verschiedene Faktoren wie soziale Position, Ausbildung, Beruf, Alter, Geschlecht, ethni-

<sup>1</sup> Forschungsprogramm «Migration und Gesundheit»:  
Dr. med. Christoph Hatz (Leitung), Schweizerisches Tropeninstitut,  
Socinstrasse 57, Postfach, 4002 Basel. Korrespondenzadressen:  
Dr. med. Peter Flubacher, Spezialarzt FMH für Allgemeinmedizin,  
Hammerstrasse 177, 4057 Basel.  
Dr. phil.I Corina Salis Gross, Medizinetnologin, Institut für Ethnologie  
der Universität Bern, Länggassstrasse 49a, 3000 Bern 9.

sche und religiöse Identität, ökonomische Verhältnisse, soziale Gruppe, Familie, Freundinnen und unsere individuellen Erfahrungen beeinflusst. Wann immer zwei Individuen etwas unterschiedlich wahrnehmen, kommt dies zum Ausdruck. Vorstellungen über Körper und Krankheit, Erklärungsmuster für Krankheiten, Verhaltensweisen von kranken Personen (inklusive der Erwartung gegenüber der Behandlung) und die Art, wie Freunde und Familie, Behandelnde und Pflegende auf eine kranke Person reagieren, Tabuisierungen und Stigmatisierungen sind allesamt Ausdruck dieser komplexen sozialen Realität. Ein Faktor unter anderen ist die Religion. Glaubt zum Beispiel ein Mensch, dass sich in einer Krankheit der Willen Gottes manifestiert, so wird sein ganzes Gesundheitsverhalten dadurch beeinflusst, und er wird viele Sachen in einer speziellen Weise wahrnehmen und interpretieren. Dies kann in dem einen oder anderen Fall dazu führen, dass eine Therapieform abgelehnt wird. Religion beeinflusst unser Gesundheitsverhalten jedoch nicht nur in Glaubensfragen und Wertvorstellungen. Viele Konzepte von Körper, Krankheit und Sexualität sind – unter anderem – religiös geprägt. Religion lässt sich in diesen Bereichen jedoch nicht klar fassen. Das Zusammentreffen von Patientin und Ärztin ist immer ein Zusammentreffen unterschiedlicher komplexer sozialer Realitäten. Versuchen wir uns möglichst bildhaft folgende Situationen vorzustellen: Zur gleichen Ärztin kommen ein Landwirt aus dem Fricktal, eine Journalistin aus Istanbul, ein Bauarbeiter aus Italien, eine Architektin aus Basel, eine Hausfrau aus einem Dorf in der Osttürkei, ein Mittelschullehrer aus Liestal, eine Verkäuferin aus Reinach. Berufe und Herkunftsorte zeigen auf, wie unterschiedlich die Distanz zwischen sozialen Realitäten sein kann und wie schnell sich in uns Bilder festsetzen, obwohl wir über die Geschichten dieser Menschen kaum etwas wissen.

### Einbezug der Religion in den Spital- und Praxisalltag

Religion kann Lebensform und Handlungssystem bilden. Menschen können ihre Handlungen auch religiös orientieren. Dies gilt insbesondere für den Islam, der stark handlungsorientiert ist und mit seinen Geboten und Vorschriften eine Vielzahl von Abläufen im Alltag gestaltet. Es geht aber nicht primär um die Annäherung an ein theologisches System, sondern darum zu verstehen, inwiefern die einzelne Patientin welche ihrer Handlungen und Einstellungen religiös begründet.

Bei der Betreuung von muslimischen Patientinnen müssen wir uns vor allem in den Bereichen der Essensvorschriften und der rituellen Reinheit, des Fastens und des Gebets, der Beschneidung der Knaben um Kommunikation bemühen; aber auch beim geschlechterspezifischen Umgang mit Familie und

Kindern: Familienplanung, Verhütung und Schwangerschaftsabbruch, Schwangerschaft und Geburt, Wochenbett, Stillzeit. Aufgrund der demographischen Entwicklung der muslimischen Bevölkerung wird in Zukunft der Umgang mit Sterben, Tod und Begräbnis zunehmend an Bedeutung gewinnen. Offene Fragen gibt es auch im Bereich der medizinisch-therapeutischen Massnahmen, im Besonderen im Zusammenhang mit neueren medizinischen Errungenschaften. Sind zum Beispiel Bluttransfusionen erlaubt? Wie steht es mit lebenserhaltenden Massnahmen? Nicht für alle diese Fragen gibt es einen verbindlichen und einheitlichen muslimischen Standpunkt. So wird die Organtransplantation ganz unterschiedlich beurteilt und löst dadurch Diskussionen innerhalb der muslimischen Gemeinschaft aus. Der von der *Schweizerischen Gesellschaft Mittlerer Osten und islamische Kulturen* (SGMOIK) und dem Orientalischen Seminar der Universität Basel 1998 organisierte internationale Kongress zum Thema «Islamic Medicine» bot die Gelegenheit, diese aktuellen Diskussionen auch in der Schweiz zu führen.<sup>2</sup> Von Seiten des Gesundheitssystems besteht in all diesen Bereichen ein grosser Bedarf an Information. Die *Gemeinschaft von Christen und Muslimen in der Schweiz* hat dazu ein Faltblatt «Muslime im Spital» herausgegeben, auf dem wichtige Punkte kurz und informativ beschrieben sind.<sup>3</sup> Im Allgemeinen sind Ratgeber und Leitfaden für den Umgang mit muslimischen Patientinnen nicht zu empfehlen, da sie allzu sehr pauschalisieren und eher dazu beitragen, Vorurteile weiter zu verbreiten anstatt zum Verständnis beizutragen. Zudem sind die Informationen nicht immer korrekt. In einem kürzlich erschienenen Leitfaden steht zum Beispiel, dass Organtransplantationen im Islam grundsätzlich verboten sind.

Angesichts der Tatsache, dass ein Teil der Patientinnen praktizierende Musliminnen sind, ist es eine Selbstverständlichkeit, dass innerhalb unseres öffentlichen Gesundheitssystems die Glaubensausbildung gewährleistet ist, wenn nicht gar mit einbezogen wird. Andererseits darf dies nicht dazu führen, dass Muslime an sich speziell oder ausgrenzend behandelt werden. Sonst führen, wie in anderen Bereichen zu beobachten ist, gut gemeinte (Integrations-)Projekte zu Ausgrenzung. Es ist sinnvoll und interessant, sich über andere Religionen und die Herkunft von Migrantinnen zu informieren. Es kann jedoch keine Rezepte für den Umgang mit «den muslimischen Patientinnen» geben. Patientinnen sind in jedem Fall Individuen mit einer individuellen Geschichte. Jeder Fall ist in dem jeweili-

<sup>2</sup> «International Congress: Islamic Medicine». 16.–17. Oktober 1998, Basel. Organisiert von: SGMOIK (Postfach 8301, 3001 Bern) und Orientalisches Seminar der Universität Basel. Die Veröffentlichung der Kongressbeiträge ist in Planung.

<sup>3</sup> Zu bestellen bei: Gemeinschaft von Christen und Muslimen in der Schweiz, Postfach 6243, 3001 Bern, Tel. 031-371 63 27 (Neuausgabe August 1999).



gen Kontext zu betrachten. Ist unser zentrales Anliegen wirklich das Verstehen, so müssen wir in allererster Linie Menschen als Menschen begegnen, so dass der Begriff «Musliminnen» in unserer Vorstellung Gesichter bekommt, mit denen wir Geschichten in Verbindung bringen können.

Judith Baumgartner Biçer studierte Ethnologie in Bern. Forschung zu «Migranten und Migrantinnen aus der Türkei in Auseinandersetzung mit verschiedenen Medizinsystemen» im Rahmen des Forschungsprogramms «Migration und Gesundheit» des Schweizerischen Tropeninstituts Basel.

*sierende Betrachtungsweise geprägt ist, wie sie heute in vielen gesellschaftlichen Bereichen zu beobachten ist. Im Bemühen um eine differenzierte Sichtweise wird diskutiert, in welchen Kontexten die Berücksichtigung des Muslim-Seins in der Betreuung und Begleitung von Patientinnen zu einem besseren Verständnis führen kann und in welchen Kontexten ganz andere Aspekte ausschlaggebend sind. Insbesondere gilt zu berücksichtigen, dass die Mehrzahl der in der Schweiz lebenden Musliminnen Migrantinnen sind und viele von ihnen in besonderen sozialen, ökonomischen und rechtlichen Situationen leben. Das öffentliche Gesundheitswesen sollte bemüht sein, im Rahmen seiner Möglichkeiten die Glaubensausübung von Patientinnen zu gewährleisten. Musliminnen an sich speziell oder segregierend zu behandeln birgt jedoch nicht nur die Gefahr der*

*Ausgrenzung in sich, sondern auch, dass soziale und strukturelle Problemlagen auf kultureller Ebene bearbeitet werden. Für eine sinnvolle und erfolgreiche Behandlung sollte deshalb der jeweilige Lebenskontext von Patientinnen miteinbezogen werden.*

## Résumé

*Quels sont les problèmes auxquels sont confrontés d'une part les patientes musulmanes dans le domaine de la santé publique et d'autre part le système? Cet article montre que la perception de ces problèmes est*

*influencée par la culture de chacune des parties. Pour essayer de faire changer les choses, on tente de déterminer dans quels contextes il est nécessaire, afin de mieux se comprendre, de prendre en compte la religion de la patiente pour son traitement et son suivi médical. Il faut tout particulièrement tenir compte du fait que la majorité des musulmanes vivant en Suisse sont des immigrées et que leur situation sociale, économique et juridique est souvent particulière. Le secteur de la santé publique doit, dans la mesure du possible, s'efforcer de garantir aux patientes la possibilité de pratiquer leur religion. Un traitement spécial ou ségréatif des musulmanes pourrait non seulement conduire à l'exclusion proprement dite, mais également à un traitement des problèmes sociaux et structurels sur un même plan culturel. La réussite d'un traitement médical exige la prise en compte de la situation de chaque patiente.*

## Literatur

Flubacher, Peter 1997  
«Ausländische Patienten in der hausärztlichen Praxis: unlösbare Probleme für Arzt und Patient.» In: Schweizerische Rundschau für Medizin (PRAXIS) 86 «Migration und Gesundheit» (Sondernummer), Teil 1, S. 811–816.

Flubacher, Peter 1999  
«Praktische Empfehlungen zur Überwindung transkultureller Verständigungsprobleme aus der Sicht eines Hausarztes.» In: Ars Medici 5 und 7.

Radtke, F.-O. 1996  
«Fremde und Allzufremde: Zur Ausbreitung des ethnologischen Blicks in der Einwanderungsgesellschaft.» In: Wicker, H.-R. et al.: Das Fremde in der Gesellschaft: Migration, Ethnizität und Staat. Zürich: Seismo.

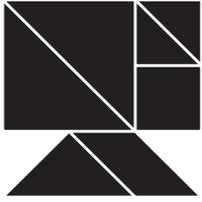
Salis Gross, C., C. Moser, B. Zupfinger, Ch. Hatz 1997  
«Die Arzt-Patienten-Interaktion aus der Sicht von MigrantInnen: Vorschläge für die ärztliche Praxis.» In: Schweizerische Rundschau für Medizin (PRAXIS) 86 «Migration und Gesundheit» (Sondernummer) Teil 2, S. 887–894.

Van der Zwaard, J. 1992  
«Accounting for differences. Dutch training nurses and their views on migrant women.» In: Social Science & Medicine 35/9, S. 1137–1144.

**Es geht aber nicht primär um die Annäherung an ein theologisches System, sondern darum zu verstehen, inwiefern die einzelne Patientin welche ihrer Handlungen und Einstellungen religiös begründet**

## Zusammenfassung

*Welches sind die Probleme, mit denen einerseits muslimische Patientinnen in unserem Gesundheitssystem konfrontiert sind, und welche Probleme ergeben sich andererseits für das System? Im vorliegenden Artikel wird aufgezeigt, dass die Wahrnehmung beider Seiten durch eine kulturali-*



## Zur Debatte über interreligiöse Ehepaare aus der Schweiz und dem islamischen Raum

BARBARA WALDIS

*Eine Broschüre von Sami Aldeeb über muslimisch-schweizerische Ehepaare hatte bei Organisationen und in der Presse viele kontroverse Reaktionen ausgelöst. Im Dezember 1996 trafen sich Vertreterinnen und Vertreter muslimischer Gruppen, Beratungsstellen für binationale Ehen und Angestellte kantonalen Zivilstandsstellen mit dem Autor. Da muslimisch-schweizerische Paare oft als problematische Beispiele binationaler Partnerschaften dargestellt werden, ist ein Bericht über die Tagung eine gute Möglichkeit, Spannungen zwischen den verschiedenen betroffenen Gruppen aufzudecken und die (Re-)Produktion von Stereotypen über Muslime und Musliminnen in der Schweiz kritisch zu betrachten.*

### Muslimisch-schweizerische Ehen: eine gefährliche Verbindung?

In seinem Vortrag an der Tagung präsentiert Sami Aldeeb muslimisch-schweizerische Ehen als doppelt riskant. Zum einen, weil gewisse Konzepte des islamischen Rechtes dem schweizerischen Rechtssystem widersprechen. Dies trifft vor allem für die Beziehungen zwischen Mann und Frau bzw. zwischen Eltern und Kindern zu, wie sie in gewissen religiösen Normen und dem Ehe- und Familienrecht geregelt sind. Zum andern, weil der Autor solche Ehen für weniger stabil hält als monokulturelle oder mononationale Ehen. Der Jurist vergleicht binationale Ehen mit einem Sprung aus dem zehnten Stock und seine Broschüre mit einem Fallschirm. Die Idee der Prävention ist in seinem Vortrag allgegenwärtig und konkretisiert sich im Mustervertrag im Anhang seiner Broschüre.

Mit Aussagen wie «Admettons qu'il s'agisse d'un mariage d'amour» unterstreicht Sami Aldeeb das Vorurteil, binationale Ehen seien nichtlegitime Interessen- oder Gefälligkeits-Ehen. Seine Ausführungen beziehen sich vorwiegend auf Schweizerinnen, die Muslime heiraten, und verstärkt somit ein weiteres verbreitetes Stereotyp über binationale Paare: nur «nicht sehr hübsche», «unglückliche», «ganz junge», «ältere» oder «einsame» Schweizerinnen würden Ausländer heiraten. Binationale Ehen sieht er als Ehen zweiter Güte für Frauen, die sich auf dem nationalen Heiratsmarkt nicht platzieren konnten.

Prävention verbindet Sami Aldeeb gern mit Paternalismus gegenüber den Frauen: So schliesst er den Vortrag mit der Bemerkung: «J'espère de ne pas vous avoir accablé, mais un homme averti en vaut deux, et

une femme avertie en vaut quatre.» Bedeutet dies, dass eine Frau doppelt so vorsichtig ist wie ein Mann? Oder bedeutet dies im Gegenteil, dass Frauen doppelt so naiv sind wie Männer? Oder soll man sich vorstellen, dass Frauen, verglichen mit Männern, ein doppeltes Risiko eingehen? Auf jeden Fall wird damit angedeutet, dass eine Frau sich vor einer Heirat mit einem Muslim in Acht nehmen müsse.

### Reaktionen

Vertreter und Vertreterinnen muslimischer Organisationen, praktizierende und laizistisch orientierte Musliminnen kritisieren das Bild der Muslime als «Patriarchen» und «Nicht-Zivilisierte» und der «unterworfenen» Musliminnen. Sie stossen sich an Pauschalisierungen «des Islam» – argumentieren allerdings zum Teil ähnlich pauschal. Sie werfen dem Autor der Broschüre vor, Unterschiede zwischen dem islamischen und dem schweizerischen Recht zu übertreiben, worauf dieser ihnen Verschleierung der Unterschiede vorhält. Sami Aldeeb's Behauptung, bei einer Konversion zum Islam seien die Änderung des Vornamens und die Beschneidung obligatorisch, widerspricht der Imam des Hochkommissariats der islamischen Organisationen in Zürich, dies werde nur empfohlen. Während der Autor die Kindesmitnahme nach einer Scheidung vor allem mit muslimischen Vätern in Verbindung bringt, betreffe dies längst nicht nur muslimisch-schweizerische Paare. Mädchenbeschneidung schliesslich ist weder islamischen Ursprungs, noch wird sie nur in muslimischen Ländern existieren.

Musliminnen und Muslime, die sich einer laizistischen Lebensweise nahe fühlen, oder Vereinigungen, die mit muslimisch-schweizerischen Paaren zu tun haben, kritisieren vor allem die unterschwellig abweisende Haltung gegenüber muslimisch-schweizerischen Ehen. Der Mustervertrag am Ende der Broschüre sei so abschreckend, dass sich im Verein der *IG BINATIONAL*, der immerhin 250 Mitglieder zählt, kein einziger Muslim gefunden hätte, der einen solchen Ehevertrag unterschreiben würde.

Der Vorschlag einiger Vertreter und Vertreterinnen muslimischer Gruppen, gemeinsam eine Broschüre zu erarbeiten, wird vom Verfasser zurückgewiesen. Er erwarte eher, dass die Muslime ihre eigene Broschüre vorlegen, doch werde dies wohl wegen inter-



ner Meinungsverschiedenheiten nie möglich sein. Diese Äusserung ist interessant, weil sie sich auf die Heterogenität der islamischen Gemeinschaft bezieht, die sowohl vom Verfasser wie auch von den muslimischen Gruppierungen verneint wird.

### **Stereotype, Kräfteverhältnis und interkulturelle Arrangements**

Durch die einseitige Übernahme von bestimmten Stereotypen wie der Beschneidung von Jungen und Mädchen, der Polygamie oder der Verstossung verstärkt der Autor der Broschüre bekannte Gegensätze zwischen christlichen und islamischen Weltbildern. Er entspricht damit der Erwartung eines Teils der Schweizer Bevölkerung, der sich nur ungern mit Fremdem auseinandersetzt, der muslimische Gesellschaften nicht kennt und der ein ethnisch-religiöses Feindbild braucht, um die eigene Identität zu stützen. Die Kritikerinnen tappen ihrerseits in dieselbe Falle: Indem sie gewisse Äusserungen von Sami Aldeeb «richtig stellen» und das Bild, das dieser von den Muslimen und Musliminnen entwirft, «korrigieren» wollen, insistieren sie ihrerseits auf diesen Themen und verhindern ein Ausbrechen aus dem generalisierenden und stereotypisierenden Rahmen, den die Broschüre liefert. Auch sie produzieren – ähnlich wie Sami Aldeeb – Stereotype über Muslime.

Die argumentativen Stereotype der einen wie der anderen Seite beruhen auf einem statischen Kulturbegriff und der Annahme von starren und unveränderlichen religiösen und nationalen Gruppen. Kulturelle Stereotype prägen die interne Kommunikation binationaler Paare, sie bleiben oft im Diskurs der «kulturellen Differenz» gefangen. Ohne dass der Begriff «Kultur», um den es scheinbar geht, je richtig fassbar oder begrenzbar wird, dient der Verweis auf «kulturelle Differenzen» dazu, Schwierigkeiten in einer Paarbeziehung fassbarer und manchmal annehmbarer zu gestalten. Andererseits sind binationale Ehen, so unterschiedlich Liebe und Interesse, Lebensphase und soziales Umfeld auch sein mögen, stark durch die individuelle Migrationsgeschichte geprägt und immer auch beeinflusst von der Ausländergesetzgebung und dem Aufenthaltsstatus des Partners bzw. der Partnerin.

Stereotype belasten binationale Paarbeziehungen, da eine Schweizerin und ihre soziale Umgebung den

muslimischen Ehemann anhand einer statischen, unverrückbaren islamischen Kultur messen und beurteilen. Kulturelle Stereotype auf beiden Seiten können Spannungen und Widersprüche, die sich durch unterschiedliche Bildung, beruflichen Status und sozioökonomisches Niveau ergeben, maskieren. Sie strukturieren die Positionierung der Ehegatten in ihrer Beziehung: als Mann und Frau, als Eingewanderte und Einheimische, als Muslim und Nicht-Muslim. Bei muslimisch-schweizerischen Paaren,

die in der Schweiz leben, muss zum Beispiel der muslimische Mann mit einer europäischen Frau rechnen, die sich als Einheimische in wirtschaftlichen, juristischen und kulturellen Belangen in der stärkeren Position befindet. Lässt sich dasselbe Paar in einem muslimischen Land nieder, befindet sich die Frau in einer doppelten Schwächeposition: als Frau und als europäische, nicht-muslimische Eingewanderte.

Binationale Paare stellen eine Herausforderung für die Identität religiöser oder nationaler Gruppen dar, denn alleine schon durch ihre Existenz stellen sie die Gruppengrenzen in Frage. Es ist daher naheliegend, dass solche Ehen von beiden Seiten als verhängnisvoll für den Zusammenhalt der Gruppe angeprangert werden, statt sie als Chance für eine Neudefinition der Gruppenidentität und Möglichkeit der Kommunikation aufzufassen. Man kann das interkulturelle Arrangement einer binationalen Paarbeziehung als Tausch ansehen, bei dem sowohl die Frau wie der Mann geeignete Ressourcen einbringen. Der Zugang zum schweizerischen Territorium stellt dabei nur eine Ressource neben anderen dar, beispielsweise der Möglichkeit, in einem andern Land zu leben, dem Zugang zu neuen Lebenswelten oder neuem kulturellem Wissen. Binationale Paare sprechen von

einem Raum, in dem beide Ehepartner abwechselnd Vermittlerrollen einnehmen. Binationale Paarbeziehungen sind nicht einfach. Auf beiden Seiten muss viel investiert und viel riskiert werden, beide Seiten können aber – gemeinsam mit ihren jeweiligen Familien und ihrem sozialen Umfeld – viel gewinnen.



### **PS**

*Sami Aldeeb hat 1998 eine überarbeitete dritte Ausgabe der Broschüre herausgegeben. Viele Pauschalisierungen der ersten Kapitel sind durch genauere Angaben (Land, religiöse Gruppe, Koranstel-*

len, Literaturhinweise) ersetzt worden (der Fussnotenteil und der Adressenteil sind begrüssenswert). Die Korrekturen und Fussnoten in den Kapiteln I und VI geben auf die Tagung und die zugesandten Verbesserungsvorschläge zurück, aber bei den letzten beiden Kapiteln, wo es nicht um rein juristische Belange geht, lässt der Korrekturwille erheblich nach. So z. B. im ganzen Kapitel VII «Verhältnis zwischen Eltern und Kindern», das praktisch unverändert und ähnlich pauschalisierend wie in der Ausgabe von 1996 bleibt.

Die schlimmsten negativen Werturteile – wie der Titel «Religiöse Freiheit als Einbahnstrasse» (1996, S. 6) oder «Obwohl das Risiko des Misserfolges erheblich ist» (1996, S. 27) – sind weggelassen worden. Die Struktur der Broschüre und der Mustervertrag sind geblieben. Nach wie vor orientiert sich der Autor an den traditionellsten Gesetzen und Bräuchen und kommentiert diese am detailliertesten. Liberale Interpretationen des Islam werden kaum beschrieben, und wenn, dann kennzeichnen entsprechende Adverbien sie als vorübergehende Ausnahme. Erwähnt wird die Todesdrohung gegenüber der Muslimin, die das Heiratsverbot überschreitet (1998, S. 14f.); Länder (Indonesien, Malaysia, Pakistan, viele afrikanische Staaten, Tunesien, Marokko, Syrien, Palästina), in denen Frauen ohne Kopftuch leben, sind nicht aufgeführt (1998, S. 18); Angaben über berufstätige Frauen sind äusserst knapp und irreführend (1998, S. 18f.) oder werden besonders betont: «In Tunesien sieht man sogar (Hervorhebung der Autorin) weibliche Fabrikantenkontrolleure» (1998, S. 19).

Barbara Waldis ist Ethnologin. Im Rahmen des NFP 39 (Migration) führte sie eine Nationalfondsstudie zu binationalen Paaren durch. Dieser Text ist eine übersetzte, gekürzte und aktualisierte Fassung des Artikels «De la reproduction des stéréotypes sur les couples islamo-suisse» von Laurence Ossipow, Valérie Outemzabet und Barbara Waldis, erschienen in TSANTSA (2/1997, S. 156–161). Für Literaturangaben siehe dort.

An der Tagung waren anwesend: *Appartenances* (Abdelhaq Elghezaoui); *Arbeitsgemeinschaft der Islamischen Gemeinschaften* (Ibrahim Bouhouch); *Auskunftsstelle Eben mit Ausländer/innen Schweiz* (Liliane ter Meer); *Gemeinschaft von Christen und Muslimen in der Schweiz* (Samia Osman); *Hochkommissariat der islamischen Organisationen* (Youssef Ibram); *Interessengemeinschaft Binational* (Andrea Knecht Oti-Amoaki, Angelika Greuter); *Internationaler Sozialdienst* (Sylvie Thodé, Leslie Moussalli); *Interreligiöse Arbeitsgemeinschaft IRAS* (Hassan Abo Youssef); *Kulturelle Vereinigung der muslimischen Frauen in der Schweiz* (Nadia Karmous).

.....  
**Broschüren zu muslimisch-schweizerischen Eben**

Aldeeb, Sami 1996

*Gemischte Eben zwischen Schweizern und muslimischen Ausländern. Herausforderungen angesichts von Normenkonflikten. Lausanne: Schweizerisches Institut für Rechtsvergleichung.*

Aldeeb, Sami 1998

*Mariages entre partenaires suisses et musulmans. Connaître et prévenir les conflits. Lausanne: Institut suisse de droit comparé (3ème édition).*

Angebrn, Thomas, Werner Weibel 1999

*Christlich-islamische Partnerschaften. Pastorale Handreichung der katholischen Kirche in der Schweiz. Luzern: SKAF (Leicht angepasste Neuauflage der Broschüre von 1986).*

Benturqui, Daisy et al. 1990

*Couples islamo-chrétiens – Promesse ou impasse? Lausanne: Edition du soc (Commission Islam du Département missionnaire des Églises protestantes de la Suisse romande).*

Gemeinschaft von Christen und Muslimen in der Schweiz 1997

*Eine Familie – zwei Religionen. – (Falblatt, zu bestellen unter Adresse: Postfach 6243, 3001 Bern).*

Hofstetter Rogger, Yvonne 1993

*Unsere Familie wird international. Eine Broschüre für Eltern binationaler Paare. Bern: Eidgenössische Ausländerkommission.*

## Zusammenfassung

Die Broschüre von Sami Aldeeb über rechtliche, religiöse und kulturelle Unterschiede, mit denen muslimisch-schweizerische Paare konfrontiert sein können, enthält stereotype Vorstellungen über binationale Paare und über Muslime. Dagegen wehren sich muslimische Gruppen und soziale Institutionen zu Recht. Weil ihr Prestige verglichen mit dem Schweizerischen Institut für Rechtsvergleichung verschwindend klein ist, findet ihre Kritik wenig Gehör. Da zudem beide Seiten ähnlich pauschal argumentieren, sind die Chancen gering, eine Diskussion jenseits von gegenseitigen kulturellen Vorurteilen zu führen. Wenn die Erfahrungen von binationalen Ehepaaren anhand der Migrationsbedingungen, des Verhandeln in der Beziehung und der Verbindungen des Paares zum Umfeld betrachtet werden, wird eine Sichtweise jenseits einer negativ gewerteten, oft unfassbaren «kulturellen Differenz», die für Konflikte verantwortlich gemacht wird, möglich.

## Résumé

La brochure de Sami Aldeeb sur les différences juridiques, religieuses ou culturelles auxquelles les couples musulmans-suisse peuvent être confrontés contient des stéréotypes concernant les musulmans et les couples binationaux, stéréotypes contre lesquels des groupes musulmans et des services sociaux se battent à juste titre. Mais leur notoriété est quasi nulle comparée à celle de l'Institut de droit comparé de Lausanne et leurs objections ne sont pas prises en compte. De plus, étant donné que l'argumentation des deux parties est basée sur la généralisation, il n'y a que peu de chances d'établir un dialogue qui dépasserait les préjugés culturels. Compte-tenu des expériences faites par les couples binationaux (conditions d'immigration, comportement des partenaires entre eux et relations du couple avec l'extérieur), il faudrait redéfinir la notion souvent vague de «différence culturelle», qui a une connotation négative et génère des conflits.



## «Er ist ein Muslim» – ein Erklärungsansatz im Konfliktfall?

MARIANNE HUBER GLÜNZ

Bei Konflikten mit Migrantinnen sucht man schnell nach kulturell-religiösen Erklärungen. Hilfe zum «Umgang mit muslimischen Asylsuchenden in Konfliktsituationen» wird gewünscht. Kehren wir die Frage um und sagen «Umgang mit christlichen Asylsuchenden in Konfliktsituationen», wird uns unmittelbar einleuchten, dass «christlich» allein nichts zu einer Klärung beiträgt. In diesem Sinn bietet der folgende Text keine schnellen Antworten, dafür liefert er Ansätze zum Nach- und Weiterdenken.

### Eine kleine Begebenheit: Teil 1

Im Büro einer Flüchtlingsunterkunft: Ein Betreuer, frisch angestellt, ohne Erfahrung, verteilt die eingegangene Post an die Asylsuchenden. Die Reihe kommt an Aziz aus Kurdistan. Aziz ist ein Mann in mittleren Jahren, eher zurückhaltend, korrekt. Statt dass der Betreuer Aziz dessen persönliche Post ohne Umstände aushändigt, dreht und wendet er den Brief und lässt seine Augen in aller Ruhe über den Absender schweifen. «Döndü, ... ist das deine Frau?» «Ja», gibt Aziz höflich, aber knapp Auskunft. «Schöner Name. Döndü, wirklich sehr schön.» Der Betreuer hält den Brief weiter in der Hand. Aziz' Stimme und Körperhaltung verändern sich abrupt: «Wenn du ein Kurde wärst, dann würde ich ...», sagt er scharf, und die geballte Faust, die er dem Betreuer entgegenschleudert und knapp unter seinem Kinn abbrennen lässt, zeigt, was er würde. Dies veranlasst nun seinerseits den Betreuer, das kleine Spiel von Macht und Provokation weiterzutreiben: «Was denn, deine Frau hat einen schönen Namen, das ist doch gut!» Aziz verharrt starr in seiner Drohgebärde, er dreht nicht weiter an der Spirale. Der Betreuer händigt ihm nun den Brief aus, und Aziz verlässt schnell den Raum.

#### Soziale Normen und Werte

Prägungen durch die Religion sind unterschiedlich stark. Bei etlichen Migrantinnen/-innen besteht eine gleichgültige, evtl. sogar kritisch-ablehnende Haltung gegenüber religiösen Traditionen. Aber so, wie wir im christlichen Raum unterschwellig von christlichen Wertvorstellungen geprägt sind, auch wenn wir nicht praktizierende Gläubige sind, so haben Muslime im Allgemeinen bestimmte islamische Grundvorstellungen mitbekommen:

- die starke Figur des Propheten, dessen religiöse und weltliche Führungsrolle;
- die Gemeinde der Gläubigen und ihre integrierende Wirkung;

- die Welt politisch-religiöser (gottgefälliger) Ordnung in islamischen Gebieten, der die Welt der Unordnung und des Unglaubens gegenübergestellt wird.

So prägt die religiöse Tradition wie eine Hintergrundströmung – unterschiedlich stark – das Leben von Migrantinnen/-innen aus islamischen Ländern. Die Hauptprägung erfolgt jedoch durch die sozialen Normen und Werte, die Strukturen der Familie und der grösseren Herkunftsgemeinschaft. Soziale Normen und religiöse Werte fließen ineinander über, sind manchmal schwer zu trennen, können aber auch in Spannung zueinander stehen. Auch darf nicht ausser Acht gelassen werden, dass verschiedene Religionsgruppen im gleichen kulturellen Raum unter Umständen ähnliche soziale Werte und Normen teilen.

Zum Beispiel weist das traditionelle Verständnis von Frauen- und Männerrollen im katholischen Sizilien durchaus Parallelen auf zum entsprechenden traditionellen Verständnis in islamisch geprägten Mittelmeerländern. Und einen griechischen und einen türkischen Fischer verbindet vielleicht mehr als eine Istanbuler Schriftstellerin mit einer ostanatolischen Bäuerin.

Hierher gehört auch der Hinweis darauf, dass der Kosovo-Albaner, der den St. Galler Lehrer erschoss, ein Katholik war.

Immer vor dem Hintergrund der eben getroffenen Differenzierungen sei im Folgenden versucht, einige soziale Werte und Normen aufzuzeigen, die das Verhalten von Migrantinnen und Migrantinnen aus islamischen Ländern möglicherweise mitprägen. Die Leitfrage in diesem Zusammenhang: «Welche Rolle spielt dabei die Gewalt? Wie und mit welchen Kontrollmechanismen wird sie eingesetzt?»

#### Die Bedeutung des Kollektivs

Ein wichtiges Ziel der Sozialisation in traditionellen Gesellschaften (islamisch oder nicht) ist die Ein- und Unterordnung des einzelnen Mitglieds in den Familienverband, ins Kollektiv. Je nachdem, welches Geschlecht, welches Alter, welche Stellung in der Geschwisterreihe man hat, wird man eine bestimmte Rolle zu lernen und auszuüben haben. Individuelle Fähigkeiten, Vorlieben, Abneigungen sind dem rollengerechten Verhalten untergeordnet.

Der damit verbundene grosse Anpassungsdruck wird mit unbedingter Solidarität des Familienverbandes belohnt.

Die Priorität des Familieninteresses vor individueller Selbstverwirklichung hat sich als Antwort auf verschiedene existentielle Härten entwickelt:

- ▶ Zur Existenzsicherung (z.B. durch Landwirtschaft) ist das Zupacken und Zusammenwirken der ganzen Familie notwendig.
- ▶ Da keine oder nur höchst ungenügende Sozialversicherungen bestehen, müssen Schwierigkeiten der Einzelnen von der ganzen Familie aufgefangen werden (Alter, Krankheit, Arbeitslosigkeit).
- ▶ Politische Willkür und wirtschaftliche Krisen können nur mit gegenseitiger Hilfe bewältigt werden: Die Betreuung von Gefangenen oder auch Kranken (Nahrung, Kleidung, Bettwäsche) ist nicht sichergestellt, wenn sich die Familie nicht darum kümmert.



Punkt. Schluss der Umgebung: Die Männer dieser Familie sind nicht in der Lage, ihre Frauen zu schützen. Sie sind schwach, haben Unordnung im Haus.

Erst durch eine entscheidende Handlung der «fehlbaren» Frau gegenüber (schnelle Verheiratung mit dem Mann, Verstossung, im Extremfall Ermordung) kann die in Frage gestellte Ehre wiederhergestellt werden.

In einer geschlossenen traditionellen Gesellschaft wird die Aufrechterhaltung der Ehre durch eine Vielzahl von Schutzmechanismen erleichtert: Trennung der Männer- und Frauenwelt, klare Rollen-erziehung, detaillierte Verhaltensregeln (z.B. der Söhne den Vätern gegenüber). Das

rollengemässe Verhalten und die soziale Kontrolle sind vorbeugende Massnahmen, damit es so selten wie möglich zum Einsatz von Gewalt, dem letzten Mittel zur Wiederherstellung der eigenen Stärke, kommen muss. Durch politisches Verhalten (Vermitteln, Einsatz von Autorität, Ermahnung) wird versucht, dort, wo es zu einer Eskalation kommt, einzugreifen. Eskalationen versucht man aus verschiedenen Gründen vorzubeugen:

- ▶ Sie bringen Unruhe in die Gemeinschaft. Die Dinge nehmen nicht ihren gewohnten Gang. Das islamische Ideal, in dem Ordnung herrscht und die Dinge ihren Platz haben, ist erschüttert.
- ▶ Das Prinzip der unbedingten Familiensolidarität zwingt dazu, Gewalt, die einem Familienmitglied angetan worden ist, zu rächen. Daraus können sich allgemein gefürchtete Familienfehden entwickeln, die ihre eigenen destruktiven Gesetzmässigkeiten haben.

#### *Brüchigwerden der Werte und Normen*

Relativ geschlossene traditionelle Gesellschaften – wie oben beschrieben – gibt es nur noch selten. Wirtschaftliche Einflüsse, der Einbruch der Weltkultur (symbolisiert durch das Fernsehen) verändern die Gesellschaften und die Biographien der Einzelnen. Kriege mit all ihren traumatisierenden und destabilisierenden Begleiterscheinungen generieren gewalttätig-assozielles Verhalten. Zum Teil werden soziale Kontrollmechanismen auch durch Migration brüchig. Landen Migranten/-innen z.B. in den Slums der Grossstädte oder in Ausländerghettos ohne Perspektiven, dann bilden wirtschaftliche Ver-

#### *Der Begriff der Ehre*

Nur ein gegen aussen starker Familienverband kann seine Aufgaben als soziales Sicherheitsnetz ausreichend erfüllen. Die Stärke des Familienverbandes wird an einem wichtigen Kriterium gemessen, dem der Ehre.

Für die Ehre der Männer und die Ehre der Frauen gibt es unterschiedliche Indikatoren:

Die Ehre eines Mannes misst sich am Respekt, der ihm seine Familie (seine Söhne) entgegenbringen, an seiner Gastfreundschaft (die immer auch eine Verpflichtung des Bewirteten ihm gegenüber beinhaltet), an seiner körperlichen Stärke und notfalls Kampfbereitschaft. Auch Reichtum, verbunden mit den genannten Eigenschaften, verhilft einem Mann zu Ehre und Ansehen (früher z.B. grosse Herden, viel Land; heute das eigene Geschäft, ein teures Auto etc.). Die Ehre der Frauen wird am sexuellen Verhalten gemessen (Unberührtheit der ledigen Frauen, strenge Monogamie der verheirateten).

Die Aufrechterhaltung der Ehre muss gewahrt sein. Wenn die Ehre in Frage gestellt ist, muss sie wieder hergestellt werden, im Extremfall mit Gewalt.

Ein Beispiel: Ein junger Mann und eine junge Frau haben ein Verhältnis. Die Sache wird publik, ist nicht mehr zu vertuschen. Nicht die Tat an sich, sondern das *Öffentlichwerden* der Tat ist der kritische



# Die Erziehung türkischer Kinder ist mit Sicherheit härter als bei uns, aber mit Sicherheit weniger totalitär

elendung, Verwahrlosung, Überleben durch Teilnahme an kriminellen Geschäften (Drogen etc.) ein Klima, in dem Gewalt eher durch die universellen Gesetze der Unterwelt als durch kulturelle Hintergründe erklärt werden muss.

Die Ankunft in der Fremde verunsichert. Als Wegbereiter dienen den Migranten/-innen Landsleute, die schon länger hier sind. Was sie vermitteln, genießt mehr Vertrauen als das, was Schweizer/innen sagen, weil sie beides kennen: den Ort, wo man herkommt, und den Ort, wo man hingeraht ist. Das erklärt auch die Bedeutung von interkulturellen Mitarbeitern/-innen. Vertraut mit Sprache und Herkunftsort einer bestimmten Gruppe sowie mit den schweizerischen Gegebenheiten, haben sie eine wichtige Scharnierfunktion. Im Erkennen, Deuten und Entspannen von Konflikten sind sie in der Sozialarbeit mit Migranten/-innen unentbehrlich.

Brüchig gewordene soziale Kontrollmechanismen, verwirrendes Umfeld, Fremdenfeindlichkeit können zu verhängnisvollen Gewaltspiralen führen, in die vor allem jüngere Männer verwickelt sind: Die Orientierungslosigkeit in der Fremde, verstärkt durch Ablehnung der Einheimischen und die Leere arbeitsloser Tage, fördert den engen Zusammenschluss in Gruppen: In der Gruppe kann man der Ablehnung besser begegnen, die Verunsicherung besser verdrängen. In der Gruppe findet man auch den Raum, die männlichen Werte (Stärke, Solidarität), auf die hin man erzogen wurde, zu leben. Die Gruppe wiederum löst Misstrauen aus bei den Einheimischen, z.B. bei Ordnungskräften. Fehlverhalten (Einschlagen einer Scheibe, fehlendes Billett) wird schneller kriminalisiert. Das wiederum stärkt die Gegenwehr und Identifikation mit der Gruppe (Stichwort «Jugendbanden»). Eine Spirale aus Ausgrenzung und Gegenwehr setzt ein, die sich bald einmal im kriminellen Milieu verlieren kann.

## **Ausdrucksformen von Gewalt in der Betreuung von Migranten und Migrantinnen**

### *Gewalt unter Männern*

Im Vorfeld gewalttätiger Auseinandersetzungen stehen verschiedene Drohgebärden wie laute Stimme, Ballen der Faust, herausfordernde Körperhaltung.

Der, dem die Drohgebärden gelten, fühlt sich zum Kampf herausgefordert und muss sich der Situation stellen. In dieser Situation greifen häufig Gruppenmechanismen, um eine gemeinschaftsschädigende Eskalation der Gewalt zu vermeiden. Die Umstehenden werden sich lautstark einmischen; was von aussen eventuell ziemlich bedrohlich aussieht, ist in Tat und Wahrheit ein differenzierter Prozess, um eine konflikträchtige Situation zuerst in der Balance zu halten und langsam zu entspannen.

Das gelingt u. a. dadurch, dass vermieden wird, den Angreifer oder den Angegriffenen blosszustellen. Um die Ehre nicht zu gefährden, gibt man im Disput mal dem einen, mal dem anderen Recht, bietet Kompromissvorschläge an und versucht so, beiden Seiten einen Ausweg aus dem drohenden gewalttätigen Duell anzubieten, ohne dass sie dabei das Gesicht verlieren müssen.

Funktionieren diese Gruppenmechanismen nicht, eskaliert der Konflikt zur Schlägerei, die evtl. weitere Gewalttätigkeiten nach sich zieht, da der Unterlegene die Schmach der Niederlage wettzumachen versucht.

### *Gewalt in der Familie*

Manche Betreuer und Betreuerinnen von Migranten/-innen haben Mühe damit, dass Kinder häufig geschlagen werden. Schläge sind in muslimischen Familien (nicht nur in muslimischen) ein anerkanntes Erziehungsmittel. Erwachsene Männer erzählen bisweilen mit liebevollem Stolz, wie oft sie von ihrem Vater verprügelt wurden und wie gut er es mit ihnen gemeint habe.

Für uns ist in diesem Zusammenhang wichtig, wie sich das Kind den Eltern gegenüber verhält. Ist es fröhlich, gerne mit den Eltern zusammen? Wird es auch liebevoll umarmt? Interventionen sind in solchen Fällen nicht nötig. Wir können uns, wenn wir die allzu rasch ausgeteilten Ohrfeigen nicht vertragen, mit dem Satz des Ethnologen Werner Schiffauer trösten, der über die Erziehung türkischer Kinder sagt: «Sie ist mit Sicherheit härter als bei uns, aber mit Sicherheit weniger totalitär.» Kinder werden geschlagen, wenn sie sich nicht situationsgerecht verhalten (der Mutter beim Kochen vor die Füße rennen und diese deshalb etwas fallen lässt). Sie werden aber kaum moralisch abgestempelt.

Nach der Ohrfeige ist die Sache vergessen, das Kind kann keine Minuspunkte sammeln.

In seltenen Fällen werden wir eingreifen müssen: gegen Eltern, die ihr Kind immer wieder grundlos und heftig bis hin zu Verletzungen schlagen, werden wir selbstverständlich alle nötigen Schutzmassnahmen in die Wege leiten, auch wenn diese Massnahmen vielleicht längerfristig nicht greifen können (Wegweisung nach dem Asylverfahren, Verschwinden der Familie).

### Gewalt gegen Frauen

Eine Realität, die uns hie und da zu schaffen macht, ist das Schlagen von Frauen durch ihre Männer. Gewalt gegen Frauen ist im patriarchalischen Kontext ein weltweites Problem. Manche Männer meinen, Frauen schon prophylaktisch den Meister zeigen zu müssen, eben indem sie sie schlagen, damit sie nicht auf dumme Gedanken kommen (oder emanzipatorischer, damit sie ihre eigene Stärke gar nicht erst entdecken können, mit der sie die Vorherrschaft der Männer in Frage stellen könnten). Den geschlagenen Frauen ist das, was ihnen widerfährt, oft schon von der Mutter, der Schwester, der Nachbarin her bekannt. Das Geschlagenwerden wird hingenommen, Strategien der Auflehnung (Trennung, Frauenhäuser ...) sind höchstens punktuell vorhanden. Das Schlagen ist Privatsache, man mischt sich nicht ein. Geholfen wird den geschlagenen Frauen nachher: Sie werden von den anderen Frauen getröstet, man beklagt sich gemeinsam über die Männer, die «nun einmal so sind.»

Der Appell von Schweizern und Schweizerinnen an geschlagene Frauen, sich zu wehren, hilft den geschlagenen Frauen nur dort, wo der Entschluss, den Mann zu verlassen, von dieser selbst schon getroffen ist. Das ist eher selten der Fall. Den Frauen wird am ehesten geholfen, wenn sie ihre Strategien, mit dem Geschlagenwerden umzugehen, anwenden können, z. B. Frauen ähnlicher Herkunft um sich haben, die ihre Erfahrungen teilen (in den isolationsfördernden Asylstrukturen leider oft ein Wunschtraum).

### Eine kleine Begebenheit: Teil 2

*Kommen wir auf den Vorfall zwischen Aziz und dem Betreuer zurück. Vor dem Hintergrund der gemachten Ausführungen sei eine Deutung gewagt:*

*Auf Seiten des Schweizers: Es geht um Macht und Unterwerfung. Der unerfahrene (und möglicherweise verunsicherte) Betreuer dringt in die Privatsphäre eines anderen ein. Es geht ihm nichts an, von wem Aziz Post bekommt. Statt ihm den Brief ohne Umstände auszubändigen, hält er Aziz hin, unbestimmt lange und ohne Grund. Auf Seiten von Aziz: Es geht um vorsichtige Konfliktvermeidung und unumgängliche Positionierung: Seiner Situation als Asylsuchender bewusst, versucht er sich dem Machtspiel mit einer kurzen Antwort zu entziehen und möglichst seine Ungeduld nicht zu erkennen zu geben. Aziz ist nicht allein, mehrere Männer, zum Teil auch Kurden, stehen im Raum. Und nun wirft der Betreuer ein Auge auf seine Frau: «Döndü, ... ein schöner Name.». Aziz darf das nicht zulassen, soll die Ehre seiner Frau, soll seine Ehre nicht beschmutzt werden. Er muss – ungeachtet seiner Abneigung vor unnötigen Konflikten – Kampfbereitschaft signalisieren. und er tut es. Er tut es gerade in dem Mass, wie es unumgänglich ist: Das statische Verharren in der Drohgebärde reicht aus, um den Betreuer zur Herausgabe des Briefs zu bewegen.*

**Die Situation  
der Asylsuchenden  
in den Zentren  
ist an sich  
konfliktfördernd**

### Hinweise zur Konfliktprävention in Kollektivunterkünften von Asylsuchenden

Die Situation der Asylsuchenden in den Zentren ist an sich konfliktfördernd. Den Möglichkeiten des Betreuungsteams, dies zu ändern, sind Grenzen gesetzt. Konfliktfördernde, nicht beeinflussbare Faktoren:

- ▶ Die unsichere Zukunft (wahrscheinlich Wegweisung, aber wann?)
- ▶ Arbeits- und Beschäftigungslosigkeit
- ▶ Trennung von der Familie, Einsamkeit
- ▶ Stressfaktoren, die sich zum Teil mildern lassen:
  - Warten, Langeweile. Milderung durch: Sportanlässe, Ausflüge, kurzfristige Beschäftigungseinsätze
  - Mangelnde Privatsphäre. Milderung durch: genügend abschliessbare Schränke, kleine Bettenzahl pro Schlafräum, bei der Zimmerzuteilung Wünsche der Asylsuchenden berücksichtigen

Vielen Asylsuchenden sind die Grundzüge der Sozial- und Betreuungsarbeit unvertraut. Das Nebeneinander von Anordnungen, Verboten einerseits und Verständnis- und Gesprächsbereitschaft andererseits irritiert manche. Sie machen in dieser Hinsicht Lernprozesse durch.

Wichtig für die Zentren: Klare Linien, dort wo sie nötig sind. Möglichkeiten und Grenzen, Rechte und



Pflichten der Asylsuchenden klar und deutlich und wiederholt aufzeigen (individuell beim Eintritt, kollektiv bei Hausmeetings etc.). Keine leeren Drohungen! Grenzüberschreitungen gemäss Ankündigung sanktionieren. Ausnahmen müssen für alle Asylsuchenden einsehbar, nachvollziehbar sein.

*Gleichbehandlung*, keine Privilegierungen. Am Gefühl, ungerecht behandelt worden zu sein, können sich endlose Machtkämpfe zwischen Asylsuchenden und Betreuer/-innen entzünden. («Wenn ich mich sonst schon nicht wehren kann, das lasse ich mir nicht gefallen!»). Es lohnt sich, hier Energie zu investieren und bei der Zuteilung der Hausarbeit, des persönlichen Privatbereichs, der raren Gelegenheitsjobs etc. penibel auf Gleichbehandlung zu achten.

*Im Gespräch sein* mit den Asylsuchenden: manchmal verfügen einzelne Asylsuchende über Autorität durch ihr Alter oder Ansehen in einer Gruppe. Sie können beim Ausbalancieren von schwelenden Konflikten einen wichtigen Einfluss ausüben. Eine gute Beziehung zwischen ihnen und dem Team erweist sich in solchen Momenten als wertvoll.

«Sicherheitsdispositive» im Notfall: Immer wieder einmal wird man in der Betreuung mit kriminellen Asylsuchenden konfrontiert. Hier reichen die erwähnten Hinweise nicht. Hier muss effizient und rasch eingegriffen werden. Dafür ist die im Voraus geplante Zusammenarbeit mit weiteren Stellen – in erster Linie der örtlichen Polizeibehörde – unerlässlich zum Schutze der Umgebung. Es ist darüber hinaus auch eine klare Botschaft an potentiell gewaltbereite Asylsuchende: Wir haben hier ein Sicherheitsdispositiv zum Schutz der Asylsuchenden und der weiteren Umgebung. Wer immer die Sicherheit gefährdet, wird entsprechend sanktioniert.

**Marianne Huber Glünz**, Caritas Schweiz, war sechs Jahre im Bereich Migration vorwiegend mit Migrantinnen aus der Türkei und dem Iran tätig.

.....  
**Literatur zum Thema**

Schiffauer, Werner 1983

*Die Gewalt der Ehre*. Frankfurt a.M.: Subrkamp.

Tertilt, Hermann 1996

*Türkisch Power Boys. Ethnographie einer Jugendbande*. Frankfurt a.M.: Subrkamp (Über soziale Normen in der türkischen Gesellschaft).

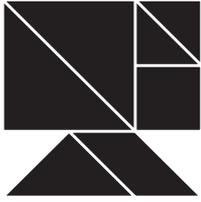
Choukri, Mohamed 1993

*Das nackte Brot*. Frankfurt a.M.: Die andere Bibliothek (Der Überlebenskampf eines entwurzelten Jugendlichen in Marokko).

**Résumé**

*La religion et la culture peuvent-elles expliquer les conflits avec des immigrés? Telle est la question que se pose l'auteur. Car la religion n'a pas toujours les mêmes effets. De même que nous sommes influencés par des valeurs chrétiennes, les musulmans sont eux aussi influencés par certaines valeurs islamiques. Mais les normes et les valeurs sociales, les structures familiales et communautaires ont plus d'impact que la tradition religieuse. Des normes et des valeurs devenues précaires peuvent provoquer des spirales de violence fatales lorsque les mécanismes de contrôle social ne fonctionnent plus.*

*Dans la seconde partie de l'article, l'auteur expose les différentes formes de violence auxquelles le personnel en relation avec les immigrés peut être confronté. Elle donne quelques conseils concernant la prévention des conflits dans les foyers de requérants d'asile: instaurer le dialogue, traiter tous les demandeurs de la même façon, montrer clairement aux requérants quelles sont les possibilités qui leur sont offertes et les limites qu'ils ne doivent pas dépasser et enfin mettre en place des dispositifs de sécurité en cas d'urgence.*



## Muslimische Kinder in der Schweiz – der Balanceakt mit der andern Religion

BARBARA STRÄULI ARSLAN, BRIGITTE HECKENDORN-HEINIMANN

*Viele Kinder aus muslimischen Familien leben hier in einem Spannungsfeld von zwei verschiedenen Welten, die einander oft mit Vorurteilen begegnen. Die Unterschiede sind aber weniger durch die beiden Religionen als durch gegensätzliche gesellschaftliche Systeme und die Situation in der Emigration geprägt.*

Die Fernsehserie *Das Schwert des Islam* und der Roman *Nicht ohne meine Tochter* fanden vor einigen Jahren weite Aufmerksamkeit in der Schweiz. Der Tod von Schweizer Touristen beim schrecklichen Attentat von Luxor, zu dem sich eine muslimische Splittergruppe bekannte, wühlte die Bevölkerung der ganzen Schweiz auf. Weite Kreise stellen sich den Islam als gewalttätige Religion vor und denken sich Muslime als patriarchale Tyrannen, die ihrer Ehefrau keine Achtung entgegenbringen, sie unterdrücken und allenfalls verstossen.

Vereinfachungen sind manchmal notwendig, sie helfen, eine komplexe Welt zu ordnen. Doch so, wie uns der Islam oft in Schlagzeilen und einseitigen Berichten entgegentritt, wird eine diffuse Angst vor den bei uns ansässigen muslimischen Mitmenschen geweckt. Sie macht blind dafür, dass diese Nachbarn in der Regel dieselben Sorgen und Freuden haben wie wir selbst. Diese Blindheit hält sich hartnäckig, und Muslime werden bei uns immer wieder stellvertretend verantwortlich gemacht für politische Veränderungen und Missetaten, die irgendwo in der islamischen Welt geschehen.

In einer besonderen Lage befinden sich Kinder aus islamischen Familien, die hier aufwachsen. Sie erleben in der Schule einen intensiven Integrationsprozess in die Schweizer Gesellschaft, der aber durch die negative Behandlung ihrer muslimischen «Andersartigkeit» empfindlich gestört werden kann. Im Laufe ihres Aufwachsens in der Schweiz, vor allem in der Pubertät, müssen sie für sich klären, wie sie die Religion ihrer Eltern und Grosseltern im nichtmuslimischen Umfeld leben können und wollen. Das ist deshalb besonders schwierig, weil ihnen von beiden Seiten, nämlich der schweizerischen Mehrheit und der eigenen muslimischen und nationalen oder ethnischen Minderheit, der sie angehören, Zuschreibungen zugeschoben werden, die sie entweder ablehnen oder aber in ihr Identitätsverständnis integrieren müssen. Es soll hier versucht werden, dieses Spannungsfeld darzustellen:

### Eltern Muslime? Daher die Schulschwierigkeiten ...

Das Bekenntnis zu einer Religion gilt in der säkularen Gesellschaft bei uns heute als Privatsache. Doch so wie das Christentum jahrhundertlang das Fundament der europäischen Staatenwelt war und Angriffe gegen christliche Dogmen als Angriffe gegen die Grundlagen der Gesellschaft ausgelegt wurden, ist der Islam heute noch weit mehr als ein persönliches Bekenntnis. Er nimmt für sich in Anspruch, das gesamte Leben der Menschen, das Recht, die Politik, die Wirtschaft, die Kunst, die Wissenschaft, die Schule, die Sitten und Gebräuche zu regeln, mitzubestimmen und zu befruchten.

Beim allgemein gängigen Wissen über den Islam ist der Umgang mit muslimischen Familien nicht selten von der Vorstellung geprägt, dass der Islam überall gleich sei und jeder Türke, jeder Einwanderer aus dem Nahen und Mittleren Osten oder aus Nordafrika gläubiger Muslim sei. Entsprechend müssten Kinder aus muslimischen Familien Erklärungen dazu abgeben, woher sie kommen und was genau sie glauben, und sind dabei aber meist überfordert. Als Grund für schulische Schwierigkeiten, gewalttätiges Verhalten eines Primarschülers oder besondere Ängstlichkeit eines Mädchens wird immer noch häufig die Religionszugehörigkeit zum Islam bzw. die besondere muslimische Erziehung genannt. In solchen Momenten werden «die Muslime» als homogene Gruppe, «der Islam» als von allen seinen Vertretern-/innen hier absolut identisch gelebte Religion verstanden. Wie absurd das ist, wird sofort klar, wenn wir die Behauptung aufstellen wollten, dass eine katholische Schülerin aus Südamerika und eine aus Holland oder eine aus Paris und eine aus dem Oberwallis automatisch dasselbe Verhalten und dieselben Glaubenseinstellungen hätten.

Die 200 000 Muslime in der Schweiz sind in voneinander sehr verschiedene Gruppen aufgeteilt, in türkische, arabische, albanische, bosnische, kurdische und persische und verschiedene andere, jede einzelne verfügt wieder über ein eigenes Spektrum von orthodox bis liberal. Für alle gelten zwar die grossen Gebote des Islam und die religiösen Feste. Doch schon die Vorschrift, fünfmal täglich zu beten, ist für einen Muslim oder eine Muslimin angesichts der Arbeitssituation oft zum Scheitern verurteilt und zwingt ihn oder sie zu, auch gemäss



muslimischer Tradition erlaubten, Kompromissen. Es ist nämlich ohne weiteres erlaubt, das Gebet zu einem späteren Zeitpunkt nachzuholen, wenn die Umstände die peinlich genaue Einhaltung der Regel verunmöglichen haben. Angesichts der für aufgeklärte Muslime vielen legitimen Möglichkeiten, die fundamentalen Prinzipien des Korans den Lebensumständen anzugleichen, ist es verfehlt, als Erklärung für das kindliche Verhalten oder Fehlverhalten in der Schule den Islam an sich anzuführen. Muslimischen Zuwanderern aus dem ehemaligen Jugoslawien ist es zum Beispiel bis heute nicht gelungen, verständlich zu machen, dass der Islam bei ihnen eher als Familienreligion oder als Minderheitenreligion gelebt wird und keine Handhabe bietet zur Erklärung von Gewalttätigkeit, patriarchalem Verhalten oder Analphabetismus. Noch schwieriger lassen sich Unterschiede in der Lebensgestaltung darstellen, die sich aus ländlicher, städtischer oder bildungsspezifischer Herkunft ergeben. Da finden sich kaum Gemeinsamkeiten im Alltagsleben ausser vielleicht in Traditionen, wie die islamischen Feste gefeiert werden. Gemeinsam und für Schüler und Schülerinnen aus eingewanderten muslimischen Familien von ländlicher und bildungsmässig unterprivilegierter Herkunft oft prägender als das muslimische Bekenntnis ist das schwierige Leben einer Arbeiterfamilie in der Fremde. Der Kontakt zu den Landsleuten ist oft die einzige wirkliche soziale Bindung, die solche Familien kennen. Kinder sollen also nicht in erster Linie aufgrund ihrer Religionszugehörigkeit beurteilt werden. Andererseits ist diese *Religionszugehörigkeit* aber auch eine Tatsache, der man im Schulalltag Rechnung tragen muss (siehe den Beitrag von Tobler in dieser Ausgabe von TANGRAM). In den letzten Jahren ist die Akzeptanz gegenüber dem Islam gerade in der Schule gestiegen. Emotionale Kommentare von Erwachsenen wie «Das Kopftuch dieser Schülerin möchte ich einfach abreißen» sind kaum mehr zu hören. Verschiedene Lösungswege für die Integration muslimischer Kinder in den «heiklen» Bereichen des Unterrichts haben sich etabliert. Obligatorisches Schwimmen für Primarschüler/innen? Gläubige Familien sind einverstanden mit «Schwimmen im T-Shirt». Kochen an der Oberstufe? Die Hauswirtschaftslehrerinnen haben schon längst von Schweinefleisch auf

anderes Fleisch umgestellt. Fasten im Ramadan? Die Kinder rechnen, anstatt zu turnen, oder machen in einer anderen Klasse mit, wenn gekocht und gegessen wird. Unpraktische Kleider der Mädchen im Turnen? Der lange Mantel wird durch einen Trainingsanzug ersetzt. Und schliesslich: Dispens an den hohen Feiertagen? Verschiedene Kantone und Gemeinden haben den Dispens für die beiden grossen Feste der Muslime, das Zuckerfest und das Opferfest, geregelt. Den Kindern helfen solche pädagogischen Lösungen sehr, um den Wechsel zwischen Familie und Schule mit weniger Konflikten zu erleben. Denn die Erwartungen der Familien und der Schule stehen sich oft diametral gegenüber.

**Schweizer Schule?  
Sie lehrt Individualismus, das heisst Egoismus**

Die Spannungen treten auf, sobald sich die Kinder in den zwei verschiedenen Welten zu bewegen beginnen – vorerst beim Eintritt in den Kindergarten und in die Schule, danach verstärkt in der Pubertät, in der sie bewusst und reflektierend anfangen, beide Systeme zu vergleichen. Als Grundsatz kollektiver Gesellschaften gilt: Das Gemeinwohl ist wichtiger als das Eigenwohl. Die Erziehung zur Solidarität mit den Familienangehörigen steht im Mittelpunkt. Kinder wissen beispielsweise, dass sie als Erwachsene später für ihre Eltern sorgen müssen. Die Kernfamilie wie auch die Grossfamilie, die Verwandtschaft, die Sippe stehen im Zentrum aller Bemühungen. Im Austausch dafür erhält der Einzelne oder die Einzelne Geborgenheit und Unterstützung – auch materielle Unterstützung. Viele islamisch geprägte Gesellschaften kennen keine getrennte Kinderwelt, wie sie im europäischen Denken des 20. Jahrhunderts entstanden ist. Kinder sind dafür praktisch immer und überall in der Familie dabei, also Teil des Kollektivs.

Hier zeigt sich oft ein spannungsvoller Gegensatz zu der bei uns gängigen Erziehung zum Individuum, zur Entscheidungsfähigkeit des Einzelnen. So lassen sich Eltern bei uns ohne weiteres von ihren Kindern kritisieren. In der Schule wird nach persönlichen Meinungen gefragt. Auf die Erziehung zur

**Nicht  
der Koran und  
der Islam, sondern die  
patriarchale Gesellschaft führten  
zum überspitzten  
Ehrbegriff**

Selbständigkeit und Selbstverwirklichung legt man grossen Wert. Selbstverwirklichung, wie man sie im Westen kennt, deuten aber traditionell gläubige Muslime (und auch sonst Angehörige eher kollektiv orientierter Gesellschaften) gerne als puren Egoismus.

Bleibt dieser Unterschied in den Erziehungszielen zwischen Schule und Familie unbewusst, so führt dies für die Kinder zu inneren Konflikten und Loyalitätsproblemen. Unter dem Zwang, die zwei Welten voneinander zu trennen, erzählen sie der einen nichts von der andern. Muslimische Eltern können ihrerseits die Schule als Bedrohung für ihre Erziehungsbemühungen empfinden, da sie durch den westlichen Individualismus ihren erzieherischen Einsatz zum Wohl der Gemeinschaft missachtet fühlen. In Familien, in denen Bildung und Ausbildung eine grosse Rolle spielen, verfügen die Kinder und Jugendlichen über bessere Möglichkeiten, die eigenen Identitätsfragen zu definieren und zu lösen.

**Manche Muslime  
werden erst hier  
zu überzeugten  
Gläubigen**

### Die Geschlechterfrage als Prüfstein der Integration

Die unterschiedliche Erziehung von Mädchen und Knaben ist bei uns ein besonderes Gesprächsthema, umso mehr, als die Forderung nach Gleichberechtigung von Frau und Mann noch nicht lange zurückliegt und die muslimische Geschlechtertrennung oft Echos aus einer eigenen bewältigt geglaubten Vergangenheit und eine besondere Abwehr heraufbeschwört.

Die unterschiedliche Erziehung der Geschlechter zeigt sich praktisch darin, dass muslimische Mädchen in Kindergarten und Schule oft mehr Verantwortung übernehmen als andere, da sie offenbar schon früh bereit sind, einen Teil der familiären Haushaltspflichten zu tragen. Die jüngeren Knaben hingegen scheinen oft verwöhnt zu sein und weigern sich sogar, ihren Anteil an die allgemeine Ordnung beizusteuern.

Die Unsicherheit in der Emigration, die Angst vor dem Verlust der eigenen Werte kann muslimische Eltern dazu bringen, ihren Töchtern zu gebieten,

Kopftuch und verhüllende Kleidung zu tragen, oder auch mit rigorosen Verboten und Bestimmungen zu fordern, dass sie sich von scheinbar schädlichen Einflüssen fern halten. Teilweise weigern sich Eltern, ihre Töchter am Schwimmunterricht teilnehmen zu lassen, weil es mit ihren religiösen Vorstellungen nicht zu vereinbaren ist, dass sich Mädchen im Badeanzug zeigen. (Im Falle der Kleidervorschriften

gibt es keine von allen Muslimen akzeptierte Auslegung, die besagt, wie sich eine Frau zu bekleiden habe. Die Vorschrift besagt lediglich, dass die Kleidung anständig und dezent zu sein hat. Die verbreitetste Auslegung in strenggläubigen Kreisen ist die, dass Körper und Kopf bedeckt zu sein haben und lediglich Gesicht und Hände frei sichtbar sein dürfen.)

Manche Eltern verbieten ihren Töchtern auch die Teilnahme an Schullagern, weil sie fürchten, dass die Jugendlichen zu wenig

beaufsichtigt seien, ja dass sie nicht nach Geschlechtern getrennt übernachteten. Oft liegen solchen Ängsten mangelnde Kenntnisse der hiesigen Regeln und Unsicherheit zugrunde. Gute Informationen, gegenseitiges Verständnis und klare Abmachungen bringen auch in diesen Fragen oft sinnvolle Lösungen. Grundlegend ist, dass Schulregeln und die beidseitigen Pflichten der Eltern und der Schule klar umrissen werden.

Mädchen wachsen hin und wieder in einem zu schweren Spannungsfeld und unter zu grossen Belastungen auf. Das kann zu gravierenden familiären Auseinandersetzungen führen, insbesondere im Falle von Beziehungen der Mädchen zu jungen Männern. Wichtig ist hier zu wissen, dass in den Mittelmeergesellschaften (auch in den nichtislamischen) der Verlust der Ehre nicht nur dem jungen Mädchen angelastet wird, sondern der ganzen Familie. Angst vor der Familienschande bestimmt die Väter oft zu harten und für uns unverständlichen Haltungen ihren Töchtern gegenüber. Solche Konflikte verunmöglichen manchen Mädchen eine freie Schul- oder Berufswahl. Ihre Freizeit spielt sich im familiären, häuslichen Bereich und bei gleich gesinnten Verwandten und befreundeten Familien ab. Kontakte zwischen muslimischen Mädchen aus strenggläubigen Familien und Schweizer Freundinnen sind meist nur im Rahmen von Schule und Ar-



beit möglich. Kino- oder gar Discobesuche werden von den Vätern oftmals nicht erlaubt. Lösungswege sind hier Unterstützung im Gespräch durch Freunde der Familie, die der Familie auch eine gewisse Garantie bringen, dass keine Gefahr der Ehrverletzung besteht. Trotzdem kann eine Krise oder ein temporärer Bruch mit der Familie unvermeidlich sein. Bei beidseitiger Gesprächsbereitschaft können oftmals Lösungen zu einer grösseren beruflichen Freiheit gefunden werden.

In der innerislamischen Diskussion zu dieser Frage weisen muslimische Feministinnen immer wieder darauf hin, dass nicht der Koran und der Islam, sondern die patriarchale Gesellschaft zum überspitzten Ehrbegriff führte, der in unserem Umfeld so archaisch wirkt.

Zur Erziehung sagt der Prophet Mohammed: «Wer seine Töchter gut erzieht und keinen Unterschied zwischen ihnen und seinen Söhnen macht, wird im Paradies nahe bei mir sein.» Gegensätzlich zur landläufigen Meinung ist der Stellenwert der Bildung in vielen islamischen Kreisen deshalb hoch, und zwar sowohl für Mädchen als auch Knaben. Gemäss dem Koran haben Buben und Mädchen den Auftrag, viel und gut zu lernen. Ein Ausspruch des Propheten besagt: «Die Tinte des Schülers ist kostbarer als das Blut des Märtyrers.» Es fällt auf, dass in der Türkei, im Nahen und im Mittleren Osten der Anteil an Anwältinnen, Ärztinnen und Professorinnen höher ist als in der Schweiz.

## Das Kind zwischen Anpassung und Widerstand

Die Religion kann den Menschen in einer fremden und in vielem unverständlichen Umwelt Halt und Stabilität geben. In diesem Bereich polarisiert sich die muslimische Bevölkerung in der Schweiz: Bei den einen nimmt die religiöse Praxis in der Emigration ab, bei andern verstärkt sich die islamische Frömmigkeit. Wahrscheinlich gerade wegen Unsicherheit und Schwierigkeiten am Arbeitsplatz, bei der Wohnungssuche und wegen der Angst, dass die Kinder hier der eigenen Kultur entfremdet werden, wächst die Sehnsucht nach vertrauten Strukturen und Geborgenheit. Manche Muslime werden erst hier zu überzeugten Gläubigen, die die religiösen Gebote streng beachten und die Familie, besonders die Kinder, dazu anhalten, dies ebenfalls zu tun.

Damit die Kinder, die sich tagtäglich in zwei Welten aufhalten, in diesen beiden Kulturräumen Fuss fassen können, sollten sie sich nicht als Aussenseiter empfinden, sondern das Sowohl-als-auch gestärkt und gefestigt leben und die zu ihnen passenden Wege und Chancen finden können. Dass das keine Utopie ist, zeigen zum Beispiel die beiden hier lebenden Kinder Faysal und Gafur: Faysal, der in Ägypten wie ein kleiner Ägypter, und Gafur, der in Albanien wie ein kleiner Albaner denkt, redet und

fühlt. Kaum sind die beiden aber wieder in Zürich, sind sie waschechte kleine Zürcher. Sie sind keine multikulturellen Mischlinge, sondern starke, von zwei Kulturen bestimmte Persönlichkeiten.

**Barbara Sträuli Arslan** ist wissenschaftliche Mitarbeiterin der Bildungsdirektion des Kantons Zürich mit den Spezialgebieten Interkulturelle Pädagogik, Islam, Mehrsprachigkeit in der Schule und Schulentwicklung.

**Brigitte Heckendorn-Heinimann** unterrichtet als Lehrerin fremd- und mehrsprachige Kinder und Jugendliche, ist Kursleiterin im Bereich Interkulturelle Pädagogik in der Aus- und Fortbildung von Lehrkräften und Mitglied der Eidg. Ausländerkommission (EKA).

### Literatur

- Falaturi, Abdoljavad, Udo Tworuschka 1996  
*Der Islam im Unterricht. Beiträge zur interkulturellen Erziehung in Europa.*  
 Braunschweig: Georg-Eckert-Institut für Internationale Schulbuchforschung.
- Furrer, Priska, Romano Müller 1992  
*Kinder aus der Türkei – Ein Handbuch für die Arbeit mit türkischen Kindern und Jugendlichen und deren Eltern. (Interkantonale Arbeitsgruppe Interkulturelle Erziehung – Türkisches Kind).* Bern: Staatlicher Lehrmittelverlag.
- Jüdicke, Ansgar 1997  
*Das Islambild in den Schulbüchern der Schweiz (mit einem Vorwort von Fritz Stolz und einer Analyse der Lehrpläne von Markus Holenstein).* Zürich: Pano.
- Keller, Jost, Ibrahim Noureddin 1995  
*«Ich habe ein moslemisches Kind in meiner Klasse».* Basel: KEM (Kooperation Evangelischer Kirchen und Missionen).
- Steinemann, Yvonne 1994  
*Mitten unter euch: Lese- und Projektbuch für die multikulturelle Arbeit.*  
 Zürich: Sabe.
- Katechetisches Institut 1996  
*Unterrichtshilfen, 16 Themen für den Religionsunterricht an der Oberstufe.*  
 Zürich: Katechetisches Institut der ev.-ref. Landeskirche des Kt. Zürich.

## Zusammenfassung

*Neben strenggläubigen Familien aus ländlichen Gegenden wohnen heute aufgeklärte Muslime mit hohem Bildungsstand und städtisch geprägte Migranten bei uns. Oft dreht sich in der schweizerischen Islam-Diskussion aber alles um die erstgenannte Gruppe, die zahlenmässig recht gross ist, sich hauptsächlich aus gering geschulten Gastarbeitern mit traditionellen Familienstrukturen zusammensetzt und teilweise durch ihr Äusseres auffällt. Ihre Kinder sind den Spannungen besonders stark ausgesetzt, wenn sie sich sowohl in unserer individualistischen Gesellschaft als auch in ihrer kollektivistisch geprägten Gemeinschaft bewegen. Die Grundsätze, das familiäre Gemeinwohl sei wichtiger als das Eigenwohl und die Solidarität mit den Familienangehörigen habe unbedingte Priorität, sind häufig schwer mit den Erwartungen der Schule und unserer modernen Gesellschaft zu vereinbaren. In Familien, in denen Bildung und Ausbildung eine grosse Rolle spielen,*

*verfügen die Kinder und Jugendlichen über bessere Möglichkeiten, die eigenen Identitätsfragen zu definieren und zu lösen. Ein bewusster Umgang mit diesen Fragen hilft allen, konstruktiv mit dem Leben in zwei unterschiedlichen Welten umzugehen.*

## Résumé

*En Suisse, un grand nombre d'enfants issus de familles musulmanes vivent une situation difficile, car ils appartiennent à deux mondes souvent plein de préjugés, où les différences proviennent moins de la religion que de l'opposition de deux sociétés et de la situation en tant qu'immigré.*

*Les Suisses imaginent souvent que la religion islamique est la même partout et que chaque immigrant est le même musulman croyant. La religion islamique en tant que religion vécue de manière identique par tous les musulmans reste le motif que l'on*

*fournit fréquemment en cas de difficultés scolaires et de comportements violents. L'absurdité du raisonnement devient évidente si l'on affirme, à titre de comparaison, qu'une élève catholique de Paris et une du Haut-Valais ont automatiquement le même comportement et la même vision de la religion. Parallèlement aux familles très croyantes vivant à la campagne, il existe aujourd'hui en Suisse des musulmans cultivés et libres de tout préjugé ainsi que des immigrants vivant en ville. En Suisse, dans le débat sur l'islam, il est souvent uniquement question des premiers qui sont relativement nombreux. Ils s'agit en grande partie de travailleurs immigrants peu cultivés et aux structures familiales traditionnelles, qui se distinguent parfois en raison de leur apparence.*

*Leurs enfants sont confrontés à de grandes tensions provenant à la fois de notre société individualiste et de leur société de collectivité. Les principes selon lesquels le bien-être de la famille est plus important que le bien-être individuel et la solidarité avec les membres de la famille une priorité, sont souvent difficilement conciliables avec les attentes de l'école et de notre société moderne. Dans les familles où culture et formation jouent un grand rôle, il est plus facile pour les enfants et les jeunes de déterminer et résoudre les problèmes liés à leur identité, ce qui leur permet de gérer de manière constructive une vie dans deux mondes différents.*

**Für  
Schülerin-  
nen ist das  
schwierige Leben  
einer Arbeiterfamilie  
in der Fremde prä-  
gender als das  
muslimische  
Bekennt-  
nis**



## Von der Allgegenwart der Stereotyp-Falle

RUEDI TOBLER

Im März 1997 veröffentlichte das VPOD-MAGAZIN FÜR SCHULE UND KINDERGARTEN die Ergebnisse einer Umfrage bei den kantonalen Erziehungsdirektionen zum Thema «Muslime im schweizerischen Bildungswesen». Rund ein Drittel des Textes befasste sich mit der Kritik an der Anlage des Fragebogens, der zur Verstärkung von Stereotypen beitrage. In einem Rückblick geht der Hauptverantwortliche für die damalige Umfrage der Frage nach: Lassen sich Klischees ergründen, ohne zu ihnen beizutragen?

«Wenn ich nicht wüsste, dass der VPOD sehr kompetent mitarbeitet bei Fragen der Schulung fremdsprachiger Schülerinnen und Schüler, hätte mich Ihre Umfrage sehr peinlich berührt.» Mit der Umfrage zum Thema «Muslime im schweizerischen Bildungswesen» bei den kantonalen Erziehungsdirektionen im Dezember 1996 setzten wir uns ziemlich in die Nesseln. Das illustriert das einführende Zitat aus einer der empörten Antworten, die wir von den zuständigen Fachstellen der Erziehungsdirektionen erhielten. Alle Antworten, die sich kritisch mit unserem Fragebogen, an dem ausschliesslich Männer mitgearbeitet haben, auseinandersetzen, sind von Frauen verfasst worden. Sind Frauen also kritischer, sensibilisierter gegenüber Klischees und Stereotypen? Damit sind wir mitten im Thema: Wie weit ist eine Zuschreibung eine Feststellung, und wann kippt sie um in ein Klischee?

### Am Anfang stand der Ärger über Klischeevermittlung

Begonnen hat auch unsere Geschichte mit dem Ärger über eine Stereotypisierung: In der Reihe AKTUELL im St. Galler Lehrmittelverlag erschien das Heft 3/93 mit Titel und Thema «Islam». Auf dem Titelblatt liest ein kleines Mädchen brav in einem Buch mit arabischen Schriftzeichen (das muss ja der Koran sein ...). Der der Schriftzeile folgende Zeigefinger unterstreicht die Mühsal des Lesens. Die Haare sind vom Kopftuch verhüllt. Im Hinter-

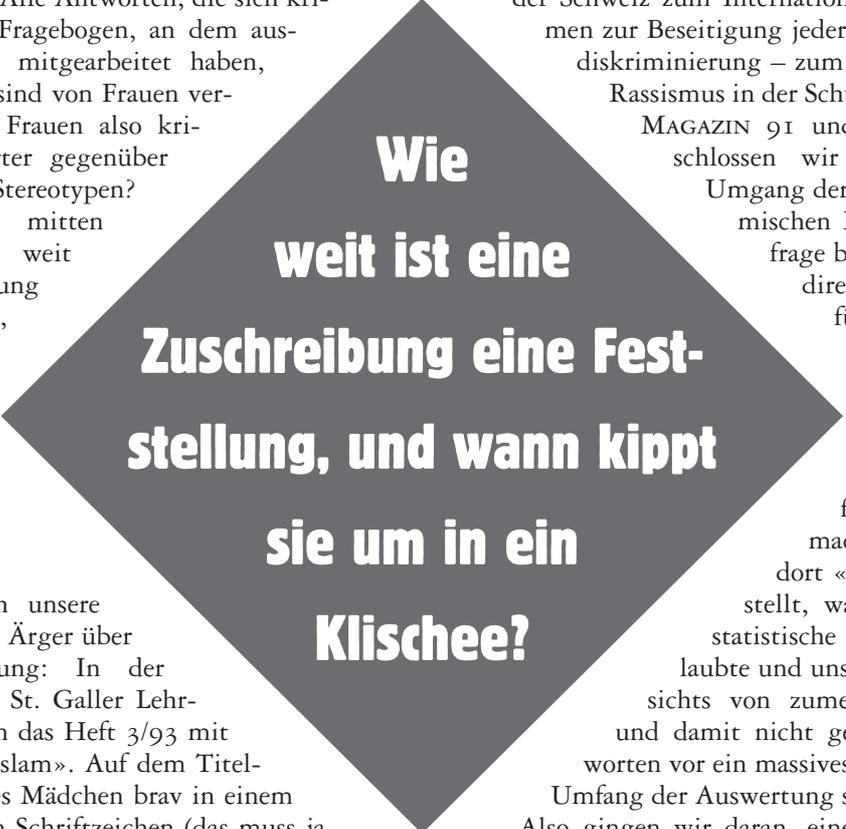
grund sind unscharf sitzende Rümpfe von Erwachsenen zu erkennen, Männerbeine «natürlich». Das Titelblatt vereinigt also bereits die gängigen Islam-Klischees, und der Inhalt des Heftes trägt kaum zu ihrer Auflösung bei.

Ein kritischer redaktioneller Beitrag schien uns nicht genug. Wir wollten einem Mitglied der Glaubensgemeinschaft die Gelegenheit zu einer ausführlichen Auseinandersetzung geben. Bei der Suche nach einer geeigneten Person verstrich Monat um Monat. In den Diskussionen um die Ausgestaltung der Auseinandersetzung entstand die Idee zu einem Themenheft mit dem Schwerpunkt Islam.

### Rassismus-Umfrage machte Mut

Ermutigt durch das gute Echo, welches wir Anfang 1995 mit einer Umfrage – anlässlich des Beitritts der Schweiz zum Internationalen Übereinkommen zur Beseitigung jeder Form von Rassendiskriminierung – zum Umgang mit dem Rassismus in der Schule hatten (VPOD-MAGAZIN 91 und 92, 1995), entschlossen wir uns, auch zum Umgang der Schule mit muslimischen Kindern eine Umfrage bei den Erziehungsdirektionen durchzuführen. Allerdings wollten wir ein Problem vermeiden, das uns bei der Rassismus-Umfrage zu schaffen machte. Wir hatten dort «offene» Fragen gestellt, was einerseits keine statistische Auswertung erlaubte und uns andererseits angesichts von zumeist differenzierten und damit nicht gerade kurzen Antworten vor ein massives Problem mit dem Umfang der Auswertung stellte.

Also gingen wir daran, einen Fragebogen zusammenzustellen, auf dem zu möglichst vielen Fragen das Ankreuzen eines «Ja» oder «Nein» möglich war. Damit tappten wir in die erste «Ste-



reotyp-Falle»: Die Zuspitzung oder Vereinfachung der Fragestellung zum simplen Ja oder Nein provoziert geradezu den Rückgriff auf Klischeevorstellungen. Verstärkend wirkte, dass wir wissen wollten, welche Probleme und Schwierigkeiten im Alltag auftreten- und nicht nach gelungenen Integrationsbeispielen oder Modellen des Zusammenlebens suchen wollten, und tappten damit in die zweite «Stereotyp-Falle»: die einseitige Fixierung auf Probleme. In welchen Bereichen wir zu suchen hatten, dafür konnte uns der Muslim in der eigens für die Umfrage gebildeten Arbeitsgruppe genügend Beispiele aus seiner eigenen Schulerfahrung in der Schweiz geben. Damit waren wir sachlich abgestützt und emotional «den Betroffenen» verbunden und tappten prompt in die dritte «Stereotyp-Falle»: Engagement und emotionale Verbundenheit bilden keinen automatischen Schutz vor Einseitigkeiten und «blinden Flecken».

Nicht gerade erleichtert wurde unsere Arbeit durch sehr beschränkte Mittel und Zeitdruck (die Ergebnisse mussten für eine bestimmte Nummer vorliegen). So konnte sich nie die ganze Arbeitsgruppe treffen, und die gegenseitigen Erwartungen, wer besonders auf welche Aspekte achten sollte, wurden nicht geklärt. Ein «Testlauf» war weder aus finanziellen noch aus zeitlichen Gründen möglich.

### Fast nur negative Fragen

So ist ein Fragebogen entstanden, auf dem einem alle Stereotype und Vorurteile gegenüber Muslimen entgegenkommen – und dies erst noch in geballter Form gleich nach der Eingangsfrage zu den Prozentanteilen von muslimischen Kindern in den Klassen. Die «interkulturellen Fachfrauen» (auch ein Stereotyp?) kritisierten ihn zu Recht; einige Zitate aus ihren Bemerkungen zum Fragebogen:

- ▶ «Die Fragen sind ausschliesslich auf negative Sachverhalte ausgerichtet, als gäbe es nur Schwierigkeiten und Probleme. Diese beiden Wörter kommen am häufigsten vor.»
- ▶ «Die Fragen zum Verhalten bzw. zur Wahrnehmung des Verhaltens muslimischer Schülerinnen und Schüler können keinesfalls mit Ja oder Nein beantwortet werden. Aussagen müssen quantifizierbar sein und mit Aussagen über andere Schülergruppierungen in Beziehung gebracht werden.»
- ▶ «Die Fragen sind zu plakativ und verallgemeinernd und werden der vielfältigen Lebensrealität nicht gerecht. Es gibt *nicht* das muslimische Kind! Es gibt progressive islamische Eltern, die das Leben nach westlichem Zuschnitt als Befreiung aus Enge, Rollenclichés und Bevormundungen empfinden, und es gibt fundamentalistische Familien, und es gibt die ganz grosse Palette irgendwie zwischen diesen bei-

den Extremen. Deshalb finde ich solche Fragestellungen schlecht, weil sie Clichés zementieren können.»

- ▶ «Die Anlage der Umfrage ist an sich problematisch, weil der Begriff «Muslime» in den Antworten zu unzulässigen Zuschreibungen führt. Beispielsweise sind von den ca. 80000 türkischen «Muslimen» in der Schweiz vielleicht ca. ein Drittel Aleviten und ein Drittel laizistisch gesinnt, obwohl als Religion «Islam» im Pass steht. Noch problematischer wird es bei den Albanern/-innen und Bosniern/-innen, die den Islam nur als tolerante Minderheitenreligion gepflegt haben und deren Verhalten jetzt gerade von Schweizer Lehrkräften als «muslimisch» identifiziert wird.»
- ▶ «Den Islam gibt es sowieso nicht, es gibt in der Schweiz eine grosse Zahl von islamischen Gruppierungen unterschiedlichster Couleur und mit unterschiedlichem sprachlichem Hintergrund und unterschiedlicher Einstellung zum Einhalten orthodoxer Regeln in der Schule.»
- ▶ «Ich bedaure jedoch, dass die vorliegende Umfrage weder methodisch noch ethisch vertretbar ist. Die Fragen zielen an der grundlegenden politischen und philosophischen Problematik vorbei, über die noch viel zu wenig nachgedacht worden ist, weil sie ja auch nicht so einfach zu klären ist, und setzen falsche Signale.»

### Wie vereinnahmend sind Klischees?

Bei sorgfältigerer Ausarbeitung unseres Fragebogens hätten sich etliche seiner anstössigen Formulierungen vermeiden lassen. Aber – und auf diese Frage habe ich noch immer keine endgültige Antwort gefunden – ist das Erfragen von Stereotypen oder Klischees möglich, ohne zu ihrer Konstruktion oder Bestätigung beizutragen?

Dazu ein Beispiel: Warum nimmt niemand daran Anstoss, dass auf der schweizerischen Identitätskarte die Augenfarbe festgehalten ist? Ist die Hautfarbe nicht vermerkt, weil davon ausgegangen wird, dass dies kein Unterscheidungsmerkmal für Schweizer/innen ist? (Streng logisch wäre dies ein Ausschluss, d.h. eine Diskriminierung der Schweizer/innen mit farbiger Haut!) Oder wird dies wegen dem Anklang an Apartheid und Segregation vermieden?

Selbstverständlich würden wir Antirassisten/-innen uns dagegen wehren, wenn auf der Einwohnerkontrolle oder bei der Volkszählung die Hautfarbe erhoben würde. Aber sollten wir für die antirassistische Arbeit eigentlich nicht wissen, wie viele «farbige» Kinder in unseren Schulklassen sitzen und ob sie eine Benachteiligung erfahren, wie sich dies für die ausländischen Kinder statistisch eindeutig belegen lässt?



## Schlussfolgerung

Zuschreibungen – dazu gehören Klischees, Stereotype und Feindbilder – sind ein Teil der gesellschaftlichen Realität, sie sind aber nicht natur- oder gottgegeben und verändern sich mit der gesellschaftlichen Entwicklung und werden in ihr konstruiert. Eine rein «objektive», unbeteiligte Beobachtung oder Feststellung ist nicht möglich. Jede Auseinandersetzung mit ihnen – und mag sie noch so wissenschaftlich-neutral sein – ist auch eine Mitbeteiligung an den Zuschreibungen. Daran gibt es kein Vorbeikommen. Ohne sich die Finger schmutzig zu machen, kann die Beschaffenheit von Schmutz nicht ergründet werden (auch ein Klischee?). Deswegen kann beim Erfragen von Stereotypen nicht achtsam genug vorgegangen werden; das jedenfalls ist meine Lehre aus unserer Umfrage über «Muslime im schweizerischen Bildungswesen».

Ruedi Tobler ist teilszeitlich Redaktor des VPOD-MAGAZINS FÜR SCHULE UND KINDERGARTEN, Präsident des Schweizerischen Friedensrates und Ausschussmitglied des Forums gegen Rassismus.

## Zusammenfassung

*Anband einer Umfrage zum Thema «Muslime im schweizerischen Bildungswesen», welche das VPOD-MAGAZIN FÜR SCHULE UND KINDERGARTEN im März 1997 veröffentlichte, befasst sich der Hauptverantwortliche mit dem Umgang mit Stereotypen. Ist es möglich, diese zu erforschen, ohne gleichzeitig zu ihrer Konstruktion oder Bestätigung beizutragen? Ohne eine endgültige Antwort zu finden, kommt der Autor zum Schluss, dass eine objektive, wissenschaftlich-neutrale Beschäftigung mit Zuschreibungen letztlich nicht möglich ist, dass die Beschäftigung zwangsläufig zu Mitbeteiligung wird – weshalb ein besonders achtsames Vorgehen erforderlich ist.*

## Résumé

*Pour traiter des stéréotypes, l'auteur s'appuie sur un sondage concernant «les musulmans dans le système éducatif suisse» publié en mars 1997 par le magazine du SSP destiné aux écoles et aux jardins d'enfants. Est-il possible d'analyser les stéréotypes sans contribuer par la même occasion à leur existence et à leur développement? Sans trouver de réponse définitive, l'auteur arrive à la conclusion qu'un travail sur les stéréotypes objectif et scientifiquement neutre est obligatoirement partial, donc impossible, d'où la nécessité de procéder de manière très prudente.*

**Ist das Erfragen von Stereotypen oder  
Klischees möglich, ohne zu ihrer  
Bestätigung beizutragen?**



# Muslime im Integrationsleitbild der Stadt Basel

REBEKKA EHRET

*In ihrem Regierungsprogramm 1997–2001 setzt sich die Regierung des Kantons Basel-Stadt das Ziel, die wirtschaftliche Leistungsfähigkeit und das friedliche Zusammenleben von ausländischer und einheimischer Bevölkerung zu fördern. Stadtentwicklung, Wohnqualität und Integrationsthematik werden auf derselben Ebene angesprochen, die religiöse Zugehörigkeit wird dabei als zweitrangig angesehen. Die Autorin, Verfasserin des Integrationsberichtes, erklärt die Hintergründe.*

## Abkehr vom kommunitaristischen Integrationsmodell

Der im Prinzip als «äusserer» Bezugsrahmen gedachte Regierungsbeschluss, Stadtentwicklungs- und Integrationsfragen als miteinander in Zusammenhang stehende Thematiken anzugehen, wurde in seiner «inneren» Konsequenz als «Grundphilosophie» der zukünftigen Integrationspolitik erkannt. Diese Grundphilosophie drückt sich einerseits darin aus, dass Integration von Ausländern/-innen ein spezifisch städtisches Anliegen darstellt; deshalb sollte zuerst einmal transparent gemacht werden, welche Strukturen und Akteure auf der sozialen, räumlichen und ökonomischen Ebene welche Integrationsmöglichkeiten oder eben -barrieren bedingen, herstellen und fördern. Zum anderen weist Integration als gesamtstädtisches Problem darauf hin, dass sowohl die Gesellschaft als ganze als auch alle Individuen als einzelne angesprochen sind, also sowohl diejenigen mit als auch ohne Schweizer Pass; sie strebt somit die positive Einbindung aller Gesellschaftmitglieder an.

Diese Betrachtungsweise ignoriert nicht, dass Ausländer/innen und Schweizer/innen in der Tendenz mit unterschiedlichen Ausgangslagen und Bedingungen konfrontiert sind, aber hier gelten Migranten/-innen und ihre Kinder nicht per se als kollektiver

Problemfall oder als benachteiligte Minderheit unterteilt in Untergruppen mit – wiederum – kollektiven Identitäten. Im Gegenteil, eine solche Betrachtungsweise möchte auf die strukturell bedingten Ursachen für die Zementierung der Benachteiligung aufmerksam machen, damit diese im Sinne der gesamtstädtischen Integration behoben werden können. Der Aspekt einer kollektiven kulturellen Identität unterschiedlicher Einwanderungsgruppen wird somit in den Hintergrund gerückt. Die verschiedenen persönlichen Lebensweisen und Weltanschauungen der Migranten/-innen werden – wie auch die der Schweizer/innen – auf der Basis des in der Bundesverfassung verankerten Grundrechts auf Glaubens-, Meinungsäusserungs-, Sprach-, Ehe-, Kultus-, Versammlungs- und Vereinsfreiheit respektiert.

Die Abkehr vom kommunitaristisch ausgerichteten Integrationsmodell reflektiert die Diskussionsentwicklung um den Integrationsbegriff. Der Differenzdiskurs der siebziger Jahre, der das Recht auf kulturelle Andersartigkeit als Emanzipationsschritt proklamiert

hatte, hat sich in der Migrations- und Integrationsdebatte totgelaufen. Die in der Fachliteratur frenetisch geführte Diskussion zum Kulturbegriff hat gezeigt, dass der sozialpolitisch instrumentalisierte Rückgriff auf ein im Prinzip gut gemeintes, relativistisches Verständnis von Kultur vor allem der Verschleierung der tatsächlichen Partizipationsmöglichkeiten am gesellschaftlichen, politischen, wirtschaftlichen und beruflichen Leben dient. Die auf der Logik der kulturellen

Differenz aufbauenden *Sondermassnahmen* für Zugewanderte haben eher ausschliessend als integrierend gewirkt, da bezeichnenderweise in der Rede über den Anderen dieser geradezu zum prinzipiell Anders-Artigen gemacht wird. Konkreter

**Für die Integration  
in die hiesige Gesellschaft ist die Frage,  
ob jemand ein praktizierender Gläubiger ist,  
völlig irrelevant**



bedeutet dies, dass die öffentliche oder halböffentliche Reflexion (Medien, Vereinsreden etc.) darüber, wie ein Gesellschaftsmitglied in der gesellschaftlichen Alltagspraxis eingebunden wird, als handelndes Moment die soziale Einbindung im Alltag selbst entscheidend mitprägt. Besonders augenfällig und unhaltbar wird dieses Phänomen im Umgang mit Zugewanderten, wenn ihre Zuordnung aufgrund eines angenommenen kulturellen Verhaltens als quasi «von der Natur» gegebenes Charakteristikum einer ganzen Gruppe vorgenommen wird, obwohl sonst in modernen, sozial differenzierten Industriegesellschaften erlangte soziale Positionen vornehmlich den individuell erworbenen Fähigkeiten zuzuschreiben und zwingend von persönlichen Weltdeutungssystemen – seien die religiöser oder sonstiger lebensanschaulicher Natur – loszulösen sind. Innerhalb des Mehrheitsdiskurses ist es völlig selbstverständlich geworden, dass religiöse Überzeugung und Gesinnung weder für positive noch für negative Diskriminierung im Zugang zum Arbeits-, Bildungs-, Wohnungs- oder Kapitalmarkt als Kriterium herangezogen werden; dies ist durch die Trennung von Kirche und Staat garantiert. Religion ist also schon lange in Richtung Privatsphäre gedrängt worden. Wie steht es aber in der Rede über die Zugewanderten?

### Die öffentlich-rechtlich anerkannten Religionsgemeinschaften entdecken den Islam

Während eine umfassende Sozialpolitik künftig mit dem *Gleichheits-* und nicht dem Sonderbehandlungsansatz verfolgt werden soll und in der Bekämpfung sozialer Benachteiligung sozioökonomische Kriterien für die Bestimmung der Zielgruppen an Stelle des Kriteriums der ethno-kulturellen Herkunft gelten sollen, wird von kirchlichen Vertretern/-innen die Beschreibungskategorie Islam entdeckt. In einer Zeit, in der die Pfarrer in halbvollen Kirchen predigen und Religiosität in der eigenen Gesellschaft zur Privatsache geworden ist, solidarisieren sich aktive Kirchenleute vor allem der römisch-katholischen und evangelisch-reformierten Kirchen mit den plötzlich monotheistisch verschwesterten Zugewanderten aus der Türkei oder aus dem Balkan, da diese insgesamt – so wird ange-

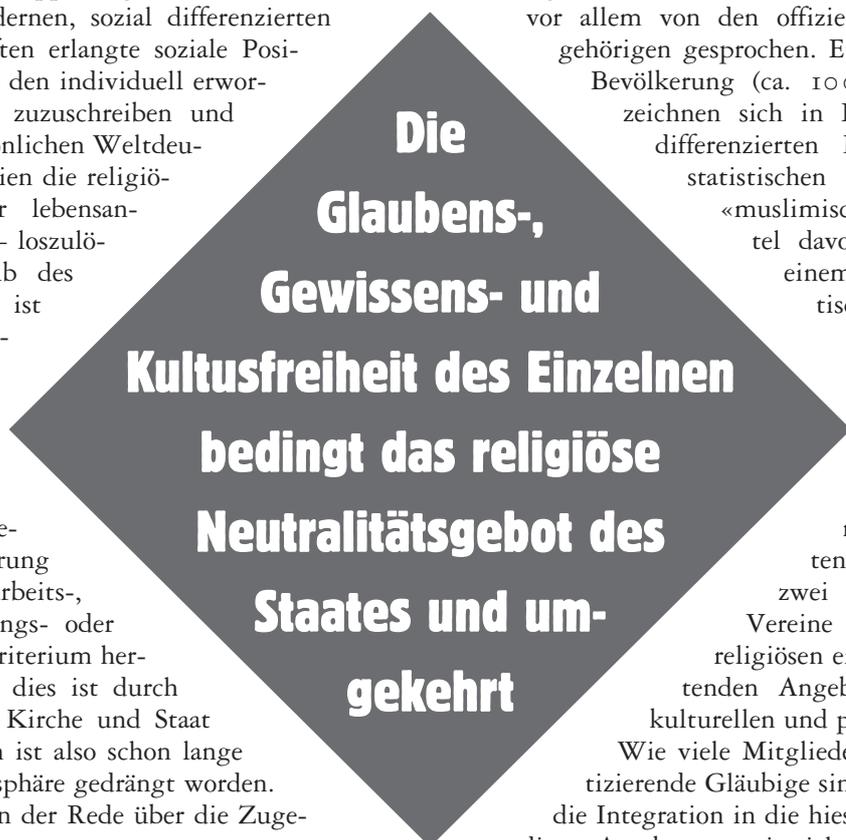
nommen – gläubige Muslime sind und sich vor allem öffentlich für ihre religiöse Überzeugung einsetzen wollen. Religiöse, interkulturelle Gruppierungen, Tagungen, Veranstaltungen und Feste haben Konjunktur. Der öffentliche Diskurs über die Gläubigkeit der Anderen ermöglicht es, Religiosität aus der Privatsphäre hervorzuholen und wieder vermehrt über die Bedeutung von Alltagsreligion zu reden und zu schreiben.

Obwohl in Basel und Umgebung etwa 140 Glaubensgemeinschaften existieren, wird im Moment vor allem von den offiziell dem Islam Zugehörigen gesprochen. Etwa 5% der Basler Bevölkerung (ca. 10000 Personen) bezeichnen sich in Ermangelung einer differenzierten Begrifflichkeit der statistischen Instrumente als «muslimisch». Ein gutes Drittel davon ist Mitglied in einem der sieben sunnitischen oder in einem der vier alevitischen Vereine, wobei das feststellbare, zahlenmässige Verhältnis zwischen Sunniten und Aleviten etwa zwei zu eins ist. Alle Vereine bieten neben den religiösen eine Reihe von beratenden Angeboten im sozialen, kulturellen und praktischen Bereich.

Wie viele Mitglieder tatsächlich praktizierende Gläubige sind, bleibt offen. Für die Integration in die hiesige Gesellschaft ist dieser Aspekt – so wie sich unsere Gesellschaft konstituiert – auch völlig irrelevant. Denn warum sollten religiös-kulturelle Eigenschaften für die Partizipation der Ansässigen in der modernen, individualisierten und formal-rational organisierten Gesellschaft keine Bedeutung haben, während sie für diejenige der Zugewanderten bestimmend sein sollten? Warum lässt sich am Partikularismus des nicht-christlichen Anderen so schön zeigen, dass der Mensch in seiner Ganzheitlichkeit doch Träger von religiösen Vorstellungen sei und seine religiöse Identität auch gestützt und geschützt werden sollte?

Hier zeigt sich wieder eine Form von Sonderbehandlungslogik, und zwar im religiösen Bereich. Eine Logik, die wiederum die Zugewanderten zu den ewig kollektiv Anderen macht. Und wiederum scheint es mir wichtig, die Frage nach dieser Logik eher im Hinblick auf die sich äussernden Beobachtenden als auf die Beobachteten zu stellen.

Meines Erachtens zeugt daher der öffentlich geführte Diskurs eher von der Krise, in der die tradi-



tionellen Kirchen stecken. Das Bekenntnis zum evangelischen oder katholischen Glauben ist in der Tat zu einem von vielen möglichen «Sinngabungsangeboten» innerhalb eines grossen lebensweltlichen Repertoires pluralistischer Lebensformen mutiert. Es ist zum persönlichen Bekenntnis geworden, das in der sozialen Konsequenz praktisch keine Spuren hinterlässt und jederzeit austauschbar geworden ist; eine von vielen Gesellschaftsmitgliedern selbst erfahrene Tendenz, auf die auch die traditionellen Kirchen keine Antwort wissen. Der Islam scheint hier entschiedener zu sein und eine «Religionisierung» der modernen Welt durch seine Einheit von religiösem und weltlichem Sein vorzuleben.

Bei dieser Betrachtung wird vergessen, dass sich die «grossen Erzählungen» auch im Islam zum Teil überlebt haben und verschiedene persönliche Gesinnungs- und Glaubensformen nebeneinander bestehen. Die Vielfalt der sunnitischen und alevitischen Vereine in Basel zeugt von dieser Pluralität. Durch das Grundrecht sind die meisten der religiös bedingten Verhaltensweisen und Lebenspraxen ihrer Mitglieder wie die anderer Glaubensgemeinschaften zudem gesetzlich geschützt. Die Migrantinnen und Migranten können also selbst wählen, ob und welche Form von Religion ihnen im neuen Umfeld dient und ob religiöse Vorstellungen zu ihrem Menschsein gehören oder nicht.

Die Glaubens-, Gewissens- und Kulturfreiheit des Einzelnen bedingt das religiöse Neutralitätsgebot des Staates und umgekehrt. Dass der Staat in religiösen Belangen nicht Partei nehmen darf, entspricht dem Prinzip, dass das Individuum die Entscheidungsgewalt über sein weltanschauliches Gedankengut hat und sich damit auch kritisch mit den eigenen Traditionen auseinandersetzen kann. Meiner Meinung nach ist das genau der Punkt, bei dem eine Integrationspolitik die Zugezogenen unterstützen kann und ihre wie unsere religiösen Auffassungen in der Privatsphäre belässt, sich also von einer gesteuerten religiösen Identitätspolitik distanzieren. Denn der neue öffentlich geführte Diskurs mit seiner Beschreibungskategorie Islam prägt wieder Kollektive und ist damit sozial wirksam, d.h. zur Wirklichkeit und zum Ausgangspunkt von Alltagshandeln geworden. Dies zeigt sich daran, dass auf Unverständnis stossendes Verhalten eines Muslims (Bsp. starke Züchtigung seiner Kinder) mit der Zugehörigkeit der Eltern zu einem generell undifferenziert (als autoritär) wahrgenommenen Islam erklärt wird, während in den eigenen Reihen kein entsprechendes Verhalten je auf Religionszugehörigkeit zurückgeführt wird.

Dieser Art von Fremdzuschreibungsstrategien sollte integrationspolitisch entgegengewirkt werden.

**Rebekka Ehret** ist wissenschaftliche Assistentin und Lehrbeauftragte für Ethnologie und Interkulturelle Pädagogik in Basel. Sie hat das Integrationspolitische Leitbild für den Kanton Basel-Stadt verfasst. (Der vorliegende Artikel gibt ihre persönliche Meinung zum Thema Muslime wieder und nicht zwingend die der baselstädtischen Migrationskommission.)

## Zusammenfassung

*Das integrationspolitische Leitbild und Handlungskonzept von Basel-Stadt zeigt auf, welche Strukturen und Akteure auf der sozialen, räumlichen und ökonomischen Ebene welche Integrationsmöglichkeiten oder eben Integrationsbarrieren bedingen, herstellen und fördern. Nicht die kollektiven kulturellen Identitäten der unterschiedlichen Einwanderungsgruppen, sondern Individuen in verschiedenen gesellschaftlichen Positionen sollen im Zentrum stehen. Aufgrund dieser beiden Grundansprüche legt der Beitrag dar, welche Rolle die öffentlich-rechtlichen Religionsgemeinschaften in der Diskussion um die Muslime in Basel spielen.*

*Der öffentliche Diskurs der traditionellen Kirchen über die Religiosität der «anderen» wird als Auswegstrategie aus der eigenen Krise interpretiert, da er es ermöglicht, Religiosität aus der Privatsphäre hervorzuholen und wieder vermehrt über die Bedeutung von Alltagsreligion zu reden und zu schreiben.*

## Résumé

*Le gouvernement du canton de Bâle-ville souhaite traiter parallèlement les questions d'intégration et de développement urbain. D'une part, il faut déterminer quelles sont les structures et les acteurs des domaines social, spatial et économique qui vont favoriser ou justement limiter l'intégration. Il faut d'autre part ne pas mettre en avant les identités culturelles collectives des différents groupes d'immigrés, mais au contraire répartir les individus en fonction de leurs différentes positions sociales, comme dans la majorité de nos sociétés.*

*Alors qu'à l'avenir il faudra suivre une politique sociale misant sur l'égalité et non sur le traitement particulier, les communautés religieuses reconnues par le droit public découvrent l'islam. L'auteur voit dans le discours officiel des églises traditionnelles sur la religiosité «des autres» une stratégie pour sortir de leur propre crise puisqu'il permet de sortir les sentiments religieux de la sphère privée et de parler et d'écrire à nouveau davantage sur la signification de la religion au quotidien.*



## Musulmans à Neuchâtel ou musulmans neuchâtelais?

THOMAS FACCHINETTI

*Les collectivités musulmanes et islamiques vivront-elles à l'avenir en Suisse et en Europe comme une société parallèle et séparée des autres groupes de populations, ou au contraire intégrées? L'expérience du canton de Neuchâtel dans ce domaine apporte un éclairage à cette question en mettant en relief plusieurs aspects des débats, parfois très virulents, liés à la présence des populations musulmanes et des groupements islamiques dans le contexte helvétique et européen.*

### Les populations musulmanes et les collectivités islamiques dans le canton de Neuchâtel

La présence de populations musulmanes dans le canton de Neuchâtel a été bien discrète durant de nombreuses années. D'après les recensements fédéraux, le nombre de musulmans y est passé de 65 à 1716 entre 1960 et 1990.<sup>1</sup> Aujourd'hui, il est estimé dans une fourchette comprise entre 3000 et 3500 personnes<sup>2</sup>, ce qui fait de l'Islam la 2<sup>ème</sup> religion du canton après le christianisme. Mais derrière ces chiffres, la réalité est très contrastée, non seulement en raison des différences rituelles et doctrinales présentes dans l'Islam ou de la variété des origines nationales – plus de quarante pays – mais aussi en raison de la région de provenance, du milieu social, de l'âge et de la génération, de la culture, de l'ancienneté de la migration, du degré d'intégration et des projets de vie. Il faut aussi souligner qu'une partie croissante des musulmans a la nationalité suisse, par mariage ou naturalisation et que des non-musulmans, Suisses ou d'autres nationalités, se convertissent à l'Islam. Contrairement à la représentation sociale très courante qui les réduit à un groupe de population relativement homogène composé de «modérés» et «d'intégristes», les populations musulmanes se caractérisent plutôt par une forte hétérogénéité et une réelle pluralité interne. Si la présence de musulmans dans le canton de Neuchâtel remonte déjà à quelques décennies, c'est es-

sentiellement l'émergence et la visibilité sociale des structures collectives islamiques à partir des années nonante qui constituent un phénomène nouveau. La diversité des associations, groupements ou centres qui réunissent une partie des musulmans illustre également, au niveau collectif cette fois, le pluralisme existant. A ce sujet, il est intéressant de relever que le clivage entre pratiquants et non pratiquants existe autant parmi les populations musulmanes que parmi les populations qui s'affichent comme chrétiennes. Il faut préciser que les collectivités réunissant des populations musulmanes ne se définissent pas toutes comme islamiques.

**La paix  
confession-  
nelle et la sépa-  
ration des pouvoirs  
entre l'Église et l'État  
constituent des équilibres  
assez récents et rela-  
tivement fragiles  
dans la cons-  
truction de  
la Suisse**

### Les acteurs islamiques collectifs présents à Neuchâtel

Dans le canton de Neuchâtel, les neuf groupements qui utilisent, dans l'espace public, la religion islamique comme référent identitaire principal composent un ensemble hautement diversifié et complexe dans ses relations internes et externes. Quatre pôles principaux semblent émerger: les associations et fondations islamiques réunissant plutôt les populations bosno-turques, les centres islamiques regroupant principalement des personnes d'origine maghrébine, un centre qui compense la grande diversité d'origine de ses membres par une forte affirmation d'unité doctrinale et les centres qui touchent les populations chiïtes d'origine surtout indo-pakistanaïses. Deux organisations à vocation faïtière,

dont l'une est spécifiquement féminine, interagissent encore au sein de ce champ de relations et de tensions, balisés par ces quatre pôles de regroupements collectifs. Mais bien d'autres lignes de démarcation, de distinction ou de rapprochement entrent en jeu. Cette catégorisation est vraisemblablement assez éphémè-

<sup>1</sup> Office fédéral de la statistique, Recensements fédéraux de la population de 1960 et 1990, Berne.

<sup>2</sup> Estimation du Bureau du délégué aux étrangers, 1996, 1998.

re, en raison des dynamiques collectives à l'œuvre au sein des populations musulmanes et des acteurs islamiques, et elle n'implique ni une indifférenciation des références théologiques ou doctrinales ni une identité de pensée ou d'options socioculturelles au sein des quatre regroupements. En fonction des sujets, des buts visés et des circonstances, d'autres positionnements sont toujours possibles.

La présence durable de populations musulmanes immigrées ou suisses est une situation nouvelle dans l'histoire de notre pays qui interpelle non seulement les positions et les représentations de la majorité des habitants de la Suisse, mais également celles des musulmans.

## Les débats

La perception de la présence de musulmans en Suisse est, dans une très large mesure, tributaire de la médiatisation des conflits internationaux et des représentations collectives héritées de l'histoire, où l'Islam apparaît le plus souvent comme une expression politique radicale et violente d'un projet collectif théocratique dépassé. Il n'est guère étonnant que les demandes, voire parfois l'existence des groupements musulmans en Suisse prennent les allures d'une irruption presque illégitime dans l'espace public. Cela d'autant plus que si la liberté religieuse est bien protégée par le droit suisse, la paix confessionnelle et la séparation des pouvoirs entre l'Église et l'État constituent des équilibres assez récents, relativement fragiles aussi, dans la construction de la Suisse. Pour cette raison, la situation des musulmans et leurs demandes concrètes, nécessitant parfois des modifications législatives, sont mal comprises. Elles sont fréquemment interprétées comme des requêtes extrémistes, suspectes de desseins théocratiques inavoués ou incompatibles avec notre système de valeurs modernes, posant la religion hors du cadre collectivement accepté dans notre ordre démocratique et juridique.

Pour certains musulmans et milieux islamistes, la perspective de vivre durablement la situation d'une religion minoritaire, dans un environnement de modernité avancée et d'institutions étatiques à prétention laïque, remet en cause leur vision du monde et la place que leur religion y occupe. On considère souvent que l'Islam n'a jusqu'à présent jamais été vraiment pensé pour un contexte similaire. S'il revient d'abord aux musulmans eux-mêmes de définir leur manière de penser et de pratiquer l'Islam dans la variété des contextes européens, les perspectives et projets concernant leur vie, dans la multiplicité de ses facettes, ici en Europe devraient aussi être clarifiés, de part et d'autre, pour faciliter les adaptations réciproques. Un renouvellement de la réflexion s'impose donc aussi de la part des sociétés européennes en ce qui concerne l'accentuation de la pluralité religieuse et l'inclusion dans leurs espaces de nouvelles religions.

La visibilité sociale accrue de la présence de populations musulmanes et islamiques provoque en Suisse un débat posé différemment du point de vue de la société de résidence et de celui des groupements islamiques:

- ▶ Pour les pouvoirs publics helvétiques et une majorité de la population, le cadre du débat est d'abord celui de l'immigration et de la place des étrangers en Suisse, selon deux perspectives opposées d'intégration négociée ou d'assimilation unilatérale.
- ▶ Du côté des groupements islamiques, le débat et les revendications sont posés en terme de reconnaissance de l'Islam comme une religion importante parmi d'autres et dans la perspective de la liberté religieuse et du droit des minorités.

Dans cette double perspective, les débats se sont cristallisés ces dernières années en premier lieu sur des questions ou conflits relatifs au statut de la femme musulmane, sur l'assignation identitaire des musulmans selon les catégories «intégristes» ou «modérés», sur les diverses conceptions de la laïcité de l'État, sur le degré de compatibilité des valeurs qualifiées «d'islamiques» et celles dites «modernes» ou «occidentales» ainsi que sur des questions de sécurité nationale et internationale en lien avec l'extrémisme politique islamique. Les expressions les plus médiatisées de ces débats sont les affaires de «foulards islamiques» et les conflits opposant des conjoints provenant d'aires culturelles musulmanes et «occidentales».

## Les requêtes des groupes islamiques et l'approche du canton de Neuchâtel

En 1996, une étude de notre bureau concernant la population musulmane et ses demandes dans le canton de Neuchâtel concluait sur la nécessité de créer une structure de dialogue et de négociation permanente réunissant des représentants de l'État et de l'ensemble des groupes islamiques organisés dans le canton. Jusqu'alors, les relations et les contacts étaient menés ponctuellement et les divers acteurs collectifs islamiques ne se connaissaient pas toujours entre eux.

En vertu de la stricte séparation des pouvoirs entre l'État de Neuchâtel et les Églises, il n'y a pas de structure ad hoc susceptible d'organiser un canal de communication régulière avec les représentants musulmans. C'est une commission cantonale chargée des questions relatives à l'intégration des populations étrangères qui a pris en charge, avec l'accord du Conseil d'État, d'organiser la structure de dialogue proposée. Dans cette décision, c'est moins l'absence d'une structure étatique appropriée que l'option d'envisager la présence et les demandes des musulmans dans le cadre de la politique d'intégration des populations étrangères qui a été déterminante. Cette option se fonde sur le constat que la



présence des musulmans en Suisse est principalement liée à des vagues d'immigration, plus ou moins anciennes, de populations de diverses régions du monde et que leurs revendications de nature religieuse s'inscrivaient du point de vue de la société de résidence davantage sur le terrain de la politique des étrangers que du droit des minorités religieuses.

En l'absence d'un organisme représentatif de l'ensemble des groupements islamiques présents dans le canton, la structure de dialogue mise en place réunit des représentants de chacun des groupes islamiques organisés sur le territoire neuchâtelois et des membres de la *Communauté de travail pour l'intégration des étrangers* (CTIE) qui représentent divers milieux du secteur public et privé, nommés par le gouvernement cantonal. La structure est conduite par le président de la CTIE, et le bureau du délégué aux étrangers en assure la coordination et le secrétariat. Cette option présente l'avantage de reconnaître le pluralisme interne aux collectivités islamiques et d'éviter d'incessants blocages liés à la représentativité des partenaires musulmans. La prise en compte du pluralisme du côté islamique permet de mettre constamment en relief le pluralisme helvétique et de mieux comprendre la diversité des contextes et références respectives.

Cette forme de dialogue et de négociation multilatérales favorise la transparence des débats, mais elle complexifie la réflexion, la négociation et la recherche d'accords, ce qui est finalement favorable à l'émergence de solutions empreintes de nuances et de discernement. Les limites de la formule tiennent au nombre des groupes islamiques en présence (difficilement praticable au-delà d'un effectif trop important de partenaires), et surtout, en fin de compte, à l'aboutissement de résultats tangibles et de réalisations concrètes.

Dans la structure neuchâteloise mise en place, de nombreux aspects de la présence des musulmans dans notre canton sont abordés: reconnaissance officielle, enterrement des défunts, cimetière musulman, recensement dans les statistiques officielles, accès à de la viande *ballal*, abattages rituels, préjugés à l'égard des musulmans, permis de séjour pour des Imans, domaine de l'école obligatoire (congrès scolaires lors de fêtes religieuses, mixité, port du foulard, respect des convictions religieuses, laïcité de l'école, etc.).

## Quels résultats?

L'objectif initial fondamental d'améliorer la connaissance et la compréhension mutuelle entre les partenaires a été atteint. Un climat de confiance s'est installé et il a déjà résisté à des tensions importantes liées avant tout à l'actualité et aux polémiques concernant l'Islam et les musulmans. De plus, les travaux de ce groupe ont déjà permis de trouver des solutions pratiques pour plusieurs demandes comme, entre autres résultats, l'accès à de la viande *ballal* et des possibilités d'abattages rituels conformes au droit suisse, l'enregistrement de la confession «musulmans» sous une rubrique appropriée dans les administrations des villes, l'utilisation de locaux et d'infrastructures diverses ou encore la participation à des manifestations officielles comme dans le cadre des commémorations du 150<sup>ème</sup> anniversaire de la révolution neuchâteloise. Il faut relever aussi l'organisation d'une importante action de communication et de sensibilisation publique, en collaboration avec les groupes musulmans et divers partenaires, sous la forme d'une quinzaine interculturelle intitulée «Être musulman au Pays de Neuchâtel». Celle-ci s'est déroulée du 15 au 30 octobre 1997 et l'opération fut une réussite tant au niveau de la participation du public visé que de l'impact général positif. Dans le prolongement de cette action de communication officielle, il faut relever l'aménagement, dans le cadre du projet de nouvelle constitution cantonale, d'une possibilité d'extension de la reconnaissance d'utilité publique, acquises pour les trois principales Églises chrétiennes, à d'autres communautés religieuses, en particulier islamique et judaïque.

Les circonstances, la forme et le fond de la virulente polémique concernant le port du foulard par une élève de La Chaux-de-Fonds ont été attentivement examinés, suivis et discutés dans le groupe. Diverses démarches d'apaisement auprès des divers protagonistes ont d'ailleurs été initiées. La position du gouvernement cantonal, qui a invalidé la décision prise par la commission scolaire de La Chaux-de-Fonds d'exclure de l'école obligatoire une fille parce qu'elle portait un foulard islamique, était conforme et parfaitement cohérente avec les avis exprimés antérieurement par l'État de Neuchâtel sur cette question et clairement réaffirmés durant la

**La prise  
en compte du  
pluralisme du côté  
islamique permet de mettre  
constamment en relief  
le pluralisme  
helvétique**

quinzaine «Être musulman au pays de Neuchâtel». Cette action a eu un effet d'atténuation importante de la polémique sur le plan de la politique cantonale, malgré la virulence du débat dans la société civile et les médias neuchâtelois ou, parfois, suisses. La décision finale du tribunal administratif cantonal (25 juin 1999) a donné raison au gouvernement neuchâtelois et confirmé, entre autres aspects, le principe de la laïcité qui s'applique à l'institution scolaire et du droit à la liberté religieuse de l'élève qui peut se manifester, dans certaines limites, par des signes distinctifs religieux, comme un foulard. Mais cette polémique doit être replacée dans le contexte international marqué alors, une fois de plus, par une perception de l'Islam réduite essentiellement à la prise du pouvoir des Talibans en Afghanistan, aux massacres attribués aux islamistes en Algérie et

sans doute aussi par les séquelles du tragique attentat de Louxor, en Egypte, dans lequel beaucoup de personnes, dont un nombre important de touristes suisses, y compris de la région de La Chaux-de-Fonds, ont été tués ou blessés. Une montée de sentiments de peurs et d'écœurements à l'égard des dérives de l'Islam était spécialement perceptible à cette période. Pour comprendre la trame de cette «affaire du foulard», d'autres aspects plus généraux ou plus spécifiques sont également à prendre en considération comme le développement socio-économique régional inégal dans le canton de Neuchâtel et son florilège de tensions politiques entre État et villes, l'agacement des autorités scolaires chaux-de-fonnrières en raison de l'ensemble des autres exigences ou revendications à caractère religieuses formulées par des parents (de diverses confessions) et la crainte d'une surenchère dans ce genre de revendications.

Les travaux se concentrent aujourd'hui sur l'étude de solutions concrètes pour améliorer la situation concernant l'enterrement des défunts de confession musulmane. A l'issue de l'étude, des propositions adéquates seront formulées et transmises aux autorités concernées.

### **Un avenir commun ou séparé?**

Les collectivités musulmanes et islamiques vivront-elles à l'avenir en Suisse et en Europe comme une société parallèle séparée et juxtaposée aux autres

groupes de populations, ou au contraire incluses, en relations de coopération étendues, et intégrées? La combinaison et les interactions entre les options propres aux groupements musulmans et islamiques et celles de la société de résidence détermineront la réponse à cette interrogation. En principe, c'est plu-

tôt la voie de l'intégration qui est valorisée en Suisse, dans le prolongement de la longue expérience helvétique de régulation du pluralisme culturel et religieux.

Il ne faudrait toutefois pas sous-estimer le risque réel de ségrégation et d'enfermement mutuel. En effet, d'un côté, il existe un sérieux contentieux entre beaucoup d'immigrés des pays musulmans et leurs gouvernements, incapables selon eux d'assurer un avenir satisfaisant dans leurs

propres États-nations; or dans ceux-ci, l'extrémisme islamiste représente justement souvent une force politique importante qui critique fondamentalement la légitimité des élites gouvernantes. D'où une certaine audience des thèses islamistes extrêmes parmi une partie, certes minoritaire, des immigrés musulmans en Europe.

D'un autre côté, les marginalisations et disqualifications sociales (chômage, bas revenus, dépréciations identitaires et sociales) qui se sont exercées à l'encontre des primo-migrants (aujourd'hui pères de familles pour la plupart) originaires de pays musulmans, articulées à une image négative de l'Islam en Europe, peuvent être interprétées et réduites par les intéressés, et en particulier par les jeunes, à une discrimination religieuse: «Je n'ai pas de place dans cette société parce que je suis musulman ...» Les réactions des personnes dont l'identité individuelle et collective assignée est dépréciée peuvent être multiples. Mais dans le contexte actuel de pluralité culturelle et sociale accentuée, une réaction particulièrement fréquente consiste en une cristallisation réactionnelle des individus sur ce qu'ils considèrent être leur identité. Cette totalisation identitaire avec sur-affirmation du moi et mise en avant offensive des caractères dépréciés (retournement du stigmate) produit une identité polémique qui achève de verrouiller la différence et de la signifier comme rejetante. Il s'agit d'une sorte de spirale de rejets réciproques (Camilleri/Vinsonneau 1996, Camilleri/Kastersztein/Lipiansky 1997).

Lorsque les individus tendent à se définir par une seule facette de leur identité et de leurs apparte-

**Lorsque les individus  
tendent à se définir par  
une seule facette de leur  
identité et de leurs ap-  
partenances, le dialogue  
devient très difficile**



nances, le dialogue, la négociation et la coopération en vue de résoudre ensemble les problèmes liés à la vie commune deviennent très difficiles. La tentation d'une mise à l'écart peut alors facilement s'installer de part et d'autre. L'enfermement des uns et des autres dans leurs particularismes n'offre cependant pas d'issue satisfaisante dans notre démocratie.

Thomas Facchinetti est délégué aux étrangers dans le canton de Neuchâtel.

.....  
**Bibliographie**

- Camilleri, C., G. Vinsonneau 1996  
*Psychologie et culture: concepts et méthodes. Paris: Armand Collin.*
- Camilleri, C., J. Kastersztein, E. M. Lipiansky et al. 1997  
*Stratégies identitaires. Paris: PUF (2<sup>ème</sup> éd.).*

**Résumé**

*Les collectivités musulmanes et islamiques vivront-elles à l'avenir en Suisse et en Europe comme une société parallèle et séparée des autres groupes de populations, ou au contraire intégrées? L'expérience du canton de Neuchâtel dans ce domaine apporte un éclairage à cette question en mettant en relief plusieurs aspects des débats, parfois très virulents, liés à la présence des populations musulmanes et des groupements islamiques dans le contexte helvétique et européen. À ce jour, on compte entre 3000 et 3500 musulmans dans le canton de Neuchâtel. Ces populations sont fortement hétérogènes, non seulement par la variété des origines nationales (plus de 40 pays représentés) et de nombreuses différences socioculturelles, mais aussi par les distinctions rituelles et doctrinales présentes dans l'Islam. La perception de leur présence en Suisse est tributaire de la médiatisation des conflits internationaux et des représentations collectives héritées de l'histoire. Les débats principaux suscités par la présence de ces populations concernent notamment le statut de la femme musulmane, la catégorisation des musulmans sur le mode «intégristes/modérés», la compatibilité des valeurs islamiques et des valeurs modernes et occidentales («foulards islamiques»), les questions de sécurité nationale et internationale liées à l'extrémisme politique islamique. Ces dernières années, une médiation s'est établie entre les groupes islamiques et les autorités du canton de Neuchâtel. En l'absence d'un organisme représentatif de l'ensemble des groupements islamiques présents dans le canton, une structure officielle de dialogue composée de représentants de ces groupements et de membres de la Communauté de travail pour l'intégration des étrangers (CTIE) est créée en 1996. Cette option a l'avantage de reconnaître le pluralisme interne aux collectivités islamiques et donc de favoriser la transparence des débats. Au cours des séances, les thèmes suivants sont abordés: reconnaissance officielle, enterrement des défunts, cimetière musulman, recensement dans les statistiques offi-*

*cielles, accès à de la viande hallal, abattages rituels, préjugés à l'égard des musulmans, domaine de l'école obligatoire (fêtes religieuses islamiques, mixité, port du foulard, laïcité de l'école, etc.). En octobre 1997, une importante action de communication et de sensibilisation publique intitulée «Être musulman au Pays de Neuchâtel» a été menée avec succès. L'avenir des collectivités musulmanes dans le canton apparaît essentiellement lié à leur intégration dans la société neuchâtoise. C'est à ce niveau qu'il faut prendre garde au risque de rejets réciproques pouvant découler des marginalisations et des disqualifications sociales (chômage, bas revenu, dépréciations identitaires et sociales). En effet, l'enfermement des uns et des autres dans leurs particularismes n'offre pas d'issue satisfaisante dans notre démocratie!*

**Zusammenfassung**

*Werden islamische Gemeinschaften in der Schweiz und in Europa getrennt vom Rest der Gesellschaft leben, oder werden sie sich integrieren? Die Erfahrungen der oft heftigen Debatten über die Anwesenheit von Muslimen und islamistischen Gruppierungen im Kanton Neuenburg kann helfen, einige Aspekte dieser Auseinandersetzung zu beleuchten. Im Kanton Neuenburg leben etwa 3000–3500 Muslime mit unterschiedlicher Herkunft (über 40 Länder sind vertreten), unterschiedlichem soziokulturellen Hintergrund und einer Vielfalt ritueller und religiöser Affiliation innerhalb des Islam. Die Diskussionen über die Frage, inwiefern Muslime als Mitbürger akzeptiert werden, konzentrieren sich meist auf ein paar wenige Punkte: Status der muslimischen Frau, Kompatibilität muslimischer und westlicher Werte, Fundamentalismus versus religiöse Toleranz oder islamischer politischer Extremismus verknüpft mit Sorgen um nationale und internationale Sicherheit. Da es keine Institution gibt, die alle islamischen Gruppierungen vertritt, wurde 1996 eine offizielle Plattform eingerichtet, um den Dialog zwischen islamischen Gruppen und Behörden zu ermöglichen. Diese ist zusammengesetzt aus Vertretern aller islamischer Gruppierungen, die Interesse am Dialog haben, und Mitgliedern der Arbeitsgemeinschaft für die Integration von Ausländern (CTIE). Dieses Vorgehen bietet den Vorteil, den Pluralismus anzuerkennen, der innerhalb der islamischen Gemeinschaft besteht, und fordert somit die Transparenz der Debatten. Themen der Sitzungen können sein: offizielle Anerkennung, muslimischer Friedhof, Erfassung in offiziellen Statistiken, «ballal»-Fleisch, Schule (religiöse Feiertage, Koedukation, Kopftuch, Säkularismus usw.). Im Oktober 1997 wurde mit grossem Erfolg eine breitangelegte Sensibilisierungsaktion unter dem Namen «Muslim sein in Neuenburg» durchgeführt. Die Zukunft der muslimischen Gemeinschaften im Kanton hängt von ihrer Integration in die neuenburgische Gesellschaft ab. Wenn sich jeder in seine Partikularismen einschliesst, bringt dies keine befriedigende Lösung.*



## Islam e Ticino

CARLO MONTI

*La presenza di musulmani in Ticino è assai inferiore alla media svizzera, ma appare ben visibile soprattutto nelle periferie dei centri urbani. Al di là della percezione spesso dominata da stereotipi negativi, nella pratica quotidiana non si registrano contrasti o problemi insolubili. Soprattutto nelle scuole i problemi sono limitati e risolti con il dialogo reciproco.*

L'Islam è una religione ed una civiltà che, come il Cristianesimo, ha una storia plurimillennaria e una diffusione geografica immensa, risulta perciò difficilmente riducibile a qualcosa di unitario. La sua profondità diacronica e la sua vastità spaziale fanno pensare piuttosto a degli Islam, plurali, fermo restando la matrice comune. La non coincidenza tra Islam e nazioni, popoli, etnie, rende l'analisi particolarmente complessa. Esiste un Islam algerino piuttosto che kossovaro? turco piuttosto che iraniano?

All'aspetto religioso e culturale, si sovrappone poi ora – inevitabilmente – quello migratorio. Se accettiamo l'idea che la cultura è qualcosa di dinamico, che muta col mutare delle situazioni, dei luoghi, dei tempi, dovremmo concludere che esiste anche un altro, ennesimo Islam: quello degli emigrati. E che esiste anche un Islam europeo; fors'anche francese o tedesco. Se poi addirittura vodese, basilese o ticinese, con caratteristiche proprie, è tutto da verificare. E' comunque presumibile che l'Islam dei musulmani giunti da noi, risenta delle contraddizioni dei migranti. Persone spesso lacerate tra il desiderio di mantenere da un lato salde le loro radici religiose e culturali, e dall'altro la tentazione di sbarazzarsi della propria diversità, negandola per uno straziante desiderio di integrazione. Costrette al doloroso esercizio di trovare un equilibrio tra la salvaguardia, quando non l'enfaticizzazione della propria alterità, cercando di rimanere impermeabili alla nuova cultura – e la disponibilità ad aprirsi alla cultura di accoglienza, fino all'assimilazione in essa e alla occultazione di questa stessa alte-

rità. Oscillando dunque (cambiando registro semantico) tra purezza e contaminazione; tra sterilità e ibridazione.

Certo, basandoci sul censimento federale del 1990, non possiamo non notare come il panorama svizzero e ticinese sia mutato negli anni. Dalla tradizionale bipartizione tra cattolici e protestanti, si è passati ad un quadro più variegato, arricchito dalla presenza di altre confessioni minoritarie sempre più visibili. Se nella Confederazione del 1960 i credenti non cattolici né protestanti si aggiravano sullo 0,79%, trent'anni dopo, nel 1990, erano saliti a quasi il 12%. Gli appartenenti alle comunità islamiche si sono decuplicati ed hanno raggiunto a livello svizzero il 2,2% della popolazione residente, il che si-

gnifica che dopo cattolici e protestanti, l'Islam era ormai la terza religione della Confederazione. In Ticino registravamo una media assai inferiore, pari solo allo 0,9%, lontana dal 4% circa di Basilea città o al 2,3% di Ginevra.

Se tuttavia consideriamo la suddivisione per nazionalità dei musulmani allora presenti in Svizzera, possiamo notare come il Ticino riflettesse quasi specularmente la situazione nazionale. Le due nazionalità maggiormente presenti erano

quella turca e quella jugoslava. I cittadini turchi rappresentavano il 42,8% dei musulmani in Svizzera, e quelli jugoslavi il 36,4%; in Ticino il 39% dei musulmani era turco e il 30% jugoslavo. I Libanesi rappresentavano, sia a livello svizzero (3,25%) che ticinese (8,65%), la terza nazionalità: erano d'altronde gli anni della guerra in quel Paese. Paesi mediorientali (Pakistan, Iran, Irak) e nord africani (Marocco, Algeria, Tunisia, Egitto) rappresentavano nella globalità il 7,5% ca. in Svizzera e il 9,8% in Ticino. Questi i dati dell'ultimo censimento federale.

**Nella pratica quotidiana non si registrano contrasti o problemi insanabili**



A causa dell'immigrazione nel decennio seguente di numerosi cittadini della ex Jugoslavia, è probabile che in Ticino la percentuale di musulmani provenienti da questi Paesi (Bosnia, Kosovo, Macedonia) sia ancora cresciuta. Cittadini provenienti dai Paesi nordafricani affacciati sul Mediterraneo si indirizzano maggiormente verso la Romandia, mentre quelli turchi nella Svizzera tedesca.

Se la presenza dei musulmani in Ticino era e forse è ancora percentualmente non molto rilevante, essa appare ben visibile, soprattutto nelle periferie dei centri urbani. E' essenzialmente nella quotidianità che il ticinese si confronta con l'Islam, con i segni più visibili della cultura islamica e dei paesi legati all'Islam. E' il foulard della donna sull'autobus, sono i negozietti con prodotti tipici, è la macelleria con carne di animali macellati secondo l'uso islamico, è il marito musulmano della nostra vicina e i racconti di lei su quando si reca nel paese dello sposo, è il compagno di classe di nostro figlio che gli mostra il tappeto delle preghiere con intessuto il disegno di una moschea. Può forse ancora destare un certo stupore sapere che in un anonimo palazzo di Lugano Cassarate esiste una moschea, che a detta dell'imam Ibrahim Saad, è frequentata da albanesi, bosniaci, macedoni, turchi, siriani, egiziani, pakistani, nord africani residenti in Ticino. Moschea realizzata grazie all'associazione «Comunità islamica nel Cantone Ticino», fondata nel 1991 e che già cinque anni dopo rappresentava una collettività di circa 5000 persone.

Certo che se ci chiedessimo qual è l'immagine dell'Islam tra i ticinesi, credo si possa dire, intuitivamente, che inevitabilmente non sfugge ai classici stereotipi che circolano in Europa da secoli e che sono ancora ben vitali nelle narrazioni dei mass media di oggi. Un Islam percepito da sempre come antagonista irriducibile della cristianità, accampato alle nostre frontiere. Un Islam come perenne minaccia politico-militare, pronto a distruggere l'Occidente (si affastellano così i nomi di Poitier, di Lepanto, di Goffredo di Buglione, el Cid, del feroce Saladino, di Komheyni, di Saddam). Oscurantismo e fanatismo trovano conferma nei truci massacri del FIS algerino, nelle pratiche medievali dei Taliban, nei chador, su su fino alle lapidazioni... Carovane di cammelli nel deserto, moschee e minareti, danze del ventre, le gesta di Lawrence d'Arabia, fanno da contrappunto esotico-favolistico al volto

truce dell'Islam, attingendo da LE MILLE E UNA NOTTE e da colossali hollywoodiani degli anni Cinquanta. I più colti ricordano l'importanza di Avicenna e Averroè. C'è pure chi sa che il Paese con la maggiore popolazione islamica è l'Indonesia, grazie ad un gioco di società come *Trivial Pursuit*. Questa rappresentazione stereotipata dell'Islam non può essere tuttavia letta come segno di arretratezza o di chiusura culturale. E' certo assai evidente che oggi non ha più senso dare una rappresentazione unitaria dell'Islam, essendo una realtà quanto mai vasta e differenziata, che accoglie regimi politici differenti, sistemi sociali e culturali molto diversi, tradizioni e sviluppi contrastanti. Tuttavia questa immagine pluralistica e variegata, solo a fatica riesce ad entrare nel circuito massmediatico, con la sua logica narrativa più propensa ad enfatizzare soprattutto spettacolari azioni terroristiche o allucinanti stragi sanguinarie.

Vale la pena sottolineare come al di là della rappresentazione certo un po' cupa dell'Islam, nella pratica quotidiana non si registrino contrasti o problemi insanabili. Nelle scuole, ad esempio, in cui si ritrovano sugli stessi banchi allievi di tutte le nazionalità, lingue e religioni, l'Islam non sembra essere di per sé un ostacolo alla convivenza. Le difficoltà maggiori, semmai, sembrano essere piuttosto di natura prettamente pedagogica a causa di un diverso grado di scolarizzazione o per l'iniziale non conoscenza della lingua italiana di giovani allievi immigrati. I problemi legati all'alimentazione (divieto di mangiare carne suina), al foulard, alle festività religiose, alla ginnastica o al nuoto, sono limitati e risolti con il dialogo reciproco, senza che nascano conflittualità rilevanti.

Sarebbe interessante conoscerne la causa: maggior volontà di integrazione da parte dei cittadini islamici che altrove? maggior propensione al dialogo da parte di entrambi gli interlocutori? debolezza dell'Islam a causa della sua presenza numerica ridotta? Islam con particolari caratteristiche, essendo legato particolarmente ad immigrati dai Balcani e dalla Turchia?

Il quadro qui tracciato, abbozzato, frammentario, epidermico, non permette conclusioni, solo qualche glossa. Nel momento in cui bambini e bambine, ragazzi e ragazze, uomini e donne islamici e cristiani, ma anche di altre religioni, nella società multicultu-



rale del Ticino di oggi, si incontrano, vivono gli uni accanto agli altri ogni giorno, ha certamente senso offrire agli insegnanti una formazione anche sull'Islam (vedere a questo riguardo l'articolo di Pallavicini in questo numero di TANGRAM). La scuola è infatti uno dei maggiori luoghi di aggregazione sociale e di conoscenza reciproca ed è importante che gli operatori pedagogici possano disporre di conoscenze e strumenti sempre aggiornati per affrontare la mutata composizione delle classi e della società, sempre più eterogenea e multiculturale. Tuttavia non si può neppure pretendere che gli insegnanti possano essere chiamati a conoscere usi, costumi, religioni di tutti i loro allievi. Sarebbe uno sforzo immane, che arrischierebbe di tradursi in una sorta di enciclopedismo forse un po' sterile. Più produttivo potrebbe essere un approccio che, rifuggendo da tentazioni erudite, dia la possibilità ai docenti stessi di giungere a quadri di sintesi in grado di evidenziare differenze e analogie tra le differenti religioni e culture. Che possa offrire strumenti per insegnare agli allievi a riconoscere gli stereotipi e le logiche che li reggono, senza negarne la forza, la vitalità e a volte – per una necessità di categorizzazione – l'inevitabilità. Che mostri strade percorribili nelle pratiche quotidiane, per acquisire la capacità di decentrarsi e il superamento degli etnocentrismi, la capacità di cogliere – al di là di quello che può separare – quanta ricchezza vi sia nelle diverse risposte che ogni religione, ogni cultura, ogni popolo, ha dato alle domande che la vita pone.

**Carlo Monti** dell'ufficio insegnamento medio del cantone Ticino è presidente della *Commissione cantonale di coordinamento per i corsi di lingua italiana e le attività di integrazione*.

## Riassunto

*La presenza di musulmani in Ticino non è ancora percentualmente molto rilevante, ma appare ben visibile, soprattutto nelle periferie dei centri urbani. E' essenzialmente nella quotidianità che il ticinese si confronta con l'Islam, con i segni più visibili della cultura islamica e dei paesi legati all'Islam. Se in Ticino l'immagine dell'Islam non sfugge ai classici stereotipi, nella pratica quotidiana non si riscontrano contrasti o problemi insanabili. Offrire agli insegnanti una formazione sull'Islam è molto utile dato che la scuola è uno dei maggiori luoghi di aggregazione sociale e di conoscenza reciproca. Questa formazione è però da intendersi come uno strumento tra altri che mostrino strade per acquisire la capacità di superare tutte le forme di etnocentrismi.*

## Zusammenfassung

*Muslime im Tessin sind nicht besonders zahlreich, am ehesten fallen sie in den Peripherien der Städte auf. Es sind vor allem die äusserlichen Zeichen des Islam, die der Tessiner bemerkt. Obwohl auch im Tessin der Islam mit den klassischen Stereotypen konfrontiert ist, gestalten sich alltäglichen Begegnungen ohne unlösbare Probleme oder Zusammenstösse.*

*Kurse über den Islam für Lehrer können von grossem Nutzen sein, weil die Schule der wichtigste Ort des Zusammenkommens und des gegenseitigen Kennenlernens ist. Eine solche Lehrerbildung muss aber als Teil einer grundsätzlichen pädagogischen Ausrichtung verstanden werden, deren Ziel es ist, die Kinder dazu zu befähigen, jegliche Form von Ethnozentrismus überwinden zu lernen.*



## Islam e educazione: l'esperienza degli intellettuali musulmani europei

YAHYA SERGIO YAHE PALLAVICINI

*La vera conoscenza è alla base del rispetto e della qualità della comunicazione tra gli esseri umani. In questa prospettiva l'organizzazione della CO.RE.IS. (Comunità Religiosa Islamica) Italiana ha iniziato più di dieci anni fa una intensa attività volta a favorire una migliore conoscenza dell'Islam in Occidente, in particolare in Italia.*

Costituita come centro di studio e di approfondimento della dottrina islamica da un gruppo di musulmani europei, la CO.RE.IS. Italiana ha inizialmente svolto un'azione di orientamento dell'informazione e dell'immagine della religione islamica ben lontana dagli stereotipi e dai pregiudizi ricorrenti in molti ambiti della società contemporanea.

Lo sforzo principale in questa azione iniziale di informazione è stato quello di ricordare i fondamenti della civiltà islamica che partono dai valori spirituali

comuni ad

ogni religione

e di esprimerne

le specificità che car-

atterizzano i modi di partecipazione del musulmano alla creazione divina.

La necessità di ribaltare certe nuove e pericolose tendenze di discriminazione religiosa, di disinformazione faziosa e di banali generalizzazioni hanno reso necessario l'espressione della memoria storica dell'incontro tra le

varie comunità religiose e civiltà tradizionali nel corso dei secoli come esempio troppo spesso dimenticato di coesistenza pacifica e di scambi di grande valore conoscitivo e di reciproco beneficio.

L'intensa esperienza vissuta nella seconda metà degli anni '80 soprattutto nel campo degli incontri interreligiosi (rappresentanti islamici all'incontro ecumenico per la pace ad Assisi) ha messo in evidenza alcune problematiche irrisolte del dialogo islamo-cristiano.

Sincretismi rituali, compromessi teologici e appiattimenti sociali sembravano minare le intenzioni di quegli uomini di fede e di buona volontà che cercano di ripercorrere i nobili esempi di dignità spirituale presenti da entrambe le parti, nel mantenimento delle identità confessionali.

Purtroppo, bisogna ammettere quanto siano dannosi, anche da parte islamica, sia gli esclusivismi in-

tegralisti, sia alcune espressioni dubbie di iperconformismo (autocolonizzazione) occidentalista che a nostro parere nascondono entrambe una profonda crisi d'identità culturale e una preoccupante miscela di presunzione e ignoranza.

In questo quadro, è necessario ribadire, e non solo ai nostri fratelli, quanto l'integrità religiosa e l'identità culturale non vadano confusi erroneamente con strumentalizzazioni di potere personale o con atteggiamenti comportamentali dell'ultima moda consumistica.

I disegni di alcuni gruppi ideologici, volti a sfruttare i disagi sociali e la scarsa preparazione degli immigrati lavando loro il cervello e fomentando la lotta all'Occidente, hanno come unico scopo la destabilizzazione del sistema democratico per imporre una prevaricazione violenta che, desideriamo sottoli-

nearlo, non

ha nulla a

che fare con lo

spirito autentico dello Islam.

Sarebbe conveniente che anche le autorità istituzionali europee o alcune gerarchie religiose non si prestassero ingenuamente alla ricerca di legittimazione «islamista» di frange eversive, dichiarate fuorilegge dai governi dei loro stessi Paesi d'origine.

L'Islam, lo ricordiamo, è una religione universale che ricollega i fedeli alla comunicazione con Dio, nel ricordo di una dimensione sacrale dell'esistenza che permette di riconoscere nell'armonia della creazione, l'origine tradizionale del mondo e la nobile funzione dell'uomo e della donna sulla terra. E' importante quindi, non cadere nell'errore di una ricorrente generalizzazione identificando i musulmani con i fondamentalisti per poi, in virtù di questo pregiudizio, giustificare la propria preclusione sociale e di conseguenza compiacersi del proprio, presunto, alto livello di civiltà o, al contrario, sentirsi missionati di dover «salvare» i musulmani facendo loro un corso accelerato ed intensivo di etichetta modernistica e di buon comportamento!

Non c'è in tutto questo ancora un forte residuo di superiorità eurocentrica?

Credo sia opportuno non confondere il valore della carità cristiana o della solidarietà laica con l'illusione

**Imusulmani non mangiano cous-cous tutti i giorni e non bevono il tè soltanto nel deserto!**

missionaria dei colonizzatori del secolo scorso.

I danni derivanti da queste passate impostazioni faziose delle relazioni tra i popoli e più in particolare tra un certo Occidente e l'Islam sono ancora molto evidenti proprio nei radicati pregiudizi di alcuni immigrati nei confronti degli occidentali in generale e anche in molti studiosi dell'Islam contaminati dalla prospettiva orientalistica.

Se su un piano culturale è innegabile il contributo che gli orientalisti hanno dato nel permettere una maggiore conoscenza dell'Oriente e dei musulmani all'Occidente è importante chiarire quanto la visione di questi viaggiatori e scrittori fosse particolarmente condizionata da un sentimentalismo poetico che riusciva abilmente a mescolare la bellezza esotica delle terre (di conquista) con le curiose usanze di questi popoli «selvaggi» o, sempre secondo loro, «non civilizzati». Ad una lettura più attenta delle loro opere apparirà evidente l'intenzione nascosta dei loro committenti, siano essi governatori con mire espansionistiche o prelati con mire proselitarie, di far apparire come nobili azioni di civilizzazione vere e proprie, usurpazioni territoriali e conversioni forzate.

Ancora una volta l'ingenuità e l'ignoranza venivano strumentalizzati per giochi di potere personale dove proprio la dignità della persona era profondamente messa in discussione.

In questo panorama, si rendeva necessario un chiarimento anche nel mondo accademico e così dagli inizi degli anni '90, la CO.RE.IS. Italiana ha avviato un'intensa attività

di collaborazioni universitarie e di ricerche scientifiche che possano contribuire ad assicurare all'ambito di studi sull'Islam una maggiore fedeltà storica, penetrazione giuridica e obiettività.

Tutto questo andava realizzato non solo a livello nazionale ma anche a livello europeo e mediterraneo, cercando di ristabilire quegli scambi intellettuali che proprio tra le rive di questo mare che lega tre continenti avevano assicurato un arricchimento per tutte le civiltà dell'Europa, dell'Africa e dell'Asia.

Accordi bilaterali con l'ISESCO (l'organizzazione internazionale islamica per l'educazione, la scienza e la cultura) e collaborazioni con le principali istituzioni accademiche del mondo islamico (Egitto, Marocco, Tunisia, Arabia Saudita) ed europeo ci hanno permesso un crescente lavoro di qualificazione didattica e di esperienza sul territorio con la costituzione di un corpo docenti forse unico in Europa.

Infatti, la specificità degli insegnanti che collaborano nelle attività della CO.RE.IS. Italiana è quella di essere prevalentemente degli europei musulmani con una competenza sia della cultura e della lingua

d'origine che della dottrina della religione d'appartenenza che viene vissuta ed espressa con serenità ed equilibrio anche nelle varie collocazioni familiari, sociali e professionali.

Con queste caratteristiche gli insegnanti della CO.RE.IS. Italiana riescono a costituire un possibile esempio di armoniosa interazione (non integrazione) tra la dimensione della fede religiosa vissuta e la partecipazione alla società civile e spesso costituiscono un riferimento più accessibile e naturale sia per il fratello immigrato che per il connazionale che volesse semplicemente ricevere un chiarimento.

Proprio con l'intento di valorizzare questa funzione privilegiata di mediazione culturale e di insegnamento «dall'interno» che il corpo docenti CO.RE.IS. poteva assicurare, nel 1997, dopo alcune esperienze isolate in varie scuole di ogni ordine e grado, a turno, l'IRRSAE (Istituti Regionali di Ricerca e Sviluppo Educativo) Lombardia, Liguria e Emilia-Romagna hanno avviato una interessante collaborazione nell'apprendimento dell'Islam nel quadro dell'aggiornamento e della formazione degli insegnanti.

Il successo delle iniziative, in alcuni casi, ha suscitato impreviste situazioni imbarazzanti soprattutto a seguito della risposta degli insegnanti che hanno aderito in numero superiore a qualsiasi aspettativa.

L'occasione di conoscere l'Islam direttamente, analizzare le proprie esperienze didattiche, studiare le opportunità più efficaci di comunicazione e soprattutto aprirsi alla possibilità di ribaltare

gli innumerevoli pregiudizi di contenuto e di metodo che progressivamente si presentavano ha determinato una situazione di enorme arricchimento spirituale, professionale e culturale per tutti.

Sono stati messi in evidenza i limiti e gli errori di un approccio all'Islam su basi etniche (i musulmani appartengono a etnie e culture diverse), immigratorie (i musulmani non sono soltanto stranieri ma anche europei di origine o di adozione da più generazioni), linguistiche (l'arabo è la lingua sacra per le ritualità islamiche di tutti i musulmani ma solo una minoranza parla l'arabo classico), nazionali (non tutti gli arabi sono musulmani e in tutte le nazioni ci sono varie appartenenze religiose) e infine culinarie (i musulmani non mangiano cous-cous tutti i giorni e non bevono il tè soltanto nel deserto!).

Non c'è dubbio che lo sforzo principale è stato quello di aprirsi alla necessità di uscire da una impostazione psico-socio-antropologica, radicata nel sistema di pensiero occidentale contemporaneo secondo degli schemi fissi e rendersi disponibili a scoprire una realtà che si manifesta in modo diverso e





che, per conoscerla veramente, bisogna evitare di visualizzarla.

La mancanza di apertura intellettuale nell'accettazione delle specificità del musulmano da considerare e rispettare come una ricchezza per l'insieme dell'umanità, senza creare una classifica dei migliori o una lista dei buoni e dei cattivi, rappresenta uno degli ostacoli più evidenti nello sviluppo delle relazioni tra le persone.

La presunzione e la leggerezza di giudicare gli altri dall'alto, con una visione spesso superficiale delle apparenze o, peggio ancora, basata sulla sensazione del momento che viene poi immagazzinata nell'immaginario di molti occidentali ha provocato questa irriducibile illusione della superiorità dell'uomo bianco sugli altri.

In campo sociale e educativo le conseguenze negative si presentano spesso nella inconsapevole volontà di voler convertire il musulmano al proprio sistema moderno di vita e di pensiero, con il sentimento di aiutarlo ad integrarsi, oppure, con l'espressione della tolleranza passiva e buonista.

E' inutile dire quanto proprio tali atteggiamenti abbiano contribuito ad irrigidire le posizioni individuali o a creare nuovi pregiudizi che attribuiscono a entrambe le parti una immagine lontana dalla realtà e determinano di conseguenza una impossibilità di comunicazione.

Diversamente, i risultati più interessanti dei nostri corsi sono stati realizzati nel momento in cui veniva restituito all'Islam il suo carattere essenziale di dottrina monoteistica, di civiltà tradizionale, di storia sacra e di espressione di scienze sapienziali che hanno permesso realmente la scoperta di quei valori imprescindibili nello sviluppo qualitativo dei rapporti interpersonali e di conoscere profondamente le regole di vita del musulmano di ogni tempo e in ogni luogo.

In questo senso, i musulmani europei della CO.RE.IS. hanno saputo svolgere una azione di mediazione didattica nuova, restituendo all'Islam la sua identità di una comunità unita nella diversità, richiamando il valore dei principi che legano i musulmani tra di loro e con tutti gli altri, ricordando con maggiore obiettività e fedeltà la storia delle relazioni tra i popoli e le comunità religiose e ritrasmettendo ai musulmani la nobiltà di una prospettiva intellettuale della funzione dell'uomo nel mondo, l'unica che può fare da antidoto all'ignoranza e all'arroganza.

A seguito di queste esperienze, nel 1998 il Ministro della Pubblica Istruzione ha aperto, con decreto uff-

ciale, la Commissione Nazionale per l'Educazione Interculturale alle rappresentanze delle minoranze religiose in Italia e la CO.RE.IS. è stata inserita come componente di riferimento per l'Islam, nel gruppo di lavoro Europa e Mediterraneo.

Oltre all'apporto fondamentale dato in ambito educativo alla legge sull'immigrazione, vanno menzionati gli importanti successi dei quattro seminari organizzati dalla Commissione Interculturale, il primo dei quali ha ospitato, proprio in ambito Euro-

Mediterraneo, rilevanti figure istituzionali straniere e rappresentanti educativi islamici di primo piano anche grazie al concorso organizzativo della CO.RE.IS. e ha permesso la creazione di un network di organizzazioni, scuole e docenti impegnati sul tema «Mediterraneo, un mare che unisce».

L'ultimo seminario, svoltosi a Roma nel mese di marzo, ha finalmente riunito in una tavola rotonda presieduta dalla prof.ssa Tullia Zevi sulle «Culture diverse in una scuola di uguali diritti» ebrei, cristiani e musulmani in una dimostrazione chiara di sintonia e di convergenze.

La necessità nel prossimo futuro di creare una struttura in grado di rispondere alle esigenze sempre crescenti di una vera educazione interculturale e interreligiosa che sappia valorizzare e rispettare le identità e trasmettere una qualificata conoscenza dell'Islam secondo i suoi principi e valori in modo accessibile e non propagandistico all'Occidente ha spinto la CO.RE.IS. alla costituzione di un Centro di Documentazione sull'Islam a Milano in collaborazione con le istituzioni regionali, nazionali, europee e di alcuni stati islamici moderati.

Anche la comunità islamica in Europa infatti, è sempre più consapevole dell'importanza e

della responsabilità di dover reagire in modo costruttivo al rischio di una perdita della dimensione sapienziale nell'Islam da parte delle presenti e future generazioni.

La perdita o la dimenticanza di questo patrimonio conoscitivo porterebbe alla progressiva assimilazione passiva e ad un piatto livellamento dei musulmani in Europa con danni spirituali e culturali evidenziati dalla creazione di ghetti alternativi o peggio ancora

**La presunzione e la leggerezza di giudicare gli altri dall'alto ha provocato questa irriducibile illusione della superiorità dell'uomo bianco sugli altri**



di artificiose integrazioni di persone svuotate dei valori delle proprie origini e di conseguenza incapaci di dare il loro reale contributo alla società.

Per combattere l'emarginazione e l'omologazione la CO.RE.IS. ha collaborato in Francia con l'*Institut des Hautes Etudes Islamiques* svolgendo un lavoro in questa direzione anche presso il Consiglio Rappresentativo dei Musulmani di Francia.

Un convegno organizzato insieme nella città di Grenoble sulla «Conoscenza e Insegnamento: l'apporto dell'Islam all'Europa» ha avuto un notevole e positivo riscontro anche all'interno della comunità dei musulmani immigrati ormai sempre più consapevoli dei pericoli di alcuni istruttori fondamentalisti e particolarmente desiderosi di ritrovare un migliore equilibrio tra la fede d'appartenenza, la cultura d'origine e l'inserimento armonioso nella società europea.

Infatti, dopo la dichiarazione del partenariato euro-mediterraneo di Barcellona, la CO.RE.IS. ha partecipato a un intenso lavoro di coordinamento con varie rappresentanze islamiche nei principali stati europei, mentre, sempre in Italia, sono stati definiti degli accordi di programma con gli assessorati regionali e con i provveditorati agli studi delle maggiori città italiane.

E con la Svizzera? Attendiamo un segnale dal Ministero dell'Educazione Nazionale; si potrebbe iniziare a collaborare organizzando insieme un corso sull'Islam di aggiornamento per la formazione degli insegnanti con il Cantone Ticino oppure con una conferenza pubblica di interesse generale.

**Yahya Sergio Yahe Pallavicini** è Direttore Generale della Comunità Religiosa Islamica Italiana e membro della Commissione Nazionale per l'Educazione Interculturale del Ministero della Pubblica Istruzione in Italia.

## Riassunto

*Da più di dieci anni, la CO.RE.IS. (Comunità Religiosa Islamica) Italiana, fondata da italiani musulmani, svolge attività volte a favorire una migliore conoscenza dell'Islam in Occidente. Ha avviato una intensa attività di collaborazioni universitarie e di ricerche scientifiche a livello europeo e mediterraneo nello scopo di contribuire ad assicurare all'ambito degli studi sull'Islam una maggiore fedeltà storica, penetrazione giuridica e obiettività. Propone regolarmente corsi in diverse università e collabora inoltre all'insegnamento dell'Islam nel quadro dell'aggiornamento e della formazione degli insegnanti, offrendo loro l'occasione di conoscere l'Islam direttamente. I risultati più interessanti dei corsi della CO.RE.IS. Italiana sono realizzati nel momento in cui viene restituito all'Islam il suo carattere essenziale di dottrina monoteistica, di civiltà tradizionale, di storia sacra e di espressione di scienze sapienziali.*

*La comunità islamica in Europa è sempre più consapevole dell'importanza di dover reagire in modo costruttivo al rischio di una perdita della dimensione sapienziale nell'Islam e al desiderio di ritrovare un migliore equilibrio tra la fede d'appartenenza, la cultura d'origine e l'inserimento armonioso nella società europea. In questo senso, un intenso lavoro di coordinamento tra varie rappresentanze islamiche nei principali stati europei è stato svolto.*

## Zusammenfassung

*Die italienische Comunità Religiosa Islamica (CO.RE.IS.) wurde vor über zehn Jahren von italienischen Muslimen gegründet mit dem Ziel, den Islam unabhängig von kulturell bedingten Einflüssen der Migranten bekannt zu machen. In Europa und im Mittelmeerraum arbeitet die Organisation mit universitären Instituten zusammen und bietet regelmässig Kurse an Universitäten an. Sie beteiligt sich an der Aus- und Weiterbildung der Lehrer, um ihnen die Möglichkeit zu bieten, den Islam direkt kennenzulernen. Auf der anderen Seite will die Organisation, die mehrheitlich von italienischen Muslimen getragen wird, muslimischen Migrantinnen und Migranten helfen, sich in Italien zurechtzufinden. Die CO.RE.IS. bemüht sich gegenüber dem italienischen Staat um die öffentlich-rechtliche Anerkennung des Islam.*



## Der «Islam» in bester Gesellschaft

GEORG KREIS

*Man mag sich fragen, was Dr. iur. Beat Christoph Bäschlin, Jg. 1918, getrieben hat, 1990 die Broschüre «Der Islam wird uns fressen! Der islamische Ansturm auf Europa und die europäischen Komplizen dieser Invasion» zu verfassen und zu vertreiben. Interessanter als die individuelle Motivforschung sind die Hinweise auf die Resonanz, welche die Publikation findet, und insbesondere eine Analyse der Elemente, aus denen die kleine Kampfschrift komponiert ist.*

Von der Schweiz ist in diesem von einem Schweizer verfassten und in der Schweiz publizierten Schriftchen nur indirekt die Rede; direkt ist dagegen fast nur von Frankreich die Rede, von Frankreich als «Brückenkopf» der islamisch-afrikanischen Einwanderung, von Frankreich als warnendem Beispiel; von einem Frankreich, dessen «Altvorderen» im Jahr 732 bei Tours und Poitiers den Vormarsch der Jünger Mohammeds zurückgeschlagen hatten; aber auch einem Frankreich, das schon 1962 von General de Gaulle verraten worden ist (S. 82) und nun seit Jahrzehnten von den Liberalen (Giscard d'Estaing) und Sozialisten (Mitterrand) der unbegrenzten Einwanderung ausgesetzt wird (S. 71).

Indirekt macht der aus einer diffus antiaufklärerischen Position rasonnierende Verfasser die Französische Revolution für die mangelnde Resistenz verantwortlich: «Zweihundert Jahre jakobinisch-freimaurerischer Gehirnwäsche und die schmähliche Abdankung der Kirchen haben dazu geführt, dass die westlichen Staaten ihre Identität und ihre geistliche Überlieferung verleugnen müssen» (S. 45). Einzig der *Front National* habe den Mut, sich der allgemeinen Dekadenz entgegenzustemmen (S. 47).

Was hat nun den heute über 80-jährigen Dr. iur. Beat Christoph Bäschlin getrieben, 1990 die Broschüre zu schreiben und im Selbstverlag «Selvapiana» von seinem Wohnort, 6652 Tegna, aus zu vertreiben?

Biografisch bedeutsam dürfte sein, dass Bäschlin, der zuletzt 1973–1983 als Jurist in Bundesdiensten gestanden hat, in den 1950er und 1960er Jahren als Korrespondent Zeuge des französischen Dekoloni-

sationsprozesses gewesen ist, insbesondere des algerischen Unabhängigkeitskampfes. Der Verfasser offenbart sich als uneingeschränkter Apologet des europäischen Kolonialismus. Die Europäer hätten überall, wo sie hinkamen, «den Eingeborenen Arbeit und Verdienst sowie Pflege, Betreuung und Erleichterung der Lebensbedingungen» vermittelt. Wenn sie jetzt im Elend verkämen, sei dies nicht zuletzt dem Umstand zuzuschreiben, dass sie die Europäer fortgejagt hätten (S. 17, 83).

Es ist kein Zufall, dass der «Islam» ausgerechnet 1990 in Bäschlins Publizistik zum Hauptthema wird. 1985 war es noch der Sog des Kommunismus gewesen. Mit der Wende von 1989 hatte das alte Feindbild «Islam» im nationalkonservativen Segment der Gesellschaft insgesamt eine Renaissance erfahren und war bei den Samuel Huntingtons in den USA wie bei den Rudolf Kellers im Baselbiet zu einem der primären Bedrohungselemente avanciert. Schon in der Nummer

2/89 von VOLK+HEIMAT gab Keller seiner Anhängerschaft die neue Blickrichtung bekannt:

«Die Islamisierung Europas schreitet voran ...», und 1990 zog der AUNS-Pressedienst mit der

Warnung vor der

«Überfremdung durch Muslime» (Nr. 23/90) nach (zitiert nach Niggli/Frischknecht, S. 268/69). Der Übergang vom Antikommunismus zum Antisemitismus war übrigens gleitend, glaubte doch Bäschlin zwischen «Islam» und Sozialismus eine «Geistesverwandtschaft» feststellen zu können (S. 42). Bäschlin war in den späteren 1970er Jahren im Umfeld von James Schwarzenbach tätig gewesen, hatte seine Texte im Thomas Verlag sowie in den Zeitschriften REPUBLIKANER, VOLK+HEIMAT und NATIONALE AKTION veröffentlicht (vgl. auch Niggli/Frischknecht 1998, S. 267ff.). In diesem Milieu findet Bäschlins Publizistik denn auch vor allem ihre Resonanz. Sowohl die «Schweizer Demokraten» als auch der AUNS-Pressedienst propagierten die «Aufklärungsschrift» von 1990 (Niggli/Frischknecht, S. 271).

Bäschlin erhebt nicht nur den Vorwurf der Tatenlosigkeit gegenüber der Einwanderungswelle der

«Der Islam  
wird uns fressen»



«wie Insektenschwärme hereinbrechenden Dritte-Welt-Menschen» (S.44), er spricht sogar von «heimlicher Ankurbelung» (S.29) zum Beispiel durch die Einbürgerungen (S.49), von «Anlocken» von Flüchtlingen (S.94) zum Beispiel durch Subsidien der Sozialfürsorge, von «fieberhaftem Eifer» zur Einschleusung von Afrikanern und Asiaten (S.95). Wer aber sind die treibenden und verantwortlichen Kräfte? Erst auf der letzten Seite wird die zentrale Grundannahme offen gelegt: «Die Theorie von der Gleichheit aller Menschen (ist) ein Unsinn.» Die «Hintergrundmächte» wollten jedoch die Schöpfungsordnung der Gleichheitstheorie anpassen – eben durch die «Bastardisierung» Europas (S.95).

Die Kampfschrift ist zwar in erster Linie gegen den «Islam» und die «Masseneinwanderung» gerichtet, und man findet in ihr auch die meisten Versatzstücke des klassischen Feindbildes (von der Intoleranz über die Frauenverachtung bis zum Terror). Das Feindbild des Pamphletes ist aber breiter angelegt und huldigt altbekannten Verschwörungsvorstellungen, es denunziert «Weltstrategen» (S.12) oder eben die «Hintergrundmächte» (S.95). Nicht verwunderlich ist, dass in dieser Sicht der Dinge – neben den Freimaurern – auch die Juden an Schalthebeln der Macht sitzen, konkret zum Beispiel ein Alain Jakubowicz, Direktoriumsmitglied der LICRA, der dem Oberbürgermeister von Lyon als Aufpasser zur Seite gestellt worden sei (S.34). Die LICRA wird in dieser Schrift als eine «unter starkem jüdischem Einfluss stehende und von den Freimaurer-Logen abgeseignete Kampforganisation» präsentiert, die Organisation «SOS-Rassismus» als jüdisches Produkt (S.62), und beiden wird natürlich vorgeworfen, sie würden sich selbst rassistisch gebärden (S.66). Zugleich erhebt die Schrift auch den Vorwurf, die christliche Religion würde in Europa von Leuten vertreten, «die überhaupt keine Ausstrahlungskraft besitzen» (S.9). Bäschlin, der von sich gesagt haben soll, auf eine 460-jährige, eindeutig protestantische Familienüberlieferung zurückblicken zu können, und 1985 vor allem die protestantische Kirche als dem kommunistischen Sog ausgesetzt gesehen hat, wirft auch dem Vatikan vor, vor dem «Islam» kapituliert zu haben – bezeichnenderweise in innerer Übereinstimmung mit dem Zweiten Vatikanischen (Reform-)Konzil (S.10).

**«Die Theorie von  
der Gleichheit  
aller Menschen  
(ist) ein Unsinn»**

Vorwürfe ergehen auch an die Adresse der Europäischen Union. Sie wolle die Nationalstaaten abwürgen, zu einer staatsähnlichen straffen Einheit verschmelzen, nicht nur ein «europäisches Staatsvolk», sondern auch eine «gesamteuropäische Menschenrasse» schaffen (S.11). Die EU sei das «grosse Experiment, womit die Vorstufe zur Weltregierung getestet werden soll», sie betreibe «die Vorarbeit für die freimaurerisch geplante Weltregierung» (S.94). Der Masseneinwanderung komme dabei die

wichtige Funktion zu, diesen Prozess voranzutreiben (S.11). Zielgerichtet werde auf eine «weltweite Einheitsmenschheit» hingearbeitet, die «Rassenmischung» planmässig gefördert; Hauptopfer der «geplanten Bastardisierung» seien die westeuropäischen Völker (S.94).

Zu dieser Art von Fantasien gehört die Vorstellung, dass die Mehrheit blind ist, die Gefahr nicht sieht, dass diese aber auch vernebelt, verniedlicht und verschwiegen wird. Die Medien sind Lakaien dunkler Mächte (S.7, 13, 16, 93, 95). Es gebe keine

wirkliche, sondern nur eine manipulierte Demokratie (S.93), das Volk habe nichts zu sagen. So heisst es auch, die EWG bzw. EU sei das Produkt der Geheimdiplomatie, sei «hinter Brokatgardinen und geschlossenen Fensterläden im kleinen Kreis machthabender Politiker» ausgeheckt worden (S.11).

Die Handlungsspielräume jeglicher Opposition werden bewusst als eng oder gar inexistent bezeichnet, ja eine Art von Kult der Ohnmacht (als Gegenstück zum gleichzeitig kultivierten Bild der Allmacht der dunklen Kräfte) wird praktiziert. Zum Kult der Ohnmacht und der Aussichtslosigkeit gehören auch die häufigen Hinweise auf die lähmende Wirkung des in Frankreich 1972 eingeführten Antirassismus-Gesetzes. Bäschlin stilisiert die Schranken, die dieses Gesetz legt, gerne zum Antirassismus-Terror (S.13, 35, 61ff.).

Bemerkenswerterweise konzentriert sich der Verfasser ganz darauf, die uns umzingelnde Bedrohung in schwärzesten Farben zu malen, und ist nicht in der Lage, dem Negativbild etwas Positives entgegenzuhalten. Er ergeht sich ganz in seinen Klagen und beschränkt sich auf den dürftigen Ratschlag: «Die Sprache der Bibel wäre die einzige, welche westliche Interessen und westliche Anschauungen deutlich machen würde. Einzig damit könnte man dem Koran entgegnetreten. Wenn das nicht mehr mög-



lich ist, wird die Antwort kurzerhand so lauten: der Islam wird uns fressen ...» (S. 47). Zur Dekadenz gehört, dass Westeuropa «den natürlichen Drang zur Kinderzeugung» verloren habe (S. 7), zugleich die Abtreibung und jegliche Art von Empfängnisverhütung fördere (S. 95).

Der Verfasser scheint das, was er als Mangel beanstandet, seiner Beanstandbarkeit wegen recht eigentlich zu schätzen und als Endzeitprediger das schlechte Ende zur Bestätigung seiner Visionen zu benötigen. «Alles weist darauf hin», schreibt er halb angeekelt, halb angezogen, «dass in Frankreich Volk und Kultur in einen Zustand totaler Erschöpfung und Zersetzung geraten sind. Noch täuscht eine verhältnismässig heile Volkswirtschaft über diesen endzeitlichen geistigen Verwesensvorgang hinweg» (S. 48).

Zunächst erstaunlich und letztlich doch wiederum wenig erstaunlich ist die breite Kombination von Antihaltungen, die man in diesem Büchlein findet: Denn neben dem gegen den «Islam» gerichteten «Anti» finden sich zahlreiche andere «Anti» gegen den Kommunismus, Sozialismus, Liberalismus, gegen die Juden, die Freimaurer, die heutigen Kirchen, die Medien, zumeist auch gegen die eigene Regierung, gegen die Ideen der Aufklärung und die Errungenschaften der Französischen Revolution, gegen die EU und die UNO. Der «Islam» befindet sich da, mit anderen Worten, in bester Gesellschaft. Diese vielfältige Anti-Haltung leidet am gesellschaftlichen Wandel, an der – in Führungszeichen gesetzten – «modernen Gesellschaft», sieht in ihr nur Negatives (Zerfall der Familie, Verlöschen der Kraft kirchlicher Lehren, Zerbröckeln jeglicher Autorität, Drogen-Plage, wachsende Kriminalität, eben die Einwanderung), und sie kann dies alles nur als Resultate von dirigierenden «Hintergrundmächten» sehen, da sie ja nicht vom Wind hergeweht sein können und teilweise «sozusagen von einem Tag zum anderen» eingetreten seien.

#### Literatur

Bäschlin, Beat Christoph 1990

*Der Islam wird uns fressen! Der islamische Ansturm auf Europa und die europäischen Komplizen dieser Invasion.* Tegna: Selvapiana.

Niggli, Peter, Jürg Frischknecht 1998

*Rechte Seilschaften. Wie die «unheimlichen Patrioten» den Zusammenbruch des Kommunismus meisterten.* Zürich: WoZ im Rotpunktverlag.

#### Zusammenfassung

*Dr. iur. Bäschlin hat 1990 die Broschüre «Der Islam wird uns fressen! Der islamische Ansturm auf Europa und die europäischen Komplizen dieser Invasion» verfasst und vertrieben. Als uneingeschränkter Apologet des europäischen Kolonialismus greift er in seiner Kampfschrift, neben dem «Islam» den Kommunismus, Sozialismus, Liberalismus, die heutigen Kirchen, die Freimaurer, die Juden, die Medien, die eigene Regierung, die Ideen der Aufklärung und die Errungenschaften der Französischen Revolution, die UNO und die EU an, welche, so Bäschlin, die «Rassenmischung» fördere, ist aber nicht in der Lage, dem Negativbild etwas Positives entgegenzuhalten.*

#### Résumé

*En 1990, le Dr. iur. Bäschlin a rédigé et commercialisé la brochure «L'islam nous dévorera! L'irruption de l'islam en Europe et les complices européens de cette invasion». Adepte inconditionné du colonialisme européen il y attaque pêle-mêle l'islam, le communisme, le socialisme, le libéralisme, les églises actuelles, les francs-maçons, les Juifs, les médias, le propre gouvernement, les idées de l'illuminisme et les acquis de la Révolution Française, l'ONU et l'UE qui, selon lui, favorise «le mélange des races». Incapable d'opposer une note positive au noir tableau qu'il dépeint, l'auteur se restreint à citer la Bible comme unique arme contre le Coran.*



## Der Beitrag der Eidgenössischen Ausländerkommission (EKA) zur Integration der Muslime in der Schweiz

RENÉ RIEDO

Die Förderung der gesellschaftlichen Integration der ausländischen Bevölkerung ist seit 1970 Bestandteil der Ausländerpolitik der Schweiz. Der Bundesrat betraute damals die heutige *Eidgenössische Ausländerkommission* (EKA) mit dieser Aufgabe. Mit der Restrukturierung 1980 wurde der Aufgabenbereich dieser ausserparlamentarischen Expertenkommission erweitert. Sie hat seither nicht nur empirische Studien zu verfassen, sondern die gewonnenen Erkenntnisse sollen vermehrt in die Praxis umgesetzt werden. Rege Kontakte zu den verschiedensten Organisationen und Institutionen auf nationaler, regionaler und lokaler Ebene wurden dadurch erforderlich. Der EKA ist es gelungen, trotz geringen personellen und finanziellen Mitteln ein dichtes Netz von Beziehungen aufzubauen. Der Kommission waren gleichzeitig aber enge Grenzen gesetzt. Der neue Integrationsartikel 25a im Ausländergesetz wird in Zukunft einen grösseren Handlungsspielraum bieten. Der Gesetzesartikel sieht konkret vor, dass der Bund sich an Integrationsmassnahmen finanziell beteiligen kann, sofern die Kantone, Gemeinden oder Dritte sich ebenfalls angemessen daran beteiligen. Im Rahmen ihrer Mittlerfunktion unterhält die EKA seit vielen Jahren regelmässige Kontakte zu Vertreterinnen und Vertretern von Ausländervereinigungen, so auch zu muslimischen Kreisen vorwiegend bosnischer, albanischer und türkischer Herkunft. In der Kommission selbst sind eine Muslimin und ein Muslim vertreten. Im Rahmen bisheriger Gespräche konnten zwei Gesamtregelungen für die religiöse Betreuung getroffen werden. Weitere sind in Vorbereitung. Das gewählte Vorgehen und die Beurteilungskriterien bei der Prüfung von Gesuchen um Bewilligungen für Imame sind in den Grundzügen ähnlich dem Verfahren für die christlichen Ausländerseelsorger. Laut Gesamtregelungen soll die religiöse Betreuung in der Muttersprache der Gläubigen erfolgen können, und es wird wenn immer möglich auf die Praxis und Strukturen der jeweiligen Heimatregion

**Von  
einem Imam  
wird erwartet, dass  
er als Mediator wirkt und die  
Integrationsbemühungen  
mitzutragen  
bereit  
ist**

abgestellt. Ausserdem wird von einem Imam erwartet, dass er als Mediator wirkt und die Integrationsbemühungen mitzutragen bereit ist. Der eingeschlagene Weg von Gesamtregelungen wird nicht allseits als taugliche Lösung empfunden; es gibt indessen zurzeit keine ebenbürtigen oder gar besseren Alternativen, die mit der Ausländergesetzgebung bzw. den Bestimmungen der bundesrätlichen Begrenzungsverordnung BVO übereinstimmen würden.

Die EKA ist bereit, ihren bisherigen Dialog mit Muslimen auf weitere Kreise auszuweiten. Gegen die offenkundige Tendenz, Muslime fremder Herkunft in die Rolle von Problemausländern zu drängen und sie damit noch mehr zu isolieren, muss angekämpft werden. Dazu bedarf es gesamtschweizerisch dialogbereiter und repräsentativer Gesprächspartner. Muslimische Anliegen und Forderungen lösen nicht selten emotionsgeladene Widerstände aus, können gelegentlich aber auch hiesige Grundrechte tangieren. Es ist daher im Interesse beider Seiten, gemeinsam nach Lösungen zu suchen. Initiativen der EKA in dieser Richtung, so etwa die Tagung Ende November 1994, haben gezeigt, dass ein breites Bedürfnis hierzu vorhanden ist, gleichzeitig aber grosse Berührungspunkte bestehen. Ohne Respekt und Rücksichtnahme beiderseits, ohne Mindestmass an Offenheit, Anpassung und Konfliktfähigkeit ist ein einvernehmliches Zusammenleben kaum jemals denkbar. Interessensgegensätze müssen überwunden werden. Es handelt sich hier um eine Aufgabe, die nicht dem Zufall und auch nicht den Gerichten und Anwälten überlassen werden darf. Selbstverständlich kann der Rechtsweg nicht von vornherein ausgeschlossen werden. Integration verlangt jedoch in erster Linie beiderseitige Kompromissbereitschaft. Sie lässt sich nicht verordnen, sondern es muss der Weg des Dialogs eingeschlagen werden. Gerade darin sieht sich die EKA in ihrer Mittlerrolle, die sie in Zukunft noch bewusster wahrnehmen möchte.



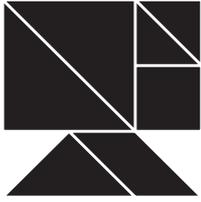
## La contribution de la Commission Fédérale des Étrangers (CFE) à l'intégration des musulmans en Suisse

RENÉ RIEDO

Le Conseil Fédéral a dans les années 70 donné à l'actuelle *Commission Fédérale des Étrangers* (CFE) le mandat d'intégrer la population étrangère à la société. Depuis 1980, elle a non seulement à établir des recherches empiriques, elle s'efforce de mettre plus souvent en pratique les connaissances acquises. La CFE a réussi à établir un important réseau de contacts avec diverses organisations et institutions au niveau local, régional et national. Grâce à l'article 25a sur l'intégration dans la loi sur les étrangers, la Commission aura désormais une plus grande marge de manœuvre, puisque cet article prévoit que la Confédération peut participer financièrement à des mesures d'intégration, à condition que les cantons, les communes ou des tiers y participent également. Dans le cadre de sa fonction de médiation, la CFE est depuis de nombreuses années en contact avec des représentants d'associations d'étrangers, notamment de cercles musulmans principalement d'origine bosniaque, albanaise ou turque. La Commission compte en son sein un musulman et une musulmane. Jusqu'à présent, deux règlements collectifs concernant l'encadrement religieux ont pu être fixés. D'autres sont en préparation. Le procédé choisi et les critères de jugement pour l'examen des demandes de permis pour les imams sont semblables au procédé appliqué pour les pères spirituels étrangers chrétiens. Selon les règlements collectifs, la direction religieuse doit pouvoir être faite dans la langue des croyants et, si possible, adaptée aux pratiques et aux structures des différentes régions d'origine. En plus, on attend des imams qu'ils travaillent comme médiateurs et qu'ils soient prêts à participer aux efforts d'intégration en Suisse. Tous ne semblent pas considérer les règlements collectifs comme une solution adéquate; actuellement il n'existe cependant aucune alternative égale ou meilleure, qui soit conforme à la loi sur les étrangers, respectivement à l'Ordonnance Limitant le Nombre des Étrangers (OLE) du Conseil Fédéral.

La CFE est prête à élargir le dialogue avec les musulmans à des cercles plus larges. Il faut se battre contre la tendance à pousser les musulmans d'origine étrangère dans le rôle d'étrangers à problèmes et de les isoler ainsi encore plus. Pour cela il faut qu'il y ait des représentants pour l'ensemble de la Suisse qui soient prêts au dialogue. Les requêtes et les revendications des musulmans déclenchent souvent de fortes oppositions émotionnelles, mais peuvent aussi concerner des droits fondamentaux. C'est pourquoi il est dans l'intérêt de tous de trouver des solutions ensemble. Les initiatives qu'a entreprises la CFE dans ce sens, comme par exemple la conférence à fin novembre 1994, ont montré que ce besoin est effectif, mais qu'il y a beaucoup d'appréhension des deux parts. Sans respect et égards mutuels, sans un minimum d'ouverture, d'adaptation et de bonne volonté pour surpasser les conflits, une vie commune consensuelle n'est guère imaginable. On doit surpasser les intérêts opposés et il s'agit là d'un devoir qu'on ne doit confier ni au hasard, ni exclusivement aux tribunaux et aux avocats. Bien sûr, la voie légale ne peut d'emblée être écartée, mais l'intégration demande en première ligne une volonté de compromis des deux côtés. On ne peut l'imposer, elle doit passer par le dialogue. Et c'est là justement que la CFE voit son rôle de médiatrice, qu'elle aimerait à l'avenir assumer de façon encore plus consciente.

**On attend des imams qu'ils travaillent comme médiateurs et qu'ils soient prêts à participer aux efforts d'intégration en Suisse**



## Daten zu Muslimen und Musliminnen in der Schweiz

MARCEL HEINIGER

Die Präsenz und die Wahrnehmung des Islam in der Schweiz hat sich in den letzten 30 Jahren radikal verändert. Anfang der 70er Jahre lebten weniger als 20 000 Muslime in der Schweiz, 10 Jahre später waren es 56 600. Zwischen 1980 und 1990 hatte sich ihre Zahl erneut mehr als verdreifacht. Gemäss der letzten Volkszählung im Jahre 1990 zählte man in der Schweiz 152 200 Muslime; dies entsprach 2,2 % der damaligen Wohnbevölkerung der Schweiz. 0,1 % aller Schweizer (7700 Personen) und 11,6 % aller Ausländer bekannten sich zu jenem Zeitpunkt zum islamischen Glauben. Der Islam ist heute somit nach der christlichen die zweitgrösste Religionsgemeinschaft in der Schweiz.

Die Muslime in der Schweiz bilden keine homogene Gruppe; sie haben eine unterschiedliche Herkunft, unterschiedliche Kulturen, Sprachen und ethnokulturelle Besonderheiten. Nahezu vier Fünftel der islamischen Gemeinschaft stammten 1990 aus der Türkei (42,8 % oder 65 100 Personen) und der damaligen Bundesrepublik Jugoslawien (36,4 % oder 55 500 Personen). Die Maghreb-Staaten (Marokko, Algerien, Tunesien) mit 4 % und der Libanon mit 3,3 % verzeichneten die nächstgrösseren Anteile. Die Muslime sind recht heterogen über das schweizerische Staatsgebiet verteilt; die zahlenmässig grössten Bestände waren in den Kantonen ZH, AG, SG und BE zu verzeichnen. Während sich die türkischen Staatsangehörigen vorwiegend auf die deutsche Schweiz konzentrieren, ist die Mehrheit der Personen aus Nordafrika in der Romandie ansässig. 73 % aller Muslime lebten in städtischen Gebieten.

Die amtliche Statistik verfügt über keine aktuelleren Daten über die Religionszugehörigkeit der Schweizer Bevölkerung. Obwohl die Schweiz ge-

rade im Bevölkerungsbereich mit den kommunalen bzw. kantonalen Einwohnerregistern und den zentralen Bundesregistern der ausländischen Bevölkerung über umfassende Verwaltungsdaten mit soziodemografischen und sozioökonomischen Personenmerkmalen verfügt, ist die Religionszugehörigkeit diesbezüglich eine Problemvariable. In vielen Registern ist die Konfession aus Datenschutzgründen entweder gar nicht (z. B. zentrales Ausländerregister) oder nur lückenhaft und mit ungenügender Qualität (z. B. Register der Personen des Asylbereichs) erfasst. Die amtliche Statistik ist daher für die repräsentative Erfassung der Religionszugehörigkeit auf Direktbefragungen der Bevölkerung (wie z. B. die alle 10 Jahre als Vollerhebung durchgeführte Volkszählung) angewiesen. Eine besondere Schwierigkeit dieser Erhebungsmethode liegt darin, dass sich bei der Frage nach dem Glaubensbekenntnis zahlreiche Personen als konfessionslos bezeichnen oder die Antwort gar verweigern. Die Gesamtzahl der Muslime in der Schweiz dürfte mit Sicherheit un-

terschätzt sein, da anlässlich der Volkszählung 1990 ein überdurchschnittlich grosser Teil der Ausländer (3,1 %) die Frage nach der Konfession nicht beantwortete. Ebenfalls unbeantwortet bleibt die Frage, wie viele der Muslime praktizierende Gläubige sind; die Zugehörigkeit zu einer Religionsgemeinschaft sagt alleine wenig aus über individuelle Wertvorstellungen und gesellschaftliches Verhalten einer Person.

Im Rahmen des 1994/1995 durchgeführten Mikrozensus «Familie» des Bundesamtes für Statistik, einer repräsentativen Stichprobenerhebung bei der 20- bis 49-jährigen Bevölkerung, wurde ebenfalls eine Frage zum Religionsbekenntnis gestellt. Rund 44 200 Personen bzw. 5,7 % aller Ausländer im

**Der Islam ist heute  
nach der christlichen  
die zweitgrösste  
Religionsgemeinschaft  
in der Schweiz**



Alter von 20–49 Jahren gehörten Ende 1994 gemäss dieser Umfrage zur islamischen Gemeinschaft.

Für neuere Zahlen ist man auf Schätzungen von nichtamtlichen Stellen, wie z.B. islamischen Vereinen und Organisationen in der Schweiz, angewiesen. Laut diesen Quellen wird die Zahl der Muslime in der Schweiz heute auf zwischen 200 000 und 250 000 Personen (2,8 bis 3,5 % der ständigen Wohnbevölkerung) geschätzt. Unbestritten ist, dass mit den Migranten aus den Nachfolgestaaten des ehemaligen Jugoslawien und aus aussereuropäischen Staaten die Zahl der Muslime weiter stark angestiegen ist. Annäherungsweise kann dies mit der Nationalitätenverteilung der ausländischen Wohnbevölkerung belegt werden. Die Zahl der ständig in der Schweiz ansässigen Personen aus Staaten mit einer islamischen Bevölkerungsmehrheit hat sich z.B. zwischen Dezember 1990 und Mai 1999 verdoppelt (Marokko, Afghanistan, Pakistan), verdreifacht (Indonesien) oder verfünffacht (Irak, Bangladesch); die Zahl der Albaner ist sogar

um mehr als das Vierzigfache angestiegen. Aus Bosnien-Herzegowina stammen 28 600, aus dem Kosovo schätzungsweise 145 000 Jahresaufenthalter und Niedergelassene. Neben diesem sesshaften Bevölkerungsteil nimmt auch die Zahl der auf dem Asylweg in die Schweiz gelangten – und hier in der Regel nur vorübergehend ansässigen – Personen aus islamischen Staaten bzw. Gebieten zu. Heute halten sich z.B. gut weitere 50 000 Kosovo-Albaner als Asylsuchende in unserem Land auf.

Die bevorstehende Volkszählung vom Dezember 2000 wird wiederum eine Frage betreffend die Religionszugehörigkeit beinhalten. Damit wird es möglich sein, neben der aktuellen Gesamtzahl auch ausgewählte soziodemografische Kennziffern über die Muslime in der Schweiz zu erhalten.

**Marcel Heiniger** arbeitet im Bundesamt für Statistik in der Sektion Bevölkerungsentwicklung und ist zuständig für Daten zur ausländischen Bevölkerung.



## Données sur les musulmans et les musulmanes en Suisse

RENÉ RIEDO

La population musulmane en Suisse a grandement évolué: alors qu'au début des années 70, moins de 20 000 musulmans habitaient en Suisse, ils étaient, dix ans plus tard, au nombre de 56 600. Entre 1980 et 1990, ce chiffre a à nouveau plus que triplé. En 1990, lors de la dernière recension de la population, on dénombrait en Suisse 152 200 Musulmans, soit le 2,2 % de la population résidente en Suisse à cette époque. 0,1 % des Suisses et 11,6 % des étrangers se déclaraient alors être de confession islamique. Ainsi, l'islam représente aujourd'hui la 2<sup>ème</sup> religion en Suisse après le christianisme.

La communauté musulmane de Suisse est composée de plusieurs nationalités, ce qui est caractéristique d'une Suisse au carrefour de l'Europe. On trouve en son sein différentes cultures, langues et particularités ethno-culturelles. En 1990, la grande majorité (2/3) de la communauté musulmane était représentée par des ressortissants turcs (65 100 personnes soit

42,8 %) et de l'Ex-Yougoslavie (55 000 personnes soit 36,4 %). La communauté musulmane des états maghrébins (Maroc, Algérie, Tunisie) représentait 4 % de l'ensemble de la communauté tandis que les musulmans libanais en représentaient le 3,3 %. Les musulmans sont répartis de façon hétérogène sur le territoire suisse, et ce principalement dans les grandes villes (73 % de tous les musulmans). Le plus grand nombre se trouvait dans les cantons de ZH, AG, SG et BE et il est intéressant de relever que 76 % des musulmans sont établis en Suisse allemande et 14 % en Suisse romande, ce qui correspond sensiblement à la répartition de la population résidente. Tandis que la communauté turque se concentre plutôt en Suisse allemande, la communauté nord-africaine habite majoritairement en Suisse romande. Quant aux ressortissants de l'Ex-Yougoslavie, ils se trouvent répartis un peu partout en Suisse.



L'office des statistiques ne dispose pas de dates récentes quant à l'appartenance religieuse de la population suisse. Bien que la Suisse dispose de données socio-démographiques et socio-économiques complètes grâce notamment à ses offices de contrôle des habitants communaux et cantonaux et à son registre central de la population étrangère, l'appartenance à une confession religieuse en est toujours une variable problématique. Dans nombre de registres, la confession n'est soit pas du tout mentionnée pour des raisons de protections des données (c'est le cas du registre central des étrangers) ou alors seulement de façon incomplète (registre des personnes dans le domaine de l'asile). C'est pourquoi les offices de statistiques doivent, pour obtenir des données au sujet de l'appartenance religieuse de la population, recourir aux recensements fédéraux de la population effectués par intervalles de dix ans, ou encore à des questionnaires établis par leurs soins. La difficulté de ce type de recensement réside dans le fait qu'un grand nombre de personnes se déclarent sans confession ou refusent même de répondre à la question de l'appartenance religieuse. Ainsi, on peut affirmer que le nombre de musulmans est sûrement sous-estimé, puisque lors du recensement de 1990, le 3,1 % des étrangers (soit une part exceptionnellement grande) n'ont pas répondu à la question de l'appartenance religieuse. Un autre chiffre inconnu est celui du nombre de musulmans qui sont pratiquants tant il est vrai que l'appartenance à une communauté religieuse ne révèle que peu sur les valeurs individuelles et sur le comportement social d'une personne.

En 1994, dans le cadre d'un recensement sur un échantillon de la population des personnes de 20 à 49 ans, 44 200 personnes, soit le 5,7 % de tous les étrangers âgés de 20 à 49 ans, ont affirmé appartenir à la communauté islamique.

Pour des chiffres plus récents, on doit s'en remettre aux estimations d'offices non gouvernementaux, tels que par exemple des associations ou des organisations islamiques en Suisse. Selon ces sources, on estime actuellement le nombre de musulmans en Suisse entre 200 000 et 250 000 personnes (de 2,8 à 3,5 % de la population résidente) dont on estime que seuls 40 % bénéficient d'un permis d'établissement permanent (permis C) et 15 % sont réfugiés ou requérants d'asile. Il ne fait aucun doute qu'avec l'arrivée de migrants des nouveaux états d'Ex-Yougoslavie, et de migrants d'états non européens, le nombre de musulmans a fortement augmenté. Le nombre de personnes résidant en Suisse et provenant de pays où l'islam est la religion majoritaire a entre décembre 1990 et mai 1999 doublé (Maroc, Afghanistan, Pakistan), triplé (Indonésie) ou quintuplé (Iraq, Bengladesh); le nombre d'Albanais a plus que quadruplé. On dénombre 28 600 personnes résidant à l'année ou établies en provenance de Bosnie-Herzégovine et environ 145 000 du Kosovo. D'autre part, le nombre de personnes en provenance d'états ou de régions islamiques et qui entrent en Suisse en qualité de requérants d'asile augmente également. Aujourd'hui on compte par exemple 50 000 requérants d'asile albanais en Suisse.

La prochaine recension de la population de décembre 2000 contiendra à nouveau une question sur l'appartenance à une confession religieuse. Il sera ainsi possible d'obtenir, outre leur nombre actuel exact, une meilleure connaissance des données sociodémographiques des musulmans résidant en Suisse.

**Marcel Heiniger** travaille à l'Office fédéral de la statistique dans la section de l'évolution de la population et est en charge des dates sur les étrangers

**Tandis que la communauté turque se concentre plutôt en Suisse allemande, la communauté nord-africaine habite majoritairement en Suisse romande**



## Kleine Literaturliste zum Islam in der Schweiz Brève bibliographie sur l'islam en Suisse

In der folgenden Liste sind Publikationen aufgeführt, die in der Schweiz publiziert wurden, die von Schweizer Autoren/-innen stammen oder die relevante Themen derart behandeln, dass ein unmittelbarer Bezug zur Situation in unserem Land hergestellt werden kann. Da der Islam in der Schweiz bisher noch wenig behandelt worden ist, wurden auch einige unpublizierte universitäre Arbeiten aufgenommen.

La bibliographie suivante contient l'ensemble des ouvrages qui ont été publiés en Suisse. Les auteurs de ces ouvrages sont suisses ou traitent de thèmes spécifiques à la Suisse, de sorte qu'il existe un lien direct avec la situation dans notre pays. La bibliographie contient également quelques travaux universitaires non publiés, car il n'existe encore que peu d'ouvrages traitant de l'Islam en Suisse.

«Islamismus.» NZZ-Fokus 1998/4.

Aldeeb, Sami 1998

Mariages entre partenaires suisses et musulmans. Connaître et prévenir les conflits. Lausanne: Institut suisse de droit comparé (3<sup>ème</sup> édition).

Allemann, Franz 1986

Muslimen in der Schweiz. Frankfurt a.M.: Cibedo-Dokumentation 4.

Allemann, Franz, Elisabeth Bäuml, Urs Köppl 1992

Mein Nachbar ist Muslim. Informationsbeitrag der Schweizer Kirchen zum besseren Verständnis der muslimischen Einwanderer. Freiburg i. Üe.: Paulusverlag.

Angebrn, Thomas, Werner Weibel 1999

Christlich-islamische Partnerschaften. Pastorale Handreichung der katholischen Kirche in der Schweiz. Luzern: SKAF (leicht angepasste Neuauflage der Broschüre von 1986).

Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe 1991

Recommandation 1162 relative à la contribution de la civilisation islamique à la culture européenne.

Bamba, A. 1992

L'Islam en Suisse et à Genève (mémoire de 3<sup>e</sup> cycle). Genève: Institut Universitaire d'Études du Développement.

Baretta, Pascal 1996

Du Dieu d'Abraham ... aux cousins d'Orient: l'intégration des musulmans en Suisse, un défi? Si oui, pour qui? Quelles modalités? (Mémoire de 3<sup>e</sup> cycle: certificat de perfectionnement en politique sociale). Genève: Université.

Basset, Jean-Claude 1982

«Musulmans en Romandie». In: REPÈRES 4/10, S. 43–48.

Basset, Jean-Claude 1989

«Le Croissant islamique au pays de la Croix fédérale: Musulmans et Chrétiens en Suisse». Dans: ISLAMO-CHRISTIANA 15, pp. 121–133.

Basset, Jean-Claude 1993

Quand nos voisins sont musulmans: analyses et perspectives chrétiennes. Lausanne: SOC (Analyses et perspectives chrétiennes).

Basset, Jean-Claude 1996

«Suisse». Dans: Dassetto, Felice, Yves Conrad, Musulmans en Europe Occidentale. Bibliographie commentée/Muslims in Western Europe. An annotated bibliography. Paris: L'Harmattan, pp. 185–194.

Batzli, Stefan, Fridolin Kissling, Rudolf Ziblmann 1994

Menschenbilder, Menschenrechte. Islam und Okzident: Kulturen im Konflikt. Zürich: Unionsverlag.

Baumann, Christoph 1987

«Situation und Probleme religiöser Minderheiten: Dargestellt am Beispiel von Basel». In: SCHWEIZER VOLKSKUNDE 1.

Baumann, Christoph, Christian Jäggi 1991

Muslimen unter uns. Islam in der Schweiz. Luzern: Rex.

Benturqui, Daisy et al. 1990

Couples islamo-chrétiens – Promesse ou impasse? Lausanne: soc (Commission Islam du Département missionnaire des Églises protestantes de la Suisse romande).

Bernard, Renaud 1993

Mahomet chez Calvin: Images de l'islam à Genève: Etude de l'impact, en termes de politique sociale, de la mosquée du Petit-Saconnex sur son milieu d'implantation, la région genevoise. (Mémoire de 3<sup>e</sup> cycle: certificat de perfectionnement en politique sociale). Genève: Université.

Bischofberger, Otto 1991

Der Islam in Bewegung: Begegnung oder Konfrontation? Freiburg i. Üe.: Paulusverlag.

Bistolfi Robert, François Zabbal 1995

Islams d'Europe: intégration ou insertion communautaire? La Tour d'Aigues: Editions de l'Aube.

Boos, Susan 1991

«Machismo, Blutrache – Frauenschicksal? Bemerkungen zur «modernen» Islamfeindlichkeit.» In: WIDERSPRUCH 21 (Neuer Rassismus), S. 30–37.

Brügger Mensab, Silvia, Bruno Flury, Pia Imbach 1998

Die Bilder des Islams in der schweizerischen Gesellschaft. (Lizentiatsarbeit, Institut für Ethnologie.) Bern: Universität.

Buchs, Mina 1993–1994

«L'Influence des croyances socio-religieuses sur le comportement des malades et sur les soins hospitaliers». Dans: Les Frontières du mal. Berne: Société Suisse d'Ethnologie, pp. 75–90.

Burkhalter, Sarah 1998

«Pour un dialogue plus équilibré avec les musulmans de Suisse». Dans: SGMÖIK BULLETIN 7, pp. 22–23.

Burkhalter, Sarah 1998

La Question du cimetière musulman en Suisse: quels enjeux pour la communauté musulmane? (Mémoire de licence, Histoire et Sciences des Religions, Faculté de Lettres). Lausanne: Université.

Comité «Islam en Europe» Conférence des Églises Européennes/Consilium Conferentiarum Episcopatum Europae (1997)

Mariages entre chrétiens et musulmans. Orientations pour les églises et les chrétiens en Europe. Leusden/NL, Bruxelles.

Dassetto, Felice 1996

La construction de l'islam européen: approche socio-anthropologique. Paris: L'Harmattan.

Églises évangéliques réformées de Berne-Jura 1990

Pistes pour la rencontre et le dialogue avec d'autres religions. Berne: Églises évangéliques réformées de Berne-Jura.

Erziehungsdirektion 1989

Islamische Schüler in der öffentlichen Schule. Zürich: Rundschreiben der Erziehungsdirektion, 9. Juni.

Fähndrich, Hartmut 1998

«Unverträgliche Mentalitäten?: Muslimen in der Schweiz.» In: Simone Prodoliet, Blickwechsel: die multikulturelle Schweiz an der Schwelle zum 21. Jahrhundert. S. 249–255. Luzern: Caritas-Verlag.

Falaturi, Abdoldjavad, Udo Tworuschka 1996

Der Islam im Unterricht. Beiträge zur interkulturellen Erziehung in Europa. Braunschweig: Georg-Eckert-Institut für Internationale Schulbuchforschung.

Furrer, Priska, Romano Müller 1992

Kinder aus der Türkei – Ein Handbuch für die Arbeit mit türkischen Kindern und Jugendlichen und deren Eltern. (Interkantonale Arbeitsgruppe Interkulturelle Erziehung – Türkisches Kind). Bern: Staatlicher Lehrmittelverlag.

Gemeinschaft von Christen und Muslimen in der Schweiz

«Eine Familie – zwei Religionen»  
«Muslimen im Spital – Eine Handreichung»  
«Muslimische Kinder in der Schule und im Kindergarten»  
(Falblätter, zu bestellen unter Adresse: Postfach 6243, 3001 Bern).

Graf, Peter, Peter Antes 1998

Strukturen des Dialogs mit Muslimen in Europa. Bern: Peter Lang.

Haenni, Patrick 1995

Les déterminants anthropologiques de la réislamisation en Suisse. Lausanne (non publié).

- Haenni, Patrick 1994  
«Dynamiques sociales et rapport à l'État: l'institutionnalisation de l'Islam en Suisse». Dans: REVUE EUROPÉENNE DES MIGRATIONS INTERNATIONALES X/1, pp. 183–198.
- Haenni, Patrick 1995  
«Musulmans de Suisse et Religion. D'un islam à l'autre». Dans: CAHIERS D'HISTOIRE ET DE SCIENCE DES RELIGIONS 4 (actes du Colloque «Minorités Chrétiennes et Musulmanes»).
- Haenni, Patrick 1998  
«Trajectoires de l'islam en Suisse». Dans: L'Islam d'Europe. pp. 36–51. Paris: Seuil.
- Handreichung: Religiöse Feiertage und Rundschreiben: Islamische Schüler an der Volksschule  
(Zu bestellen bei: Ausländerpädagogik, Walchstrasse 21, 8001 Zürich; 01-259 53 61).
- Hofstetter Rogger, Yvonne 1993  
Unsere Familie wird international. Eine Broschüre für Eltern binationaler Paare. Bern: Eidgenössische Ausländerkommission.
- Hufschmid, Martina, Eva Soom 1998  
Das Bild der Muslima in Schweizer Zeitschriften (Facharbeit). Bern.
- Hunziker, Ernst 1995  
«Islam und Menschenrechte. Der Koran, Fundamentalismus und Integration muslimischer Minderheiten». In: WIDERSPRUCH 30 (Ethische Politik, Krieg und Völkermord), S. 103–110.
- Hunziker, Ernst 1996  
«Allah an der Linmat.» In: MAGAZIN DER UNIVERSITÄT ZÜRICH 2, S. 46–49.
- Hussain, Waseem 1996  
«Die Angstmacher. Der Islam kommt in den Schweizer Medien vielfach schlecht weg. Liegt das aber am Islam allein?» In: KLARTEXT 100, S. 24–25.
- Infored 1998  
Islam in Basel-Stadt und Basel-Land. Vorabdruck des Projekts «Führer durch das religiöse Basel». Zürich: Manava.
- IRAS 1999  
Islam in der Schweiz. Basel: IRAS.
- Jäggi, Christian 1997  
Türkisch- und albanischsprechende Muslime in der Innerschweiz. Ergebnisse einer explorativen Studie über Identität und Integration von religiösen und ethnischen Minderheiten in der Innerschweiz. Meggen: Inter-edition, Institut für Kommunikationsforschung.
- Jäggi, Christian et al. 1991  
Türkische Muslime in der Schweiz. Probleme und Chancen der Kulturbegegnung.
- Musulmans turcs en Suisse: défis de la rencontre culturelle et religieuse.  
Luzern: Caritas (Dokumentation 2/Documentation 2).
- Jüdicke, Ansgar 1997  
Das Islambild in den Schulbüchern der Schweiz (mit einem Vorwort von Fritz Stolz und einer Analyse der Lehrpläne von Markus Holenstein). Zürich: Pano.
- Kaenel, Yvan von 1996  
La Population musulmane du canton de Neuchâtel: pour un dialogue entre les associations musulmanes et le canton de Neuchâtel. Canton de Neuchâtel: Dpt. Economie publique: Rapport du bureau du délégué aux étrangers, Yvan von Kaenel, juin.
- Katechetisches Institut 1996  
Unterrichtshilfen. 16 Themen für den Religionsunterricht an der Oberstufe. Zürich: Katechetisches Institut der ev.-ref. Landeskirche des Kt. Zürich.
- Keller, Jost, Ibrahim Noureddin 1995  
«Ich habe ein moslemisches Kind in meiner Klasse». Basel: KEM (Kooperation Evangelischer Kirchen und Missionen).
- Kooperation Evangelischer Kirchen und Missionen  
Ein Regenbogen von Kulturen und Religionen. Begegnungen in der Schweiz wagen ... Eine Arbeitsmappe. Basel: KEM.
- Lähnemann, Johannes 1977  
Nichtchristliche Religionen im Unterricht: Beiträge zu einer theologischen Didaktik der Weltreligionen: Schwerpunkt Islam. Gütersloh: Gütersloher Verlagsbaus.
- Lüthi, Angelika, Leonhard Suter 1999  
Musliminnen und Muslime in Zürich. Adressen – Kontaktstellen – Informationen – Literatur. Eine Dokumentation. Zürich: Kirchlicher Informationsdienst.
- Müller-Robr, Brigitta 1996  
Das Paradies liegt unter den Füßen der Frau. Eine qualitative Studie über Schweizerinnen, die zum Islam übergewandert sind. (Dissertation, Ethnologisches Institut.) Zürich: Universität.
- Muslime in der Schweiz. AN-LAC DOKUMENTATION 14, 1998.
- Muslime unter uns. AUFBRUCH – Forum für eine offene Kirche 33 (Sondernummer), 1993.
- Mutlu, Hasan 1993  
Les Turcs de la Suisse. (Mémoire de licence, sociologie.) Neuchâtel: Université.
- Nonneman, Gerd 1997  
Muslim communities in the new Europe. Reading: Ithaca Press.
- Ossipow, Laurence, Valérie Outenzabet-Litsios, Barbara Waldis 1997  
«De la (re-)production de stéréotypes sur les couples islamo-suisse.» Dans: TSANTSA 2, pp. 156–161.
- Pestalozzianum  
Kinder aus der Türkei (unveröffentlichte Materialsammlung; in der Bibliothek einsehbar).
- Ramadan, Tariq 1994  
Les musulmans dans la laïcité. Responsabilités et droits des musulmans dans les sociétés occidentales. Lyon: Tawhid.
- Ramadan, Tariq 1999  
Peut-on vivre avec l'islam? Le choc de la religion musulmane et des sociétés laïques et chrétiennes. Entretiens avec Jacques Neiryck. Lausanne: Favre.
- Raselli, Nicolò 1996  
«Schickliche Beerdigung für «Andersgläubige.» In: AJP/PJA 9, S. 1103–1110.
- Rebetez, Alain, Alain Maillard 1998  
«250 000 musulmans en Suisse: «Nous voulons plus que la tolérance: le respect.» Dans: HEBDO (Dossier) 7. Mai 1998, pp. 12–22.
- Richner, Barbara 1997  
Ein muslimischer Friedhof in Zürich. Implikationen von Multikulturalität. (Seminararbeit) Zürich, Universität Zürich: Ethnologisches Seminar.
- Rochat, Daniel, Alexander Daniel 1994  
«L'Islam parmi nous.» Dans: ITINÉRAIRES-RECHERCHES CHRÉTIENNES D'OUVERTURE 8 (numéro spécial).
- Ruegger, Abbas Danièle 1988  
L'Image de l'islam dans la Presse: Analyse de 4 magazines (Hebdo; Impact; Nouvel Observateur; Figaro Magazine). (Mémoire de licence, sociologie). Genève: Université.
- Schär, Hans Rudolf, Urs Köppel 1988  
Damit wir uns besser verstehen ... : Informationsbeitrag der Kirchen zum besseren Verständnis der muslimischen Einwanderer in der Schweiz. Bern, Luzern. (Erste Ausgabe: 1981).
- Schweizerische Akademie für Entwicklung SAD 1998  
Muslime in der schweizerischen Gesellschaft. Möglichkeiten und Grenzen der Multikulturalität. (Tagungsbericht: 5. Interkulturelles Forum vom 27. Mai 1998.) Solothurn. (<http://www.sad.ch/forum/>).
- Segesvary, Victor 1977  
L'Islam et la réforme: Etude sur l'attitude des réformateurs zuricois envers l'islam (1510–1550). (Thèse de théologie. Université de Genève, 1973) Lausanne: L'Age d'homme.
- Setta, Houari 1999  
«Le Suisse converti: émergence d'un nouvel acteur social musulman.» (Communication au colloque «Conversion to islam in contemporary Europe», Louvain-la-Neuve: European Science Foundation, 30–31 Janvier 1998). Dans: SOCIAL COMPASS 1.
- Sherwani, Haroon Khan 1964  
Muslim colonies in France, Northern Italy and Switzerland (being the English translation of Reinaud's «Invasions des Sarrazins {...}») Lahore: Sh. Mubammad Asbraf.
- Steinemann, Yvonne 1994  
Mitten unter euch. Lese- und Projektbuch für die multikulturelle Arbeit. Zürich: Sabe.
- Suter, Leonhard 1997  
Muslimische Gräber auf kommunalen Friedhöfen. Zur Frage nach dem islamischen Friedhof in Zürich. (Manuskript erhältlich beim Autor: Tel. 01-258 92 16).
- Waardenburg, Jacques 1996  
«Muslims as Dhimmis. The emancipation of Muslim immigrants in Europe: the case of Switzerland.» In: Shadid, W.A.R. P.S. van Koningsveld, Muslims in the Margin. Political responses to the presence of Islam in Western Europe. Kampen: Kok Pharos, S. 145–163.
- Zentralstelle für Gesamtverteidigung 1996  
Islam und Islamismus. Konsequenzen für die Sicherheitspolitik / Islam et Islamisme. Conséquences pour la politique de sécurité. (Kolloquium Sicherheitspolitik und Medien, 19. Oktober 1996, Bern). Bern: Zentralstelle für Gesamtverteidigung.



## Getrennte Klassen? Ein Dossier zu den politischen Forderungen nach Segregation fremdsprachiger Kinder in der Schule

### 1. Grundlagen und Ziele der Stellungnahme

- 1.1 Die Forderungen nach Segregation zwischen einheimischen und fremdsprachigen Kindern in der Schule muss die *Eidg. Kommission gegen Rassismus* unter dem Gesichtspunkt interessieren, ob permanent getrennte Klassen eine Diskriminierung darstellen, ob sie Rassismus fördern und so das Gebot der Gleichbehandlung und die Verpflichtungen des Übereinkommens gegen Rassismus verletzen.
- 1.2 Die EKR will mit der Stellungnahme:
- das gesellschaftliche Umfeld und den politischen Charakter der Diskussion um getrennte Schulklassen aufzeigen;
  - die Risiken darlegen, welche eine segregierte Schule für den demokratischen Rechtsstaat bedeutet;
  - die Verletzung der Bundesverfassung, der kantonalen Volksschulgesetze und internationaler Vereinbarungen aufzeigen;
  - die Empfehlungen der EDK und kantonaler Schulbehörden für die integrierte Schule stützen und die Umsetzung neuer Konzepte dafür fördern;
  - allen Interessierten ein Argumentarium zu Verfügung stellen und Empfehlungen aus der Optik der EKR vorlegen.

wurde dadurch auch die öffentliche Diskussion angeheizt.

- 2.2 In der deutschen Schweiz wurden 1998/99 an verschiedenen Orten politische Vorstösse zur Einführung getrennter Klassen von Politikern der Schweizer Demokraten, SVP, FDP eingereicht. Der Bericht enthält den Text der Postulate teilweise im Wortlaut sowie Zusammenfassungen der Antworten der kommunalen und kantonalen Regierungen.
- 2.3 In Rorschach/SG und in der Stadt Luzern laufen derzeit Versuche mit nach ausländischen und Schweizer Kindern getrennt geführten Primarschulklassen. In Rorschach wird nach den beiden dreijährigen Klassenzügen das Experiment nicht wiederholt. In Luzern wird ein weiterer Versuch in einem anderen Stadtquartier erwogen.
- 2.4 In bereits erfolgten Stellungnahmen sprachen sich die EDK und weitere pädagogische Stellen klar für die Förderung des Zusammenlebens zwischen Einheimischen und Zugewanderten, für die Integration der fremdsprachigen Kinder und für das Modell der «multikulturellen Schule» aus. Mit einem Bündel koordinierter Massnahmen kann das schulische Integrationsprogramm nach Meinung der Fachleute realisiert werden. Damit können auch die festgestellten geringen (unter 10%) Leistungsdefizite, die in stark gemischten Klassen bisher festgestellt wurden, behoben werden.

### 2. Die aktuelle Diskussion um einen separierten Unterricht

Der Anteil ausländischer Kinder in den schweizerischen Volksschulen liegt insgesamt bei 22%. In exponierten städtischen Gebieten kann jedoch der Anteil ausländischer Kinder in einer Klasse auf bis 90% ansteigen. In der aktuellen Diskussion wird nun gegenüber Klassen, in denen nicht mehr einheimische Kinder Schweizer Eltern die überwiegende Mehrheit darstellen, Widerstand laut, weil die Eltern einen Leistungsabbau und damit eine Benachteiligung ihrer Kinder befürchten.

- 2.1 Die Printmedien der deutschen Schweiz und in der Folge einige der Romandie berichteten in den letzten zwei Jahren kontrovers über die Forderungen nach Segregation in der Schule. Zwangsläufig

### 3. Schulische Segregation aus der Optik der EKR

- 3.1 Das Unbehagen ist ernst zu nehmen. Auch die EKR ist der Meinung, dass Integration die Aufgabe der Schule schlechthin ist – und zwar in jedem sozialen und politischen Sinne. Die EKR nimmt die Befürchtungen, welche einheimische und zugewanderte Eltern über die Bildungschancen ihrer Kinder hegen, ernst. Die Lösung darf jedoch nicht zuungunsten einer willkürlich definierten Gruppe von Schulkindern ausfallen, sondern muss eine Verbesserung für alle bringen.
- 3.2 Die neuen Bildungskonzepte für eine «Schule der Vielfalt» weisen den Weg. Diese werden, zum Bei-

spiel unter dem Namen «Modell St. Johann» in Basel oder mit der Bezeichnung «Qualitätssicherung in multikulturellen Schulen QUIIMS» in Zürich, bereits eingesetzt. Diese Modelle enthalten eine Kombination ineinandergreifender Faktoren, welche der Realität einer gemischten Klasse Rechnung tragen, wie zum Beispiel: neue Formen und Qualitäten des Unterrichts, Kleinklassen, Miteinbezug der Eltern, fachliche Unterstützung für soziale Probleme, Unterricht in heimatlicher Sprache und Kultur.

- 3.3 Gemischte Klassen werden zum politischen Stellvertreterproblem gemacht. Der politische Druck scheint geradezu darauf gerichtet zu sein, die Umsetzung dieser pädagogischen Konzepte zu verhindern. In der starken politischen Problematisierung der gemischten Schulklassen spiegeln sich soziale Probleme und die Angst, in Zeiten härterer Verteilungskämpfe um Lehrstellen und Berufspositionen zu kurz zu kommen. Diese akzentuieren sich in Quartieren der unteren Mittelschicht. Die homogene Klasse wird nun stellvertretend dafür zum Idealzustand idealisiert und die gemischte Klasse diabolisiert. Aus einem schulischen Problem wird ein politisches Problem gemacht, das sich in die Diskussion um die Ausländer- und Asylpolitik einreihen lässt.
- 3.4 Die geforderte schulische Segregation folgt der Logik der Abwehr des Fremden. Schnell sind rassistische Vorstellungen der «kulturellen Andersartigkeit» zur Hand, welchen eine ebenso konstruierte «Schweizer Eigenart» gegenübergestellt wird. Die den politischen Postulaten zugrunde liegende Fremdenfeindlichkeit kommt in ihrem Vokabular zum Ausdruck. So wird z.B. behauptet, den Schweizer Kindern könnten die ausländischen wegen ihrer «kulturell stark abweichenden Wesensart» nicht zugemutet werden. Hinter der geforderten Abtrennung der Kinder, welche «nicht gut Deutsch sprechen», von den schweizerischen steht der Gedanke ihrer kulturellen und ethnischen Minderwertigkeit. Ihre Integrierbarkeit wird bereits von vornherein bezweifelt, was der Logik des vormaligen Dreikreise-Modells der Ausländerpolitik entspricht. Bereits Deutsch sprechende ausländische Kinder werden in Luzern in die neu geschaffene «Ausländerklasse» eingeteilt!
- 3.5 Die dauerhaft getrennte Klasse für ausländische Kinder ist eine Diskriminierung, da allein aus der nationalen oder ethnischen Herkunft eines Kindes eine Minderbegabung abgeleitet wird. Eine solche auf Dauer angelegte institutionelle und strukturelle Ausgrenzung würde konsequent weitergeführt in ein Apartheid-System münden, welches zum Ziel hat, eine gleichberechtigte Teilnahme aller an der Gesellschaft zu unterbinden. Eine getrennte Entwicklung, die im Kindergarten oder in der ersten

Klasse beginnt, setzt sich später in der Gesellschaft fort und würde die sozialen, kulturellen und wirtschaftlichen Ungleichheiten insgesamt verstärken. Die Chancengleichheit wäre untergraben, Getriebildung und Aggressivität könnten den sozialen Frieden gefährden. Aber auch ein Schulunterricht nur für Einheimische ist diskriminierend. Schweizer Kinder hätten weniger Möglichkeiten, soziale Kompetenz in einem komplexen Umfeld zu erwerben, welche gerade in der heutigen globalisierten Gesellschaft von grosser Bedeutung ist.

- 3.6 Konzepte getrennter Entwicklung bedrohen längerfristig die demokratischen und rechtsstaatlichen Grundlagen unseres Zusammenlebens. Integration ist deshalb nicht ein Begriff nur der Ausländerpolitik, sondern bedeutet den Zusammenhalt unseres Staatswesens schlechthin. Die Grundsätze unseres Staatswesens und die Verpflichtungen, welche die Schweiz im Rahmen internationaler Verträge eingegangen ist, stehen einer Forderung nach einem getrennten Unterricht für einheimische und zugewanderte Kinder fundamental entgegen. Eine segregierte Schule würde das Recht auf Gleichbehandlung, auf Bildung, auf Schutz vor rassistischer Ausgrenzung und die Gewährung grösstmöglicher Chancengleichheit in der Gesellschaft verletzen, die jedes Individuum in unserem Land beanspruchen kann.
- 3.7 Auch Flüchtlingskinder brauchen gleichwertige Bildungsangebote. Dies stellt eine Herausforderung dar, wenn eine grössere Zahl von Kindern aus dem gleichen Herkunftsgebiet und mit gleicher Muttersprache eintrifft wie jetzt die kosova-albanischen Kinder. Es werden bereits Modelle praktiziert, die auf einem kombinierten heimatlichen/albanischen und ortssprachlichen Schulunterricht während des ersten Anwesenheitsjahres beruhen. Ist eine längere Anwesenheit der kosovarischen Kinder abzusehen, muss nach Meinung der EKR auch hier das Ziel eine Schulung in der Regelklasse sein. Es darf nicht sein, dass auf dem Rücken dieser neu angekommenen Kinder unmittelbar die Ausgrenzungspraktiken ausgelebt werden, die auch der Motor der Forderung nach permanent getrennten Schulklassen sind.

#### **4. Empfehlungen der Eidg. Kommission gegen Rassismus**

1. Die eingereichten politischen Postulate nach segregierten Klassen sind abzulehnen.
2. Die EKR empfiehlt die schnellstmögliche Aufhebung getrennter Klassen.
3. Die EKR fordert alle Schulen auf, Leitbilder für eine «Schule der Vielfalt» zu entwickeln. Sie sind die geeignete pädagogische Antwort auf potentielle Forderungen nach getrennten Schulklassen.



4. Für die Umsetzung der neu entwickelten Schulmodelle, welche eine Antwort auf die Herausforderung heterogen zusammengesetzter Klassen bieten, sind zur Förderung aller Kinder in ihrer individuellen Begabung und zur Stützung der Lehrkräfte die nötigen finanziellen Mittel bereitzustellen.
5. Weitere Klärungen zu den Themen Chancengleichheit und Bildungsbenachteiligung im multikulturellen Umfeld sind durch die entsprechende empirische Forschung vorzunehmen.
6. Die EKR ersucht die Schweizerische Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektoren, im Sinne ihrer Empfehlungen von 1991 und in Aufnahme der bereits bestehenden Argumentationen kantonalen Er-

ziehungsdirektionen eine Empfehlung gegen eine Segregation zwischen einheimischen und ausländischen Kindern in der Schule herauszugeben.

7. Die EKR fordert alle Menschen auf, Segregations- und Apartheidtendenzen in unserer Gesellschaft entgegen zu treten. Den Medien kommt in der Entwicklung und in der Pflege des Verständnisses für eine multikulturelle Gesellschaft eine besondere Verantwortung zu.

*Der Bericht ist auf Deutsch, Französisch und Italienisch erschienen. Zu bestellen bei: EKR, GS EDI, 3003 Bern; Fax 031-322 44 37; ekr-cfr@gse-di.admin.ch*



## **Des classes séparées? Dossier sur les demandes politiques de ségrégation des enfants parlant une langue étrangère à l'école**

### **1. Bases et objectifs de la prise de position**

- 1.1 Les demandes visant à séparer les enfants étrangers des enfants suisses à l'école interpellent la *Commission fédérale contre le racisme* afin de savoir si des classes séparées en permanence constituent une discrimination, si elles poussent au racisme et si elles violent le principe de l'égalité de traitement et les obligations imparties par la Convention contre le racisme.
- 1.2 Dans sa prise de position, la CFR entend:
  - montrer le contexte sociétal dans lequel a lieu le débat sur les classes séparées et le caractère politique de ce dernier;
  - signaler les risques qu'une école ségrégative constitue pour l'État de droit et la démocratie;
  - relever les violations de la Constitution fédérale, des lois scolaires cantonales en matière de scolarité obligatoire et des conventions internationales qu'une telle école représente;
  - appuyer les recommandations de la CDIP et des autorités scolaires cantonales en faveur d'une école d'intégration et soutenir la mise en œuvre des nouveaux concepts élaborés à cet effet;
  - fournir à toutes les personnes intéressées un argumentaire et formuler des recommandations de son point de vue.

### **2. Le débat actuel au sujet de l'enseignement séparé**

La proportion d'enfants étrangers dans les écoles obligatoires de l'ensemble de la Suisse s'élève à 22%. Dans les agglomérations exposées, cette proportion peut toutefois aller jusqu'à 90% pour une seule et même classe. Le débat actuel montre qu'une certaine opposition aux classes dans lesquelles les enfants de parents suisses ne représentent plus une majorité prépondérante commence à se manifester, car les parents craignent que les résultats de leurs enfants baissent et que ceux-ci soient alors défavorisés.

- 2.1 Au cours des deux dernières années, les journaux et les magazines de Suisse alémanique et, dans la foulée, quelques-uns de Suisse romande ont lancé la polémique en faisant état des demandes de ségrégation à l'école. Cela a inévitablement enflammé le débat public.
- 2.2 En Suisse alémanique, des personnalités politiques des Démocrates suisses, de l'UDC et du PRD ont déposé à diverses reprises en 1998 et en 1999 des interventions politiques demandant la création de classes séparées. On trouvera dans ce rapport le texte de ces interventions parfois dans leur teneur intégrale ainsi que des résumés des réponses des gouvernements cantonaux et communaux.

- 2.3 A Rorschach/SG et à Lucerne se déroulent actuellement des essais de conduite de classes primaires séparées pour les enfants suisses et pour les enfants étrangers. Après les deux cycles de trois ans, l'expérience ne sera pas renouvelée à Rorschach, tandis qu'à Lucerne, on envisage de faire un autre essai dans un autre quartier.
- 2.4 Dans des prises de positions qu'elles ont publiées, la CDIP et d'autres organisations pédagogiques se sont clairement prononcés pour l'encouragement de la cohabitation entre Suisses et immigrés, pour l'intégration des enfants parlant une langue étrangère et pour le modèle «d'école multiculturelle». Selon les spécialistes, une série de mesures coordonnées permettra de réaliser le programme d'intégration scolaire, et les légers retards – inférieurs à 10% – observés jusqu'à présent dans les classes à forte proportion d'enfants étrangers pourront être rattrapés.

### 3. La ségrégation à l'école: point de vue de la CFR

- 3.1 Le malaise actuel doit être pris au sérieux. La CFR est elle aussi d'avis que l'intégration est par définition l'affaire de l'école, sur le plan politique comme sur le plan social. Elle prend très au sérieux les craintes que les parents suisses et les parents immigrés nourrissent pour les chances de formation de leurs enfants. La solution choisie pour y remédier ne doit cependant pas privilégier un groupe d'élèves défini arbitrairement, mais apporter une réelle amélioration pour tous.
- 3.2 Les conceptions en matière d'éducation pour ce que la CFR appellerait une «école de la diversité» montrent la voie à suivre. Elles portent des noms comme «Modell St. Johann» à Bâle ou *Qualitätssicherung in multikulturellen Schulen* (QUIMS) à Zurich et ont déjà été mises en place. Ces modèles comportent une combinaison de facteurs interdépendants qui tiennent compte des réalités inhérentes à une classe mixte. Ce sont par exemple les nouvelles formes et la qualité de l'enseignement, les classes réduites, l'implication des parents, l'appui de spécialistes pour les problèmes sociaux, l'enseignement de la langue et de la culture du pays.
- 3.3 Les classes séparées servent de paravent aux problèmes politiques. Il semble que la pression politique vise précisément à empêcher la mise en œuvre de ces concepts pédagogiques. A une époque où il faut lutter de plus en plus âprement pour obtenir une place d'apprentissage ou une position dans la vie professionnelle, les problèmes sociaux et les craintes d'être parmi les perdants se traduisent par l'extrême politisation de la question des classes mixtes. Ces problèmes s'accroissent dans les quartiers où vivent les couches défavorisées. On idéalise alors les classes homogènes et on diabolise les classes mixtes, autrement dit on transforme un problème scolaire en problème politique qui s'insère alors dans le débat sur la politique en matière d'asile et d'étrangers.
- 3.4 La demande de ségrégation suit la logique du rejet de ce qui est étranger. On en vient rapidement aux idées racistes de «différence culturelle» et on leur oppose une «identité suisse» construite de toutes pièces. La xénophobie à la base de tous les postulats politiques se manifeste aussi dans le vocabulaire employé. C'est ainsi que l'on affirme par exemple que l'on ne peut pas imposer aux enfants suisses la présence des enfants étrangers en raison de l'«identité culturelle très différente» de ceux-ci. Les demandes visant à séparer les enfants «ne parlant pas bien l'allemand» (ou la langue parlée dans la région concernée) des enfants suisses masque l'idée de leur infériorité culturelle et ethnique. On doute d'emblée qu'ils puissent s'intégrer, ce qui correspond au raisonnement de l'ancien modèle des trois cercles de la politique des étrangers. A Lucerne, on met même les enfants étrangers sachant déjà parler l'allemand dans les classes pour étrangers qui viennent d'être créées!
- 3.5 Les classes séparées en permanence pour enfants étrangers constituent une discrimination, car seule l'origine nationale ou ethnique d'un enfant mène à penser qu'il serait moins doué que les autres. Si elle était instaurée systématiquement et sur la durée, une telle exclusion institutionnelle et structurelle déboucherait sur l'apartheid, dont l'objectif est d'empêcher que tous prennent part à la société sur un pied d'égalité. Si les enfants se développaient séparément à partir du jardin d'enfants ou de la première classe, ils continueraient à le faire plus tard dans la société, ce qui accentuerait les inégalités sociales, culturelles et économiques. Il n'y aurait donc plus d'égalité de chances! L'apparition de ghettos et l'agressivité menaceraient la paix sociale. Mais il serait également discriminatoire de faire suivre aux enfants suisses des classes qui leur seraient exclusivement réservées, car ils auraient ainsi moins de possibilités d'acquiescer, dans un environnement complexe, des compétences sociales qui revêtent précisément une grande importance au regard de la société globalisée qui est la nôtre aujourd'hui.
- 3.6 L'idée d'un développement séparé menace à long terme les fondements démocratiques de la cohabitation dans un État de droit. C'est pourquoi l'intégration n'est pas seulement une notion inhérente à la politique des étrangers, elle représente la cohésion même de notre État. Les principes qui régissent notre État et les obligations que la Suisse a contractées en signant des traités internationaux s'opposent fondamentalement aux demandes de classes séparées. Une école ségrégationniste violerait le droit à



l'égalité de traitement, à la formation, à la protection contre l'exclusion raciste et à l'octroi de la plus grande égalité de chances possible dans la société, droit auquel chacun peut prétendre dans notre pays.

- 3.7 Les enfants de réfugiés ont besoin d'offres d'éducation équivalentes. Lorsque un assez grand nombre d'enfants venant de la même région et parlant la même langue arrivent dans un pays, comme c'est aujourd'hui le cas des enfants albanais du Kosovo, cela constitue un défi important. Des modèles reposant sur une combinaison entre enseignement scolaire en albanais et enseignement dans la langue de la région pendant la première année de séjour sont déjà mis en pratique. Si l'on doit s'attendre à un séjour plus ou moins long des enfants kosovars, la CFR estime que l'objectif doit être ici aussi de mettre les enfants dans la classe régulière. Il ne faut pas que l'exclusion soit pratiquée au détriment de ces enfants qui viennent d'arriver, car c'est précisément ce qui fournit des arguments aux demandes de classes séparées en permanence.

#### **4. Les recommandations de la Commission fédérale contre le racisme**

1. Les postulats politiques demandant des classes séparées doivent être rejetés.
2. La CFR recommande de supprimer le plus rapidement possible les classes séparées.
3. La CFR engage toutes les écoles à élaborer des schémas directeurs pour une «école de la diversité».

C'est en effet la réponse pédagogique appropriée aux demandes potentielles de création de classes séparées.

4. Les ressources financières nécessaires à la mise en œuvre des nouveaux modèles scolaires conçus pour relever le défi que constituent les classes hétérogènes doivent être mises à disposition aux fins d'encourager tous les enfants à développer leurs aptitudes individuelles et de soutenir le corps enseignant.
5. Des recherches empiriques devront permettre d'étudier de plus près des thèmes comme l'égalité des chances et les préjudices qu'un contexte multiculturel serait susceptible de causer.
6. La CFR demande à la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique de publier une recommandation contre la ségrégation entre enfants suisses et enfants immigrés à l'école, dans le droit fil des recommandations qu'elle avait formulées en 1991 et en reprenant les arguments déjà avancés par les départements cantonaux de l'éducation.
7. La CFR exhorte chacun de nous à lutter contre les tendances à l'apartheid qui se manifestent dans notre société. Une responsabilité particulière incombe aux médias dans ce contexte: c'est à eux qu'il appartient de développer et d'entretenir une meilleure compréhension de la société multiculturelle.

*Le rapport est disponible en allemand, français et italien et peut être commandé à l'adresse suivante :  
CFR, SG DFI, 3003 Berne; Fax 031-322 44 37;  
ekr-cfr@gs-edi.admin.ch*



## **Classi separate? Un dossier sulla richiesta di segregare i bambini di madre lingua straniera nella scuola**

### **1. Basi e scopi del dossier**

- 1.1 La richiesta di separare bambini autoctoni e di lingua straniera nell'ambito scolastico deve essere analizzata dalla Commissione federale contro il razzismo al fine di poter stabilire se classi permanentemente separate rappresentano una discriminazione e se incoraggiano il razzismo, violando il principio della parità di trattamento e gli impegni previsti nella Convenzione contro il razzismo.
- 1.2 Lo scopo del dossier della CFR è
  - mostrare il contesto in cui si situa la discussione ed il suo carattere politico,
  - spiegare i rischi che comporta una scuola a classi segregate per lo Stato democratico,
  - illustrare il mancato rispetto della Costituzione, delle leggi cantonali sulla scuola dell'obbligo e delle Convenzioni internazionali,
  - appoggiare le raccomandazioni della CDPE e delle autorità cantonali a favore di una scuola

- integrata e sostenere piani atti a realizzarla,
- offrire a tutti gli interessati una gamma di argomenti e raccomandazioni nell'ottica della CFR.

## 2. La discussione attuale su un insegnamento diviso

La quota di bambini stranieri nelle scuole dell'obbligo svizzere raggiunge nel complesso il 22 %. In alcuni quartieri cittadini tuttavia, questa quota può aumentare fino a raggiungere il 90 %. Nella discussione attuale si esprime l'opposizione contro classi in cui bambini di genitori svizzeri non rappresentano più la netta maggioranza: i genitori temono un calo del rendimento che potrebbe penalizzare i propri figli.

- 2.1 La stampa della Svizzera tedesca, e sulla sua scia alcuni giornali della Svizzera romanda, negli ultimi due anni ha pubblicato articoli controversi sulla richiesta di segregazione nella scuola. Di conseguenza la discussione si è allargata al pubblico prendendo accenti più aspri.
- 2.2 Nella Svizzera tedesca, tra il 1998 ed il 1999, membri dei partiti Democratici Svizzeri, Unione Democratica di Centro, Partito Liberale Radicale hanno inoltrato in vari luoghi interventi parlamentari a favore dell'introduzione delle classi separate. Il rapporto contiene in parte il testo dei postulati e un riassunto delle risposte dei governi comunali e cantonali.
- 2.3 A Rorschach/SG e nella città di Lucerna si stanno sperimentando classi elementari separate per bambini autoctoni e stranieri. A Rorschach l'esperimento non verrà prolungato alla fine del triennio previsto. A Lucerna si sta pensando di lanciare un nuovo periodo di sperimentazione in un altro quartiere cittadino.
- 2.4 Nei loro pareri, la CDPE ed altri enti pedagogici si sono espressi chiaramente a favore della promozione della convivenza con gli immigrati, dell'integrazione di bambini di lingua straniera e per il modello della scuola multiculturale. Secondo gli esperti, con un pacchetto di misure coordinate è possibile realizzare il programma di integrazione previsto dalla scuola e recuperare il ritardo nel programma di apprendimento (al di sotto del 10%) riscontrato nelle classi con forte presenza di bambini stranieri.

## 3. L'argomento della segregazione scolastica nell'ottica della CFR

- 3.1 I timori devono esser presi sul serio. Anche la CFR ritiene che l'integrazione è un compito prettamente scolastico, in ogni senso politico e sociale. La CFR

non sottovaluta i timori dei genitori di bambini sia autoctoni sia immigrati in merito alle possibilità di formazione dei figli. Tuttavia la soluzione non può essere trovata in una situazione che svantaggia un gruppo di scolari arbitrariamente definito ma deve rappresentare un passo avanti per tutti.

- 3.2 I nuovi programmi di formazione per una «scuola della molteplicità» aprono la via. Con il nome di «modello St. Johann» a Basilea o «garanzia della qualità in scuole multiculturali» (*Qualitätssicherung in multikulturellen Schulen QUIIMS*) a Zurigo, vengono forniti già primi esempi di realizzazione di tali piani. I modelli comprendono una combinazione di fattori collegati l'un l'altro capaci di affrontare la realtà quotidiana di una classe mista. Ad esempio con nuove forme di insegnamento ed una nuova qualità del suo contenuto, classi ridotte, cooperazione dei genitori, sostegno professionale per problemi sociali e lezioni di cultura e lingua materna.
- 3.3 La richiesta di classi separate diventa un paravento politico. La pressione politica sembra voler impedire la realizzazione di questi strumenti pedagogici. Nella problematica delle classi separate, fortemente politicizzata, si riflettono i problemi sociali ed il timore di non trovare posti di tirocinio e sbocchi professionali a sufficienza in tempi grande concorrenza: questi timori si accentuano in modo particolare nei quartieri in cui predomina il basso ceto medio. La classe omogenea viene così elevata ad ideale, mentre la classe mista viene demonizzata. Un problema scolastico diventa un problema politico nell'ambito del dibattito sulla politica degli stranieri e dei richiedenti l'asilo.
- 3.4 La segregazione scolastica richiesta segue la logica della difesa dallo «straniero». Fino ai pregiudizi razzistici della «diversità culturale» che postula un'identità «svizzera» altrettanto immaginaria, il cammino non è lungo. La xenofobia su cui basano gli interventi politici è ben evidente nei termini utilizzati. Ad esempio, si afferma che non si può pretendere dai bambini svizzeri di essere sempre a contatto con i loro coetanei stranieri a causa delle «abitudini culturalmente molto diverse» di questi ultimi. Dietro alla richiesta di dividere i bambini che non fanno molto bene il tedesco da quelli svizzeri si nasconde l'opinione che i primi siano inferiori su un piano culturale ed etnico. La loro capacità di integrarsi viene messa in dubbio a priori, corrispondentemente alla logica del modello dei tre cerchi per la politica degli stranieri, ormai superato. A Lucerna si è arrivati a mettere in classi separate bambini stranieri che non hanno alcuna difficoltà nell'uso della lingua tedesca!
- 3.5 Le classi permanentemente separate per bambini stranieri rappresentano una discriminazione poiché



si deduce un'inferiorità nella capacità di apprendimento del bambino esclusivamente in base alla sua origine nazionale o etnica. Se si continuasse a portare avanti in maniera conseguente una tale esclusione istituzionale e strutturale, questa condurrebbe col tempo ad un sistema di apartheid con lo scopo di vietare una partecipazione paritaria di tutti i componenti di una società. Uno sviluppo basato sulla separazione iniziato all'asilo o alle elementari, continuerebbe a sussistere nella società rafforzando l'insieme delle disparità sociali, culturali ed economiche. Le pari opportunità scomparirebbero mentre la formazione di ghetti e l'aumento dell'aggressività potrebbero mettere in serio pericolo la pace sociale. Anche un insegnamento espressamente diretto ai bambini autoctoni avrebbe effetti discriminatori: i bambini svizzeri avrebbero meno possibilità di cimentarsi in un ambiente complesso in quelle competenze sociali che assumono una notevole importanza proprio nella nostra odierna società globale.

- 3.6 La segregazione nella scuola rappresenta a lungo termine un pericolo per lo stato democratico. Piani di sviluppo separato minacciano a lungo termine le basi democratiche della nostra convivenza e del nostro Stato. Il termine integrazione così non assume un significato solo nella politica degli stranieri, bensì indica anche la nostra coesione nazionale. I principi su cui si fonda il nostro Stato e gli impegni che la Svizzera ha accettato di assumersi aderendo alle convenzioni internazionali, sono in netta contrapposizione con la richiesta di classi separate per bambini stranieri. Una scuola di segregazione contravverrebbe al diritto di pari trattamento, di formazione, di protezione da discriminazioni razzistiche e di garanzia sociale di pari opportunità per quanto possibile, che spetta ad ogni individuo nel nostro Paese.
- 3.7 Anche i bambini rifugiati hanno bisogno di offerte di formazione di alta qualità. Ci si trova confrontati ad un impegno enorme quando un numero molto elevato di bambini provenienti dalla stessa regione e con la stessa lingua materna viene ospitato, come succede ora con i bambini kosovaro-albanesi. Ma già assistiamo alla realizzazione di progetti per i primi anni di soggiorno che prevedono un insegnamento combinato nella lingua materna e nella lingua della

regione in cui hanno trovato ospitalità. Nel caso in cui il soggiorno dei bambini kosovari si prolunghi, la CFR ritiene che l'obiettivo debba essere l'integrazione nelle classi regolari. Non è accettabile che su questi bambini, arrivati da poco, si sfoghino direttamente le intenzioni di emarginazione che sono anche all'origine della richiesta di classi separate in maniera permanente.

#### **4. Raccomandazioni della Commissione federale contro il razzismo**

1. I postulati politici che chiedono l'istituzione di classi separate devono essere respinti.
2. La CFR raccomanda di interrompere al più presto i progetti già in atto con le classi separate.
3. La CFR invita tutte le scuole a sviluppare strategie per una «scuola della molteplicità» (Schule der Vielfalt) che rappresenta la risposta pedagogicamente adeguata alle richieste di classi separate.
4. È necessario mettere a disposizione i mezzi finanziari che serviranno alla realizzazione dei nuovi modelli scolastici capaci di affrontare il problema delle classi eterogenee, al fine di sostenere il talento di ogni bambino e il personale insegnante.
5. Devono essere condotte nuove ricerche in grado di analizzare la questione delle pari opportunità ed il problema dei pregiudizi formativi in un contesto multiculturale.
6. La CFR chiede che la Conferenza svizzera dei direttori cantonali della pubblica educazione pubblichi una raccomandazione contro la segregazione di bambini stranieri nella scuola, ai sensi delle raccomandazioni che ha elaborato nel 1991 e con la menzione degli argomenti già apportati dalle direzioni cantonali per l'educazione.
7. La CFR chiede a ogni cittadino di opporsi alle tendenze di segregazione e di apartheid nella nostra società. I media sono investiti di una particolare responsabilità nello sviluppo e nella cura della comprensione reciproca in una società multiculturale.

*Il rapporto è stato pubblicato in italiano, tedesco e francese e può essere ordinato presso:  
Segretariato CFR, SG DFI, 3003 Berna;  
Fax 031-322 44 37; ekr-cfr@gs-edi.admin.ch*



## **Angriff eines Einzeltäters auf einen Angehörigen der jüdischen Religion am 16. August in Zürich**

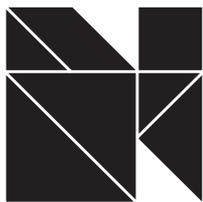
PRESEMELDUNG

Was immer die weiteren Umstände sein mögen, die von einem Einzeltäter gegen einen Angehörigen der jüdischen Religion verübte Gewalttat war auch rassistisch motiviert. Dies macht sie besonders verwerflich.

Die Eidg. Kommission ist befriedigt darüber, dass die Vorsteherin des Eidg. Justiz- und Polizeidepartements und gestern auch der Bundesrat die Gewalttat mit klaren Worten verurteilt haben. Sie knüpfen damit an die Erklärung von 1997 an, in welcher sich der Bundesrat für die Bekämpfung von Antisemitismus in unserem Land aussprach. Auch die meisten Medien haben die Bedeutung dieser Attacke auf einen Angehörigen der jüdischen Minderheit erkannt und entsprechend verurteilt.

In ihrer präventiv ausgerichteten Arbeit bemüht sich die Eidg. Kommission gegen Rassismus langfristig um die Schaffung eines gesellschaftlichen Klimas, das solche Taten möglichst zum vornherein verunmöglicht.

23. AUGUST 1999



## Pressespiegel Rassismus

1. HALBJAHR 1999

wochenendes erreicht die Emmer Annahme überregionale Bedeutung. Kommentar: fremdenfeindlich (Tagespresse, 14./15.6.99).

### Einbürgerungen

- ▶ 1998 sind in der Schweiz 21705 Personen aus 146 Staaten eingebürgert worden. Laut Statistik sind dies im Vergleich zum Vorjahr 11,5% mehr positive Entscheide (SDA, 5.3.99). Während sich die TdG an den zum Teil hohen Kosten für den Kauf eines roten Passes stört, vergleicht 24H die Anzahl positiver Entscheide mit den vielen negativen und deren konkrete Folgen und verlangt ein «Minimum an Humanität» (TdG/LE TEMPS/BUND/24H, 6.3.99).
- ▶ Einige Gemeinden in der Inner- schweiz tun sich schwer mit Einbürgerungen. Laut dem Gemein- scribe von Beromünster wurden die Zwillingsschwestern, die bereits zweimal vergeblich versucht hatten, Schweizerinnen zu werden, Opfer der allgemein schlechten Stimmung gegenüber Menschen aus dem ehemaligen Jugoslawien (NLZ, 8./17./18./25.2.99). Auch für den Präsidenten der Littauer Einbürgerungskommission ist das Herkunftsland ausschlaggebend (NLZ, 29.5.99).
- ▶ Einer türkischen Familie wird in Brunnen ebenso die Einbürgerung verweigert wie in Richenthal fünf Gesuchstellenden aus dem ehema- ligen Jugoslawien (NLZ, 19.4.99). Schöpfheim lehnt das Gesuch einer mazedonischen Frau ab, die seit 14 Jahren in der Schweiz lebt (NLZ, 24.4./4.5.99). Die Stadt Willisau geht quasi prophylaktisch vor: «Präsident Adolf Bühler wies dar- auf hin, dass die pendenten Ein- bürgerungsgesuche in Rückspra- che mit den Betroffenen angesichts des Krieges in Kosovo und der Kur- denanschläge auf Botschaften zu- rückgestellt worden seien» (NLZ,

28.4.99). Vier Gesuche türkischer Staatsangehöriger werden in Nebi- kon abgelehnt (NLZ, 12.5.99), Dietikon lehnt die Einbürgerung einer fünfköpfigen Familie aus dem ehemaligen Jugoslawien deutlich ab (NLZ, 22.5.99).

- ▶ Abgelehnte Gesuche verzeichnen die Medien weiter in Ipsach/BE (BUND, 2./4./5.6.99), Grosshöch- stetten/BE (BUND, 27.5./12.6.99; BZ/BUND, 14.6.99), Chur/GR (NLZ, 20.4.99) und Hunzenschwil (AZ, 16.1.99). Böttstein, Oftringen und Rothrist führen neue Auf- lagen im Verfahren ein (AZ, 16./20.1.99).
- ▶ 121 Parlamentarier/innen aus allen Bundesratsparteien verlangen eine erleichterte Einbürgerung auf Bun- desebene in vier Punkten (TA, 4.3.99): Wer seine ganze Schulzeit in der Schweiz verbracht hat, soll erleichtert eingebürgert werden; die Wohnsitzdauer in der Schweiz soll von mindestens zwölf auf min- destens sechs Jahre gesenkt werden; die Gebühren sollten im ganzen Land harmonisiert und generell tiefer angesetzt werden (BUND, 6.3.99).
- ▶ Am 13. Juni 1999 stimmen die Lu- zerner Vorortsgemeinden Emmen, Horw und Kriens über die gleich- lautenden Initiativen «Einbürge- rungen vors Volk» ab. Während Emmen diese mit 51,5% an- nimmt, wird die Initiative in Kriens und Horw mit 62, bzw. 67% abgelehnt. Gemeinderäte und Parteien der drei Ortschaften hat- ten sich gegen die Initiativen zusammengeschlossen, die Leser- briefspalten der NLZ waren vor der Abstimmung voller engagierter Voten (NLZ, verschiedene Ausga- ben Feb.–Juni 1999). Trotz des reich befrachteten Abstimmungs-

### Flüchtlinge und Asyl

- ▶ Am 9. Dezember 1998 entscheidet das Bundesgericht, dass die Berner Gemeinde Malleray die ihr vom Kanton zugewiesenen fünf Asylbe- werber aufnehmen muss (LE TEMPS, 23.12.98; NZZ, 6.1.99).
- ▶ 20000 Asylbewerber sind im Rah- men eines Kollektiv-Vertrags mit verschiedenen Kantonen bei der Krankenkasse Konkordia grund- versichert. In etwa 30 Fällen wei- gert sich die Krankenkasse, die Behandlungskosten zu überneh- men. Ein Kadermitglied der Kon- kordia schreibt in einem Brief: «Unsere Ablehnungskriterien ba- sieren nicht auf einem KVG-Ar- tikel, da kein solcher existiert. Die unverhältnismässige Begehrlich- keit aller in die Schweiz gelangen- den Asylbewerber zwingt uns zu restriktiveren Ablehnungsmass- nahmen» (CASH, 22.1.99).
- ▶ Widerstand gegen neue Aufnah- mezentren erleben im ersten Halb- jahr 1999 die Gemeinden Sigris- wil/BE (BUND, 4./10.2.99), Vechi- gen/BE (BZ, 27.2./11.6.99; BUND, 6.5./11./12.6.99), Frutigen/BE (BUND, 2.6.99), Fontainemelon/ NE (LE TEMPS, 1./20.4.99; LE MATIN, 20./21.4.99), Bamelweid (AZ, 28.5./11.6.99), Muri/AG (AZ, 17.6.99) und Staufen/AG (AZ, 17.6.99). Dagegen kann die 40köpfige Gemeinde Loëx kaum des Rassismus bezichtigt werden, weil sie Bedenken gegen die Eröff- nung eines zweiten Zentrums auf ihrem Boden anmeldet (LE MATIN DIMANCHE, 14.3.99).
- ▶ Nach dem Bombenattentat auf die umstrittene neue Notunterkunft des Bundes in Bronschhofen, und nachdem dort anschliessend Asyl- suchende einziehen konnten, kehrt in der Gemeinde die Normalität wieder ein (WW, 4.2.99). Die Tat scheint aber Signalcharakter in der ganzen Schweiz zu haben:

- ▶ In der Nacht zum 10. Januar 1999 dringen in Steffisburg/BE Unbekannte in eine Asylbewerberunterkunft ein und feuern fünf Schüsse ab (SDA/AP, 10.1.99; BUND/LE MATIN, 11.1.99; BZ, 12.1.99).
- ▶ Insgesamt fünf Angriffe richten sich gegen die Asylbewerberunterkunft in Rümlang/ZH. Am 20./21.3.99 greifen drei unbekannte Naziskins die Unterkunft in der gleichen Nacht zweimal an (WOZ, 17.6.99; ZÜRCHER UNTERLÄNDER/TA/NZZ/BUND/THURGAUER ZEITUNG, 22.3.99; NZZ, 24.3.99).
- ▶ In Wettingen schleudern Unbekannte einen Molotow-Cocktail auf den Sitzplatz der Wohnung einer kroatischen Familie (AZ, 20.4.99). In Wolhusen brennt eine Asylunterkunft aus (NLZ, 10.5.99). In der Nacht auf den 9. April 1999 wird in Altstätten/SG auf ein Asylbewerberzentrum geschossen (TA/NLZ/BUND/LE TEMPS/TdG, 15.4.99). In Madiswil/BE dringen zwei Unbekannte in die Asylbewerberunterkunft ein und schlagen einen Algerier brutal zusammen (NLZ, 28.5.99).
- ▶ Im Juni 1999 wird das Büro des Flüchtlingsdienstes des Hilfswerks der evangelischen Kirchen (HEKS/EPER) in Genf dreimal angegriffen. Am 16. Juni schlagen zwei Brandanschläge fehl: Einer war gegen das Büro und einer gegen den leitenden Flüchtlingsbetreuer des Hilfswerks gerichtet (NLZ/NZZ/LE TEMPS/LE MATIN/TdG, 17.6.99).
- ▶ Das Basler Versuchslabor VanTx, das unter anderem im Auftrag der Chemiekonzerne Roche und Novartis arbeitet, hat bereits seit längerer Zeit Personen aus verschiedenen Ländern, vor allem aus Osteuropa, in die Schweiz eingeflogen, um sie gegen Bezahlung als menschliche Versuchskaninchen zu gebrauchen. Verschiedene Vorschriften wurden dabei missachtet. Es gibt Hinweise, dass auch Asylbewerber als Versuchspersonen dienten (SoZ, 13.6.99).

## Schule

- ▶ Die Ermordung eines Realschullehrers in St.Gallen am 11. Januar

1999 erschüttert die ganze Schweiz. Einen Monat lang berichten die grösseren Zeitungen über jeden Hinweis auf den flüchtigen Täter aus Kosovo (AZ, 12.1.99; NZZ/NLZ/BUND/TdG/AZ, 12.1.99; AZ/NZZ/NLZ/BLICK/LE TEMPS, 13.1.99; AZ, 14.1.99; SOZ/MD, 17.1.99; NZZ/AZ/NLZ/BUND, 19.1.99). Ende Januar meldet die St.Galler Kantonspolizei massive anonyme Drohungen gegen Personen und Institutionen, aber auch gegen Asylunterkünfte und Klublokale von Ausländern/-innen (ap, 26.1.99).

- ▶ Die grossen Zeitungen befassen sich intensiv mit der Frage von Kulturkonflikten in der Schule (BUND/TA/AZ, 13.1.99; BZ, 14.1.99; BUND, 16.1.99; NZZ, 23.1.99). Betroffene und Fachpersonen kommen ausführlich zu Wort (BZ, 13.1.99; WW, 21.1.99; NLZ, 26.1.99; NZZ, 28.1.99). Am 19.1.99 strahlt das Schweizer Fernsehen DRS ein dem Thema gewidmetes Gespräch im Sendegefäss Zischtingsclub, das «eindrücklich zeigt, dass es künftig nicht mehr allein die Sache überforderter Lehrer sein kann, Probleme zu lösen, mit denen sich die Gesellschaft bis heute nicht gerne befasst hat» (BUND, 21.1.99).
- ▶ Die NZZ nutzt das erste Kinderfest in St. Gallen nach dem Lehrermord, um auf einer ganzen Seite Caritas-Direktor Jörg Krummenacher die Geschehnisse rekapitulieren zu lassen (NZZ, 29.5.99). Ein Beitrag der WELTWOCHEN am 11. März, der zwei Monate nach der Bluttat den komplexen Hintergrund des Sachverhalts ruhiger zu betrachten versucht, wird auf der Gesellschaftsseite der WOZ fundiert kritisiert (9.4.1999).
- ▶ Ein Postulat der Schweizer Demokraten SD für «eigene Schulklassen für einheimische Kinder» wird im Berner Stadtrat mit 65 zu 4 Stimmen klar abgelehnt. Ein Zusatzantrag, die (ausländischen) Schüler und Schülerinnen in der Stadt so zu verteilen, dass ihr Anteil in keiner Klasse höher als ein Drittel ist, wird ebenfalls abgelehnt. Dieser Apartheid-Gedanke habe in Bern ganz klar keinen Platz (BUND, 30.1.99).

Der kantonalbernerische Grosse Rat lehnt ein halbes Jahr später ein Postulat der SD «für eigene Schulklassen für Einheimische» ab (BUND, 26.5.99/TA, 29.6.99). In Biel wird «nach einem erfolgreichen Testlauf» die Verteilung der (ausländischen) Schüler/innen zwischen den Klassen eingeführt, wenn ihr Anteil höher als ein Drittel ist (BUND, 5.2.99).

- ▶ Die Regierung des Kantons Zürich will keine getrennten Klassen (TA/NZZ, 5.2.99). Der Vorstand der SVP des Kantons beschliesst einen Monat später die Ausarbeitung einer entsprechenden Volksinitiative (BUND, 6.3.99).
- ▶ Die WELTWOCHEN beendet ihre neunteilige Serie «Schule in der Krise» mit einem Essay über die Luzerner Schule im St. Karli-Quartier und spricht vom «Ende eines schönen Traumes» (WW, 18.1./11.2./4.3.99 etc.). Im Juni erhält die Schule im St. Karli wieder nationale Beachtung: Der Bundesrat hält in seiner Antwort auf eine Interpellation von Cécile Bühlmann fest, dass getrennte Schulklassen gegen den in der Bundesverfassung verankerten Grundsatz der Rechtsgleichheit und gegen das Diskriminierungsverbot verstossen (SDA/AP, 4.6.99; NLZ, 5./8./12./18.6.99). Die Luzerner Schulpflege bleibt dennoch bei ihrer Entscheidung: «Reine «Ausländerklassen» werden in Kauf genommen». Die Luzerner Freipartei lanciert daraufhin die Initiative «getrennte Schulklassen für fremdsprachige Kinder – damit unsere Kinder wieder etwas lernen an den Schulen» (NLZ, 16.6.99).
- ▶ Am 21. Mai 1999 diskutiert der Dietiker Gemeinderat drei parlamentarische Vorstösse zu Schulfragen. Viel zu reden gibt der SVP-Vorstoss von Ende 1998, der die Einführung von neuen (separaten) Klassen für Kinder mit guten Deutschkenntnissen vorsieht. Schliesslich einigt sich das Parlament auf den Gegenantrag der Schulpflege, zwei weitere Stellen für Zusatzunterricht zu schaffen (TA/NZZ, 22.5.99).
- ▶ Im dritten Teil der Serie «Fremdsprachige Kinder» stellt das

VPOD-MAGAZIN FÜR SCHULE UND KINDERGARTEN eine Übersicht über Vorstösse in Gemeinden, Kantonen und beim Bund sowie über Initiativen von Berufsorganisationen und Gewerkschaften zusammen. Zudem wird die oben erwähnte Antwort des Bundesrates vom 31. Mai 1999 wiedergegeben, die feststellt, dass getrennte Klassen aufgrund sprachlicher Unterschiede eine einklagbare Grundrechtsverletzung sind. Das Magazin präsentiert ein Konzept zur Schulung von kosova-albanischen Flüchtlingskindern (Nr. 110–112, 2.–6.99).

### Fahrende/Zigeuner

- Der bereits im Budget 1998 vorgesehene finanzielle Beitrag für einen neuen Standplatz für Fahrende in Freiburg konnte noch nicht genutzt werden, weil die Gemeinden gegen jeden möglichen Platz, den der Staatsrat vorsieht, Einwände erheben (FN, 17.2.99).
- Die zweite Nummer von SCHAROTL im Juni 1999 ist dem Thema «Ausländische Fahrende in der Schweiz» gewidmet. Während San Vittore mit Schranken die Zufahrtsstrassen zu dem von den Fahrenden bevorzugten Grundstück sperrt (SÜDOSTSCHWEIZ, 18.2./23.4.99), eröffnet das Tessin in der Nähe der Kaserne von Losone einen Standplatz für sechs oder sieben Wohnwagen, allerdings «nur bis Ende Mai, nur dieses Jahr und nur, weil derzeit Umbauarbeiten stattfinden» (TZ, 24.4.99). Innerhalb der Autobahnauffahrt Kriegstetten soll Fahrenden aus dem Ausland ein Feld zur Verfügung gestellt werden. Acht angrenzende Gemeinden wehren sich in einer Stellungnahme gegen das Projekt, weil «traditionelle Vorbehalte» aufgekommen sind (SOLOTHURNER ZEITUNG, 14.5.99).
- Ein 64jähriger Fahrender wird wegen vorsätzlicher Tötung zu zweieinhalb Jahren Gefängnis verurteilt. Der Fahrende war jahrelang von Jugendlichen angegriffen worden. Ein Schuss, den er am 7. Fe-

bruar 1997 auf die Gruppe gefeuert hatte, zerfetzte die Schlüsselbeinarterie eines Jugendlichen, der daraufhin verblutete. Dessen Familie erhält eine Entschädigung von 50000 Franken zugesprochen. Beide Parteien werden ans Bundesgericht gelangen (NZZ, 27.4.99; TA, 5./6./12.5.99; WW, 10.6.99).

- Am 22.5.99 werden in Glattfelden/ZH frühmorgens die Wohnwagen von Fahrenden mit Steinen beworfen. SCHWEIZ AKTUELL sendet am 24.5.99 einen Beitrag zu diesem Übergriff und lässt einen Jenischen erzählen. Die WOZ sieht anfangs Juni einen Zusammenhang zwischen diesem Übergriff und den fünf Angriffen gegen die Asylbewerberunterkunft in Rümlang sowie weiteren Attacken, die sich im Zürcher Unterland abgespielt haben.

### Rechtsextremismus

- Die Basler Staatsanwaltschaft will nicht gegen die Internet-Seite von Ernst Indlekofer vorgehen. Sie sieht sich ausserstande, die Aktivitäten dieser Wiederholungstäter im Auge zu behalten, und gibt dem Journalisten den Tip, selbst Anzeige zu erstatten (IW, 31.12.98).
- Auf der Internet-Homepage der «Liechtensteinischen Arier» befinden sich eine Anleitung zur Herstellung von Sprengstoff, der den Holocaust leugnende Leuchter-Report, Konterfeis von Adolf Hitler und Fotografien eines an einem Baum erhängten Schwarzen (TA, 9.1.99). Die Homepage verschwindet vom Internet, noch bevor die Landespolizei die Urheber ermitteln kann (TA, 13./20.1.99). Jürg Frischknecht, Journalist und Buchautor, weist auf eine solide Naziskin-Szene im «Ländle» hin. Hauptexponenten sind zwei Personen der Nationalen Initiative Schweiz. Diese hatten letztes Jahr in Basel ein antisemitisches Flugblatt gegen den Zionismuskongress verteilt, wurden aber freigesprochen (WOZ, 11.2.99).
- Bei einer öffentlichen Diskussion über Rechtsextremismus unter Ju-

gendlichen bekennt sich eine Gruppe Jugendlicher zu den «Böhsen Patrioten Fricktal». Diese patrouillieren durch Gipf-Oberfrick/AG und haben bereits andere Jugendliche untersucht und bedroht, angeblich um das Dorf vor Ausländern/-innen zu schützen (AZ, 23.1./6./12.2.99; WOZ, 28.1./8.4.99; BaZ, 31.3.99). Nach einem ausführlichen Bericht des «10 vor 10» vom 13. April 1999 – der Lokalfernseher TELE MI hatte bereits im Oktober 1998 von der Gruppe berichtet – führt die Bundespolizei bei drei Mitgliedern eine Hausdurchsuchung durch und stellt rassistische Flugblätter sicher (AZ, 16.4.99; SB, 18.4.99; AZ 22.4.99).

- Am 31. Januar 1999 greifen 30 Naziskins die «Solterpolter»-Wohngemeinschaft in Bern an. Sie können fliehen, bevor die Polizei erscheint. Einige Tage danach fragt sich der BUND, ob der Angriff eine Rache für die Warnung der «Antifa Bern» sei, Rechtsradikale aus Ittigen planten einen Anschlag auf einen Asylbewerberpavillon in Bolligen (BUND, 30.1./1./2./17./27.2.99; BZ, 1.2.99; MEGAFON, 3/99). Ein besetztes Haus in Ostermundigen wird ebenfalls von Leuten aus der rechtsextremen Szene angegriffen (BZ/BUND, 13./21.4.99).
- Am 6. Februar 1999 greifen Naziskins in St. Gallen eine Gruppe Jugendlicher an, die ein «Picknick gegen Rechts» in der City veranstaltete. Nach immer wiederkehrenden nächtlichen Scharmützeln, die Spitalaufenthalte zur Folge hatten, und regelmässigen Auftritten von Skins bei Politmeetings und in der Linsebühler Beiz «Old Fashion Bar» beginnen sich «Punks» zu wehren (SB, 7.2.99; WOZ, 18.3.99).
- Am 3. März 1999 werden zwei Liechtensteiner Naziskins vom Landgericht wegen schwerer Körperverletzung zur höchstmöglichen Geldstrafe verurteilt (TA/NLZ, 4.3.99). Regierungschef Mario Frick kündigt eine Ergänzung des Strafgesetzes mit einem Artikel gegen Rassismus, nationalsozialistische Betätigung und Propaganda an (NZZ, 13./14.3.99).

Am 16. März 1999 beschliesst der Regierungsrat, den sogenannten Verhetzungsparagrafen im Strafgesetzbuch zu ergänzen. Die neuen Bestimmungen orientieren sich am Schweizer Modell. Sie müssen noch vom Landtag genehmigt werden (TA, 17.3.99; SGT, 23.3.99).

- ▶ Am 5. März 1999 beschlagnahmt die Kantonspolizei von Neuchâtel Tausende von Tonträgern, Heften und Videokassetten beim Skinhead-Vertrieb «Mjölnir» (L'EX-PRESS, 6.3.99), nachdem am 4. März 1999 «IO vor IO» «dessen grosses Angebot an rassistischen und antisemitischen Erzeugnissen präsentiert» hatte (WOZ, 11.3.99; LE TEMPS, 21.5.99). Die JR weist eine Spaltung der Westschweizer Naziskinszene anhand derer neusten Publikation RACE AND NATION nach (11.3.99).
- ▶ Die Monatszeitschrift MEGAFON widmet den Schwerpunkt ihrer Aprilausgabe dem Thema «jung + rechts». Auf zwölf Seiten bringt die Redaktion einen beachtlichen thematischen Überblick mit Artikeln zur akzeptierenden Jugendarbeit, zu Sportstadien als Anziehungspunkte von Skins und anderen Rechtsextremen, zur Hausdurchsuchung Anfang März in Neuenburg, zum Staatsschutz gegen Rechtsextreme, zu Blocher und den Hammerskins sowie zur Jungen SVP Bern und deren Mitglieder.
- ▶ Am 10. April 1999 dringen vier junge Männer in Affoltern a. A. in ein Durchgangszentrum für Asylsuchende ein und verletzen dabei vier bis sechs Menschen mit Holzlaten (TA, 14.4.99). Bereits zwei Wochen zuvor hatten Naziskins nach einem Fest einen Lehrling in der Toilette der Mettmensstetter Turnhalle überfallen und bewusstlos geschlagen (NLZ, 27.3.99).
- ▶ Am 21. April 1999 eskaliert die Situation in einem Schulhaus in Bulle. Mit Eisenstangen gehen «Kosovar» und «Rochois» bereits zum dritten Mal in den letzten Monaten aufeinander los. Seitdem wachen Polizeibeamte vor dem Schuleingang. «Die Provinz-Stadt Bulle {...} verzeichnet, wie viele andere wichtigere urbane Zentren, ein An-

steigen der Fremdenfeindlichkeit unter Jugendlichen» (LE TEMPS, 23.4.99).

- ▶ Im Gegensatz zu den Schweizer Naziskins, die noch keine eigene Homepage betreiben, verfügt die Hooligan-Szene über mehrere Homepages (WOZ, 6.5.99). Viele Einträge in den Gästebüchern dokumentieren die antisemitische und rassistische Gesinnung der Schreiber. Einige Beispiele solcher Einträge sowie ein kurzer Einblick in die Strukturen der Szene folgen der sinnreichen Beschreibung verschiedener «Kicks in der dritten Halbzeit», wie die Auseinandersetzungen nach dem Spiel von Hooligans genannt werden. In der Presse wird nicht immer darüber berichtet (SZ, 21.3.99; AZ, 19./26.4.99; NLZ, 26.4.99).
- ▶ Ein führendes Mitglied der Schweizer Hammerskins wird am 6. Mai 1999 vom Bezirksgericht Bremgarten wegen Verbreitung von CDs mit rassendiskriminierenden Texten zu vier Monaten Gefängnis unbedingt verurteilt (AZ, 6.5.99; SDA, 6.5.99; AZ, 7.5.99). Ein Waadtländer Naziskin, der sich im Februar 1997 rassistisch geäussert und einen Algerier mit dem Messer verletzt hatte, wird zu 15 Monaten Gefängnis bedingt verurteilt (CDG, 13.1.99; TDG, 13./20.1.99; SDA, 19.5.99; LE TEMPS, 20.5.99).
- ▶ Ende Mai wird in Pratteln/BL die Gedenkstätte eines 15jährigen Selbstmörders aus der Türkei mit Nazi-Sprüchen und Symbolen zerstört (SZ, 30.5.99; BAZ, 3.6.99).
- ▶ Am 29. Mai 1999 demonstrieren rund 400 Personen in Winterthur gegen rechtsextreme Gewalt. Hintergrund der Proteste bilden eine Reihe gewalttätiger Übergriffe (TA, 22.3./14./31.5.99; AZ/NLZ, 31.5.99). Seit April 1998 sind mindestens sechzehn Gewaltakte und Sachbeschädigungen verzeichnet worden, deren Ziel Ausländer/innen, Punks, Alternative und Jugendlokale waren; es gab Flugblatt- und Spray-Aktionen mit deutlich rechtsextremem Inhalt (TA, 14.5.99; NLZ, 29.5.99). Aufgrund der ermittelten Straftaten

rechnet die Polizei mit rund 15 aktiven Mitgliedern (NZZ, 31.5.99).

- ▶ Drei Wochen später überfallen 15 Naziskins eine Gruppe von 9 Punks. Zwei unbeteiligte Personen müssen vorübergehend ins Spital eingeliefert werden, 12 Personen werden verhaftet (TA, 21.6.99). Winterthur ist mehrmals im Staatsschutzbericht des EJPD erwähnt. Unter dem Namen «Patriotische Jugend Winterthur» betrieb ein bekannter junger Zürcher Naziskin im Oktober 1998 einen Musikvertrieb (TA, 22.6.99).

### Antirassismus-Strafnorm

- ▶ Nachdem der Nationalrat in der Wintersession 1998/99 für die Aufhebung der Immunität von SD-Nationalrat Rudolf Keller gestimmt hatte, widersetzt sich der Ständerat diesem Ansinnen. Keller hatte 1998 zum Boykott amerikanischer und jüdischer Waren aufgerufen (TA, 3./6.2./1.2.3.99; NZZ/BUND, 3.2./2.3.99; IW, 5./12.2.99; AP, 5.2.99; BAZ, 1./2.3.99; LE TEMPS/NLZ/AZ, 2.3.99; JR, 4.3.99; VORWÄRTS, 12.3.99). Diskussionslos beharrt der Nationalrat auf der eigenen Position (AP/SDA, 4.3./20.4.99; NZZ, 15./21.4.99; TA/CDG, 21.4.99). Der Ständerat schützt Mitte Juni Nationalrat Kellers Immunität und entscheidet damit endgültig (AP/SDA, 10.5.99; SÜDOSTSCHWEIZ/SGT/CDG, 11.5.99; SOZ, 23.5./13.6.99; JR, 27.5.99; NLZ, 28.5./17.6.99; WOZ, 10.6.99; TA, 11./17.6.99; Tagespresse, 17.6.99).
- ▶ Der SVP-Zentralvorstand verlangt die «Überprüfung der Rassismus-Strafnorm im Sinne einer Präzisierung des Tatbestandes» (SOZ, 27.12.98; IW, 31.12.98). Die *Jungen & Grauen Panther* verlangen in einer Initiative «das freie Wort bei gleichzeitiger Abschaffung des Antirassismus-Gesetzes» (JR, 7.1.99).
- ▶ Ein Verleger und Gemeinderat aus Payerne schlägt in seinem eigenen Blatt LE DÉMOCRATE vor, kriminelle Asylsuchende zu tätowieren. Von diesem Fall ausgehend untersucht LE TEMPS in der Ausgabe

- vom 11.1.99 verschiedene ähnliche Fälle in Lokalblättern des Kantons Waadt. Dem Verleger des JOURNAL D'AVENCHES gefiel der Artikel von LE DÉMOCRATE so gut, dass er um die Erlaubnis fragte, ihn nachzudrucken. Einige Monate zuvor hatte FEUILLE D'AVIS DE LA VALLÉE DU JOUX eine eindeutig antisemitische Chronologie veröffentlicht, was dem Lokalblatt eine Verurteilung im Sinne der Antirassismus-Strafnorm einbrachte. Dem Gratisblatt LAUSANNE CITÉS wurde mit einer Klage gedroht, nachdem es im Oktober 1998 einen Artikel zu den nachrichtenlosen Vermögen mit populistischem und demagogischem Ton veröffentlicht hatte, der antisemitische Ressentiments hervorrief.
- Walter Stoll, Mitglied der Waffenss und mitwirkend im rechtsextremen Kreis «Avalon», wird wegen verschiedener Schmähbriefe angeklagt. Umstritten ist, ob die Briefe das Kriterium der Öffentlichkeit als Voraussetzung für die Strafbarkeit gemäss Art. 261<sup>bis</sup> StGB erfüllen (WOZ, 4.2.99; BAZ, 2./20.3.99).
  - Im Februar 1999 reichen Antirassismus-Organisationen Klage gegen die unbekanntten Verfasser eines gefälschten Flugblattes «Antrag auf Schweizerisches Asyl» ein (CARREFOUR, 3.99). Die offenbar rassistischen Bögen werden in den Medien im Frühjahr 1999 in der Waadt, im Tessin (NLZ/24H, 17.2.99), in Freiburg (LE TEMPS/BUND/CDG/TdG, 18.2.99), in Genf (TdG, 20.2.99), Bern (BUND, 27.3.99) und Aargau (TdG, 24.4.99) erwähnt. Die Regierung des Kantons Tessin verzichtet auf eine Anklage, um dieser Art von Texten kein grosses Echo zu gewähren (TEMPS, 23.3.99). Ein Mitglied der «Böhsen Patrioten Fricktal» bekennt sich als Verteiler dieser Flugblätter, die er über die SHS bezogen hatte (WOZ, 8.4.99).
  - Mit der Frage des Öffentlichkeitscharakters befasst sich das Bezirksgericht Zürich. In einer Gerichtsverhandlung leugnete Andres J. W. Studer die Existenz von Auschwitz. Weil seine Aussagen dort öffentli-
- chen Charakter haben, wird Studer zu vier Monaten Gefängnis bedingt bei einer Probezeit von vier Jahren verurteilt. Als öffentlich gelten auch seine Hetztiraden, die er von Spanien aus an die Medien schickt. Den Versand der Hetzschriften an Behördenmitglieder und an die Bundespolizei bezeichnet das Gericht hingegen als keinen öffentlichen Akt (AZ/NZZ/TA, 3.3.99).
- Die von 53 Nationalräten und Nationalrätinnen unterzeichnete Motion Gusset, die eine «Präzisierung der Rassismus-Strafnorm» verlangt, wird mit 96 zu 42 Stimmen abgelehnt (24H, 24.2./3.3.99; SDA/AP, 3.3.99). In der parlamentarischen Debatte entlarvt sich der Motionär selbst, als er, unterstützt von Parteikollege Dreher, «mit üblen Reden gegen das Verbot» wettet (TA, 4.3.99). Der Bund kommentiert am 4.3.99: «Angriff gescheitert – Plattform genutzt».
  - «Die beiden Herausgeber und Redaktoren des Esoterik-Magazins ZEITENSCHRIFTEN sind wegen rassistischer Propaganda zu je zwei Monaten Gefängnis bedingt verurteilt worden. [...] Da der in den USA lebende Leach-Lewis nicht belangt werden könne, müssten die Redaktoren die Verantwortung tragen» (TA, 25.3.99). Das ist das «dritte Urteil, das Aushängeschildern der theosophischen Sekte» der Universalen Kirche «Antisemitismus bescheinigt» (WOZ, 18.3.99).
  - Gegen die südafrikanische Firma *Shaft Sinkers* wird eine Strafuntersuchung wegen Verdachts auf Verletzung der Antirassismus-Strafnorm eröffnet. Nach einem Lohnstreit hatte die Unternehmung im Januar 1999 30 schwarze Arbeiter vom NEAT-Stollen in Sedrun/GR abgezogen. Als Grund gibt die Firma an, dass der «Kulturschock» für die Männer aus Lesotho zu gross gewesen sei. Die Gewerkschaft GBI hatte im Dezember 1998 publik gemacht, dass die Arbeiter aufgrund unzulässiger Abzüge 1000 statt wie vorgeschrieben 3800 bis 4000 Franken Monatslohn erhielten (NLZ, 1.5.99; NEUE GEWERKSCHAFT, 2.2.99; TA, 5.2.99; SB, 28.2.99).
- Das Appellationsgericht des Kantons Basel-Stadt bestätigt das Urteil wegen Rassendiskriminierung gegen Ernst Indlekofer. In seiner Publikation RECHT+FREIHEIT hatte er mehrmals den Holocaust verharmlost (NZZ, 27.3.99). Arthur Vogt wird vom Zürcher Obergericht zu einer Busse von 18000.– Franken wegen Verbreitung revisionistischer Propaganda verurteilt (NZZ, 11.5.99).
  - Jürgen Graf amtiert als Präsident des neugegründeten Vereins «Verité et Justice/Wahrheit und Recht», der die «Zentralisierung von Informationen» bezüglich der Anwendung der Antirassismus-Strafnorm bezweckt (WOZ/JR, 20.5.99). Das Aargauer Obergericht weist seine Beschwerde gegen das erstinstanzliche Urteil des Badener Bezirksgerichtes von 1998 ab (TA, 24.6.99).
  - Der Wirt des «Eisenbähnli»-Pubs im schwyzerischen Reichenburg, Wicker, wird wegen Rassendiskriminierung zu 400 Franken Busse verurteilt (TA, 18.6.99). Im Januar war Wicker sowohl in TELE 24 wie auch im «10 vor 10» aufgetreten, nachdem die Südostschweiz ihn mit einer Tafel abgebildet hatte, auf der bekanntgegeben wurde, dass «aus Sicherheitsgründen [...] Gäste aus Ex-Jugoslawien/Albanien KEINEN ZUTRITT!» hätten (SÜDOSTSCHWEIZ, 6.1.99).
  - Kein Problem mit Zutrittsverboten für Ausländer/innen ohne Ausweis C scheint hingegen die Stadt Thun zu haben. Nach einer Messerstecherei schlägt die Inhaberin des Konzertlokals vor, Asylbewerber, Saisoniers und Jahresaufenthalter am Eingang abzuweisen. Der Regierungsstatthalter akzeptiert diese rigorose Massnahme (BUND, 11./12.2.99).

### Behörden, Verwaltung und Polizei

- Das Verwaltungsgericht rügt die Fremdenpolizei des Kantons Bern aufs Schärfste: «Mehrere Male habe das Gericht erwähnt, die pauschale Aussage, jemand habe sich in der Drogenszene aufgehalten, genüge nicht zur Rechtfertigung einer

- Ausgrenzung. {...} Die Fremdenpolizei {...} geht «{...} regelmässig auf die beanstandete Weise vor und hat bislang nicht zu erkennen gegeben, von ihrer rechtswidrigen Praxis abgehen zu wollen». In den letzten vier Jahren, seit Bestehen der Zwangsmassnahmen im Ausländerrecht, hat die Fremdenpolizei 1027 Ausländern/-innen verboten, die Stadt Bern oder sogar das ganze Kantonsgebiet zu betreten (BUND 12.1.99).
- ▶ Das VBS veröffentlicht die Studie «Extremismus in der Armee» im Januar 1999 und kommt darin zum Schluss, eine gewisse Anziehungskraft von Institutionen wie Armee und Polizei auf Rechtsradikale sei heute unverkennbar. In den vergangenen acht Jahren sind beim Oberauditor keine militärischen Urteile mit eindeutig extremistischem Sachverhalt eingegangen. Bei vier Fällen dürfte Rassismus eine Rolle gespielt haben. Während sich die Deutschschweizer Medien lediglich darauf beschränken, diese Aussagen wiederzugeben (BAZ/NZZ/TA/BUND, 27.1.99), kritisieren LE TEMPS und CDG die Studie heftig. Der Journalist und Buchautor Hans Stutz weiss in der JR vom 28.1.99 von mindestens vier in der Studie unerwähnten Fällen zu berichten und meint: «Zuerst werden die Vorgesetzten die rechtsextremistische Gesinnung von Karriereanwärtern überhaupt bemerken müssen». Peter Bollag weist im IW vom 29.1.99 darauf hin, dass die Antirassismus-Strafnorm nicht nur in das Straf-, sondern auch in das Militärstrafrecht aufgenommen worden sei.
  - ▶ Eine Woche zuvor hatte der militärische Untersuchungsrichter des Divisionsgerichts 9 bekanntgegeben, dass sich ein Kompaniekommandant der Rassendiskriminierung im Sinne des Gesetzes nicht schuldig gemacht habe. Er hatte sich in einer von ihm geleiteten Übung Milosevic nennen und seine Soldaten kriminelle Flüchtlinge mimen lassen (BZ/AP/SDA, 19.1.99)
  - ▶ Ein Rekrut berichtete 1998 in einer Kolumne der NMZ vom militärischen Alltag. Am 26.5.98 beschreibt er einen Korporal, der unter Beifall von einigen Kameraden und in Anwesenheit des Kadis anlässlich eines Kompanieabends den rechten Arm zum Hitler-Gruss erhoben und hässlichste Nazi-Slogans von sich gegeben hatte. Der Untersuchungsrichter sieht die Voraussetzung der Öffentlichkeit als nicht gegeben an (NMZ, 2.2.99).
  - ▶ Am 1. Februar 1999 wird ein Mann aus Neudorf/LU zusammen mit seiner Frau und den vier Kindern sowie der Haushälterin ausgeschafft, weil er massive Morddrohungen gegen Gemeindeangestellte ausgesprochen hatte. Fünf Tage später geht der Luzerner Regierungsrat und Polizeidirektor Fässler mittels einer Pressekonferenz an die Öffentlichkeit. Der BLICK-Ausgang am nächsten Tag: «Gewalttätige Ausländer – Luzern schickt sie heim!» Fässler glaubt, dass eine erhöhte Gewaltbereitschaft «zum Repertoire dieses Kulturkreises» gehöre (NLZ, 6./15./20./23./26.2.99; BLICK/BAZ/BUND/TA, 6.2.99). Die WW druckt am gleichen Tag wie die WoZ eine ganzseitige Reportage über Emmen/LU. Dort hatte ein Bosnier Politiker und Beamte bedroht (WW/WoZ, 11.2.99). Auch dieser Mann wird mit der ganzen Familie ausgeschafft (SDA, 26.4.99). In seiner Antwort auf einen Vorstoss im Grossrat wehrt sich die Regierung des Kantons Luzern gegen den Vorwurf der Sippenhaft. «Von einer Ausweisung würden Familienangehörige nur dann mitbetroffen, wenn sie ihre Aufenthaltsbewilligung im Rahmen des Familiennachzugs erhalten hatten» (NLZ, 15.6.99).
  - ▶ Unschuldig bestraft werden auch die meisten Mitglieder einer achtköpfigen Familie, die am 12. Januar 1999 nach sechsjährigem Aufenthalt aus Bern ausgeschafft wurden. Einem Sohn werden 13 nicht näher definierte Vergehen vorgeworfen. BFF-Sachbearbeiter Horni kommentiert: «Wir wollten schliesslich die Familie nicht auseinanderreißen» (BZ, 29.1.99; WoZ, 4.2.99; VORWÄRTS, 5.2.99).
  - ▶ Ausländer/innen dürfen nicht härter bestraft werden als Schweizer/innen. Das Obergericht des Kantons Zürich hatte den Missbrauch des Gastrechts in der Schweiz straf erhöhend berücksichtigt. Das Bundesgericht sagt klar, dass dies gegen Bundesrecht verstösst (LE TEMPS, 18.2.99).
  - ▶ Am 3. März 1999 stirbt ein junger Palästinenser auf dem Weg zu seinem Ausschaffungsflug in einem Lift im Flughafen Kloten. Die Pressemitteilung der Kantonspolizei zum Vorfall ist knapp (WoZ, 11.3.99). Verschiedene Organisationen verlangen in einem Inserat die sofortige und rückhaltlose Aufklärung des Todes (TA/BUND, 19.3.99). Bereits am 19. Dezember 1998 seien einem psychisch stark angeschlagenen Auszuschaffenden via Venenkatheter mehrfach starke Medikamente verabreicht worden (MEGAFON, 4/99).
  - ▶ Am 9. Mai 1999 befreien Flugpassagiere einen Mann während seiner Ausschaffung bei der Zwischenlandung in Yaounde, Kamerun. (BLICK/BUND, 28.5.99). Die Swissair stellt alle Ausschaffungen nach Afrika sowie solche mit Zwischenlandung in Afrika vorläufig ein (TA, 31.5.99). Aufgrund der beiden Vorfälle erstatten am 17. Juni mehrere Personen Anzeige gegen die kantonale Polizeidirektorin, gegen die unbekannteten Polizeibeamten und gegen deren Vorgesetzten (AUGENAUF-BULLETIN Nr. 25, 6/99).
  - ▶ Fahnder sollen zwei Schwarze bei einer Festnahme in St. Gallen misshandelt haben. Es gebe gesamtschweizerisch einen Nachholbedarf bei der polizeilichen Weiterbildung beim mittleren Kader und bei den Mannschaften. Vor allem seien die Sensibilisierung für Probleme von Menschen aus anderen Kulturkreisen und die psychologische Schulung im Umgang mit Problemfällen nötig (SGT, 19.3.99).
  - ▶ Das Bundesgericht weist eine Beschwerde eines muslimischen Mannes ab, der von der Gemeinde verlangt hatte, seine vierköpfige Familie nach islamischen Regeln auf dem öffentlichen Friedhof zu

- bestatten. Das Bundesgericht befasst sich auch mit dem Argument, die schweizerische Praxis führe zur Ausgrenzung religiöser Minderheiten. Das ernstzunehmende Anliegen sei dennoch nicht auf öffentlichen Friedhöfen zu verwirklichen, sondern auf Sonderfriedhöfen, wie es sie beispielsweise in Genf gibt. In der Stadt Zürich soll eine neue Bestattungsverordnung, die sich seit Dezember 1998 in Vernehmlassung befindet, ermöglichen, Muslime auf allgemeinen Friedhöfen zu bestatten (AZ, 5.2.99, 8.5.99).
- Die Schweizerische Liga für Menschenrechte stellt schockierende Zustände im Genfer Ausschaffungsgefängnis von Favra fest. Die Fälle von Gewalttätigkeiten seitens der Polizei häuften sich auf gefährliche Weise, die Zahl der Insassen habe sich vervierfacht, die Administrativhäftlinge, die notabene keine Straftaten begangen hätten, würden von den zuständigen kantonalen Ämtern über ihr Schicksal nicht informiert (CdG, 7.5.99).
  - In ihrem Jahresbericht 1999 weist *Amnesty International* erneut auf Vorfälle in Schweizer Polizeihaft hin. Der schwerste Fall betrifft einen Mann, der Strafanzeige wegen schwerer Körperverletzung, geschehen im Juni 1998 in Champs-Dollon, einreichte (NZZ/NLZ, 17.6.99). Die beschriebenen Straftaten von Ordnungskräften sind alle gegen ausländische Staatsangehörige begangen worden (VORWÄRTS, 25.6.99).

### Massnahmen gegen Rassismus und Antisemitismus

- Die *Association romande contre le racisme* (ACOR) lanciert im Kanton Waadt die Idee eines Observatoriums gegen Rassismus. Dieses soll rassistisches Verhalten beobachten und Vorschläge zur Bekämpfung von Rassismus erarbeiten (24H, 2.3.99). Die Idee knüpft an das neueröffnete Observatorium der EU in Wien an. Dieses fungiert als Bindeglied zwischen Ämtern, Nichtregierungsorganisationen und verschiedenen Verbänden und stellt seinen ersten Jahresbericht im März 1999 vor (TdG, 30.3.99). Im Dezember 1998 hatte das europäische Observatorium auf die besorgniserregenden Resultate einer vergleichenden Studie zur Entwicklung des Rassismus in Europa aufmerksam gemacht. Ein Drittel der Befragten bezeichnete sich 1997 als «sehr rassistisch» (LE TEMPS, 4.1.99).
- Die EKR erachtet aufgrund ihrer bisherigen Tätigkeit Ombudsstellen für Rassismus- und Menschenrechtsfragen auf Bundes- und Kantonebene als dringend notwendig. Viele Probleme könnten eher durch Vermittlung als auf strafrechtlichem Weg gelöst werden (SDA, 26.3.99).
- Am 17. Mai lädt die Schweizerische Arbeitsgruppe «Schulung von kosovo-albanischen Flüchtlingskindern» der VPOD-Lehrberufskommission zu einer Medienorientie-

rung ein. Sie hat zusammen mit dem albanischen Lehrerverband «Naim Frasheri» ein Konzept zur Schulung der neuankommenden Flüchtlingskinder ausgearbeitet (VPOD-ZEITUNG, 28.5.99; AZ/BUND, 18.5.99; LE TEMPS, 19.5.99; NZZ, 5.6.99).

- WENDEKREIS, die Monatszeitschrift der Bethlehem-Mission Immenensee, widmet die Juni-Ausgabe dem Thema «Rassismus überwinden». Im Titel steckt auch die Stärke dieser Ausgabe: Es geht nicht nur darum, Rassismus zu analysieren, sondern auch auf Wege und Modelle hinzuweisen, wie in kleinen Schritten Rassismus immer neu zu überwinden ist.

SALVATORE PITTÀ,  
ASYLKOORDINATION SCHWEIZ

#### Abkürzungen:

AP: Associated Press  
 AZ: Aargauer Zeitung  
 BAZ: Basler Zeitung  
 BZ: Berner Zeitung  
 CdG: Courrier de Genève  
 CdT: Corriere del Ticino  
 FN: Freiburger Nachrichten  
 IW: Israelitisches Wochenblatt  
 JR: Jüdische Rundschau  
 MD: Le Matin Dimanche  
 NLZ: Neue Luzerner Zeitung  
 NMZ: Neue Mittelland-Zeitung  
 NZZ: Neue Zürcher Zeitung  
 SDA: Schweizerische Depeschens-Agentur  
 SB: SonntagsBlick  
 SGT: St. Galler Tagblatt  
 SoZ: SonntagsZeitung  
 TA: TagesAnzeiger  
 TdG: Tribune de Genève  
 TZ: Tessiner Zeitung  
 WoZ: WochenZeitung  
 WW: Weltwoche  
 24H: 24 heures



## Revue de presse sur le racisme

1<sup>ER</sup> SEMESTRE 1999

### Naturalisations

- ▶ En 1998, 21 705 personnes, issues de 146 pays, ont été naturalisées en Suisse, ce qui représente, d'après les statistiques, une augmentation de 11,5 % du nombre de réponses positives par rapport à l'année précédente (ATS, 5.3.99).
- ▶ Alors que la TDG critique le coût souvent élevé du passeport rouge, 24H compare le nombre de réponses positives aux nombreuses réponses négatives et aux conséquences concrètes de celles-ci et demande «un minimum d'humanité» (TDG/LE TEMPS/BUND/24H, 6.3.99).
- ▶ Certaines communes de Suisse centrale ont du mal à accéder aux demandes de naturalisation. Selon le secrétaire communal de Beromünster, les sœurs jumelles qui ont déjà essayé, en vain, de devenir Suissesses à deux reprises, ont été victimes de l'attitude négative générale vis-à-vis des personnes originaires d'ex-Yougoslavie (NLZ, 8./17./18./25.2.99).
- ▶ C'est également l'avis du président de la Commission chargée des naturalisations de Littau. D'après lui, le pays d'origine a une importance primordiale (NLZ, 29.5.99).
- ▶ Une famille turque de Brunnen a également vu sa demande de naturalisation rejetée, tout comme cinq requérants originaires d'ex-Yougoslavie à Richenthal (NLZ, 19.4.99).
- ▶ Schüpheim rejette la demande d'une femme originaire de Macédoine vivant depuis 14 ans en Suisse (NLZ, 24.4/4.5.99). La ville de Willisau adopte une stratégie quasi préventive: «Le président Adolf Bühler a indiqué que, compte-tenu de la guerre au Kosovo et des attentats kurdes contre les ambassades, l'examen des demandes de naturalisation en attente avait été repoussé, après consultation des person-

nes concernées» (NLZ, 28.4.99). Quatre demandes adressées par des Turcs ont été rejetées à Nebikon (NLZ, 12.5.99), et Dietikon a rejeté à une nette majorité la demande d'une famille de cinq personnes originaire d'ex-Yougoslavie (NLZ, 22.5.99).

- ▶ Les médias publient la liste des autres demandes rejetées à Ipsach/BE (BUND, 2./4./5.6.99), Grosshöchstetten/BE (BUND, 27.5./12.6.99; BZ/BUND, 14.6.99), Chur/GR (NLZ, 20.4.99) et Hunzenschwill (AZ, 16.1.99).
- ▶ Les villes de Böttstein, Oftringen et Rothrist introduisent de nouveaux obstacles dans le processus de naturalisation (AZ, 16./20.1.99).
- ▶ 121 parlementaires, tous partis politiques confondus, ont demandé à la Confédération de faciliter la naturalisation en tenant compte des quatre points suivants (TA, 4.3.99): la naturalisation des personnes ayant effectué toute leur scolarité en Suisse doit être facilitée; la durée de domiciliation obligatoire doit être réduite de douze à six ans; les frais doivent être généralement réduits et harmonisés au niveau national (BUND, 6.3.99).
- ▶ Le 13 juin 1999, les communes de Emmen, Horw et Kriens, situées dans l'agglomération de Lucerne, ont voté au sujet d'initiatives similaires intitulées «les naturalisations devant le peuple». Alors qu'Emmen a approuvé l'initiative à 51,5 % des voix, Kriens et Horw l'ont rejetée à respectivement 62 % et 67 % des voix.
- ▶ Les conseillers municipaux et les représentants des partis politiques des trois communes s'étaient déclarés opposés à ces initiatives, et avant la votation, le courrier des lecteurs de la NLZ était rempli de promesses de vote (NLZ, différentes éditions de février à juin 1999). Malgré les nombreuses autres vota-

tions de cette fin de semaine, l'acceptation de l'initiative par la ville d'Emmen a pris des dimensions nationales. Commentaire: xénophobe (Tagespresse, 14./15.6.99).

### Réfugiés et demande d'asile

- ▶ Le 9 décembre 1998, le Tribunal fédéral décide que Malleray, commune du canton de Berne, doit accueillir les cinq requérants d'asile désignés par le canton (LE TEMPS, 23.12.98; NZZ, 6.1.99).
- ▶ 20 000 requérants d'asile sont assurés auprès de la caisse d'assurance maladie Konkordia dans le cadre d'un contrat collectif signé par différents cantons. A trente reprises, cette caisse d'assurance maladie a refusé de prendre en charge les frais médicaux. Voilà l'extrait d'un courrier d'un cadre de Konkordia: «Nos critères de refus ne se basent pas sur un article de la LAMal puisqu'un tel article n'existe pas. La convoitise démesurée de tous les requérants d'asile de Suisse nous oblige à prendre des mesures restrictives» (CASH, 22.1.99).
- ▶ Au cours du premier semestre de 1999, les habitants des communes de Sigriswil/BE (BUND, 4./10.2.99), Vechigen/BE (BZ, 27.2./11.6.99; Bund, 6.5./11./12.6.99), Frutigen/BE (Bund, 2.6.99), Fontanemelon/NE (LE TEMPS, 1./20.4.99; LE MATIN, 20./21.4.99), Bamelweid (AZ, 28.5./11.6.99), Muri/AG (AZ, 17.6.99) und Staufien/AG (AZ, 17.6.99) se sont opposés à la création de nouveaux centres d'accueil.
- ▶ En revanche, les quarante habitants de Loex ne peuvent être accusés de racisme pour avoir émis des réserves quant à l'ouverture d'un deuxième centre dans la commune (LE MATIN DIMANCHE, 14.3.99).
- ▶ Après l'attentat à l'explosif contre le foyer d'urgence de la Confédération à Bronschhofen, dont l'ouverture avait été contestée, les requérants d'asile ont pu finalement s'y installer et tout est revenu à la normale dans la commune (WW, 4.2.99). Cet acte semble pourtant

avoir marqué le début d'autres actions dans toute la Suisse:

- Dans la nuit du 10 janvier 1999, des inconnus pénètrent dans un foyer de requérants d'asile à Steffisburg/BE et tirent cinq coups de feu (ATS/AP, 10.1.99; BUND/LE MATIN, 11.1.99; BZ, 12.1.99).
- A Rümlang/ZH, le foyer des requérants d'asile est la cible de cinq attaques. Dans la même nuit du 20 au 21.3.99, trois skinheads nazis non identifiés attaquent le foyer à deux reprises (WOZ, 17.6.99; ZÜRCHER UNTERLÄNDER/TA/NZZ/BUND/THURGAUER ZEITUNG, 22.3.99; NZZ, 24.3.99).
- A Wettingen, des inconnus jettent un cocktail Molotov dans le jardin d'une famille croate (AZ, 20.4.99). Un foyer est incendié à Wolhusen (NLZ, 10.5.99). Dans la nuit du 9 avril 1999, un foyer de requérants d'asile de Altstätten/SG essuie des coups de feu (TA/NLZ/BUND/LE TEMPS/TdG, 15.4.99). A Madiswil/BE, deux inconnus pénètrent dans un foyer de requérants d'asile et frappent violemment un Algérien (NLZ, 28.5.99).
- En juin 1999, le bureau du service des réfugiés de l'Entraide protestante suisse (EPER) à Genève est attaqué à trois reprises. Le 16 juin, deux tentatives d'incendie échouent: l'une est dirigée contre le bureau du service, l'autre contre le bureau du principal coordinateur de l'Entraide (NLZ/NZZ/LE TEMPS/LE MATIN/TdG, 17.6.99).
- Le laboratoire de recherche bâlois VanTx, qui travaille entre autres pour les multinationales du secteur de la chimie Roche et Novartis, fait venir depuis des années des personnes de différents pays, en particulier d'Europe de l'Est, et les paie afin de pouvoir les utiliser comme cobayes humains. Différentes prescriptions ont ainsi été violées et tout porte à croire que des requérants d'asile auraient également servi de cobayes (SoZ, 13.6.99).

## École

- La Suisse entière est bouleversée par le meurtre d'un maître d'école se-

condaire à St-Gall le 11 janvier 1999. Pendant un mois, les journaux les plus importants font état de chaque détail concernant le meurtrier, un réfugié du Kosovo (NZZ/NLZ/BUND/TdG/AZ, 12.1.99; NZZ,/NLZ/BLICK/LE TEMPS, 13.1.99; AZ, 14.1.99; SoZ/MD, 17.1.99; NZZ/AZ/NLZ/BUND, 19.1.99). Fin janvier, la police cantonale de St-Gall fait part des nombreuses menaces anonymes adressées à des personnes et à des institutions, mais également à des foyers de requérants d'asile et à des locaux où se retrouvent des étrangers (AP, 26.1.99).

- Les grands journaux accordent beaucoup d'importance à la question des conflits culturels à l'école (BUND/TA/AZ, 13.1.99; BZ, 14.1.99; BUND, 16.1.99; NZZ, 23.1.99) en donnant la parole aux spécialistes et aux personnes concernées (BZ, 13.1.99; WW, 21.1.99; NLZ, 26.1.99; NZZ, 28.1.99). Le 19.1.99, la TÉLÉVISION SUISSE DRS diffuse un débat sur le sujet dans l'émission «Zischtigsclub», dans lequel «il est clairement démontré qu'à l'avenir, il est impossible que les professeurs surmenés soient les seuls à essayer de résoudre des problèmes dont la société n'a jamais vraiment voulu se préoccuper jusqu'à maintenant». (BUND, 21.1.99).
- La NZZ profite de la première fête des enfants de St-Gall depuis le meurtre de l'enseignant pour laisser Jörg Kruppenacher, directeur de Caritas, récapituler les événements (NZZ, 29.5.99). Dans sa page «société», la WOZ émet des critiques justifiées à l'encontre de la WELTWOCHTE, qui avait essayé le 11 mars, soit deux mois après les faits, d'examiner calmement les circonstances du crime (9.4.99).
- Le Conseil de ville de Berne rejette clairement, par 65 voix contre 4, un postulat du Parti démocrate suisse DS concernant la création de «classes spéciales pour enfants suisses». Une autre demande concernant la répartition des élèves étrangers de la ville, de sorte qu'il n'y ait jamais plus d'un tiers d'étrangers par classe, est égale-

ment rejetée. Cette mentalité d'apartheid n'a pas sa place à Berne (BUND, 30.1.99). Le Grand Conseil du canton de Berne rejette six mois plus tard le postulat des DS, qui prévoyait des «classes spéciales pour les enfants suisses» (BUND, 26.5./TA, 29.6.99). Après un essai concluant, la ville de Bienne a introduit une répartition des élèves (étrangers) entre plusieurs classes, lorsque ceux-ci représentaient plus d'un tiers de la classe (BUND, 5.2.99).

- Le gouvernement cantonal de Zurich ne souhaite pas adopter le système des classes séparées (TA/NZZ, 5.2.99). Un mois plus tard, le comité central de l'UDC décide d'élaborer une initiative populaire à ce sujet (BUND, 6.3.99).
- La WELTWOCHTE clôt sa série en neuf parties sur «l'école en crise» par un article sur l'école du quartier St-Karli à Lucerne et parle de la «fin d'un rêve» (WW, 18.1/11.2/4.3.99 etc.). En juin, l'école St-Karli se retrouve à nouveau sur le devant de la scène nationale: dans sa réponse à l'interpellation de Cécile Bühlmann, le Conseil fédéral déclare que les classes séparées sont contraires au principe constitutionnel de l'égalité des droits et à l'interdiction de la discrimination (ATS/AP, 4.6.99; NLZ, 5./8./12./18.6.99). Mais la Commission d'école de Lucerne ne revient pas sur sa décision: «Il faut admettre l'existence de classes d'élèves étrangers.» Le Parti de la liberté de Lucerne a pour sa part élaboré l'initiative «des classes séparées pour élèves étrangers, afin que nos enfants apprennent à nouveau quelque chose à l'école» (NLZ, 16.6.99).
- Le 21 mai 1999, le Conseil communal de Dietikon débat de trois interventions parlementaires sur les questions scolaires, en particulier de l'intervention de l'UDC de fin 1998, qui prévoit l'introduction de nouvelles classes séparées pour les enfants ayant de bonnes connaissances en allemand.
- Les parlementaires se mettent finalement d'accord sur la contre-proposition de la Commission d'école

- de créer deux autres postes pour dispenser des cours supplémentaires (TA/NZZ, 22.5.99).
- ▶ Dans la troisième partie de sa série «Les enfants qui parlent une langue étrangère», le VPOD-MAGAZIN FÜR SCHULE UND KINDERGARTEN a proposé un aperçu des interventions des communes, des cantons, de la Confédération et de celles des organismes professionnels et des syndicats. La réponse du Conseil fédéral du 31 mai 1999 mentionnée ci-dessus est également publiée. Celui-ci constate que créer des classes séparées en raison d'une différence de langue est une violation du droit fondamental susceptible de poursuites judiciaires. Le magazine présente un concept de scolarisation des enfants de réfugiés albanais du Kosovo (Nr.110-112, 2.-6.99).
  - ▶ Un tzigane de 64 ans est condamné à deux ans et demi de prison pour meurtre avec préméditation. Le tzigane avait été attaqué pendant des années par des jeunes. Lorsqu'il a tiré sur eux le 7 février 1997, le coup de feu a touché l'artère claviculaire d'un jeune, qui s'est vidé de son sang. Sa famille s'est vu accorder un dédommagement de 50 000 francs. Les deux parties se retrouveront devant le tribunal fédéral (NZZ, 27.4.99; TA, 5./6./12.5.99; WW, 10.6.99).
  - ▶ Le 22.5.99, les caravanes des gens du voyage de Glattfelden/ZH reçoivent des jets de pierre tôt le matin. Le 24.5.99, SCHWEIZ AKTUELL publie un article à ce sujet et laisse la parole à un yénish. Début juin, la WOZ établit un lien avec les cinq autres attaques contre le foyer de requérants d'asile de Rümlang ainsi qu'avec celles qui ont eu lieu dans le ZÜRCHER UNTERLAND.
  - ▶ Lors d'une discussion publique entre jeunes sur l'extrême-droite, un groupe de jeunes se déclare membre des «Böhsen Patrioten Fricktal», qui patrouillent dans Gipf-Oberfrick/AG et ont déjà fouillé et menacé d'autres jeunes, visiblement pour «protéger» le village des étrangers (AZ, 23.1/6./12.2.99; WOZ, 28.1./8.4.99; BAZ, 31.3.99). Après un reportage détaillé de «10 vor 10» diffusé le 13 avril 1999 – la télévision locale TELE MI avait déjà réalisé un reportage sur ce groupe en octobre 1998 – la police fouille les maisons de trois membres et saisit des tracts racistes (AZ, 16.4.99; SB, 18.4.99; AZ, 22.4.99).
  - ▶ Le 31 janvier 1999, 30 skinheads nazis attaquent la communauté «Solterpolter» de Berne et réussissent à s'échapper avant l'arrivée de la police. Quelques jours plus tard, le BUND se demande si l'attaque n'est pas une vengeance après l'avertissement de «Antifa Bern», selon lequel des extrémistes de droite d'Ittigen prévoyaient d'attaquer une maison de requérants d'asile à Bollingen (BUND, 30.1./1./2./17./27.2.99; BZ, 1.2.99; MEGAFON, 3/99). Des extrémistes de droite ont également attaqué un squat de Ostermundigen (BZ/BUND, 13./21.4.99).

## Gens du voyage/Tziganes

- ▶ La contribution financière déjà prévue dans le budget 1998 afin de créer un nouvel emplacement pour les gens du voyage à Fribourg n'a toujours pas pu être utilisée, car les communes émettent des objections à chaque emplacement proposé par l'État (FN, 17.2.99).
- ▶ Le second numéro de SCHAROTL de juin 1999 est consacré aux «gens du voyage étrangers en Suisse». Tandis que San Vittore bloque les voies d'accès au terrain préféré des gens du voyage (SÜDOSTSCHWEIZ, 18.2./23.4.99), le canton du Tessin met à disposition un emplacement situé près de la caserne de Losone qui peut accueillir six ou sept caravanes, mais «seulement jusqu'à fin mai, seulement cette année et seulement parce que des travaux de rénovation ont lieu en ce moment» (TZ, 24.4.99). Un autre emplacement doit être mis à la disposition des gens du voyage étrangers à l'entrée d'autoroute de Kriegstetten. Huit communes avoisinantes font part de leur désaccord dans une prise de position, en évoquant les «raisons habituelles» (SOLOTHURNER ZEITUNG, 14.5.99).

## Extrême-droite

- ▶ Le procureur de Bâle ne souhaite pas entamer de procédure judiciaire à l'encontre du site Internet de Ernst Indlekofer. Il a déclaré ne pas être en mesure de surveiller les activités de ce récidiviste et conseille au journaliste de déposer lui-même une plainte (IW, 31.12.99).
- ▶ Sur la page d'accueil des «Liechtensteinischen Arier», on trouve un mode d'emploi pour la fabrication d'explosifs, le rapport du révisionniste Leuchter sur l'Holocauste, un portrait d'Adolf Hitler et des photographies d'un noir pendu à un arbre (TA, 9.1.99). La page d'accueil disparaît d'Internet avant même que la police ait pu identifier ses auteurs (TA, 13./20.1.99). Jürg Frischknecht, écrivain et journaliste, parle d'une importante scène de skinheads nazis au Liechtenstein. Les deux principaux acteurs de cette scène, qui sont membres de la «Nationale Initiative Schweiz» et qui avaient distribué l'année dernière à Bâle un tract antisémite pour protester contre le Congrès du sionisme, ont cependant été libérés (WOZ, 11.2.99).
- ▶ Le 6 février 1999, des skinheads nazis de St-Gall attaquent un groupe de jeunes, qui avait organisé un «pique-nique contre l'extrême-droite» en ville. Les «punks» commencent à se défendre, après les échauffourées nocturnes répétées qui ont occasionné des séjours à l'hôpital, et les apparitions de skinheads durant des meetings politiques et au «Old Fashion Bar» de Linsenbühl (SB, 7.2.99; WOZ, 18.3.99).
- ▶ Le 3 mars, le tribunal cantonal condamne deux skinheads nazis du Liechtenstein à l'amende maximale prévue par la loi pour coups et blessures aggravés (TA/NLZ, 4.3.99).
- ▶ Le chef du gouvernement, Mario Frick, annonce vouloir ajouter au Code pénal un article visant à condamner le racisme et les activités et la propagande nazies (NZZ, 13./14.3.99).

- Le 16 mars 1999, le Conseil d'État décide de compléter l'article du Code pénal qui condamne l'incitation à la haine et à la discrimination raciale. Ces nouvelles dispositions s'inspirent du modèle suisse. Elles doivent encore être acceptées par le Parlement (TA, 17.3.99; SGT, 23.3.99).
- Le 5 mars 1999, la police cantonale de Neuchâtel saisit des milliers de supports de son, des livrets et des cassettes vidéo auprès de la société de diffusion skinhead «Mjölfnir» (L'EXPRESS, 6.3.99), après que «10 vor 10» a, le 4 mars 1999, «parlé de sa grande offre de produits racistes et antisémites» (WOZ, 11.3.99; LE TEMPS, 21.5.99). La JR prouve une division au sein des nazis de Suisse romande à partir de leur nouvelle publication RACE AND NATION (11.3.99).
- «Les jeunes et l'extrême-droite» constitue le thème principal de l'édition d'avril du magazine MEGAFON. La rédaction réalise un aperçu thématique de 12 pages contenant des articles sur l'accès des skinheads aux œuvres pour la jeunesse, sur les stades considérés comme les points de rencontre des skinheads et du reste de l'extrême-droite, sur la perquisition de début mars à Neuchâtel, sur la protection de l'État contre l'extrême-droite, sur Blocher et les Hammerskins ainsi que sur la «Junge SVP Bern» et ses membres.
- Le 10 avril 1999, quatre jeunes pénètrent dans le centre de transit pour requérants d'asile de Affoltern a.A. et blessent quatre à six personnes avec des barres en bois (TA, 14.4.99).
- Deux semaines plus tôt, après une fête, des skinheads nazis avaient déjà attaqué un apprenti dans les toilettes du gymnase de Mettmensstetten et l'avaient frappé jusqu'à ce qu'il perde connaissance (NLZ, 27.3.99).
- Le 21 avril 1999, la situation se dégrade dans une école de Bulle. Pour la troisième fois au cours des derniers mois, les Kosovars et les Rochois s'affrontent à coups de barres de fer. Depuis, la police surveille l'entrée de l'école. «La petite

localité de Bulle {...} a enregistré, comme les centres urbains les plus importants, une montée de la xénophobie chez les jeunes» (LE TEMPS, 23.4.99).

- Contrairement aux skinheads nazis de la Suisse romande, qui n'ont pas encore de page d'accueil sur Internet, les hooligans en ont plusieurs (WOZ, 6.5.99). Les nombreux écrits des «livres d'or» montrent l'antisémitisme et le racisme de leurs auteurs. Quelques exemples du contenu de ces livres ainsi qu'un bref regard sur les structures de la scène suivent la description parlante de plusieurs «troisième mi-temps», nom que les Hooligans donnent aux bagarres qui suivent les matchs. Ces bagarres ne sont pas toujours reprises par la presse (SZ, 21.3.99; AZ, 19./26.4.99; NLZ, 26.4.99).
- Le 6 mai 1999, un membre dirigeant des Hammerskins suisses est condamné à quatre mois de prison ferme par le tribunal de district de Bremgarten pour avoir vendu des CD contenant des textes à caractère discriminatoire (AZ, 6.5.99; ATS, 6.5.99; AZ, 7.5.99). Un skinhead nazi vaudois, qui s'était exprimé de manière raciste et avait blessé un algérien au couteau en février 1997, est condamné à 15 mois de prison avec sursis (CDG, 13.1.99; TDG, 13./20.1.99; ATS, 19.5.99; LE TEMPS, 20.5.99).
- A Pratteln/BL, la tombe d'un Turc de 15 ans qui s'était suicidé est profanée fin mai par des symboles et des textes nazis (SZ, 30.5.99; BAZ, 3.6.99).
- Le 29 mai 1999, environ 400 personnes manifestent à Winterthour contre la violence de l'extrême-droite. Une série de violentes attaques est à l'origine de ces protestations (TA, 22.3/14./31.5.99; AZ/NLZ, 31.5.99). Depuis le mois d'avril 1998, la ville a enregistré au moins 16 actes de violence visant des étrangers, des punks et des alternatifs ou des actes de dégradation visant des locaux de jeunes; le caractère raciste des inscriptions à la bombe et des tracts ne fait aucun doute (TA, 14.5.99; NLZ, 29.5.99). Au vu des actes, la police esti-

me à 15 le nombre des membres actifs (NZZ, 31.5.99).

- Trois semaines plus tard, 15 skinheads nazis attaquent un groupe de neuf punks. Deux personnes qui assistaient à la scène doivent être temporairement hospitalisées et 12 personnes sont emprisonnées (TA, 21.6.99). La ville de Winterthour est mentionnée plusieurs fois dans le rapport sur la protection de l'État du DFPJ. En octobre 1998, un jeune skinhead nazi notoire de Zurich a tenu un magasin de disques du nom de «jeunesse patriotique de Winterthour» (TA, 22.6.99).

### **Norme pénale contre le racisme**

- Le Conseil des États s'oppose à la levée de l'immunité parlementaire du conseiller national DS Rudolf Keller, qui avait été votée par le Conseil national au cours de la session d'hiver 1998/99. En 1998, M. Keller avait appelé au boycott des produits américains et juifs (TA, 3./6.2./1./2.3.99; NZZ/BUND, 3.2./2.3.99; IW, 5./12.2.99; AP, 5.2.99; BAZ, 1./2.3.99; LE TEMPS/NLZ/AZ, 2.3.99; JR, 4.3.99; VORWÄRTS, 12.3.99). Il n'y a pas de dialogue possible avec le Conseil national qui campe sur ses positions (AP/ATS, 4.3./20.4.99; NZZ, 15./21.4.99; TA/CDG, 21.4.99). Mi-juin, le Conseil des États prend la décision finale en protégeant l'immunité parlementaire du conseiller national Rudolf Keller (AP/ATS, 10.5.99; SÜDOSTSCHWEIZ/SGT/CDG, 11.5.99; SoZ, 23.5./13.6.99; JR, 27.5.99; NLZ, 28.5./17.6.99; WOZ, 10.6.99; TA, 11./17.6.99; divers journaux, 17.6.99).
- Le comité central de l'UDC demande la «vérification de la norme pénale contre le racisme au sens d'une précision des «faits constitutifs du délit» (SoZ, 27.12.1998; IW, 31.12.98). Le mouvement *Junge & Graue Panther* demande l'élaboration d'une initiative concernant la «liberté d'expression et la levée simultanée de l'interdiction du racisme» (JR, 7.1.99).

- ▶ Un éditeur membre du conseil communal de Payerne propose dans son feuillet *LE DÉMOCRATE* de tatouer les requérants d'asile ayant commis des crimes. *LE TEMPS* se base sur cette proposition pour publier dans son édition du 11.1.99 une enquête sur les autres cas similaires parus dans les journaux locaux du canton de Vaud. L'article du *DÉMOCRATE* a tellement plu à l'éditeur du *JOURNAL D'AVENCHES* que celui-ci a demandé la permission de l'imprimer. Plusieurs mois auparavant, *LA FEUILLE D'AVIS DE LA VALLÉE DE JOUX* avait publié une chronologie clairement antisémite qui a valu à ce journal local une condamnation fondée sur la norme pénale contre le racisme. Le feuillet gratuit *LAUSANNE CITÉS* a été menacé d'une plainte à la suite de la publication, en octobre 1998, d'un article sur les fonds en déshérence au ton démagogique et populiste susceptible de faire naître des sentiments haineux à l'égard des juifs.
- ▶ Une plainte a été déposée contre Walter Stoll, ancien membre des SS et membre actuel du cercle d'extrême-droite «Avalon», pour avoir écrit plusieurs lettres d'injures. Les avis sont partagés quant au caractère public de ces lettres qui constituerait la preuve juridique de la culpabilité de Walter Stoll d'après l'article 261<sup>bis</sup> du Code pénal (*WOZ*, 4.2.99; *BAZ*, 2./20.3.99).
- ▶ En février 1999, les organisations qui combattent le racisme portent plainte contre les auteurs inconnus d'un tract falsifié intitulé «demande d'asile en Suisse» (*CARREFOUR*, 3.99). Au printemps 99, les médias des cantons de Vaud, du Tessin (*NLZ/24H*, 17.2.99), de Fribourg (*LE TEMPS/BUND/CDG/TDG*, 18.2.99), de Genève (*TDG*, 20.2.99), de Berne (*BUND*, 27.3.99) et d'Argovie (*TDG*, 24.4.99) évoquent ces tracts clairement racistes. Le gouvernement du canton du Tessin renonce à porter plainte, afin de ne faire de publicité à ce type de textes (*LE TEMPS*, 23.3.99). Un membre des «Böhsen Patrioten Fricktal» reconnaît avoir distribué ces tracts qu'il a obtenus par l'intermédiaire des *Hammerskins* (*WOZ*, 8.4.99).
- ▶ Le tribunal de district de Zurich se penche sur la question du caractère public. Lors d'une audience publique, Andres J.W. Studer a nié l'existence d'Auschwitz. En l'occurrence, ces déclarations présentent un caractère public et M. Studer est condamné à quatre mois de prison avec sursis avec une mise à l'épreuve de quatre ans. Ont également caractère public les lettres incendiaires qu'il envoie aux médias depuis l'Espagne. A l'inverse, le tribunal ne considère pas l'envoi de ces lettres à des fonctionnaires et à la police fédérale comme un acte public (*AZ/NZZ/TA*, 3.3.99).
- ▶ La motion Gusset signée par 53 conseillers nationaux qui demande une «précision de la norme pénale contre le racisme» a été rejetée par 96 voix à 42 (*24H*, 24.2./3.3.99; *ATS/AP*, 3.3.99). Le motionnaire se démasque lors des débats parlementaires lorsque, soutenu par M. Dreher, un collègue de son parti, il fulmine «en termes déplacés contre l'interdiction» (*TA*, 4.3.99). Le *BUND* fait le commentaire suivant le 4.3.99: «L'attaque échoue, mais la publicité est faite.»
- ▶ «Les deux éditeurs et rédacteurs du magazine d'ésotérisme *ZEITENSCHRIFTEN* sont condamnés chacun à deux mois de prison avec sursis pour propagande raciste. [...] Étant donné l'impossibilité d'atteindre Leach-Lewis aux États-Unis, les rédacteurs doivent endosser la responsabilité» (*TA*, 25.3.99). Il s'agit du «troisième jugement reconnaissant l'antisémitisme de la secte théosophique de l'Église universelle» (*WOZ*, 18.3.99).
- ▶ Une enquête pénale visant l'entreprise sud-africaine Shaft Sinkers, soupçonnée d'avoir enfreint la norme pénale contre le racisme, est ouverte. Suite à un conflit lié aux salaires, l'entreprise avait décidé en janvier 1999 de ne plus employer 30 travailleurs noirs à Sedrun/GR. Elle explique cette décision par le choc culturel trop important que subissent ces hommes originaires du Lesotho. En décembre 1998, le syndicat *SIB* avait rendu public le montant des salaires mensuels des travailleurs qui, suite à des retenues inadmissibles, s'élevaient à 1000 francs au lieu des 3800 ou 4000 francs prévus au départ (*NLZ*, 1.5.99; *NEUE GEWERKSCHAFT*, 2.2.99; *TA*, 5.2.99; *SB*, 28.2.99).
- ▶ La Cour de justice du canton de Bâle-ville confirme le jugement accusant Ernst Indlekofer de discrimination raciale. Il avait plusieurs fois minimisé la gravité de l'Holocauste dans sa publication *RECHT+FREIHEIT* (*NZZ*, 27.3.99). Le tribunal de la Cour suprême de Zurich condamne Arthur Vogt à une amende de 18 000 francs pour propagande révisionniste (*NZZ*, 11.5.99).
- ▶ Jürgen Graf accède à la présidence de la nouvelle association «Vérité et justice/Wahrheit und Recht», qui s'occupe de la «centralisation des informations» concernant l'application de la norme pénale contre le racisme (*WOZ/JR*, 20.5.99). La Cour Suprême d'Argovie rejette sa demande de recours contre le jugement de première instance du tribunal du district de Baden datant de 1998 (*TA*, 24.6.99).
- ▶ M. Wicker, tenancier du pub «Eisenbähnli» à Reichenburg/SZ, est condamné à une amende de 400 francs pour discrimination raciale (*TA*, 18.6.99). M. Wicker avait fait une apparition à *TELE 24* et à «10 vor 10», après que la *SÜDOSTSCHWEIZ* l'a représenté avec un panneau indiquant que «par mesure de sécurité [...] l'entrée est INTERDITE aux personnes originaires d'Albanie et d'ex-Yougoslavie» (*SÜDOSTSCHWEIZ*, 6.1.99).
- ▶ A l'inverse, la ville de Thoune ne semble avoir aucun problème avec ces interdictions destinées aux étrangers sans permis C. Suite à un affrontement à l'arme blanche, le propriétaire d'un local de concert propose d'interdire l'entrée aux requérants d'asile, aux saisonniers et aux résidents à l'année. Le préfet accepte cette mesure draconienne (*BUND*, 11./12.2.99).

### **Autorités, administration et police**

- ▶ Le tribunal administratif critique vivement la police des étrangers du

- canton de Berne: «Le tribunal a indiqué à plusieurs reprises que la déclaration habituelle «il fait partie des milieux de la drogue» ne suffisait pas à justifier une exclusion. {...} La police des étrangers {...} a «{...} fréquemment recours à cette méthode contestée et n'a jusqu'à maintenant pas indiqué vouloir abandonner cette pratique contraire au droit». Au cours des quatre dernières années, depuis la création de mesures d'urgence dans le droit des étrangers, la police des étrangers a interdit à 1027 étrangers l'entrée de la ville, voire de tout le canton de Berne (BUND, 12.1.99).
- En janvier 1999, le DDPS publie une étude sur «l'extrémisme dans l'armée» et arrive à la conclusion qu'il existe aujourd'hui une certaine attirance des radicaux de droite pour des institutions comme l'armée et la police. Au cours des huit dernières années, l'auditeur en chef n'a pourtant jugé aucune affaire militaire faisant état de faits clairement extrémistes. Dans quatre cas, le racisme pourrait avoir joué un rôle. Alors que les médias suisses se contentent de reprendre ces déclarations (BAZ/NZZ/TA/BUND, 27.1.99), LE TEMPS et CDG critiquent vivement l'étude. Dans un article du JR daté du 28.1.99, l'écrivain et journaliste Hans Stutz dit connaître au moins quatre cas qui n'ont pas été cités dans l'étude et déclare: «Encore faudrait-il que les supérieurs remarquent l'extrémisme des aspirants.» Dans le IW du 29.1.99, Peter Bollag souligne que la norme pénale contre le racisme a été enregistrée par le Code pénal comme par le Code pénal militaire.
  - Une semaine auparavant, le juge d'instruction du tribunal de division 9 avait décidé que le commandant de compagnie qui s'était fait appeler Milosevic durant un exercice qu'il dirigeait et qui avait ordonné à ses soldats de mimer des réfugiés criminels ne s'était pas rendu coupable de discrimination raciale au sens juridique du terme (BZ/AP/ATS, 19.1.99).
  - En 1998, une recrue avait raconté le quotidien d'un militaire dans un article de la NMZ. Le 26.5.1998, il y décrit un caporal, qui, lors d'une soirée en présence du commandant de compagnie, avait fait le salut hitlérien et énoncé des slogans nazis particulièrement graves sous les applaudissements de quelques camarades. Le juge d'instruction n'a pas reconnu le caractère public de cette affaire (NMZ, 2.2.99).
  - Le premier février 1999, un homme de Neudorf/LU est expulsé avec sa femme, ses quatre enfants et l'employée de maison pour avoir à plusieurs reprises menacé de mort les fonctionnaires de la commune. Cinq jours plus tard, le Conseil d'État de Lucerne et le directeur de police Fässler font une conférence de presse. BLICK titre le lendemain: «Lucerne renvoie chez eux des étrangers violents.» M. Fässler pense que la prédisposition accrue à la violence est «une composante de leur culture» (NLZ, 6./15./20./23./26.2.99; BLICK/BAZ/BUND/TA, 6.2.99). Le même jour, la WW et la WOZ publient un reportage d'une page sur Emmen/LU, où un bosniaque avait menacé des hommes politiques et des fonctionnaires (WW/WOZ, 11.2.99). Cet homme est également expulsé avec toute sa famille (ATS, 26.4.99). Dans sa réponse à une intervention devant le Grand conseil, le gouvernement du canton de Lucerne se défend de vouloir persécuter les membres de la famille. «Ne sont expulsés que les membres de la famille qui ont obtenu leur autorisation de séjour dans le cadre du regroupement familial» (NLZ, 15.6.99). La plupart des huit membres d'une famille expulsée le 12 janvier 1999 après six ans passés à Berne l'ont été injustement: un des fils se voit reprocher 13 délits non précisés. Monsieur Horni, collaborateur spécialisé auprès de l'Office fédéral des réfugiés, a déclaré «ne pas vouloir séparer la famille» (BZ, 29.1.99; WOZ, 4.2.99; VORWÄRTS, 5.2.99).
  - Les étrangers ne doivent pas être plus durement sanctionnés que ne le sont les Suisses. La Cour suprême du canton de Zurich avait infligé des peines plus élevées en cas de violation des lois de l'hospitalité. Le tribunal fédéral a déclaré cette mesure contraire au droit fédéral (LE TEMPS, 18.2.99).
  - Le 3 mars 1999, un jeune Palestinien sous le coup d'une mesure d'expulsion décède dans un ascenseur de l'aéroport de Kloten alors qu'il allait être renvoyé chez lui par avion. Le communiqué de presse de la police cantonale est bref (WOZ, 11.3.99). Dans une publication, différentes organisations demandent une explication immédiate et sans réserve à ce décès (TA/BUND, 19.3.99). Le 19 décembre 1998 déjà, un déséquilibré mental frappé d'une mesure d'expulsion s'était vu administrer à plusieurs reprises de fortes doses de médicaments par intraveineuse (MEGAFON, 4/99).
  - Le 9 mai 1999, des passagers libèrent un homme en voie d'expulsion lors d'une escale à Yaounde au Cameroun (BLICK/BUND, 28.5.99). Swissair suspend provisoirement toutes les expulsions vers l'Afrique ou faisant escale en Afrique (TA, 31.5.99). En raison de ces deux affaires, plusieurs personnes portent plainte le 17 juin contre la directrice de la police cantonale, les fonctionnaires de police dont le nom n'a pas été révélé et leurs supérieurs (AUGENAUF-BULLETIN Nr.25, 6/99).
  - Des enquêteurs auraient maltraité deux Noirs lors d'une arrestation à St-Gall. Il existerait chez les cadres moyens et les équipes de la police un besoin en matière de formation continue, en particulier en matière de sensibilisation aux problèmes que peuvent connaître les personnes d'une autre culture, et de formation psychologique pour les situations difficiles (SGT, 19.3.99).
  - Le tribunal fédéral rejette la plainte d'un musulman qui avait demandé à la commune le droit d'inhumer dans le cimetière de la commune les quatre membres de sa famille selon les lois islamiques. Le tribunal fédéral doit également étudier l'affirmation selon laquelle la pratique suisse conduirait à l'exclusion des minorités religieuses. Cette affaire, qui est à prendre au sérieux, ne concerne toutefois pas les cimetières publics, mais les cimetières

créés spécialement pour les minorités, comme il en existe par exemple à Genève. A Zurich, une nouvelle ordonnance sur les inhumations, en consultation depuis décembre 1998, devrait permettre aux musulmans d'être inhumés dans les cimetières publics (AZ, 5.2./8.5.99).

- ▶ La Ligue suisse des droits de l'homme fait état de la situation choquante dans laquelle se trouvent les personnes en voie d'expulsion de la prison genevoise de Favra. Selon elle, le nombre d'actes de violence de la police augmente dangereusement, le nombre de détenus a été multiplié par quatre et les détenus administratifs, qui, il faut le préciser, n'ont commis aucun délit, ne seraient pas informés de l'évolution de leur situation par les offices cantonaux concernés (CdG, 7.5.99).
- ▶ Dans son rapport annuel 1999, Amnesty International montre à nouveau du doigt les affaires de gardes à vue en Suisse. Le cas le plus grave concerne un homme qui a porté plainte pour coups et blessures aggravés (les faits remontent à juin 1998 à Champs-Dollon) (NZZ/NLZ, 17.6.99). Les crimes des forces de l'ordre visaient tous des étrangers (VORWÄRTS, 25.6.99).

### Mesures contre le racisme et l'antisémitisme

- ▶ L'association romande contre le racisme (ACOR) a lancé l'idée d'un

observatoire contre le racisme dans le canton de Vaud. Son objectif serait d'observer les comportements racistes et d'élaborer des propositions destinées à les combattre (24H, 2.3.99). Cette idée est liée à l'ouverture récente d'un observatoire européen à Vienne, qui fait office de lien entre les offices, les organisations non gouvernementales et différentes associations, et qui a présenté son premier rapport en mars 1999 (TdG, 30.3.99). En décembre 1998, l'observatoire européen avait attiré l'attention sur les résultats inquiétants d'une étude comparative sur l'évolution du racisme en Europe. En 1997, un tiers des sondés s'étaient déclarés «très racistes» (LE TEMPS, 4.1.99).

- ▶ Compte tenu de ses activités, la CFR considère comme urgente la mise en place aux niveaux fédéral et cantonal d'organes de médiation pour les questions liées au racisme et aux droits de l'homme. La communication pourrait régler davantage de problèmes que les sanctions (ATS, 26.3.99).
- ▶ Le 17 mai, le groupe de travail suisse «Scolarisation des enfants albanais réfugiés du Kosovo» de la Commission fédérative SSP des professions enseignantes organise une séance d'information destinée aux médias. Elle a développé, en coopération avec «Naim Frasherli», l'association albanaise des professeurs, un concept de formation destiné aux enfants de réfugiés qui

viennent d'arriver (VPOD-ZEITUNG, 28.5.99; AZ/BUND, 18.5.99; LE TEMPS, 19.5.99; NZZ, 5.6.99).

- ▶ WENDEKREIS, le mensuel de la mission Bethlehem de Immensee consacre son édition de juin au sujet «surmonter le racisme». Le titre de l'édition montre bien son importance. Il ne s'agit pas seulement d'analyser le racisme, mais également de présenter des modèles qui permettent de le surmonter petit à petit.

SALVATORE PITTA,  
ASYLKOORDINATION SCHWEIZ

#### ..... Abréviations:

AP: Associated Press  
 ATS: Agence télégraphique suisse  
 AZ: Aargauer Zeitung  
 BAZ: Basler Zeitung  
 BZ: Berner Zeitung  
 CdG: Courrier de Genève  
 CdT: Corriere del Ticino  
 FN: Freiburger Nachrichten  
 IW: Israelitisches Wochenblatt  
 JR: Jüdische Rundschau  
 MD: Le Matin Dimanche  
 NLZ: Neue Luzerner Zeitung  
 NMZ: Neue Mittelland-Zeitung  
 NZZ: Neue Zürcher Zeitung  
 SB: SonntagsBlick  
 SGT: St. Galler Tagblatt  
 SoZ: SonntagsZeitung  
 TA: TagesAnzeiger  
 TdG: Tribune de Genève  
 TZ: Tessiner Zeitung  
 WoZ: WochenZeitung  
 WW: Weltwoche  
 24H: 24 heures



## Bücher/Livres/Libri

**CINTIA MEIER-MESQUITA**  
**Rassismus und antirassistische**  
**Erziehung. Eine theoretische und**  
**empirische Studie**

Freiburg: Universitätsverlag Freiburg  
 Schweiz, 1999  
 ISBN 3-7278-1233-8  
 244 S., Fr. 39.–

Kann Rassismus in humanistisch geprägten Gesellschaften wie der schweizerischen vorkommen? Mit dem Forschungsprojekt «Alltäglicher Rassismus und antirassistische Erziehung» wurde der Versuch unternommen, diese Frage zu beantworten.

Untersucht wurde die Diskriminierung von Menschen, die aufgrund ihres Äusseren, ihrer Religion und/oder Kulturzugehörigkeit nicht der schweizerischen Norm entsprechen. Wohl existiert auch bezüglich Europäer/-innen eine wertende Hierarchie, doch die Diskriminierung, die z.B. Adoptivkinder aus Afrika, Asien und Lateinamerika oder Nicht-Christen/-innen erleben, ist ungleich stärker, und dies unabhängig davon, ob diese Menschen die Schweizer Nationalität besitzen oder nicht.

Ziel der Befragung von 15 Lehrerinnen und Lehrern war nicht in erster Linie, die Verbreitung des rassistischen Handelns einzuschätzen, sondern Form und Inhalt des rassistischen Denkens aufzudecken. Dadurch wurden Gründe und Mechanismen der Bildung des latenten Rassismus sowie die Funktionen des latenten und des manifesten Rassismus, besonders im schulischen Alltag aufgezeigt.

Neben den Resultaten der Befragung bietet die Publikation einen kurzen Überblick über gängige Begriffe und Definitionen und schlägt konkrete Massnahmen für eine antirassistische Erziehung vor.

**CLAUDIO BOLZMAN,**  
**JEAN-PIERRE TABIN**  
**Populations immigrées:**  
**quelle insertion? Quel travail social?**  
 Genève, Lausanne: IES, Cahiers de l'EESP  
 ISBN 2-88224-048-1,  
 2-88284-025-2  
 230 p., Fr. 30.–

On a longtemps cru que les personnes migrantes n'étaient que de passage. Or, aujourd'hui, presque la moitié de celles et de ceux qu'on appelle encore des «étrangers» vivent en Suisse depuis plus de vingt ans ou y sont nés. Tout en faisant partie de la société helvétique et participant largement à son développement, ils n'ont ni le même statut ni les mêmes droits que les Suisses.

Ce livre présente deux recherches réalisées par les écoles de travail social de Lausanne et de Genève dans le cadre du Programme national de recherche (PNR N° 39) du Fonds national suisse de la recherche scientifique: «Migrations et relations interculturelles». La première analyse les trajectoires et les modes d'insertion des femmes et des hommes de nationalité espagnole ou italienne arrivés en Suisse dans les années 50 et 60 et de leurs enfants.

La seconde s'intéresse aux problèmes sociaux rencontrés dans les années 90 par des personnes de nationalité italienne, espagnole ou portugaise et aux réponses proposées dans les services sociaux et dans le réseau associatif.

Outre les résultats de ces deux études, qui présentent des approches originales dans l'analyse des relations entre migrations, modes d'insertion et travail social, cet ouvrage propose également les réflexions de travailleuses et travailleurs sociaux qui accumulent depuis de nombreuses années, dans le cadre de leur pratique professionnelle et parfois de leur engagement

militant, des expériences, des savoirs et des instruments adaptés à ces problématiques. Avec ces différentes contributions, cet ouvrage ouvre de nouvelles perspectives vers des manières novatrices d'envisager le travail social.

**WIDERSPRUCH**  
**«Flüchtlinge, Migration und Integration»**  
 Heft 37/1999  
 216 S., Fr. 21.–

Die neueste Nummer der kritischen Streitschrift WIDERSPRUCH widmet sich dem Ausschluss bzw. dem Einschluss von Migrantinnen und Migranten sowohl in der Schweiz wie in der EU und Nord Amerika. Integration als zentrale präventive Massnahme gegen Rassismus und Fremdenfeindlichkeit nimmt in dieser Diskussion notwendigerweise einen breiten Stellenwert ein.

Caloz-Tschopp behandelt die Kontinuität zwischen dem alten Konstrukt der «Überfremdung» und dem neuen Wegweisungsvollzug der schweizerischen Asylpolitik. Im Widerspruch zum jeder Grundlage entbehrenden Schlagwort «Das Boot ist voll», argumentiert Prodoliet, dass die demographischen Lücken mittelfristig nur durch Zuwanderung zu füllen sind, wirtschaftlich gehe ohne Migrantinnen längst nichts mehr. Le Breton-Baumgartner belegt, wie Rechtlosigkeit, Illegalisierung und Kriminalisierung der Frauen in der Migration fundamentale Menschenrechte verletzen. Boy Lüthje und Christoph Scherrer diskutieren neue Ansätze multikultureller Selbstorganisation der Einwanderer, die in den USA im gewerkschaftlichen Kampf gegen Rassismus und Diskriminierung erprobt wurden. Annemarie Sancar zieht eine erste Bilanz der Debatte um Integrationspolitik und um die Integrationsleitbilder, die in den letzten Jahren von verschiedenen Städten erarbeitet wurden. Urs Loppachers Beitrag schliesslich ist ein fundiertes Plädoyer gegen die «Schulpolitik» ausländerfeindlich

cher Parteien, die Apartheid in der Schule fordern (siehe dazu auch die Zusammenfassung des Dossiers der EKR «Getrennte Klassen» in der Rubrik «Interna»).

WIDERSPRUCH *ist erhältlich im Buchhandel oder bei Widerspruch, Postfach, 8026 Zürich; Tel./Fax 01-273 03 02*

BRUNO CANTAMESSA

**Zzu**

*Edizioni Città Nuova (I racconti)*

ISBN 88-311-2665-2

Pag. 129, ca. Fr. 15.-

Una raccolta di brevi racconti che hanno per protagonisti degli «stranieri», provenienti da paesi diversi, portatori di culture, civiltà, situazioni diverse, uniti comunque da un'aspirazione comune: essere rispettati, essere cittadini con una loro dignità, poter vivere affetti e sentimenti liberamente, essere in una parola uomini come tutti gli altri.

In genere le storie narrate parlano di problemi di integrazione che si concludono in modo positivo, ma alcuni rappresentano invece la faccia più disperata dell'immigrazione, l'emarginazione e la solitudine che portano alla disintegrazione della personalità.

Uomini e donne, che arrivano in Italia dall'Africa o dall'Asia, oppure anche dalla vicina Albania e che qui cercano non certo il Paradiso, ma una speranza di vita, una possibilità che nella loro patria, per ragioni politiche o economiche viene negata. Vicende diverse, persone diverse per provenienza e cultura, come estremamente diversi sono gli atteggiamenti e le remore degli italiani che entrano in rapporto con loro. Il libro si apre con un episodio di razzismo, e si chiude invece con un gesto di generosità e di accoglienza, altri racconti analizzano una specie di apprendistato al rispetto che avviene attraverso la conoscenza dello straniero, della sua cultura, delle scelte di vita che fa, anche se spesso estremamente diverse da quelle occidentali. Un rac-

conto invece parla di un processo contrario. Sogin è un ragazzo perfettamente integrato, ha un lavoro, una casa, una laurea a portata di mano, una compagna adorata, e dieci anni di vita in Italia alle spalle. Ciò che lo porterà alla pazzia, alla disgregazione della personalità e a vivere in una lurida cantina è l'abbandono della sua compagna, che non riesce a sopportare la nostalgia per il paese d'origine, la Corea, e che all'improvviso decide di tornarvi. Come è difficile vivere da stranieri, come è difficile costruire intorno a sé un tessuto di relazioni e di affetti che non obblighi a snaturarsi e a rifiutare la propria terra d'origine! Questo libro che narra «piccole storie di oggi che parlano di gente di domani», forse può apparire anche troppo ottimista, la maggior parte delle vicende si conclude con un gesto di accoglienza e di solidarietà. Non credo, purtroppo, che questa sia la situazione più diffusa, credo però che potrebbe esserlo se ci fosse maggiore capacità di convivenza civile anche all'interno dello stesso popolo. Se l'egoismo sociale domina all'interno di un Paese, difficilmente questo sa aprirsi a chi arriva da lontano.

([HTTP://WWW.ALICE.IT/](http://WWW.ALICE.IT/))

SERGIUS GOLOWIN

**Von jenischen Kesslern und Korbern ... listigen Fahrenden, Buchhändlern, Kartenlegern, Kräuterfrauen, Schaustellern, Baderinnen, Waldzigeunern und Moosleuten im Land der grünen Freiheit. Ein Strauss bunter Geschichten über eine lebendige Kultur, vernommen von Fahrenden und Sesshaften während gut und gerne sechs Jahrzehnten.**

*Carouge/Basel: Heuwinkel, 1999*

ISBN 3-906410-31-5

352 S., Fr. 42.80

Geschichten, Ernst und Scherz, Phantasie und Realität sind in diesem Buch, dessen Titel bereits eine fast vollständige Inhaltsangabe ist, bunt durcheinandergewürfelt. Sergius Golowin ist ein begnadeter Geschichtenerzähler, und diese Gabe hat ihm auch den reichen Fundus an Geschichten erschlossen, der

Sesshaften meist vorenthalten wird. Wer sich vom Autor verführen lässt, taucht ein in eine fast vergessene Welt des Erzählens und Sagen-spinnens, in eine Sicht auf die Schweiz aus der «Wildnis» jener heraus, die durch die immer intoleranteren Sesshaften zu vereinzelt und meist geschichtslosen Aussen-seitern gemacht wurden. Es sind aber nicht die schmerzhaften Ereignisse der letzten Jahrzehnte, die hier betrachtet werden, sondern liebevoll und leicht naiv wird auf eine Zeit geblickt, in der Sesshafte und Fahrende in zwar nicht immer einfacher aber gegenseitig bereichern-der Symbiose gelebt haben sollen.

TAHAR BEN JELLOUN

**Il razzismo spiegato a mia figlia**

*Milano: Bompiani (pasSaggi)*

ISBN 88-452-3624-2

Pag. 62, ca. Fr. 10.-

Dire «Sono unico» non vuol dire però «Sono il migliore». È semplicemente constatare che ogni essere umano è un miracolo, unico e inimitabile. Il volumetto della collana pasSaggi propone un dialogo tra l'autore e la figlia di dieci anni. La domanda che apre il libro è «Dimmi, babbo, cos'è il razzismo?». E tutto il dialogo si dipana intorno a questo tema. L'autore dichiara di avere scritto e riscritto più volte il testo, semplificandolo, adeguandolo alle capacità di comprensione di un ragazzino, il tutto per ottenere il risultato prefissatosi: far maturare la coscienza dei bambini e dei ragazzi impedendo l'evolversi di tensioni negative di tipo egoistico e meschino. Il razzismo infatti per Ben Jelloun nasce da un'educazione sbagliata, da una società che crea paura e rifiuto per il diverso, è segno di complessi di superiorità o di inferiorità (in fondo due facce della stessa medaglia), non esiste nel bambino piccolo, cioè non è un istinto naturale. Prima di tutto non esiste «la razza» per quanto riguarda gli uomini, esiste «il genere umano» composto da gruppi diversi e differenti. Le vere differenze fra

gli uomini sono quelle socioculturali e così si può dire che «siamo più diversi per via dell'educazione che abbiamo avuto che per i nostri geni». Ogni essere umano è poi assolutamente unico e irripetibile, questo però non vuol dire che è migliore o peggiore di un altro: la differenza non indica qualità. Questa unicità dell'uomo fa sì che non si riesca nemmeno a ipotizzare la clonazione umana: oltre che pericoloso, sarebbe in realtà impossibile riprodurre esperienze, emozioni, sensazioni, la cui somma costruisce l'identità dell'individuo.

Storicamente, in età moderna, il razzismo ha trovato la sua espressione più significativa nel colonialismo. Lo spirito di dominio, la volontà di sfruttare le risorse di un popolo è ciò che ha guidato i paesi colonizzatori, anche se si sono autoproclamati «civilizzatori». Hanno depredato alcuni paesi di beni e di uomini, questo è successo ad esempio in Algeria, e per questo in Francia oggi vivono tanti algerini.

L'arma migliore per combattere il razzismo è la conoscenza, perché è dall'ignoranza che germoglia questo cattivo seme; inoltre è importante capire che è un sentimento che fa parte della natura umana e ci si deve agguerrire per respingerlo. «Si è sempre lo straniero di qualcuno», dice l'autore. Chiunque può essere respinto da un altro perché diverso nel colore della pelle, nelle idee che professa, nel culto religioso che pratica. «Non bisogna mai abbassare la guardia»: bisogna stare attenti alle parole che si usano, a certi modi di dire, a certe generalizzazioni, bisogna poi anche agire o non-reagire, a seconda dei casi, comunque essere sempre dotati di autocontrollo perché il razzismo è una malattia contagiosa e pericolosa, forse la più grave per un essere umano. (Un libro per bambini dai nove anni in poi.)

**Tahar Ben Jelloun** è nato a Fès (Marocco) nel 1944. Vive a Parigi ed è padre di quattro figli, dei quali Meriem è la più grande.

VEDAT DALOKAY

**Schwester Schako und Kolo, die Ziege. Eine Kindheit in der Türkei**

(mit Bildern von Julia Kaergel)

Weinheim/Basel: Beltz & Gelberg, 1997

ISBN 3-407-79757-5

98 S., Fr. 19.80

Ein etwa zehn Jahre alter Junge besucht jeden Tag Schwester Schako. Sie war wegen einer Blutfehde in sein Dorf gezogen, nachdem sie ihren Mann und ihre beiden Söhne verloren hatte. Der Dorfälteste hatte ihr eine Hütte zur Verfügung gestellt, in der sie ganz allein mit ihren Ziegen wohnte. Die erste Begegnung mit dieser alten Frau geschieht eines Morgens, als er im eiskalten Wasser Steine für seine Mutter sucht. Schwester Schako sieht ihn und zieht ihn erschrocken aus dem Fluss, weil sie fürchtet, er würde sich erkälten. So freundet sich der Junge mit dieser eigenwilligen Frau an, nicht sehr zur Freude seines Vaters, der ihn dennoch gewähren lässt. Zunächst ziehen ihn die säuerlich schmeckenden frischen Fladenbrote, die mit Rahm bestrichen wurden, an. Doch allmählich weilt ihn Schwester Schako in Lebensweisheiten und Geheimnisse ein, die sich in der Natur offenbaren. In ihnen erkennt der junge Erzähler die intensive Beziehung zwischen Mensch und Tier, den Kampf um das tägliche Überleben und das Eingebettetsein in Traditionen. Im letzten Kapitel erzählt der inzwischen Vater gewordene Erwachsene vom Bau eines Staudamms, der die Zerstörung jener schönen Landschaft, die die Lebensgrundlage der dort wohnenden Menschen war, zur Folge hatte; der entstandene Stausee sollte der Bevölkerung im Osten der Türkei den Fortschritt bringen.

Schwester Schako und Kolo, die Ziege, sind die Kindheitserinnerungen des Autors. Sie wirken lebendig und realistisch und muten zugleich wie ein traurig-schönes Märchen an, eine Geschichte aus einer verlorenen Zeit.

LESEGRUPPE «FREMDE WELTEN»  
DES KINDERBUCHFONDS BAOBAB

FATMA B.

**Henna Mond**

Wuppertal: Peter Hammer, 1999

ISBN 3-87294-815-6

225 S., Fr. 24.80

Fatma B. erzählt ihre Geschichte. Sie verbringt ihre ersten neun Lebensjahre in Ostanatolien als Kind einer kurdischen Bauernfamilie. Diese Zeit ist geprägt von Armut, Mystik, Traditionen. Aus den Erinnerungen des Kindes wird uns Einblick in die Rolle der Frauen gewährt, aber auch in die archaischen Verhältnisse zwischen den Geschlechtern, in die Gewalt von oben – die Unterdrückung durch den türkischen Staat, die bis in die Dorfgemeinschaft und auf die schwächsten Glieder, die Frau, die Kindern, die Behinderten einwirkt.

Danach zieht die Familie nach Deutschland, wo kurdisch-türkische und deutsche Wertvorstellungen aufeinander prallen. Fatma ist einer ständigen Zerreißprobe ausgesetzt. Sie versucht, alles Kurdisch-türkische hinter sich zu lassen, verlässt heimlich ihre Familie und heiratet einen Deutschen. Doch schon bald treten Schwierigkeiten und Missverständnisse auf, und sie merkt, dass sie sich mit ihrer Herkunft und Geschichte auseinander setzen muss, um ein glücklicheres Leben zu führen.

Der erste Teil des Buches, in dem sie über ihre Kindheit erzählt, ist sehr emotional, anschaulich, mit vielen Details und spannend geschrieben. Beim Lesen wird man in diese fremde Welt hineingezogen und erlebt sie mit.

Der Umzug nach Deutschland und damit die totale Veränderung der Lebensumstände wirkt auch im Buch wie ein Bruch. Auf einmal erhalten die Schilderungen etwas Distanziertes und zum Teil Plakatives. Die neuen Erfahrungen der Autorin und ihre Gespaltenheit in Deutschland sind so unmittelbar, dass man vermuten muss, sie stecke noch mittendrin.

Das sehr negative kurdisch-türkische Männerbild, das gängige Klischees noch bestätigen könnte,

scheint geprägt von persönlichen Wahrnehmungen zu sein. Im Vorwort von Ute Daniel wird dieses Thema explizit angesprochen und etwas relativiert.

Das Buch berührt, macht nachdenklich und ist wichtig, weil es von einer Kurdin geschrieben ist, die auf der Suche nach einer Versöhnung zwischen drei sehr unterschiedlichen Kulturen ist, derjenigen ihrer Kindheit als Kurdin in der Türkei und derjenigen als Frau in Deutschland.

LESEGRUPPE «FREMDE WELTEN»  
DES KINDERBUCHFONDS BAOBAB

FARIDEH AKASHE-BÖHME

### Die islamische Frau ist anders. Vorurteile und Realitäten

Gütersloh: Gütersloher Verlagsbaus, 1997  
ISBN 3-579-00716-5  
96 S., Fr. 19.80

Farideh Akashe-Böhme ist gebürtige Iranerin und arbeitet als freie Publizistin in Deutschland. Sie hat mehrere Texte über islamische Frauengeschichte und Soziologie der Geschlechterverhältnisse veröffentlicht.

Im vorliegenden Buch präsentiert sie eine differenzierte Darstellung von westlichen «Orientalklischees», d. h. einerseits von einer exotischen Märchenwelt und andererseits vom Inbegriff der Frauenunterdrückung schlechthin. Sie zeigt die Projektionen auf, die seit Jahrhunderten um den Orient kursieren und die durch Berichte und Aufzeichnungen – immer aus der Sicht europäischer Betrachter – diese Bilder schüren und zementieren.

Anhand von drei Länderbeispielen (Ägypten, Türkei, Iran) versucht Akashe-Böhme aufzuzeigen, dass es nicht den Islam gibt, ebenso wenig wie es nicht das Christentum gibt, sondern dass jede islamische Gesellschaft den Koran anders auslegt und lebt und dass dabei wirtschaftliche, politische und soziale Verhältnisse mit einer Rolle spielen. In kurzen Kapiteln spricht sie über das Wertesystem, mit dem die Frauen sowohl im Islam als auch im

Christentum konfrontiert wurden, über die Funktion der Frauen im Zusammenhang mit der Kolonialgeschichte, über ihre Stellung heute. In allen drei Ländern sind Analogien anzutreffen, aber auch grundlegende Unterschiede.

Ein Kapitel ist islamischen Migrantinnen in Deutschland gewidmet, ihrer Zerrissenheit zwischen zwei Welten. Besonderes Interesse verdienen die Aussagen über das Kopftuchtragen und über das Unbehagen, das in der westlichen Welt damit ausgelöst wird. Das Buch bietet eine Grundlage zur Auseinandersetzung mit unseren oft ungenauen Vorstellungen und regt zum Überdenken tief sitzender Vorurteile an. Mit der einfachen und gut verständlichen Sprache und den treffend gewählten Beispielen richtet sich das Buch nicht nur an Erwachsene, sondern auch sehr gut an Jugendliche.

LESEGRUPPE «FREMDE WELTEN»  
DES KINDERBUCHFONDS BAOBAB

TAHA KHALIL

### Das Heft meines Freundes

Zürich/Frauenfeld: Nagel&Kimche (Reihe Baobab), 1998  
ISBN 3-312-00514-0  
123 S., Fr. 22.80

Der kleine Asâd freut sich auf seinen ersten Schultag. Er hat alles bereit, den Füller vom Grossvater, die neue Schultasche, das Heft, das der Vater gekauft hat, und vor lauter Aufregung kann er kaum einschlafen. Endlich ist es so weit, mit den älteren Kindern des Dorfes macht er sich auf den Weg. Doch schon bald muss Asâd jäh feststellen, dass das neue Leben, auf das er sich so gefreut hat, nicht ohne Probleme sein wird. Der tägliche Morgengruss muss auf Arabisch gesprochen werden, und der Lehrer spricht auch nur arabisch. Zum Glück hat Asâd Ali, seinen Banknachbar, der ihm übersetzt und ihn allmählich in diese Sprache einführt. Ali ist es auch, der für Asâd den Kopf herhält, als er aus mangelnden Sprachkenntnissen nur die Hälfte der

Hausaufgaben gemacht hat. Dafür schenkt Asâd Ali sein schönes Heft und nimmt das viel einfachere Alis, das ihm jedoch als Zeichen der Freundschaft mit Ali teuer bleibt, bis er erwachsen ist.

Im Laufe der Zeit muss Asâd immer wieder feststellen, wie ungerecht in Syrien Kurden gegenüber Arabern behandelt werden. Nicht nur von Ungerechtigkeiten ist die Rede, sondern ebenso von Lebensfreude und Liebe, die den kleinen Asâd ganz besonders umgeben, ist er doch der erste Junge nach fünf Schwestern. Das Buch endet traurig. Asâd wird Schriftsteller, Ali Polizist, der Asâd als Verdächtigen verfolgt und verhaften will. Am Ende vernichtet Asâd enttäuscht das Pfand der Freundschaft, das Schulheft Alis.

Trotz des nachdenklich stimmenden Schlusses gibt die Erzählung ein farbenfrohes und warmes Bild dieser kurdischen Gesellschaft. In den Beziehungen der Dorfbewohner zueinander wird aber auch deutlich, dass neben der Herkunft auch die gesellschaftliche Position, die Besitzverhältnisse und die Bildung bestimmen, wer Macht ausübt und wer unterdrückt wird. Gegen Ende der Erzählung wird auch klar, wie derjenige, der den ihm zugewiesenen Platz verlässt und sich für seine Rechte einsetzt, mit Verfolgung zu rechnen hat.

Taha Khalil schreibt dieses Buch für seinen kleinen Sohn in der Schweiz, um ihm zu erzählen, woher sein Vater kommt und wie er aufgewachsen ist. Zwischendurch stellt der Sohn Fragen. Es sind Fragen, die vielleicht auch die jugendlichen Leser und Leserinnen gestellt hätten. Ihnen können auf diese Weise schwer zu verstehende Dinge erklärt werden, ohne dass die Geschichte den Schwung verliert. Das ausserdem eingeflochtene kurdische Märchen, das die Mutter Asâd Abend für Abend vor dem Einschlafen erzählt, rundet das Bild einer kurdischen Gesellschaft in Syrien ab.

LESEGRUPPE «FREMDE WELTEN»  
DES KINDERBUCHFONDS BAOBAB



## Organisationen/Organisations

Muslime und Musliminnen in der Schweiz verfügen über eine noch wenig gefestigte Organisationsstruktur. Das ist angesichts der rasanten Zunahme der letzten Jahre und der Unterschiede in Herkunft, sozialem Hintergrund und Aufenthaltsstatus in der Schweiz nicht verwunderlich. Neben Trägervereinen von Gebetsräumen, Vereinslokalen und kleinen lokalen, oft auf ein Herkunftsland konzentrierten Organisationen gibt es einige, die versuchen, ihre Aktivitäten mit anderen Organisationen zu vernetzen und besonders auch den Kontakt mit Behörden und anderen religiösen Institutionen zu pflegen. Wir haben uns bemüht, aufgrund der uns verfügbaren Informationen eine möglichst breite, aber doch be-

schränkte Palette von Organisationen aufzulisten. Die Liste erhebt keinerlei Anspruch auf Vollständigkeit.

Einige Organisationen, auch nicht-islamische, die aktiv im Dialog oder der Beratung tätig sind, haben uns Selbstdarstellungen gesandt, die wir am Schluss der Liste gerne abdrucken.

Ein paar wenige Organisationen verfügen über eine Homepage. Auf [www.islam.ch](http://www.islam.ch) führt ein Link zu einer ausführlichen und regelmässig aufdatierten Liste islamischer Organisationen in der Schweiz.

Le réseau d'organisations de la communauté musulmane de Suisse est encore peu consolidé. Cela n'est pas étonnant au vu de la forte augmen-

tation du nombre de musulmans durant ces dernières années, des diverses origines sociales et des différents pays d'origine et niveaux de vie représentés.

Il existe un large éventail d'organisations musulmanes en Suisse dont notamment des associations qui gèrent les espaces de prière, des petites associations locales et quelques organisations qui essaient de coordonner leurs activités avec celles d'autres organisations et de soigner le contact avec les autorités et les autres institutions religieuses.

Nous nous sommes efforcés de donner une liste d'organisations qui soit représentative de cet éventail. Elle n'est toutefois pas exhaustive. Quelques organisations, islamiques ou non, actives dans le dialogue et le conseil, nous ont envoyé des autoportraits que nous publions en fin de liste.

Certaines organisations disposent d'un site Internet, comme [www.islam.ch](http://www.islam.ch), qui propose une liste détaillée et régulièrement ajournée des organisations islamiques en Suisse.

### Organisationen, die in der ganzen Schweiz aktiv und regelmässig mit Behörden in Kontakt sind Organisations actives dans toute la Suisse et régulièrement en contact avec les autorités

*Association Culturelle des femmes Musulmanes*  
case postale, 2400 Le Locle/NE; Tel. 032-931 45 95;  
Mobile 079-206 40 93

*Föderation Islamischer Gemeinschaften in der Schweiz*  
Leutschenbachstr. 71; 8050 Zürich; Tel. 01-301 31 51

*Gemeinschaft von Christen und Muslimen in der Schweiz*  
Postfach 6243, 3001 Bern; Tel. 031-312 55 25;  
Fax 031-312 55 71  
weitere Auskünfte bei: Samia Osman-Hussein (Co-Präsidentin) Tel. 032-322 10 72 und Albert Rieger (Co-Präsident) Tel. 031-312 55 25

*Interessensgemeinschaft Muslimischer Frauen (IGMF)*  
Esther Fouzi, Stigweidstr. 13, 8636 Wald; Postfach 49,  
8042 Zürich; Tel. 055-246 49 10  
Administration: Frau Karima Farooq

*Ligue des Musulmans de Suisse – LMS*  
Rue Temple 23, 2400 Le Locle  
Kontakt: Mohamed Karmous, Tel. 032-931 45 95

*MMS Muslime und Musliminnen der Schweiz / Musulmans, Musulmanes de Suisse*  
Postfach 7303, 3001 Bern; Tel. 031-332 97 80;  
Fax 031-322 22 35; [mms@muslims.net](mailto:mms@muslims.net);  
<http://www.islam.ch/mms/>

*SERA – Stiftung für Erziehung, Ausbildung und Integration (Früher: Hüdavendigâr)*  
Dr. Taner Hatipoglu, Dorfstrasse 59; Tel. 01-748 42 21

*Stiftung Islamische Gemeinschaft*  
Rötelstr. 86, PF 419, 8057 Zürich  
Kontakt: Dr. Ismail Amin, Granitweg 4, 8006 Zürich;  
Tel. 01-363 06 87  
Imam Youssuf Ibram, Tel. 01-363 52 10 (Moschee),  
01-463 11 32 (p); [islam@bluewin.ch](mailto:islam@bluewin.ch)

*Türkisch Islamische Stiftung für die Schweiz*  
Kochstr. 22, 8004 Zürich  
Kontakt: Herr Akgün, Tel. 01-242 77 47  
Ahmet Koca, Beckenstr. 8, 4058 Basel;  
Tel. 061-372 01 65 (Präs.)



*Verband der islamischen Kulturzentren (Moschee)*  
Birmensdorferstr. 273, 8055 Zürich;  
Tel. 01-451 17 15; Fax 01-451 17 27

*Vereinigung Islamische Organisationen Zürich – VIOZ*  
Dr. Ismail Amin, Granitweg 4, 8006 Zürich;  
Tel. 01-363 06 87 (Präs.)  
Dr. Taner Hatipoglu, Dorfstr. 59, 8955 Oetwil;  
Tel. 01-748 42 21 (Vizepräs.)

### **Lokal oder themenspezifisch tätige Organisationen** **Organisations actives au niveau local ou dans un domaine spécifique**

*Arbeitsgemeinschaft der Islamischen Gemeinschaften*  
Künzlistrasse 24, 8057 Zürich

*Association Culturelle Alevi de Genève*  
av. de Luserna 18, 1203 Genève; Tél. 022-344 75 85

*Association culturelle des Bosniaques de Genève*  
Via Monnet 6, 1214 Vernier; Tél. 022-341 95 95;  
Fax 022-341 88 41

*Association de Bienfaisance Islamique*  
Rte des Acacias 18, 1227 Genève; Tél. 022-342 51 30

*Centre culturel islamique D'Ahl-El-Beit (AIAS)*  
Könizstr. 253, 3097 Liebfeld; Tel. 031-971 75 70

*Centre Culturel Ismailien*  
av. Calas 3, 1206 Genève; Tél. 022-346 09 36

*Centre Islamique de Genève*  
Hani Ramadan, 104, rue des Eaux-Vives, CP 6346,  
1211 Genève 6; Tél. 022-736 75 86

*Centre Islamique de Lausanne*  
Mouhammad Kaba (Dir.), Place de la gare 10,  
1003 Lausanne

*Centre Islamique et Mosquée of the Islamic Center*  
Rue des Eaux Vives 104/Av. Grenade 13, 1207 Genève;  
Tél. 022-736 75 86

*Dar An-Nur, Islamisches Frauenzentrum*  
Bahnhöheweg 36, 3018 Bern  
Kontakt: Alya Britta Salah, Ländlistr. 10,  
3047 Bremgarten; Tel./Fax 031-301 61 87

*Dzemat der Islamischen Gemeinschaft Bosnien*  
Kohlenstr. 12a, 8952 Schlieren  
Kontakt: Idris Ferhatovic,  
Tel. 01-730 80 34 (Moschee), Tel. 01-740 17 39 (p)

*Fondation culturelle de l'Enfance et de la Jeunesse de Suisse*  
Case postale 808, 2502 Biel/Bienne

*Fondation culturelle islamique et Mosquée de Genève*  
CP 437, 1211 Genève  
Kontakt: Hafid Ouardini; Tél. 022-789 37 11,  
Fax 022-789-74 17

*Fondation Culturelle Islamique*  
Chemin Colladon 34 Petit-Saconnex, 1209 Genève;  
Tél. 022-798 37 11; Natel 079-332 00 44/332 00 55;  
Fax 022-798 49 38

*Islamische Albanische Gemeinschaft*  
Albulastr. 32, 8049 Zürich  
Kontakt: Sali Bajrami, Tel. 01-491 81 80,  
Fax 01-492 81 92

*Islamische König Faysal-Stiftung*  
Friedensgasse 18, 4056 Basel  
Kontakt: Samir E. Shafy

*Islamisches «Bern» Zentrum / Qendra Shqiptaro Islame (Albanisches Zentrum)*  
Hochfeldstr. 117, PF 689, 3009 Bern;  
Tel. 031-302 42 82

*Mosque of the Islamic Centre*  
Av. Grenade 13, 1207 Genève

*Mouvement Soufi de Genève*  
pl. De-Brunes 28, Bardonnex, 1257 La Croix-de-  
Rozon; Tél. 022-771 33 63; Fax 022-771 26 31;  
Mobile 079-456 03 80

*Stiftung Islamische Glaubensgemeinschaft*  
Engelstr. 52, 8004 Zürich  
Kontakt: Ayhan Ali-Demirtas Neemi,  
Tel. 01-242 12 13, Fax 01-242 12 10

*Sumejja Schweiz, Moslemischer Frauenverein der Bosnierinnen*  
Postfach, 8051 Zürich  
Kontakt: Dula Hasic (Präs.), Tel. 01-321 69 92

### **Interreligiöse Organisationen, Beratungsstellen** **Organisations interreligieuses et centres de conseil**

*Appartenances*  
chemin des Terreaux, Case postale 54, 1000 Lausanne 4

*Auskunftsstelle Eben mit Ausländer/innen*  
Laupenstrasse 2, 3008 Bern.

*Information Religion – INFOREL*  
Winkelriedplatz 6, 4053 Basel; Tel. 061-361 30 27  
Kontaktpersonen: Chr. P. Baumann (Beratung),  
T. Duncker (Administration)

*Interessengemeinschaft BINATIONAL*  
PF 30 36, 8051 Zürich; Tel. 01-322 67 77



*Interreligiöse Arbeitsgemeinschaft Schweiz – IRAS*  
 Heidi Rudolf (Geschäftsführerin): Holestrasse 123,  
 4054 Basel; Tel. 061-307 22 50; Fax 061-307 22 22  
 Pfarrer Dr. Peter Wittwer (Präsident): Schienhutgasse 6,  
 8001 Zürich; Tel. 01-261 09 21; Fax 01-261 09 22

*Kirchlicher Informationsdienst*  
 Philippe Dätwyler, Blaufahnestr. 10, 8001 Zürich;  
 Tel. 01-258 91 91

*Schweizerisches Pastoralsoziologisches Institut – SPI*  
 Robert Lendi, Postfach 1926, St. Gallen;  
 Tel. 071-223 23 89; Fax 071-223 22 87

*Service Social International/Beratungsbüros Binationale Eben*  
 SSI, 10, rue Alfred-Vincent, 1201 Genève;  
 Tél. 022-731 68 31  
 Contact: Madeleine Duvoisin (Directrice); Sylvia Thodé  
 (responsable de la consultation)



## Association culturelle des femmes musulmanes de Suisse

L'ACFMS est une association à but non lucratif, fondée en 1992 qui œuvre pour une meilleure connaissance et compréhension de l'islam et des musulmans ainsi que pour une intégration responsable et positive.

La femme musulmane a de tout temps eu la possibilité de s'exprimer et d'être active dans la société. Ce droit que nous a octroyé notre religion est à l'origine de la fondation de l'ACFMS. L'association est là afin de promouvoir les activités des femmes musulmanes en Suisse. Pour développer nos capacités, nous informer, nous former et nous réunir et favoriser un dialogue dans la fraternité et le respect de toutes. L'ACFMS œuvre pour répondre aux besoins culturels, culturels, éducatifs et humanitaires des femmes en Suisse. Elle permet aux Suisses et aux Européens une meilleure connaissance et compréhension de l'islam et des musulman(e)s.

Elle contribue à une prise de conscience individuelle et collective de la nécessité d'une intégration responsable et positive. Ceci afin de participer activement à l'essor économique et social de la Suisse. Nos buts sont principalement de réunir des femmes musulmanes, conjuguer nos efforts afin de réaliser un travail commun et d'élargir et dé-

velopper l'échange culturel entre les musulmanes et les non-musulmanes, dans l'amitié et le respect mutuel.

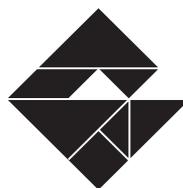
### Activités principales

- Rencontres annuelles: de la femme musulmane en Suisse et de dialogue entre «femmes musulmanes et femmes chrétiennes»

- Camp annuel d'été pour jeunes filles
- Séminaires de formation et cercles de réflexion, concours culturel du mois de Ramadan, conférences, sport et sorties, activités occasionnelles (fêtes, mariages, ...)
- Diffusion des informations, expositions (livres, posters, maquettes, pièces d'arts, ...)

### Adresse

Nadia Rachedi Karmous,  
 ACFMS, CP 231, 2400 Le Locle;  
 Tél./Fax 032-931 45 95;  
 Natel 079-206 40 93;  
 acfms@muslims.net;  
<http://www.muslims.net/acfms/>



## Centre islamique de Lausanne

Depuis plus de vingt ans, le Centre islamique de Lausanne sert de relais à des hommes et des femmes originaires des quatre coins du globe. Lieu de prières et d'enseignement, il organise également les mariages et les services funèbres de la communauté, ou encore des visites aux prisonniers. Animé principalement par des bénévoles et fort d'une centaine de membres actifs engagés financièrement, il ne reçoit pas de subventions de l'Etat de Vaud, ni

d'aide financière de pays musulmans. Essentiellement voué à l'enseignement du Coran, le Centre joue un important rôle social et intégrateur pour une partie des musulmans.

### Adresse

Centre Islamique de Lausanne,  
 Place de la gare 10, 1003 Lausanne;  
 Tél. 021-323 79 19;  
 Fax 021-311 23 02



## Evangelisch-reformierte Landeskirche des Kantons Zürich

An vielen Orten begegnen wir Muslimen und Musliminnen in unserer Gesellschaft: im Alltag, bei der Arbeit, in der Schule. Doch wissen wir wenig über den Islam und wie er von den Muslimen und Musliminnen in der Schweiz gelebt wird. Der Islam und das Christentum kennen ihre gemeinsamen theologischen und religiösen Wurzeln, das Zusammenleben von Menschen beider Religionen in unserer Gesellschaft heute muss aber eingeübt und erfahrbar werden. In Kirchgemeinden finden deshalb Treffen zur Begegnung mit Muslimen und Musliminnen, die in der Gemeinde wohnen, statt. In der kirchlichen Erwachsenenbildung werden Kurse und Seminare zum Thema Islam – zum Teil in Zusammenarbeit mit islamischen Organisationen und mit muslimischen Referentinnen – angeboten. Die Kirche beteiligt sich auch an den interreligiösen Begegnungen des *Zürcher Forums der Religionen*. Mit der Dokumentation über die islamischen Gemeinschaften in Zürich, die im Januar 1999 herausgegeben worden ist und regelmässig aktualisiert wird (Internetausgabe s. u.), soll Interessierten der Kontakt mit Musliminnen und Muslimen und ihren Gemeinschaften erleichtert werden.

So sind vielfältige Kontakte zwischen der Evang.-ref. Kirche und den muslimischen Gemeinschaften entstanden und am Entstehen. Es sind Kontakte, die das gegenseitige Vertrauen und den Dialog fördern, und welche nützlich sind bei der Suche nach Lösungen der dringenden Anliegen der islamischen Gemeinschaften wie z. B. der Friedhofsfrage.

### Landeskirchliche Arbeitsstellen im Dialog mit Musliminnen und Muslimen in Zürich

#### *Pädagogik und Animation*

Walter Meili und Dr. Peter Moll,  
Hirschengraben 50, 8001 Zürich;  
Tel. 01-258 91 40;  
Fax 01-258 91 41;  
gemeindedienste.zh@ref.ch

- ▶ Erarbeitung von Lehrmitteln für Religionsunterricht in Schule und Kirche
- ▶ Beratung, Aus- und Weiterbildung für Religionslehrer, Sonntagsschullehrerinnen, Katecheten; Aus- und Weiterbildung für Kirchgemeindegliederinnen und Jugendarbeiter beiderlei Geschlechts

#### *Ökumene, Mission und Entwicklungsfragen – OeME*

Pfr. Peter Dettwiler, Evang.-ref.  
Landeskirche, Gemeindedienste,  
Hirschengraben 50, 8001 Zürich;  
Tel. 01-258 92 38;  
Fax 01-258 91 41;  
gemeindedienste.zh@ref.ch

- ▶ Regelmässige Kontakte zu islamischen Gemeinschaften im Kt. Zürich
- ▶ Mitveranstalterin zu den interreligiösen Begegnungen und Mitträgerin des «Zürcher Forum der Religionen»

#### *WSG – Wissenschaft, Spiritualität, Gesellschaft*

Die Evang.-ref. Landeskirche  
an den Zürcher Hochschulen,  
Pfr. Leonhard Suter,  
Hirschengraben 7, 8001 Zürich;  
Tel. 01-258 92 16;  
Fax 01-258 91 51; wsg@ref.ch;  
www.wsg.ch oder speziell:  
www.ref.ch/zh/islam

- ▶ Kurse und Seminare, Vorträge und Tagungen zum Thema Islam – zum Teil gemeinsam mit muslimischen Organisationen

- ▶ Kontakte mit muslimischen Gemeinschaften
- ▶ Vermittlung von Referentinnen und Referenten zum Thema Islam, Muslime in der Schweiz
- ▶ Beratung für Gemeinden und andere Veranstalter, die Veranstaltungen zum Thema Islam oder Begegnungen mit Musliminnen und Muslimen organisieren.

*Internet-Publikation:*  
[www.ref.ch/zh/islam](http://www.ref.ch/zh/islam)

Musliminnen und Muslime in Zürich. Adressen; Kontakte; Informationen; Literatur; Links; Veranstaltungskalender; Dokumentation 1999 (Teile davon auch als



## Er-Rahma – Die Barm- herzigkeit

ER-RAHMA oder DIE BARMHERZIGKEIT ist eine unabhängige islamische Zeitschrift von Muslimen in der Schweiz und erscheint regelmässig seit 1990. Die Zeitung soll eine Art Plattform für den Erfahrungs- und Gedankenaustausch der in der Schweiz lebenden Muslime sein. Aus diesem Grunde setzt sich der Inhalt zur Hauptsache aus Beiträgen der Leserschaft zusammen. ER-RAHMA bietet Vorträge und Konferenzen zu islamischen Themen auf Audiokassetten an und organisiert jährliche islamische Familienlager.

#### *Adresse*

Die Barmherzigkeit, Postfach 51,  
CH-8402 Winterthur.  
Redaktion: Hamit Duran,  
Pfundweidli 6b, 5643 Sins;  
Tel./Fax: 041-787 19 48;  
[barmherzigkeit@hotmail.com](mailto:barmherzigkeit@hotmail.com)



## INFOREL – Information Religion

INFOREL bezweckt, sachliche Information über Religionen und religiöse Bewegungen im weitesten Sinn zu vermitteln, ohne Dominanz einer bestimmten Religion oder Konfession und unter Einbezug der Betroffenen, den «interreligiösen Dialog», Religionsfreiheit und Religionsfrieden zu fördern und ethnische und andere Minderheiten in der Ausübung ihrer Religion zu unterstützen.

Dies geschieht insbesondere durch die Beratungsstelle und die Recherchen über Religionsgemeinschaften; durch Kontaktpflege zu Angehörigen möglichst vieler Religionsgemeinschaften; durch die Herausgabe von Schriften, Zeitungs- und Zeitschriftenartikeln, etc.; Organisation und Durchführung von Kursen und Vorträgen.

INFOREL wurde 1987 gegründet. Trotz der Vielzahl von Religionen war der Islam während Jahren die Nummer 1 unter den angefragten Themen. Unzählige Gruppenbesuche in islamischen Zentren wurden durchgeführt, bei Sunniten, später auch bei Aleviten. Aus dieser Arbeit entstand eine Reihe von Publikationen zum Islam:

- «Islam in Basel» von Christoph Peter Baumann in Gemeinschaftsarbeit mit Muslimen. *Eine Kurzbeschreibung der islamischen Zentren und Gruppierungen, publiziert in mehreren Nummern der INFOREL-MITTEILUNGEN.*
- «Die Frau im Islam» von Christoph Peter Baumann, Tanja Duncker, INFOREL-MITTEILUNGEN Nr. 18 (1990).
- ««Muslima zu sein ist grossartig!» Eine Tonbildreihe über die Frau im Islam» (1991). *47 Farbdias, Tonband 16 Minuten, mit Begleitbft. Gemeinschaftsarbeit mit Musliminnen.*
- «Muslime unter uns. Islam in der Schweiz» von Christoph Peter Baumann, Christian J. Jäggi mit

einem Vorwort von Hans Küng (Luzern, Stuttgart 1991).

- «Muslime leben unter uns» von Christoph Peter Baumann in Gemeinschaftsarbeit mit Muslimen (1992). *Tonbildreihe über den gelebten Islam. 42 Farbdias, Tonband 16 Minuten, Kopiervorlagen, Begleitbft.*
- «Begegnung mit dem Islam» von Christoph Peter Baumann (Hamburg 1993).
- «Was ist Islam?» von C. P. Baumann und Tanja Duncker (1994).
- «Aleviten. Der andere Islam» von C. P. Baumann in Gemeinschaftsarbeit mit Aleviten (1994).
- «ISLAM in Basel-Stadt und Basel-Land», Vorabdruck des Projekts

«Führer durch das religiöse Basel», herausgegeben von Christoph Peter Baumann (1999).

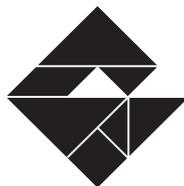
- «Materialkoffer Islam» von Christoph Peter Baumann in Gemeinschaftsarbeit mit Muslimen. *Islamische Gegenstände mit Beschreibung für den Gebrauch im Schulunterricht.*
- «Werkstatt Islam» von Gabi Pfister-Schölch, Stephan Schmid, Christoph Peter Baumann (1996). *Mäppchen zu 18 Posten zum Thema Islam, Begleitbft, Kopiervorlagen, Islamische Gegenstände.*

Adresse

Winkelriedplatz 6, 4053 Basel;  
Tel. 061-361 30 27;

Kontaktpersonen:

Chr. P. Baumann (Beratung),  
T. Duncker (Administration)  
Präsenz-Bibliothek:  
Di 15.00–17.00 Uhr;  
telefonische Kurzberatungen:  
Mo/Mi/Do 15.00–17.00 Uhr.



## Interessengemeinschaft BINATIONAL

Die IG BINATIONAL ist ein Verein von interkulturellen (v. a. schweizerisch-ausländischen) Paaren und Familien, mit Regionalgruppen in Basel, Bern, Langnau, Zürich, St. Gallen und Tessin mit Sitz in Zürich. Bei den regionalen Treffen bietet sich die Möglichkeit, mit Leuten in ähnlicher Situation und/oder langjähriger Erfahrung im binationalen Eheleben zu sprechen. Viele Mitglieder leben in einer christlich-muslimischen Ehe und kennen die Freuden und Spannungen, die in einer solchen Verbindung entstehen können. Ratsuchende können sich auch schriftlich ans Sekretariat wenden. Der Verein publiziert vierteljährlich ein Bulletin mit Informationen und Themen, die interkulturelle Ehen und Familien betreffen, u. a. auch über interreligiöse Ehen. Durch Teil-

nahme an Vernehmlassungen, Leserbriefe, schriftliche Stellungnahmen, Vorträge und Workshops vertritt die IG BINATIONAL die Interessen von Binationalen gegenüber den Behörden und der Öffentlichkeit. Sie pflegt engen Kontakt mit anderen Organisationen und ist Aktivmitglied der European Conference of Binational/Bicultural Relationships ECB. Die IG BINATIONAL finanziert sich ausschliesslich durch Mitgliederbeiträge und Spenden und leistet alles in Freiwilligenarbeit. Sie steht allen offen, die sich mit den Zielen der IG BINATIONAL solidarisieren.

Adresse

Zentralsekretariat,  
Postfach 3063, 8021 Zürich;  
binational@feminism.ch



## Die Interreligiöse Arbeitsgemeinschaft in der Schweiz – IRAS

Die IRAS ist 1992 gegründet worden und hat heute über 70 Kollektivmitglieder, die alle grossen Religionen, sowohl christliche wie andere Gemeinschaften, repräsentieren.

Gemäss der in der Bundesverfassung festgeschriebenen Religionsfreiheit setzt sich die IRAS dafür ein, dass Gläubige aller Religionen

- ▶ Zentren für ihr spirituelles, soziales und kulturelles Leben errichten können;
- ▶ Gemeindeleiter und Religionslehrer zu ihrer Betreuung und Unterweisung gemäss ihren Bedürfnissen beanspruchen dürfen;
- ▶ Festtage nach den Vorschriften ihrer Religion und an den dafür bestimmten Tagen feiern können;
- ▶ im Spital unter Rücksichtnahme auf ihre religiösen Gefühle gepflegt werden;
- ▶ Verstorbene nach den Riten und Vorschriften ihrer Religion bestatten dürfen.

Die IRAS ist diesen Gemeinschaften behilflich

- ▶ bei der Suche nach geeigneten Lokalitäten;
- ▶ bei Verhandlungen mit Behörden, Firmen und Privaten;
- ▶ bei der Beschaffung von Aufenthalts- und Arbeitsbewilligungen für Gemeindeleiter und Religionslehrer;
- ▶ bei der Bereitstellung geeigneter Bestattungsorte;
- ▶ durch Information über religiöse und ethische Fragen anderer als christlicher Religionsgemeinschaften;
- ▶ durch Öffentlichkeitsarbeit.

Die IRAS versteht sich als Brücke der Verständigung zwischen Mehrheiten und Minderheiten, zwischen ausländischen und einheimischen religiösen und soziokulturellen Gemeinschaften, Institutionen,

Kirchgemeinden, Behörden usw. Sie ist Trägerin des *Interreligiösen Gebets* in Zürich und Basel sowie des Basler und Zürcher *Forums der Religionen*.

Die IRAS vermittelt Referenten und Referentinnen und Kontaktpersonen und plant die Herausgabe einer Broschüre zum Thema Islam



## Ligue des musulmans de Suisse

La Ligue des musulmans de Suisse a été créée en 1994 pour conjuguer les efforts des musulmans et a pour but de rendre service aux musulmans dans leur religion et de les encourager à œuvrer pour une intégration responsable et positive au sein de la société suisse.

La Ligue estime que les musulmans en Suisse sont tenus de respecter le contrat de protection avec les autorités fédérales de ce pays et considère que toutes les conditions qui régissent l'entrée ainsi que la résidence en Suisse ne demandent pas aux musulmans d'abandonner leur foi et leur culture. Elle a comme objectif de prendre soin des membres de la communauté musulmane afin qu'ils préservent leur identité et leur personnalité pour qu'ils puissent accomplir leur rôle de citoyen et de participer à l'effort collectif pour trouver des solutions adéquates aux problèmes des musulmans en Suisse.

La Ligue considère la reconnaissance de la religion musulmane en tant que deuxième communauté religieuse officielle du pays comme bé-

néfique pour toute la communauté musulmane. Ainsi cette dernière pourra se sentir respectée, prise en compte et saura assumer au mieux ses responsabilités de citoyeneté. La LMS et les associations nationales qui en sont membres organisent annuellement une rencontre pour tout public (musulman ou non), une rencontre pour les femmes (organisée par l'*Association culturelle des Femmes Musulmanes de Suisse*), et une rencontre pour les enfants et les jeunes (organisée par la *Fondation culturelle de l'Enfance et de la Jeunesse de Suisse*). Par courrier, la LMS diffuse des informations utiles (bulletin EL WEFAK, articles de journaux, nouvelles, ...) à ses membres.

*Adresse*

Heidi Rudolf (Geschäftsführerin),  
Holestrasse 123, 4054 Basel;  
Tel. 061-307 22 50;  
Fax 061-307 22 22  
Pfarrer Dr. Peter Wittwer  
(Präsident), Schienhutgasse 6,  
8001 Zürich;  
Tel. 01-261 09 21;  
Fax 01-261 09 22

*Adresse:*

Dr. Mohamed Karmous,  
Ligue des Musulmans de Suisse,  
CP 1861, 2002 Neuchâtel;  
Tél./Fax 032-931 45 95;  
Mobile: 079-436 72 14;  
lms@rabita.ch;  
<http://www.rabita.ch>



## Gemeinschaft von Christen und Muslimen in der Schweiz

Der politisch und ideologisch unabhängige Verein wurde 1992 gegründet. Der Verein fördert durch Öffentlichkeitsarbeit und Sensibilisierung bei der schweizerischen Bevölkerung das Verständnis für den Islam, zum Beispiel durch Veranstaltungen und Tagungen zu ausgewählten Themen und vor allem durch Begegnungsmöglichkeiten zwischen Muslimen/-innen und Christen/-innen.

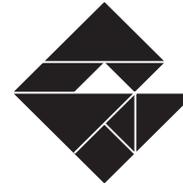
Um ihre Anliegen einem breiten Publikum zugänglich zu machen, bedient sich die Gemeinschaft der Medien und setzt sich in Verbindung mit staatlichen und kirchlichen Institutionen, mit Behörden

und Einzelpersonen, welche die Anliegen des Vereins zur Ausführung bringen können. Weiter pflegt er Kontakte mit lokalen Vertretern und Botschaftern der arabisch-islamischen Länder.

Der Verein hat eine Reihe von Faltschriften herausgegeben, die bei der untenstehenden Adresse bezogen werden können: «Eine Familie – zwei Religionen», «Muslime im Spital – Eine Handreichung», «Muslimische Kinder in der Schule und im Kindergarten».

### Adresse

Gemeinschaft von Christen und Muslimen in der Schweiz,  
Postfach 6243, 3001 Bern



## Muslime, Musliminnen der Schweiz – MMS

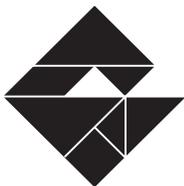
Im September 1994 gegründet, bietet sich MMS als Dienstleistung für die islamischen Gemeinschaften an. Sie will mit einer Vielzahl muslimischer Gemeinschaften zusammenarbeiten, um Konferenzen oder Kongresse in der Schweiz zu organisieren und durchzuführen, mit dem Ziel, gewisse, dem Islam zugeschriebene Merkmale zu entmystifizieren und ihn so besser zu verstehen. MMS wünscht auch, den Muslimen zweiter Generation zu dienen und zu helfen, konkrete Lösungen zu bestimmten Problemen zu finden. Des Weiteren beabsichtigt MMS (in Zusammenarbeit mit lokalen Vereinen) Studien über die Situation der Gemeinschaft auszuwerten und vermehrt Aktivitäten durchzuführen, um zu einer besseren Anerkennung der Muslime in der Schweiz beizutragen.

MMS ist bestrebt, eine konkrete Verbindung zwischen den verschiedenen Sprachregionen der Schweiz zu schaffen, innerhalb welcher die Muslime leben, meist ohne zu wissen, was in der anderen Region gelebt wird.

### Adresse

Muslimen und Musliminnen der Schweiz/Musulmans, Musulmanes de Suisse,  
Postfach 7303, 3001 Bern;  
Tel. 031-332 97 80;  
Fax 031-322 22 35

Auf der Internetseite <http://www.islam.ch/mms> bietet der Verein Informationen über den Islam, Literaturangaben, den Heiligen Quran online, einen Veranstaltungskalender, Gebetszeiten, eine Liste von Kontaktstellen, Adressen islamischer Vereine, Adressen und Öffnungszeiten der Moscheen, sowie weiterführende Links zum Thema Islam.



## Mosquée et la Fondation culturelle islamique de Genève

Inaugurée en 1978 par le Roi Kahled Bin Abdulaziz et le Président de la Confédération Helvétique, la Mosquée de Genève n'en est qu'une parmi tant d'autres, toutes différentes par leurs dimensions et par leur style architectural.

Dans l'enceinte de la Fondation culturelle islamique, vous trouverez:

- la salle de conférence dans laquelle ont lieu des lectures sur la religion, la culture et les sciences islamiques, etc.,
- la bibliothèque où des livres traitant des différents sujets de l'Islam sont à la disposition des lecteurs (en arabe, en français et en anglais),
- l'école où le Coran, la langue arabe et l'éducation islamique sont enseignés,
- le laboratoire de langue pour l'enseignement de la langue arabe aux adultes non-arabophones,

- la cafétéria,
- la morgue pour la toilette rituelle funèbre.

La Mosquée assure de manière permanente et vivante plusieurs fonctions essentielles:

- l'adoration du Dieu unique, le Créateur de tout ce qui est visible et invisible,
- le lien culturel, social et humanitaire
- le rôle primordial de l'éducation, de l'information, de l'accueil, du bon conseil, du dialogue, etc.

### Adresse

Mosquée et Fondation culturelle islamique,  
Rue des Eaux Vives 104,  
Av. Grenade 13, 1207 Genève;  
Tél. 022-736 75 86



## VIOZ – Vereinigung der Islamischen Organisationen in Zürich

Bereits 1975 wurde die erste islamische Gemeinschaft in Zürich gegründet. Die Mitglieder der *Islamischen Gemeinschaft in der deutschsprachigen Schweiz* stammten aus verschiedenen islamischen Ländern. Es gab Araber, Türken, Bosniaken, Pakistaner und einige Afrikaner vor allem aus Nigeria. Die islamische Gemeinschaft entwickelte viele Aktivitäten und setzte sich ein, einen islamischen Friedhof und eine Freitagsmoschee zu errichten, sowie eine Koranschule mit Arabischunterricht für Kinder einzuführen.

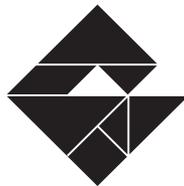
Mit der zunehmenden Zahl der Muslime war jede Volksgruppe bestrebt, einen eigenen Raum zu haben, in dem sie in ihrer Muttersprache die nationalen und sozialen Probleme besprechen konnte. Dadurch erhöhte sich die Zahl der islamischen Gemeinschaften und Organisationen auf zehn. Heute gibt es in Zürich fünf türkische, eine bosniakische, eine kosovo-albanische, eine pakistanische und zwei arabische Gemeinschaften.

Anfangs der 90er Jahre wurde die Friedhof-Frage wieder aktuell. Hatten die Behörden Anfang der 80er Jahre das Gespräch abgebrochen, waren sie nun bereit, unsere Wünsche und Bedürfnisse entgegenzunehmen. Von der damaligen «Städtischen Koordinationsstelle für Ausländerfragen» wurden wir tatkräftig unterstützt. Die beiden Landeskirchen zeigten volles Verständnis für unser Anliegen und befürworteten dieses noch immer. Um bei den Verhandlungen gemeinsam auftreten zu können, wurde am 25. Oktober 1997 die Dachorganisation VIOZ gegründet.

Die Mitglieder sind:

- ▶ Stiftung Islamische Gemeinschaft Zürich, Rötelstr. 86, 8057 Zürich

- ▶ Dzemat der Islamischen Gemeinschaft Bosniens in Zürich, Kohlenstr. 12a, 8952 Schlieren
- ▶ Verband der Islamischen Kulturzentren, Birmensdorferstr. 273, 8055 Zürich
- ▶ Stiftung der Islamischen Glaubensgemeinschaft, Engelstr. 52, 8004 Zürich
- ▶ Föderation der Islamischen Vereine in der Schweiz, Leutschenbachstr. 71, 8050 Zürich
- ▶ Islamisches Zentrum Zürich, Militärstrasse 52/Eisgasse 6, 8048 Zürich
- ▶ Türk Federasyon (Türkisch-Islamischer idealistischer Verein der Schweiz), Hohlstr. 415, 8004 Zürich
- ▶ Swiss-Turkish Islamic Foundation, Markusstr. 10, 8006 Zürich
- ▶ Albanisch-Islamische Gemeinschaft, Rautistr. 58, 8048 Zürich



## Schweizerische Gesellschaft Mittlerer Osten und Islamische Kulturen – SGMÖIK

Die SGMÖIK wurde 1990 in Bern mit dem Ziel gegründet, das Verständnis für die Kulturen und Gesellschaften Westasiens und Nordafrikas in unserem Lande zu fördern. Sie tut dies, indem sie den Dialog mit den mittelöstlichen und islamischen Nachbarkulturen pflegt und wissenschaftliches, publizistisches sowie künstlerisches Schaffen unterstützt.

Die SGMÖIK versteht sich als Forum für alle, die mit der Region Westasien/Nordafrika in irgendeiner Weise beruflich zu tun haben. Angesichts der vielen Muslime aus

- ▶ Swiss Muslim Society (SMS), Weinbergstr. 147, 8006 Zürich

Neben der Einrichtung eines islamischen Friedhofes will die Dachorganisation ein islamisches Zentrum in Zürich gründen. Das Zentrum soll eine Begegnungsstätte für alle Muslime werden. Durch Vorträge, Kurse, Diskussionsveranstaltungen u.a.m. soll das Wissen und das Verständnis der Muslime für ihre Religion gefestigt und vertieft und vor allem auch die islamische Erziehung von Kindern und Jugendlichen gefördert werden. Der Dialog und die Begegnung mit Nicht-Muslimen sollen in allen Lebensbereichen aktiviert werden. Ein Fernziel des Vereins ist schliesslich die öffentlich-rechtliche Anerkennung des Islam.

*Adressen*

Dr. Ismail Amin,  
Granitweg 4, 8006 Zürich;  
Tel. 01-363 06 87 (Präs.)

Dr. Taner Hatipoglu,  
Dorfstr 59, 8955 Oetwil;

diesen Regionen, die heute in der Schweiz leben, weitet die Gesellschaft ihre Aktivitäten auch auf die Schweiz aus. Ein wichtiges Anliegen ist ihr, vermittelnd gegenüber der wissenschaftlichen Forschung, den Medien, der Politik und der interessierten Öffentlichkeit aufzutreten. Die SGMÖIK gibt seit 1995 ein Bulletin und Zeitschriften heraus und vermittelt Expertinnen und Experten.

*Adresse*

Schweizerische Gesellschaft Mittlerer Osten und Islamische Kulturen, Postfach 8301, 3001 Bern.



## Zürcher Forum der Religionen

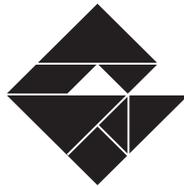
Die offensichtliche Entwicklung der Stadt Zürich hin zu einer multi-religiösen Gesellschaft einerseits und der Auftrag zu interkultureller Verständigung andererseits veranlassten die Städtische Fachstelle für Interkulturelle Fragen (damals: Koordinationsstelle für Ausländerfragen), im Interesse eines friedlichen Zusammenlebens zwischen Menschen unterschiedlicher Religionen und Kulturen initiativ zu werden. In Zusammenarbeit mit dem Ökumenepfarramt der evang.-ref. Landeskirche wurde das seit 1994 stattfindende «Gebet der Religionen» initiiert. Als immer weitere religiöse Kreise sich mit berechtigten Anliegen ihrer Gemeinschaften (z. B. Friedhof für Muslime, Aufenthaltsbewilligungen für Seelsorger) an die Fachstelle wandten, und diese Fragen sich von immer stärker werdender Brisanz erwiesen, wurde die Gründung des *Zürcher Forums der Religionen* vorbereitet und im Sommer 1997 realisiert.

Das Forum will den interreligiösen Dialog fördern, die religiösen Minderheiten bei der Umsetzung ihrer Anliegen unterstützen, gemeinsam anstehende Fragen des Zusammenlebens besprechen und zu gesellschaftspolitischen Fragen und religiösen Angelegenheiten Stellung nehmen. Zu diesem Zweck arbeitet es auch mit der *Interreligiösen Arbeitsgemeinschaft in der Schweiz* (IRAS) zusammen.

Das Forum hat sich verschiedentlich in Vernehmlassungen zu kantonalen und kommunalen Angelegenheiten geäußert, so zur Verfassungsänderung und zum Gesetz über die Anerkennung weiterer religiöser Gemeinschaften, zur vorgeschlagenen Änderung von § 35 der kantonalen Bestattungsverordnung (Bestattung nach islamischem Ritus), wie auch zum Leit-

bildentwurf für eine Integrationspolitik der Stadt Zürich. Gegenwärtig befasst sich das Forum intensiv mit Fragen der Erteilung von Aufenthaltsbewilligungen an ausländische Seelsorger.

Das Forum veranstaltet das jährlich im Herbst stattfindende «Gebet der Religionen», zuletzt 1998 in der Synagoge der Israelitischen



## Stiftung für Erziehung, Ausbildung und Integration – SERA

SERA (früher *Hüddavendigâr*) setzt sich seit 1992 für die Integration der aus der Türkei stammenden und in der Schweiz wohnhaften Menschen ein. Ein effizienter Weg dazu ist eine gute Ausbildung. SERA offeriert den türkischen Jugendlichen (wenige aus anderen Ländern sind auch dabei) unentgeltliche Nachhilfekurse. Hauptsächlich werden die Fächer Deutsch, Mathematik und Französisch, aber je nach Bedarf auch andere Fächer unterrichtet. Bis zu 150 Schüler/-innen besuchen die Kurse, die während des ganzen Schuljahres wöchentlich in acht Städten (Zürich, Bern, Aargau, Basel, St. Gallen, Winterthur, Wil/SG, Lausanne) stattfinden.

Ausflüge und Besichtigungen sollen den Jugendlichen helfen, die Schweiz besser kennenzulernen. SERA hilft auch bei der Lösung von Problemen zwischen Schulbehörde/Lehrerschaft und Eltern/Kinder.

Für die Aufnahmeprüfungen an die Universität bzw. Fachhochschule wird fachliche Unterstützung angeboten. In Zürich, Ba-

Cultusgemeinde. Regelmässig organisiert es auch interreligiöse Begegnungen, die inzwischen zu Gesprächen und Besuchen bei Gemeinschaften aller fünf Weltreligionen führten. Einzelnen Gemeinschaften konnte das Forum rechtliche und strukturelle Hilfe leisten, dies etwa bei Problemen mit Behörden wie bei der Suche nach geeigneten Lokalitäten.

### Adresse

Zürcher Forum der Religionen,  
c/o Fachstelle für Interkulturelle  
Fragen, Brahmstrasse 28,  
8003 Zürich

sel, Lausanne, Fribourg wurden Wohngemeinschaften für Studenten eingerichtet und wo nötig werden Studenten mit Stipendien unterstützt.

Für die Erwachsenen werden Deutschkurse und Computerkurse veranstaltet. Eine Frauenkommission organisiert wöchentliche Diskussionsabende und Kurse für Frauen.

Der Verein ist auch aktiv im Kulturaustausch, so wurden 1998 die Tanzenden Derwische und die staatliche Sufi-Musikgruppe aus der Türkei für die Vorstellungen in Bern und Zürich eingeladen.

1999 sponsort SERA das interkulturelle Projekt «contact99» (getragen vor allem durch das Migros Kulturprozent) und finanziert erstmals die Türkisch-Vorlesungen an der Universität Zürich.

### Adresse

Abdulkadir Irmak,  
SERA, Stiftung für Erziehung,  
Ausbildung & Integration,  
Kramgasse 47, 3011 Bern;  
Tel. 031-312 06 04;  
Fax 031-312 72 45



## Islamische Zeitung

Die ISLAMISCHE ZEITUNG ist eine Monatszeitung mit Informationen zum Islam im deutschsprachigen Raum. Sie erscheint 8–10-mal jährlich und bietet neben Hintergrundartikeln über politische Aktualität, wertvolle Beiträge über den muslimischen Alltag (Funktion der Moscheen, Kommentare zu Thematiken wie Schule und Islam, usw.). Ihre Webseite enthält

Angaben von Büchern rund um den Islam und aktuelle Links.

### Adresse

IZ-Redaktion, Postfach 2048,  
D-99401 Weimar;  
Tel. 0049-3643-51 42 52;  
Fax 0049-3643-80 01 22;  
IZ@compuserve.com;  
www.islamische-zeitung.de



## Islamophobia

Die *Europäische Kommission gegen Rassismus* erarbeitet eine Empfehlung zur Bekämpfung von Rassismus und Intoleranz gegenüber Muslimen.

1998 setzte das Plenum der Europäischen Kommission gegen Rassismus und Intoleranz (ECRI) des Europarats eine Arbeitsgruppe ein, die sich mit Ausgrenzung und Diskriminierung, mit welcher sich Muslime und Musliminnen in Europa konfrontiert sehen, befasst. Die Arbeitsgruppe veranstaltet in diesem Jahr Hearings mit interessierten Forschungsinstituten und Minderheitenorganisationen aus verschiedenen europäischen Ländern. Die ECRI-Empfehlung wird die aktuellen Bereiche potentieller Diskriminierung von Muslimen berücksichtigen: Zugang zum Arbeitsmarkt/Arbeitswelt; Zugang zu gleichwertiger Bildung/Religiöse Unterweisung/Schulbücher; Medien und ihre Darstellung von Muslimen und Musliminnen und des Islam; Gesetzgebung/Erteilung des Bürgerrechts/Antidiskriminierungsgesetze/Garantie der freien Religionsausübung; Möglichkeiten des Dialogs.

Die Veröffentlichung der Empfehlung ist für das Jahr 2000 vorgesehen.



## Stipendien zur Selbsthilfe

«Wenn jetzt kein Wunder geschieht, werde ich nie Recht studieren können!» sagte Zsofia Barabas im Herbst 1992 unter Tränen zu uns. Als Rumänin mit ungarischer Muttersprache war sie Opfer der kulturellen, sprachlichen und religiösen Benachteiligungspolitik der damaligen rumänischen Regierung gegenüber der ungarischen Minderheit geworden. Ohne Unterstützung hätte sie nicht studieren können. Ein Wunder bewirkten wir nicht, aber Zsofia Barabas konnte trotzdem studieren. Denn es fanden sich viele hilfsbereite Menschen in der Schweiz, die alle mit einem kleinen Beitrag mithelfen wollten.

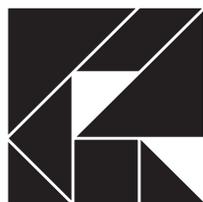
Heute unterstützen 140 Menschen mit je dreissig oder mehr Franken im Jahr unser Projekt. Damit konnten wir schon Studierende in Rumänien, Ungarn, Indonesien,

Jemen und Indien helfen, die ohne fremde Unterstützung keinen Schulabschluss hätten erreichen können. Zu all diesen jungen Leuten standen und stehen wir über Kontaktpersonen im regelmässigen persönlichen, brieflichen oder telefonischen Kontakt.

Unser Werbebudget ist minim: Wir sind eine Organisation, welche unmittelbare Unterstützung gewährt. Weiterhin suchen wir Menschen, die diskriminierten jungen Leuten im Ausland ihr Studium finanzieren wollen. Machen Sie auch mit?

### Adresse

«Stipendien zur Selbsthilfe»,  
c/o Michael Marti,  
Schweizergasse 60, 4000 Basel;  
Tel. 061-281 26 05 (p),  
061-267 33 70 (g);  
martimi@ubaclu.unibas.ch



## Les identités meurtrières

AMIN MAALOUF

Depuis que j'ai quitté le Liban en 1976 pour m'installer en France, que de fois m'a-t-on demandé, avec les meilleures intentions du monde, si je me sentais «plutôt français» ou «plutôt libanais». Je réponds invariablement: «L'un et l'autre!» Non par quelque souci d'équilibre ou d'équité, mais parce qu'en répondant différemment, je mentirais. Ce qui fait que je suis moi-même et pas un autre, c'est que je suis ainsi à la lisière de deux pays, de deux ou trois langues, de plusieurs traditions culturelles. C'est précisément cela qui définit mon identité. Serais-je plus authentique si je m'amputais d'une partie de moi-même?

A ceux qui me posent la question, j'explique donc, patiemment, que je suis né au Liban, que j'y ai vécu jusqu'à l'âge de vingt-sept ans, que l'arabe est ma langue maternelle, que c'est d'abord en traduction arabe que j'ai découvert Dumas et Dickens et *Les Voyages de Gulliver*, et que c'est dans mon village de la montagne, le village de mes ancêtres, que j'ai connu mes premières joies d'enfant et entendu certaines histoires dont j'allais m'inspirer plus tard dans mes romans. Comment pourrais-je l'oublier? Comment pourrais-je jamais m'en détacher? Mais, d'un autre côté, je vis depuis vingt-deux ans sur la terre de France, je bois son eau et son vin, mes mains caressent chaque jour ses

vieilles pierres, j'écris mes livres dans sa langue, jamais plus elle ne sera pour moi une terre étrangère.

Moitié français, donc, et moitié libanais? Pas du tout! L'identité ne se compartimente pas, elle ne se répartit ni par moitiés, ni par tiers, ni par plages cloisonnées. Je n'ai pas plusieurs identités, j'en ai une seule, faite de tous les éléments qui l'ont façonnée, selon un «dosage» particulier qui n'est jamais le même d'une personne à l'autre.

Parfois, lorsque j'ai fini d'expliquer, avec mille détails, pour quelles raisons précises je revendique pleinement l'ensemble de mes appartenances, quelqu'un s'approche de moi pour murmurer, la main sur mon épaule: «Vous avez eu raison de parler ainsi, mais au fin fond de vous-même, qu'est-ce que vous vous sentez?»

Cette interrogation insistante m'a longtemps fait sourire. Aujourd'hui, je n'en souris plus. C'est qu'elle me semble révélatrice d'une vision des hommes fort répandue et, à mes yeux, dangereuse. Lorsqu'on me demande ce que je suis «au fin fond de moi-même», cela suppose qu'il y a, «au fin fond» de chacun, une seule appartenance qui compte, sa «vérité profonde» en quelque sorte, son «essence», déterminée une fois pour toutes à la naissance et qui ne changera plus; comme si le reste, tout le reste – sa trajectoire d'hom-

me libre, ses convictions acquises, ses préférences, sa sensibilité propre, ses affinités, sa vie, en somme –, ne comptait pour rien. Et lorsqu'on incite nos contemporains à «affirmer leur identité» comme on le fait si souvent aujourd'hui, ce qu'on leur dit par là c'est qu'ils doivent retrouver au fond d'eux-mêmes cette prétendue appartenance fondamentale, qui est souvent religieuse ou nationale ou raciale ou ethnique, et la brandir fièrement à la face des autres.

Quiconque revendique une identité plus complexe se retrouve marginalisé. Un jeune homme né en France de parents algériens porte en lui deux appartenances évidentes et devrait être en mesure de les assumer l'une et l'autre. J'ai dit deux, pour la clarté du propos, mais les composantes de sa personnalité sont bien plus nombreuses. Qu'il s'agisse de la langue, des croyances, du mode de vie, des relations familiales, des goûts artistiques ou culinaires, les influences françaises, européennes, occidentales se mêlent en lui à des influences arabes, berbères, africaines, musulmanes ... Une expérience enrichissante et féconde si ce jeune homme se sent libre de la vivre pleinement, s'il se sent encouragé à assumer toute sa diversité; à l'inverse, son parcours peut s'avérer traumatisant si chaque fois qu'il s'affirme français, certains le regardent comme un traître, voire comme un renégat, et si chaque fois qu'il met en avant ses attaches avec l'Algérie, son histoire, sa culture, sa religion, il est en butte à l'incompréhension, à la méfiance ou à l'hostilité.

La situation est plus délicate encore de

l'autre côté du Rhin. Je songe au cas d'un Turc né il y a trente ans près de Francfort, et qui a toujours vécu en Allemagne dont il parle et écrit la langue mieux que celle de ses pères. Aux yeux de sa société d'adoption, il n'est pas allemand; aux yeux de sa société d'origine, il n'est plus vraiment turc. Le bon sens voudrait qu'il puisse revendiquer pleinement cette double appartenance. Mais rien dans les lois ni dans les mentalités ne lui permet aujourd'hui d'assumer harmonieusement son identité composée.

J'ai pris les premiers exemples qui me soient venus à l'esprit. J'aurais pu en citer tant d'autres. Celui d'une personne née à Belgrade d'une mère serbe, mais d'un père croate. Celui d'une femme hutu mariée à un Tutsi, ou l'inverse. Celui d'un Américain de père noir et de mère juive ... Ce sont là des cas bien particuliers, penseront certains. A vrai dire, je ne le crois pas. Les quelques personnes que j'ai évoquées ne sont pas les seules à posséder une identité complexe. En tout homme se rencontrent des appartenances multiples qui s'opposent parfois entre elles et le contraignent à des choix déchirants. Pour certains, la chose est évidente au premier coup d'œil; pour d'autres, il faut faire l'effort d'y regarder de plus près.

Qui, dans l'Europe d'aujourd'hui, ne perçoit pas un tiraillement, qui va nécessairement augmenter, entre son appartenance à une nation plusieurs fois séculaire – la France, l'Espagne, le Danemark, l'Angleterre ... – et son appartenance à l'ensemble continental qui se construit? Et que d'Européens ressentent aussi, du Pays



basque jusqu'à l'Écosse, une appartenance puissante, profonde, à une région, à son peuple, à son histoire et à sa langue? Qui, aux États-Unis, peut encore envisager sa place dans la société sans référence à ses attaches antérieures – africaines, hispaniques, irlandaises, juives, italiennes, polonaises ou autres?

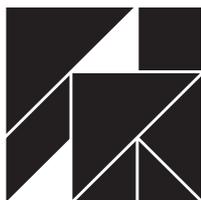
Cela dit, je veux bien admettre que les premiers exemples que j'ai choisis ont quelque chose de particulier. Tous concernent des êtres portant en eux des appartenances qui, aujourd'hui, s'affrontent violemment; des êtres frontaliers, en quelque sorte, traversés par des lignes de fracture ethniques, religieuses ou autres. En raison même de cette situation, que je n'ose appeler «privilegiée», ils ont un rôle à jouer pour tisser des liens, dissiper des malentendus, raisonner les uns, tempérer les autres, aplanir, raccommoder ... Ils ont pour vocation d'être des traits d'union, des passerelles, des médiateurs entre les diverses communautés, les diverses cultures. Et c'est justement pour cela que

leur dilemme est lourd de signification: si ces personnes elles-mêmes ne peuvent assumer leurs appartenances multiples, si elles sont constamment mises en demeure de choisir leur camp, sommées de réintégrer les rangs de leur tribu, alors nous sommes en droit de nous inquiéter sur le fonctionnement du monde.

«Mises en demeure de choisir», «sommées», disais-je. Sommées par qui? Pas seulement par les fanatiques et les xénophobes de tous bords, mais par vous et moi, par chacun d'entre nous. A cause, justement, de ces habitudes de pensée et d'expression si ancrées en nous tous, à cause de cette conception étroite, exclusive, bigote, simpliste qui réduit l'identité entière à une seule appartenance, proclamée avec rage.

C'est ainsi que l'on «fabrique» des massacreurs, ai-je envie de crier! [...]

Introduction a: *Les identités meurtrières*. Paris: Bernard Grasset, 1998 (ISBN 2-246-54881-0). Imprimé avec la gracieuse autorisation des éditions Bernard Grasset.



Die jährliche Fachtagung, die die Eidg. Kommission gegen Rassismus in Zusammenarbeit mit der Weiterbildungsstelle der Universität Bern im **Januar 2000** anbietet, ist dem Thema dieser Ausgabe von TANGRAM gewidmet: es geht um die *Institutionalisierung muslimischen Lebens in Europa und der Schweiz*.

An der eintägigen Veranstaltung wird ein Überblick über die Situation in verschiedenen europäischen Ländern und einigen Kantonen gegeben und in Arbeitsgruppen über die Umsetzungsmöglichkeiten diskutiert werden.

Für nähere Informationen: Sekretariat EKR, 3003 Bern; Fax 031-322 44 37; [eker-cfr@gs-edi.admin.ch](mailto:eker-cfr@gs-edi.admin.ch)

24.–26.9.1999	Das Antlitz «des Anderen» – Emmanuel Lévinas Philosophie und Hermeneutik als Anfrage an Ethik, Theologie und interreligiösen Dialog <i>Internationale Tagung in Rebburg-Loccum/D</i>	Evangelische Akademie Loccum, Postfach 2158, D-31545 Rebburg-Loccum; Tel. +49-5766 810, Fax +49-81 128
9.11.1999	Migrantinnen – Ausbilden statt Ausgrenzen – Wege zur Verbesserung der Ausbildungschancen junger Migrantinnen <i>Bern</i>	Berner Informationsstelle für Ausländerfragen ISA, Bollwerk 39, 3011 Bern; Tel./Fax 031-311 95 50
16.–23.11.1999	Weiterbildungstagung zum neuen Asylgesetz und den dringlichen Massnahmen im Asyl- und Ausländerbereich <i>Bern</i>	Kontaktstelle für Flüchtlingsfragen Bern-Mittelland, Seftigenstr. 51, 3007 Bern; Tel. 031-385 18 18, Fax 031-372 31 13
29.11.–1.12.1999	Zivile Konfliktbearbeitung partnerschaftlich anlegen <i>Rebburg-Loccum/D</i>	Evangelische Akademie Loccum, Postfach 2158, D-31545 Rebburg-Loccum; Tel. +49-5766 810, Fax +49-81 128
<i>Wo und wie können internationale Organisationen, staatliche Regierungen und Nichtregierungsorganisationen in der zivilen Konfliktbearbeitung zusammenarbeiten? Werkstattgespräch mit Vertretern von internationalen Organisationen, Bundesministerien und Regierungseinrichtungen sowie Nichtregierungsorganisationen und zivilgesellschaftlichen Gruppen.</i>		
9.–11.12.1999	Être étranger et migrant en Afrique au XX <sup>e</sup> siècle – Modes d'insertion et enjeux identitaires <i>Conférence internationale interdisciplinaire à Paris/F</i>	SEDET, Université de Paris 7; Fax: +33-1442 77 987; <a href="mailto:sedet@ccr.jussieu.fr">sedet@ccr.jussieu.fr</a>
20.–21.10.2000	Philosophischer Dialog der Religionen statt Zusammenstoss der Kulturen (EXPO-Diskurs) <i>Hannover/D</i>	Forschungsinstitut für Philosophie Hannover, «Diskurs der Weltreligionen», Gerberstr. 26, D-30169 Hannover; Tel. +49-511 1 64 09 10, Fax +49-164 09 40; <a href="mailto:Peter_F_Koslowski@compuserve.com">Peter_F_Koslowski@compuserve.com</a> ; <a href="http://www.fiph.de">http://www.fiph.de</a>

Wir publizieren gerne alle Veranstaltungen, die mit den Themen Rassismus, Antisemitismus und Fremdenfeindlichkeit zu tun haben. Bitte melden Sie uns Datum, Ort, Titel und Veranstalter und eine Kontaktadresse jeweils bis Ende Februar bzw. bis Ende Juli.

Nous annonçons volontiers toutes les manifestations ayant pour sujet le racisme, l'antisémitisme ou la xénophobie. Nous vous prions de nous communiquer date, lieu, titre et organisateur de la manifestation, ainsi qu'une adresse de contact avant fin février ou fin juillet.

Pubblichiamo volentieri tutte le manifestazioni concernenti razzismo, antisemitismo e xenofobia. Vi saremmo grati di volerci indicare data, titolo, luogo, organizzatore e un indirizzo entro la fine di febbraio rispettivamente la fine di luglio.



## Islamische Feiertage bis 2004

Das Fastenbrechenfest und das Opferfest sind die eigentlichen Feste im Islam. Sie sind für alle islamischen Rechtsschulen und Völker verbindlich und richten sich nach dem islamischen Mondkalender.

Die Festlegung der Daten für diese Feste und ihre Umrechnung auf den Gregorianischen Kalender wird bei manchen Rechtsschulen nicht nur von der astronomischen Rechnung, sondern auch von der eigentlichen Sichtung des Neumondes abhängig gemacht. Dies führt dazu, dass die genaue Festlegung besonders beim Ramadanfest manchmal erst am Vorabend des Festes möglich ist.

Die anderen obengenannten festlichen Anlässe haben keinen einheitlich verbindlichen Charakter im theologischen Sinne, werden jedoch von manchen islamischen Rechtsschulen und Völkern als Feste betrachtet.

### 1999

Ramadan (Anfang des Fastenmonats):  
9. Dezember 1999

### 2000

Fastenbrechenfest 1420:

8. Januar 2000

Opferfest:

16. März 2000

Neujahr (1421 n.H.):

6. April 2000

Ashura-Fest (Fasten- und Rettungstag  
des Propheten Moses):

15. April 2000

Mevlid (Geburtstag des Propheten Mohammed):

15. Juni 2000

Ramadan (Anfang des Fastenmonats):

27. November 2000

Fastenbrechenfest 1421:

27. Dezember 2000

### 2001

Opferfest:

5. März 2001

Neujahr (1422 n.H.):

26. März 2001

Ashura-Fest (Fasten- und Rettungstag  
des Propheten Moses):

4. April 2001

Mevlid (Geburtstag des Propheten Mohammed):

4. Juni 2001

Ramadan (Anfang des Fastenmonats):

16. November 2001

Fastenbrechenfest:

16. Dezember 2001

### 2002

Opferfest:

22. Februar 2002

Neujahr (1423 n.H.):

15. März 2002

Ashura-Fest (Fasten- und Rettungstag  
des Propheten Moses):

24. März 2002

Mevlid (Geburtstag des Propheten Mohammed):

25. Mai 2002

Ramadan (Anfang des Fastenmonats):

6. November 2002

Fastenbrechenfest:

5. Dezember 2002

### 2003

Opferfest:

12. Februar 2003

Neujahr (1424 n.H.):

4. März 2003

Ashura-Fest (Fasten- und Rettungstag  
des Propheten Moses):

13. März 2003

Mevlid (Geburtstag des Propheten Mohammed):

14. Mai 2003

Ramadan (Anfang des Fastenmonats):

27. Oktober 2003

Fastenbrechenfest:

25. November 2003

### 2004

Opferfest:

1. Februar 2004

Neujahr (1425 n.H.):

21. Februar 2004

Ashura-Fest (Fasten- und Rettungstag  
des Propheten Moses):

1. März 2004

Mevlid (Geburtstag des Propheten Mohammed):

2. Mai 2004

Ramadan (Anfang des Fastenmonats):

15. Oktober 2004

Fastenbrechenfest:

14. November 2004

Quelle: Zentralrat der Muslime Deutschland  
([http://www.islam.de/D400\\_bibliothek/430\\_Publikationen/431\\_Zmd/im07.html](http://www.islam.de/D400_bibliothek/430_Publikationen/431_Zmd/im07.html))



## Impressum

**TANGRAM** – BULLETTIN DER EIDGENÖSSISCHEN KOMMISSION GEGEN RASSISMUS  
**TANGRAM** – BULLETTIN DE LA COMMISSION FÉDÉRALE CONTRE LE RACISME  
**TANGRAM** – BOLLETTINO DELLA COMMISSIONE FEDERALE CONTRO IL RAZZISMO  
**TANGRAM** – BULLETTIN DA LA CUMISSIUN FEDERALA CUNTER IL RAZZISSEM

Nr. 7, Oktober/octobre/ottobre 1999

Herausgeberin/Editeur/Editore: Eidgenössische Kommission gegen Rassismus/Commission fédérale contre le racisme/  
Commissione federale contro il razzismo

Redaktion/Rédaction/Redazione: Sekretariat der EKR, GS-EDI, 3003 Bern; Tel. 031-324 12 83;  
Fax 031-322 44 37; ekr-cfr@gs-edi.admin.ch

Redaktionskomitee dieser Nummer/Comité de rédaction de ce numéro/Comitato di redazione per questo numero: Michele Galizia, Taner  
Hatipoglu, Claudine Marty, Samia Osman, Boël Sambuc

Verantwortlich/Responsable/Responsabile: Michele Galizia (Tel. 031-324 13 31; Fax 031-322 44 37; michele.galizia@gs-edi.admin.ch)

Erscheint zweimal jährlich/Paraît deux fois par année/Pubblicazione semestrale

Auflage/Tirage/Tiratura: 10000

© EKR/CFR

Nachdruck von Beiträgen mit Quellenangabe erwünscht; Belegexemplar an die EKR  
Reproduction autorisée avec mention de la source; copie à la CFR  
Riproduzione autorizzata con menzione della fonte; copia alla CFR.

Vertrieb/Diffusion/Diffusione, Abonnement/Abonnements/Abbonamenti: EDMZ, 3003 Bern  
(Art.-Nr. 301.300.7/99)

Preis/Prix/Prezzo: Gratis/Gratuit/Gratuito

Layout: Eleganti & Keller, Typo·Graphic·Design, Luzern

Korrektorat: Textkorrektur Terminus, Luzern

Die Meinung, die in den Beiträgen vertreten wird, muss nicht jener der EKR entsprechen  
L'opinion émise dans les textes ne reflète pas forcément celle de la CFR  
L'opinione espressa negli articoli non riflette necessariamente quella della CFR



## Bestellung Commande Ordinazione

TANGRAM erscheint zweimal im Jahr, jeweils im März und im September.

Es richtet sich an jene, die mit der Umsetzung antirassistischer Massnahmen zu tun haben, aber auch an alle weiteren interessierten Personen und Organisationen.

Mit sachbezogenen Artikeln zu Schwerpunktthemen will TANGRAM zur Diskussion und zur Meinungsbildung beitragen und Informationen im weiteren Umfeld des Themas Antirassismus bereitstellen.

Bitte *senden* Sie TANGRAM regelmässig an die folgende Adresse:

TANGRAM paraît deux fois par an, en mars et en septembre.

Il s'adresse non seulement à tous ceux qui ont affaire à la mise en œuvre de mesures antiracistes, mais aussi à toutes les personnes et organisations intéressées.

Par le biais d'articles spécialisés sur des thèmes spécifiques, TANGRAM souhaite contribuer à la discussion et à la formation d'opinion, et fournir des informations allant au-delà de l'antiracisme proprement dit.

Veillez *envoyer* régulièrement TANGRAM à l'adresse ci-dessous:

TANGRAM appare semestralmente, a marzo e a settembre.

Si rivolge a coloro che si occupano di mettere in atto provvedimenti antirazzistici, ma anche a tutte le persone e le organizzazioni che si interessano del problema.

Con la pubblicazione di articoli sugli argomenti più cruciali, TANGRAM intende contribuire alla discussione e alla formazione dell'opinione pubblica, nonché a fornire informazioni sull'ampia tematica dell'antirazzismo.

Vi prego di *inviare* TANGRAM regolarmente al seguente indirizzo:

Name, Vorname/Nom, prénom/Cognome, nome: \_\_\_\_\_

Strasse/Rue/Via: \_\_\_\_\_

PLZ, Ort/NPA, localit /CAP, localit : \_\_\_\_\_

Bitte *streichen* Sie die folgende Adresse aus Ihrem Verteiler:

Veillez *biffer* l'adresse suivante de la liste de distribution:

Vi prego di *cancellare* il seguente indirizzo dall'elenco dei destinatari:

Name, Vorname/Nom, prénom/Cognome, nome: \_\_\_\_\_

Strasse/Rue/Via: \_\_\_\_\_

PLZ, Ort/NPA, localit /CAP, localit : \_\_\_\_\_

Adress nderung:

Changement d'adresse:

Cambiamento di Indirizzo:

Name, Vorname/Nom, prénom/Cognome, nome: \_\_\_\_\_

Strasse/Rue/Via: \_\_\_\_\_

PLZ, Ort/NPA, localit /CAP, localit : \_\_\_\_\_





# Publikationen der EKR Publications de la CFR Pubblicazioni della CFR

Bulletin TANGRAM (dreisprachig/trilingue)			
Antirassismus-Strafnorm / L'article sur la discrimination raciale	1996	gratis	
Medien und Rassismus / Médias et racisme	1997	gratis	
Zigeuner / Tsiganes	1997	gratis	
Lässt sich Rassismus beobachten? (Forschung) / Est-ce qu'on peut observer le racisme? (Recherche)	1998	gratis	
Kinder- und Jugendbücher / Livres pour les enfants et les jeunes	1998	gratis	
Religion und Esoterik / Religion et ésotérisme	1999	gratis	
Muslime in der Schweiz / Les musulmans en Suisse	1999	gratis	
Farbige in der Schweiz./ Les gens de couleur en Suisse	2000	gratis	
Kampagne «Der schöne Schein» / Campagne «Les belles apparences»			
Plakate / Affiches (22 x 47 cm, Set à 7 Sujets) (D, F, I)		gratis	
Postkarten / Cartes postales (Set à 7 Sujets) (D, F, I)		gratis	
Videospots / Vidéoclip (D, F, I)		15.–	
SPOCK – Zeitung für junge Arbeitnehmer in Zusammenarbeit mit den Sozialpartnern	1997	gratis	
SPOCK – Journal pour les employés jeunes en collaboration avec les partenaires sociaux (français/italien)	1998	gratis	
Berichte / Rapports			
Antisemitismus in der Schweiz. Ein Bericht zu historischen und aktuellen Erscheinungsformen mit Empfehlungen für Gegenmassnahmen L'antisémitisme en Suisse. Rapport sur les manifestations historiques et actuelles avec recommandations d'actions (D, F, I, E)	1998	10.–	
Diskriminierungsverbot und Familiennachzug. Eine Studie zur Frage der Diskriminierung von Ausländerinnen und Ausländern im schweizerischen Recht (nur auf Deutsch)	1998	12.80	
Präsentation des ersten Berichts der Schweiz vor dem UNO-Ausschuss zur Beseitigung der Rassendiskriminierung (zusammen mit der EDA-Direktion für Völkerrecht) Présentation du rapport initial de la Suisse devant le comité de l'ONU pour l'élimination de la discrimination raciale (en commun avec la direction du droit international public) (D, F)	1998	gratis	
Getrennte Klassen? Ein Dossier zu den politischen Forderungen nach Segregation fremdsprachiger Kinder in der Schule Des classes séparées? Dossier sur les demandes politiques de ségrégation des enfants parlant une langue étrangère à l'école (D, F, I)	1999	gratis	

Bitte senden Sie mir folgende Publikationen der EKR (geben Sie bitte Anzahl und die gewünschte Sprache an):  
Veuillez m'envoyer les publications suivantes de la CFR (indiquez le nombre et la langue désirée):

Name, Vorname/Nom, prénom/Cogname, nome: \_\_\_\_\_

Strasse/Rue/Via: \_\_\_\_\_

PLZ, Ort/NPA, localité/CAP, località: \_\_\_\_\_



# TANGRAM 7

---

## Muslime in der Schweiz Musulmans en Suisse Musulmani in Svizzera

---



*HARTMUT FÄHNDRICH*  
**Glauben und glauben lassen**

*PATRICK HAENNI*  
**L'islam pluriel des musulmans de Suisse**

*FRANÇOIS JUNG*  
**De l'islam aux musulmans**

*JEAN-CLAUDE BASSET*  
**Aux sources de l'anti-islamisme en Suisse**

*TARIQ RAMADAN*  
**Islam en Suisse**

*WALTER KÄLIN*  
**Islam und schweizerische Grundrechtsordnung**

*JOANNA PFAFF-CZARNECKA*  
**Chancen öffentlicher Eingliederung**

*SAMIR SHAFY*  
**Grundlagen für eine erfolgreiche Integration**

*JUDITH BAUMGARTNER BIÇER*  
**Musliminnen im Alltag der Gesundheitsversorgung**

*BARBARA WALDIS*  
**Interreligiöse Ehepaare**

*MARIANNE HUBER GLÜNZ*  
**«Er ist ein Muslim» – ein Erklärungsansatz im Konfliktfall?**

*BARBARA STRÄULI ARSLAN, BRIGITTE HECKENDORN-HEINIMANN*  
**Muslimische Kinder in der Schweiz**

*RUEDI TOBLER*  
**Von der Allgegenwart der Stereotyp-Falle**

*REBEKKA EHRET*  
**Muslime im Integrationsleitbild der Stadt Basel**

*THOMAS FACCHINETTI*  
**Musulmans à Neuchâtel ou musulmans neuchâtelois?**

*CARLO MONTI*  
**Islam e Ticino**

*YAHYA SERGIO YAHE PALLAVICINI*  
**Islam e educazione**

*GEORG KREIS*  
**Der «Islam» in bester Gesellschaft**

*RENÉ RIEDO*  
**Der Beitrag der EKA**

*MARCEL HEINIGER*  
**Daten zu Muslimen und Musliminnen in der Schweiz  
Données sur les musulmans et musulmanes en Suisse**

**Literaturliste**

---